BMCE BANK

RAPPORT ANNUEL

2014

BMCE BANK

Sommaire

Mot du President **7**

Presentation du Groupe BMCE Bank

Appartenance au Groupe FinanceCom 8
Composition du Conseil d'Administration 11
Groupe BMCE Bank dans le monde 14
Profil du Groupe 15
Actionnariat de BMCE Bank 17
Strategie du groupe BMCE Bank 18
Faits Marquants 2014 19
Distinctions 2014-2015 20
Performances du Groupe en 2014 21

BMCE Bank au Maroc **26**

Banque des Particuliers & Professionnels 27
Banque de l'Entreprise 31
Banque d'affaires 35
Les Ressources et Moyens 37
Filiales financieres Specialisees 41

BMCE Bank en Afrique Subsaharienne **44**

Groupe Bank of Africa 48
Autres Filiales Africaines 49

BMCE Bank en Europe, en Asie & en Amerique du Nord **73**

BMCE Bank et son Environnement **78**

Economie Internationale 79
Economie Marocaine 80

BMCE Bank et sa Gouvernance **82**

Activites du Conseil d'Administration 83
Senior Management 86
Management à l'International 92
Management des Filiales au Maroc 93
Gouvernement d'Entreprise 94

BMCE Bank et ses Actionnaires **107**

Le Titre BMCE Bank 108
Relations Investisseurs 112
Rating de BMCE Bank 113
Agenda de la Communication Financiere 114

Organisation de la de gestion des risques **115**

Responsabilite Societale et Environnementale **133**

Fondation BMCE Bank 133
Developpement Durable 135
Capital humain 137
Relations publiques 138

Rapport Financier **139**

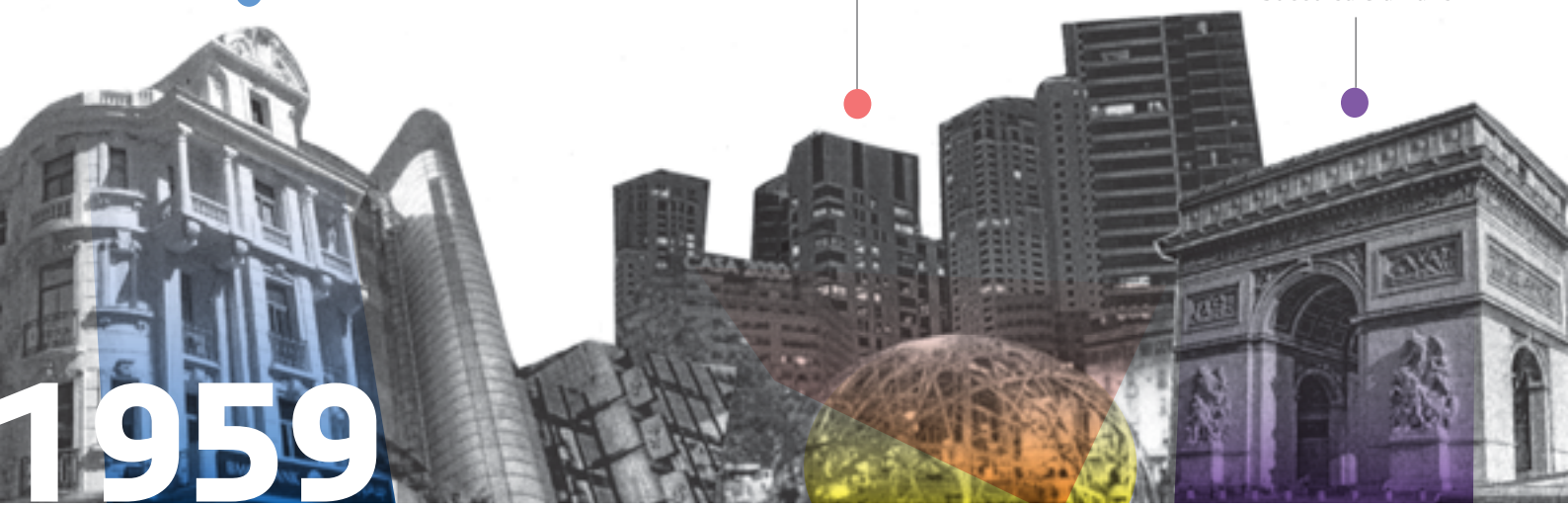
Rapport de Gestion 140
Resolutions 146
Rapport general des commissaires aux comptes sur comptes consolides 148
normes et principes comptables appliques par le groupe 149
Comptes Annuels Consolides 157
Rapport general des commissaires aux comptes sur comptes sociaux 178
Rapport special des commissaires aux comptes 179
Principes comptables 188
Comptes Annuels sociaux 191
Bilan Activite Maroc 212

Reseau de BMCE Bank A l'International **216**
Filiales du Groupe BMCE Bank **217**
Historique de BMCE Bank **218**

1959
Création de la Banque

1965
Ouverture de Tanger
Zone Franche

1972
1ère Implantation
à l'Etranger d'une
Succursale à Paris



1975
Introduction en Bourse

1988
Création de Maroc Factoring

1989
Ouverture de BMCE International Madrid

1994
Création de BMCE Capital Bourse et BMCE Capital Gestion

PLUS DE 55 ANS DE DEVELOPPEMENT CONTINU

OTHMAN BENJELLOUN
PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

MOT DU PRÉSIDENT

Des résultats sous un trend haussier confirmé, tel est le bilan de l'exercice 2014 qui fait ressortir la consolidation de l'assise financière du Groupe BMCE Bank of Africa, grâce à une capacité bénéficiaire chaque année renforcée.

En atteste le niveau record, frôlant la barre des 2 milliards de dirhams que réalise le RNPG à 1,944 Milliard, représentant plus du double du montant de 2011 et confirmant ainsi le bien fondé des orientations stratégiques du Groupe au Maroc et à l'international.

Conjuguées à une diversification plus large des secteurs d'intervention, ces performances, confirment la montée en puissance du Groupe et une présence plus accentuée en Afrique subsaharienne à travers, entre autres, le lancement cette année du prix de l'entreprenariat « *African Entrepreneurship Award* », un concours à forte incidence économique et sociale.

Nous franchissons aujourd'hui une nouvelle étape de développement de BMCE Bank, accélérant sa montée en puissance en tant que Groupe continental, capitalisant sur cette marque puissante qu'est « la Banque de l'Afrique », «Bank of Africa » et ce, en l'accolant à notre prestigieuse marque BMCE Bank. « BMCE Bank of Africa », appuie de ce fait, notre volonté de couvrir l'ensemble du continent à travers de nouvelles implantations en Afrique anglophone et lusophone notamment.

En tant que Groupe maghrébin et panafricain, notre responsabilité sociale transparaît à travers l'ensemble des engagements de nos filiales qui en sont le véhicule opérationnel et performant. Que ce soit dans le financement de projets structurants ou dans les actions de proximité visant l'inclusion financière, le Groupe, dans sa dimension africaine, se positionne désormais comme un acteur de référence, fortement engagé dans le développement économique, social et environnemental des 30 pays de présence.

Au cours de l'année 2015, sont prévus d'être célébrés, dans le contexte du 60ème anniversaire de l'indépendance du Royaume, le 55ème anniversaire de la création de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur ainsi que le 20ème anniversaire de sa privatisation.

Nous sommes confiants qu'à ces illustres occasions, les performances que réaliseront BMCE Bank et ses filiales seront davantage éloquents, à la hauteur des attentes de leurs actionnaires et en conformité avec la stature et le rayonnement national et international du Groupe BMCE Bank of Africa.

Othman BENJELLOUN
President Directeur General

APPARTENANCE AU GROUPE FINANCECOM

Groupe leader régional résolument ouvert à l'international, Finance-Com intervient dans divers secteurs d'activité à fort potentiel de croissance conjuguant Banque, Assurance, Technologies, Media & Télécoms et Services.

LE CORE BUSINESS

- BMCE Bank : Banque universelle, 3ème banque privée du Maroc avec des parts de marché de crédits et dépôts de 14%, respectivement.

- RMA Watanya : Une des compagnies d'assurance leader au Maroc avec 18% de part de marché en termes de primes émises.

- RMA Capital Holding : Société de gestion de RMA Watanya.

RELAIS DE CROISSANCE

- Méditel : 2ème opérateur global de télécommunications au Royaume, avec 12,5 millions d'abonnés.

- Atcom : Africa Téldis & Communication, opérateur de référence dans les secteurs des média et de la communication au Maroc et en Afrique (Mosaik...).

- Agroalimentaire : Ranch Adarouch, plus grand élevage d'Afrique de bovins et Bio Beef, 1ère unité d'abattage, de découpe et de transformation de viande rouge au Maroc.

PRIVATE EQUITY

- Argan Capital : Pôle de gestion des fonds d'investissements du Groupe FinanceCom.

- Finatech : Groupe d'entreprises spécialisées dans les nouvelles technologies de l'information organisé en quatre pôles d'activité (i) Infrastructures & Réseaux, (ii) *Payment Systems & Security,* (iii) *Offshoring & IT services, et* (iv) *Innovation Technologies.*

- Autres Investissements: CTM, Air Arabia Maroc, RISMA et Brico Invest.

PATRIMOINE

- CAP ESTATE : Filiale immobilière du Groupe au capital de 500 Millions de dirhams.

- REVLY'S : Société de financement touristique détenue à part égale entre le Groupe FinanceCom et Aman Resort.

- AOS Maroc : Entité spécialisée dans la Maîtrise d'Ouvrage Déléguée.

INTERNATIONAL

- FinanceCom International: Filiale dédiée au pilotage des Sociétés de gestion d'actifs et de Patrimoine du Groupe à l'échelle mondiale.

FINANCE COM

FINANCECOM INTERNATIONAL

FINANCECOM CAPITAL

FCOM-L

MEDITELECOM

ATCOM

AGROALIMENTAIRE

BIO BEEF

RANCH ADAROUCH

BMCE BANK

BMCE CAPITAL

MAGHRE-BAIL

SALAFIN

BMCE BANK INTERNA-TIONAL

BANK OF AFRICA

MAROC FACTO-RING

LOCASOM

RMA WATANYA

RMA CAPITAL HOLDING

FINATECH

AUTRES PARTICIPATIONS

CTM

AIR ARABIA

BRICO INVEST

CAP ESTATE

RISMA

AOS MAROC

REVLY'S/AMANJENA

ARGAN INVEST

de gauche à droite
Othman BENJELLOUN
Michel LUCAS
Abdellatif ZAGHNOUN
Azeddine GUESSOUS
Pedro MOSQUEIRA DO AMARAL
Adil DOUIRI
Zouheir BENSAÏD
Brahim BENJELLOUN-TOUIMI
Mohamed BENNANI
Mamoun BELGHITI
Amine BOUABID

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration du Groupe BMCE Bank compte onze Administrateurs dont deux Administrateurs étrangers et neuf Administrateurs non exécutifs.

Othman BENJELLOUN
Président Directeur Général
Date du premier mandat : 1995*
Mandat Actuel : 2013 – 2019

BANQUE FÉDÉRATIVE DU CREDIT MUTUEL – Groupe CM-CIC
Représentée par Michel LUCAS
Date du premier mandat : 2005
Mandat Actuel : 2014 - 2020

CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION
Représentée par Abdellatif ZAGHNOUN
Date du premier mandat** : 1966
Mandat Actuel : 2010 – 2016

RMA WATANYA
Représentée par Azeddine GUESSOUS
Date du premier mandat : 1994
Mandat Actuel : 2013 – 2019

NOVO BANCO (Ex Banco Espirito Santo)
Représentée par Pedro MOSQUEIRA DO AMARAL
Date du premier mandat : 2001
Mandat Actuel : 2012 - 2018

Adil DOUIRI
Administrateur Intuitu personae
Date du premier mandat : 2008
Mandat Actuel : 2010 – 2016

FINANCECOM
Représentée par Zouheir BENSAÏD
Date du premier mandat : 2001
Mandat Actuel : 2015 - 2021

Brahim BENJELLOUN - TOUIMI
Administrateur Directeur Général Exécutif Groupe
Date du premier mandat : 2004
Mandat Actuel : 2010 - 2016

Mohamed BENNANI
Administrateur
Date du premier mandat : 2004
Mandat Actuel : 2010 - 2016

Mamoun BELGHITI
Administrateur
Date du premier mandat : 2004
Mandat Actuel : 2010 - 2016

Amine BOUABID
Administrateur Intuitu personae
Date du premier mandat : 2008
Mandat Actuel : 2013 - 2019

(*) Pour l'ensemble des mandats, l'année correspond à celle de tenue des AG statuant sur les comptes de l'exercice précédent.

(**) La CDG a siégé au sein du Conseil d'Administration de BMCE Bank de 1966 à 1997 puis a été renommée lors de l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mai 2010. M. Zaghnoun a été coopté par le Conseil d'Administration du 20 mars 2015.

INSTANCES ISSUES DU CONSEIL & DE DIRIGEANCE

Comité de Gouvernance

Instance émanant du Conseil d'Administration, le Comité de Gouvernance émet avis et recommandations au Conseil sur le déploiement d'une politique de bonne gouvernance.

Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne du Groupe assiste le Conseil d'Administration en matière de contrôle interne, notamment en veillant à ce que (i) le système de contrôle interne et les moyens mis en place permettent la surveillance et la maîtrise des risques au niveau de la Banque et de ses filiales et la production des informations requises par le Régulateur dans le cadre de la surveillance consolidée du Groupe ; (ii) les informations financières destinées au Conseil d'Administration et aux tiers soient fiables et exactes, de nature à ce que les intérêts légitimes des actionnaires, des déposants et des autres parties prenantes soient préservés et (iii) l'examen des comptes sociaux et consolidés soit réalisé avant leur soumission au Conseil d'Administration.

Comité des Risques Groupe

Le Comité des Risques Groupe assiste le Conseil d'Administration en matière de stratégie et de gestion des risques, notamment en veillant à ce que la stratégie globale des risques soit adaptée au profil de risque de la Banque et du Groupe, au degré d'aversion aux risques, à son importance systémique, à sa taille et à son assise financière.

Comité Exécutif Groupe

Présidé par M. Othman BENJELLOUN, le Comité Exécutif Groupe assure le pilotage stratégique du Groupe. Il constitue le relais opérationnel du Conseil d'Administration dans l'élaboration de proposition d'axes de développement, la mise en œuvre de la stratégie telle qu'il l'a validée et le suivi rapproché de la gestion des risques Groupe. Il pilote les activités du Groupe et arbitre toute question opérationnelle et fonctionnelle relevant de la compétence des entités du Groupe et des comités internes.

Comité de Direction Générale Groupe

Le Comité de Direction Générale Groupe est l'instance de dirigeance de BMCE Bank, placée au cœur du fonctionnement du Groupe Bancaire au Maroc. Le Comité de Direction Générale Groupe, relais opérationnel du Comité Exécutif Groupe, est chargé de décliner en actions et mesures opérationnelles les orientations stratégiques du Groupe.

Comité de Fonctionnement

Le Comité de Fonctionnement est l'instance de remontée, de partage de l'information et d'arbitrage de toute problématique liée au fonctionnement des activités de la Banque. Il apporte ainsi une expertise métier et émet des recommandations au Comité de Direction Générale afin d'éclairer ses décisions sur ces aspects.

Comité de Pilotage et de Gestion des Risques Groupe

Issu du Comité de Direction Générale du Groupe BMCE Bank, le Comité de Pilotage et Gestion des Risques Groupe l'assiste en matière de gestion et suivi effectifs et opérationnels du dispositif de pilotage des risques du Groupe et de la cohérence des activités du Groupe avec les Politiques des risques et limites fixées.

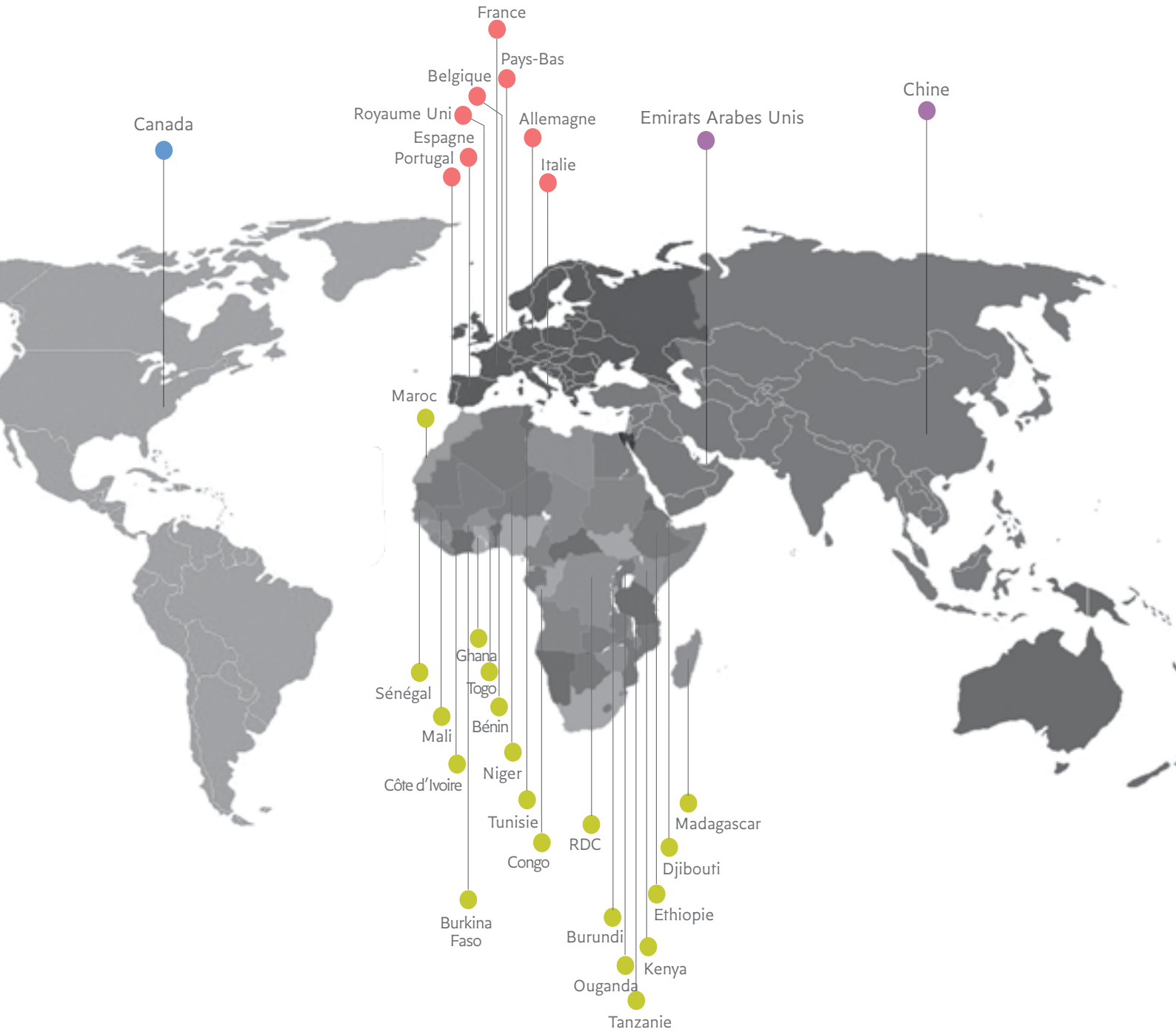
Comité de Coordination du Contrôle Interne Groupe

Emanant du Comité de Direction Générale du Groupe BMCE Bank, le Comité de Coordination du Contrôle Interne Groupe l'assiste en matière de gestion et suivi effectifs et opérationnels des dispositifs de contrôle mis en place sur le périmètre Groupe.

Comité ALM Groupe

Le Comité ALM Groupe est l'instance en charge de l'élaboration et l'exécution de la stratégie de gestion Actif – Passif du Groupe et ce, conformément aux orientations stratégiques validées par le Conseil d'Administration.

Implantation dans **30 Pays**
Plus de **1200** Agences
Plus de **4 500 000** Clients
Plus de **12 500** Collaborateurs



UN GROUPE DE DIMENSION INTERNATIONALE

- 1ère Banque à l'international, ouvrant une succursale à Paris en 1972
- 1ère Banque à être présente en Afrique subsaharienne suite à la restructuration de la Banque de Développement du Mali en 1989
- 1er émetteur Corporate au Maroc d'un emprunt en devise (Eurobond) en 2013
- 1ère Banque marocaine à émettre des titres GDR en 1996
- 1ère Banque présente sur 3 places financières : Casablanca, Londres, Luxembourg
- Seule Banque marocaine présente en Afrique de l'Est & en Afrique Australe
- 1ère Banque à ouvrir un bureau de représentation à Pékin, en Chine depuis 2000

GROUPE BANCAIRE AUX PREMIERS RANGS

3ème banque en termes de total bilan, avec des parts de marché crédits et dépôts de 14%, respectivement
2ème bancassureur avec une part de marché de près de 30%
3ème gestionnaire d'actifs avec une part de marché avoisinant 14%
2ème capitalisation bancaire et 3ème de la Bourse des Valeurs de Casablanca avec 42 Milliards DH.

UN GROUPE BANCAIRE UNIVERSEL ET MULTI-ENSEIGNES

Un Groupe de 17 filiales consolidées

4 lignes de métiers phares :
• Banque commerciale au Maroc : Banque des Particuliers & Professionnels et Banque de l'Entreprise
• Activités de banque d'affaires (activités de marchés, intermédiation boursière, gestion d'actifs, conservation des titres, conseil, ...)
• Activités à l'international notamment en Afrique Subsaharienne à travers le réseau Bank of Africa et en Europe à travers BIH, Holding regroupant les deux filiales européennes BBI Plc et BBI Madrid
• Services financiers spécialisés: leasing, crédit à la consommation, affacturage, et recouvrement

UNE BANQUE SOCIALEMENT RESPONSABLE

• **Promotion de l'éducation** à travers le programme Medersat. Com de la Fondation BMCE Bank qui compte près de 200 unités scolaires et préscolaires, plus de 400 professeurs et 15 000 élèves scolarisés et pris en charge
• **Développement Communautaire Intégré** : Alphabétisation, éducation sanitaire et sportive, électrification et approvisionnement en eau potable des douars, préservation de l'environnement...
• **Engagement dans la finance durable** à travers la mise en place d'un système de gestion des impacts environnementaux et sociaux, une première dans le secteur bancaire.
• **1ère banque de la région du Maghreb à adhérer aux principes de l'Equateur**
• **Renouvellement de la certification ISO 14 001** dans la gestion environnementale
• **1ère institution financière au Maroc et dans la région** à sceller un accord de partenariat innovant avec la BERD, la KFW, l'AFD et la BEI à travers une ligne de 20M€ de refinancement de l'efficacité énergétique (*MorSEFF*)
•**1ère société de gestion marocaine d'OPCVM** à gérer un fonds labélisé *ISR* (Investissement socialement responsable)

2014

UN GROUPE BANCAIRE MULTI-MÉTIERS

BMCE BANK

- Banque des Particuliers & Professionnels
- Banque de l'Entreprise
- Activités de Marchés

SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

- Maghrébail
51% (Intégration Globale)
- Salafin
74,76% (Intégration Globale)
- Maroc Factoring
100% (Intégration Globale)
- RM Experts
100% (Intégration Globale)
- Euler Hermes Acmar
20% (Mise en Equivalence)

AUTRES ACTIVITÉS

- Eurafric Information
41% (Mise en Equivalence)
- Conseil Ingénierie et Développement
38,9% (Mise en Equivalence)
- Locasom
97,30% (Intégration Globale)

ACTIVITÉS DE BANQUE D'AFFAIRES

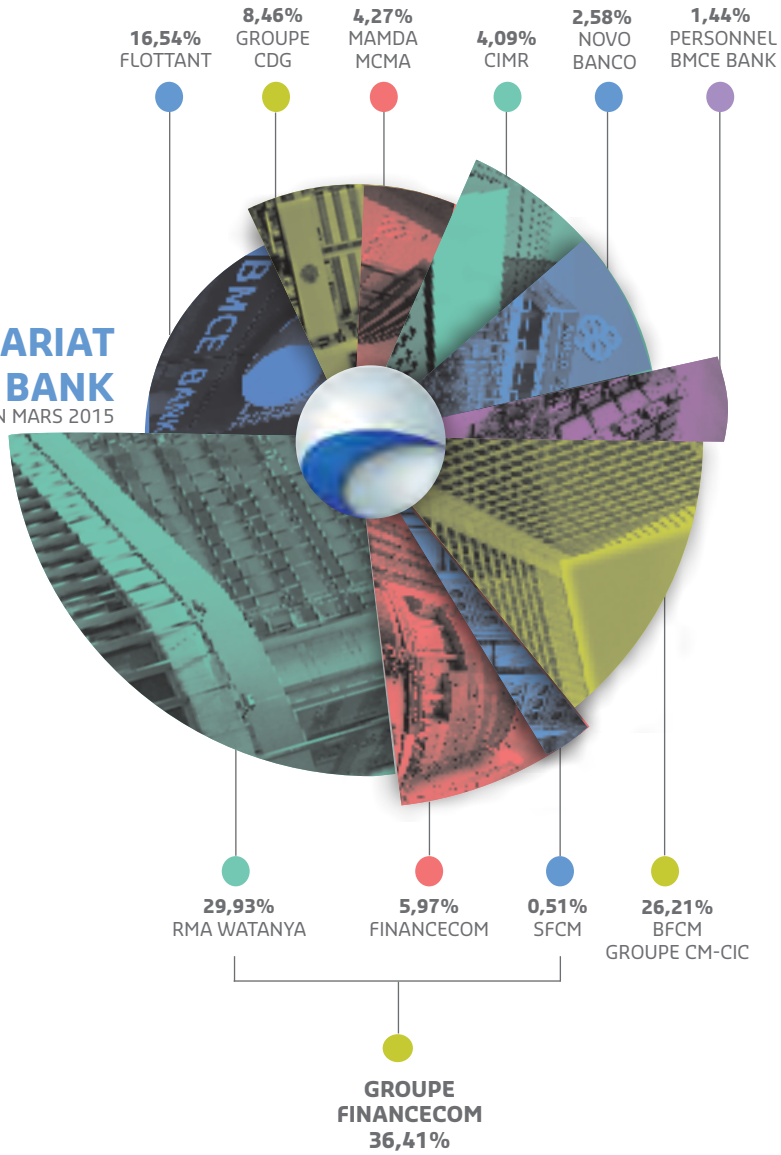
- BMCE Capital SA
100% (Intégration Globale)
- BMCE Capital Bourse
100% (Intégration Globale)
- BMCE Capital Gestion
100% (Intégration Globale)

ACTIVITÉS À L'INTERNATIONAL

- Bank of Africa
73,7% (Intégration Globale)
- Banque de Développement du Mali
32% (Mise en Equivalence)
- La Congolaise de Banque
37% (Intégration Globale)
- BMCE International Holding
100% (Intégration Globale)

ACTIONNARIAT BMCE BANK

A FIN MARS 2015



DES PARTENAIRES PRESTIGIEUX

FinanceCom
Groupe marocain privé, leader au Maroc et au rayonnement panafricain, présent dans divers secteurs d'activité à fort potentiel de croissance, la Banque, l'assurance, télécoms, médias.

RMA Watanya
Acteur de référence sur le marché des assurances et de la bancassurance, parmi les leaders des entreprises d'Afrique du Nord, disposant d'un réseau de distribution élargi et solide.

BFCM-Groupe CM-CIC
2ème Banque de détail en France , au service de plus de 13 millions de clients, Numéro 1 de la bancassurance en France, leader en monétique et acteur majeur sur le marché des professionnels.

Groupe CDG
Premier investisseur institutionnel au Maroc, et acteur de référence à l'échelle nationale, sur l'ensemble de ses métiers à savoir le financement public de l'investissement, la gestion de l'épargne longue, le financement des infrastructures, les aménagements et le développement du marché financier.

STRATÉGIE DU GROUPE BMCE BANK

La stratégie du Groupe BMCE Bank repose essentiellement sur les trois axes suivants

EXPANSION

Croissance aussi bien au niveau domestique qu'à l'international

Au Maroc, BMCE Bank compte poursuivre l'extension de son réseau d'agences à raison de 50 agences par an, à l'horizon 2020.

De même, la présence du Groupe à l'international sera renforcée dans les pays d'implantation à fort potentiel notamment à travers le Groupe Bank of Africa, en Europe à travers le passeport européen de BMCE EuroServices, en Asie avec la création en cours d'une Succursale BMCE Bank à Shanghai, ou encore en Amérique à travers un bureau de représentation à Montréal.

DÉVELOPPEMENT

Renforcement des synergies et capitalisation sur les métiers du Groupe

BMCE Bank se positionne parmi les leaders du secteur sur différents marchés. Ainsi et afin de préserver ce positionnement, la Banque consolide davantage ses segments d'activités notamment celui de la PME, Banque à distance, Clientèle Haut de Gamme, Migrants, Banque Participative, etc.

Le Groupe vise également à renforcer les synergies intra-groupes essentiellement à l'échelle internationale auprès de Bank Of Africa, BDM et LCB, avec le développement des métiers spécialisés à savoir, le *leasing*, le *factoring*, l'assurance-crédit et le conseil, et auprès de la plateforme européenne sur l'activité de commerce extérieur et la diversification des sources de liquidité.

OPTIMISATION

Un modèle opérationnel efficient et une gouvernance optimale

Dans le cadre du déploiement du dispositif d'efficacité opérationnelle, BMCE Bank réalloue ses Fonds Propres en faveur des segments à fort potentiel de développement avec notamment le renforcement du poids des crédits aux Particuliers et du financement de la PME.

Pareillement, et afin d'asseoir une meilleure représentativité du Groupe et de mettre en œuvre le *business model* de BMCE Bank, le Groupe renforce la Gouvernance au sein de ses diverses entités.

L'élargissement et la mise en œuvre du *Business Model* de BMCE Bank au sein de l'ensemble des filiales de même que l'accompagnement du développement du Groupe à l'international, notamment en Afrique subsaharienne, prévoient, dans le cadre du *Programme Convergence*, une mutualisation des ressources et des moyens ainsi qu'un pilotage des risques, finances, et IT à l'échelle Groupe et ce, pour une meilleure productivité au niveau du Groupe notamment en matière de coût du risque et des performances financières.

FAITS MARQUANTS 2014

• Ouverture d'un Bureau de Représentation au Canada dans le cadre d'un partenariat avec le Mouvement Desjardins portant notamment sur la promotion des investissements Canadiens au Maroc, l'accompagnement des Migrants Marocains installés au Canada ainsi que les Étudiants Marocains poursuivant leurs études supérieures dans ce pays.

• Élargissement du réseau de BMCE EuroServices à travers l'ouverture de nouvelles implantations aux Pays-Bas, en Allemagne et en Belgique à Anvers.

• Organisation par BMCE Bank de la 1ère édition de *China Africa Investment Meetings* en collaboration avec *China Africa Joint Chamber of Commerce and industry*.

• Démarrage de l'activité de BOA Capital – dotée du statut CFC en partenariat avec BMCE Capital.

DISTINCTIONS 2014-2015

• « ***Best Bank in Morocco*** », *EMEA Finance* 2014

• « ***Best Bank*** » au Bénin, Burkina Faso et Madagascar décerné par *EMEA Finance 2014*

• « ***Top performer RSE Maroc*** » par l'agence de notation Vigeo pour la 2ème année consécutive pour son engagement dans la « Communauté et le développement local » au titre des actions de la Fondation BMCE Bank et au titre de la Gestion de ses Ressources Humaines, la valorisation de son capital humain et ses actions en faveur de la formation et de la promotion de l'employabilité de ses collaboratrices et collaborateurs

• **Renouvellement de la certification ISO 14 001** dans la gestion environnementale reflétant la maîtrise des impacts environnementaux directs et indirects

• **« Meilleure Banque Socialement Responsable de l'année »** par The *African Banker 2015*

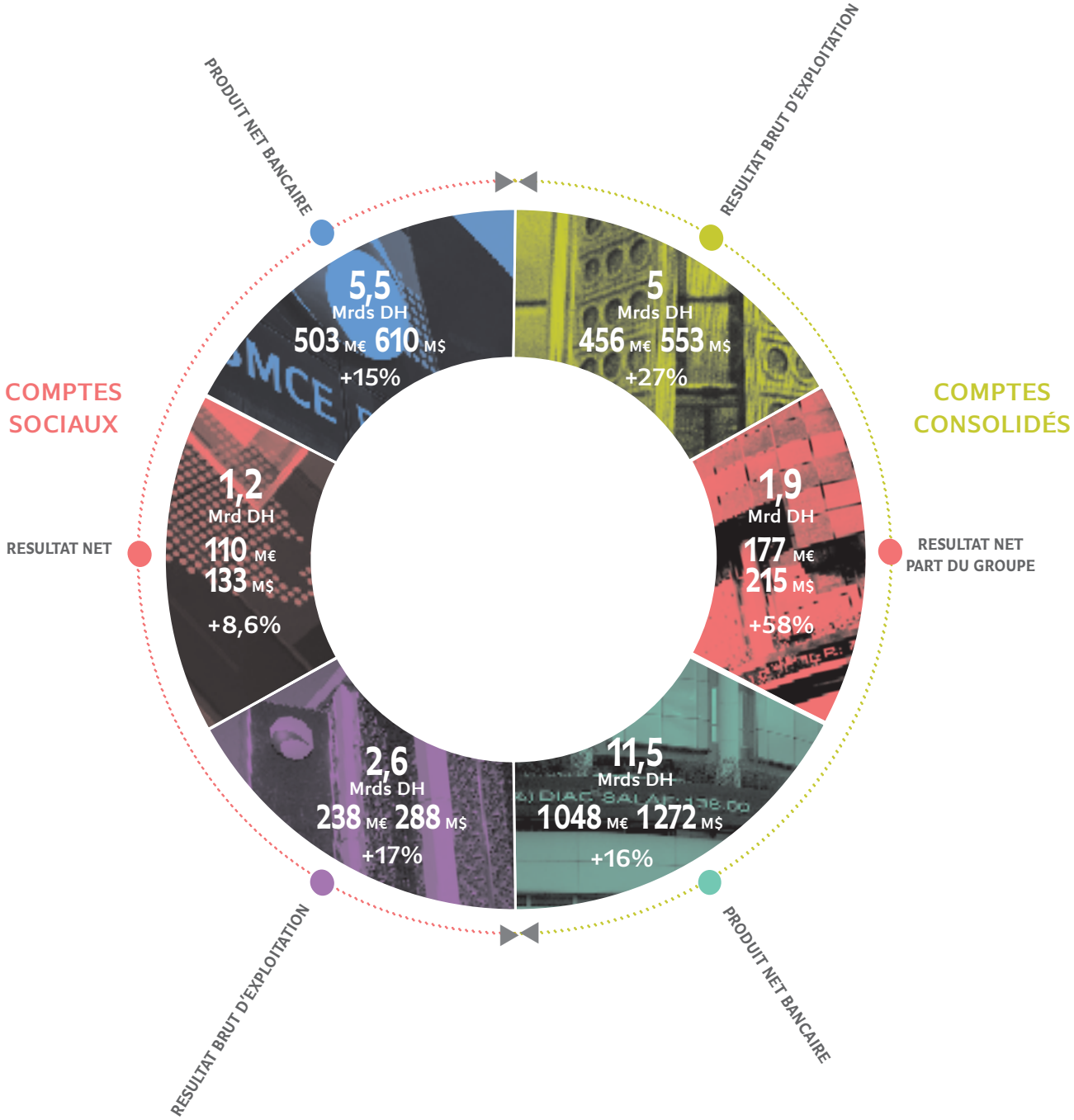
• Obtention du prix « **Meilleur Groupe Bancaire en Afrique** » décerné par le Magazine britannique « *The European* »

• **« *Best Commercial Bank in Morocco* »** et **« *Best CSR Bank in Morocco* »** par *Global Banking & Finance Review 2014*

• « ***Best Performer RSE Maroc*** » pour sa stratégie environnementale

• Obtention du ***Prix CSR Arabia Awards 2014***, *Partnership Category*

2014 PERFORMANCES DU GROUPE



PERFORMANCES FINANCIÈRES À LA HAUTEUR DES AMBITIONS DU GROUPE

COMPTES CONSOLIDÉS

Résultat Net Part du Groupe

Résultat Net Part du Groupe -RNPG- enregistrant une hausse de +58%, atteignant 1 944 MDH, soit une croissance annuelle moyenne de +33% sur la période 2011-2014.
Une contribution positive aux résultats consolidés des métiers du Groupe :

•Bonne tenue des activités au Maroc, notamment grâce à la maison mère, BMCE Bank SA, ayant vu sa contribution au RNPG multipliée par 2,2, soit plus de la moitié de la capacité bénéficiaire consolidée ;

•Croissance de +13% des bénéfices réalisés par les filiales à l'international, représentant 1/3 du RNPG, notamment grâce aux activités en Europe dont la contribution s'améliore significativement passant de -1% en 2011 à 6% en 2014 ; pour sa part, l'Afrique Subsaharienne contribue à plus du ¼ au RNPG.

Résultat Brut d'Exploitation

Une performance opérationnelle significative, illustrée par une progression du RBE consolidé de +27% atteignant un niveau jamais égalé de 5 Milliards DH, avec un rythme moyen annuel de plus de 18% depuis 4 ans.

Produit Net Bancaire

Produit Net Bancaire du Groupe franchissant pour la première fois le cap de 11 Milliards DH, en hausse de +16% par rapport à l'année précédente et de +12% en moyenne sur les 4 dernières années.

Structure stable des revenus avec une part de 84% générée par le *core business* et 10% par les activités de marché.

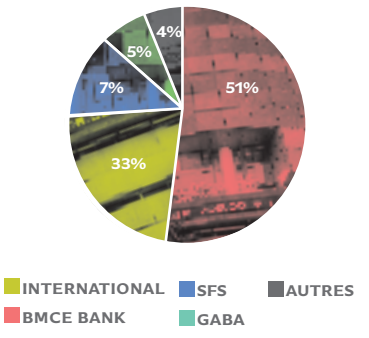
Capitaux Propres Part du Groupe

Renforcement de l'assise financière avec une hausse de +8% des Capitaux Propres part du Groupe à 16 Milliards DH, quasiment triplés depuis 2009 et ce, afin d'accompagner le développement du Groupe et s'aligner aux exigences réglementaires en matière de fonds propres.

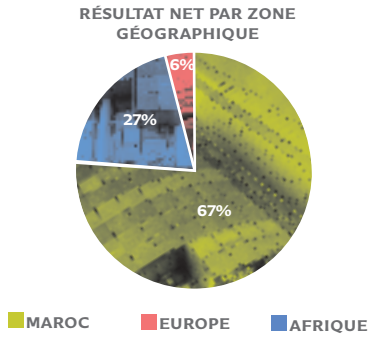
Crédits et Dépôts

Évolution de l'encours des dépôts de la clientèle consolidés de +8,5% s'établissant en 2014 à 161,3 Milliards DH contre 148,8 Milliards DH en 2013 et progression des crédits consolidés de +3,9%, passant de 149,3 Milliards DH en 2013 à 155,1 Milliards DH en 2014.

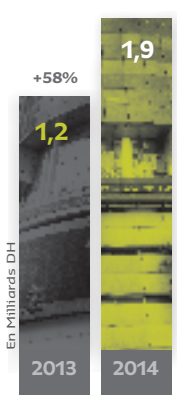
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE



RÉSULTAT NET PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

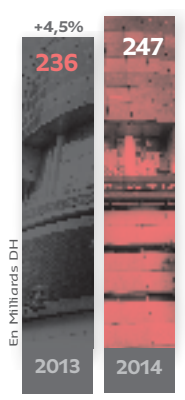


RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

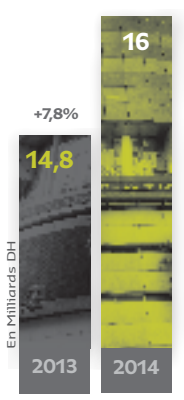


PRODUIT NET BANCAIRE

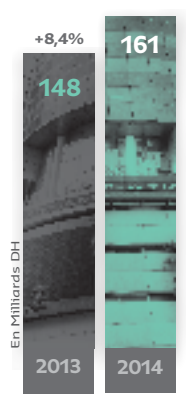
TOTAL BILAN



CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE



DÉPÔTS



CRÉDITS

COMPTES SOCIAUX

Résultat Net Social

BMCE Bank SA, en l'espace de 4 ans, ayant multiplié par deux son résultat net social, a dépassé le 1,2 Milliard DH, en hausse de +9% en 2014 et en progression annuelle moyenne de +30% sur les 4 dernières années.

Produit Net Bancaire

Produit Net Bancaire social en 2014, en croissance de +15%, principalement tiré par la bonne performance des activités de marchés (+38%) de même que celle des activités cœur de métiers, en l'occurrence la marge sur commissions (+13%) et la marge d'intérêts (+9%).

Résultat Brut d'Exploitation

Renforcement de l'activité d'exploitation de la Banque avec un RBE en progression de +18% par rapport à 2013 à 2,6 Milliards DH, toutefois contenue par des dotations nettes de reprises de 1,1 Milliard, soit +55% par rapport à 2013 dans un contexte général de montée des risques au niveau du secteur bancaire.

Crédits et Dépôts

Gain en parts de marché crédits de 11 points de base à 13,7% suite à la hausse des crédits à l'économie de +4,8% à 103 Milliards DH contre +3,8% pour le secteur.

Croissance des ressources de +6% à 115,4 Milliards DH contre +5,4% pour le secteur, induisant une légère amélioration de la part de marché de la Banque de 7 pdb à 14%.

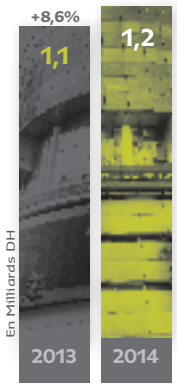
PARTS DE MARCHÉ DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

	2014	2013
TOTAL RESSOURCES	14,57%	14,78%
Comptes chèques	13,64%	13,93%
Comptes courants	12,34%	14,29%
Comptes sur carnets	18,39%	18,84%
Dépôts à terme	14,83%	14,70%
Titres créances émis	17,82%	15,22%

PARTS DE MARCHÉ CRÉDITS DE LA CLIENTÈLE

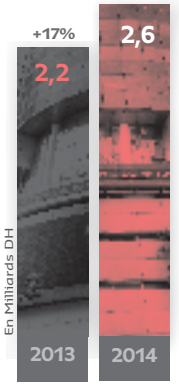
	2014	2013
TOTAL CREDITS	13,59%	13,21%
Crédits aux Particuliers		
Consommation	18,81%	18,07%
Immobiliers	13,95%	13,64%
Crédits aux Entreprises		
Trésorerie	14,52%	14,28%
Equipement	9,30%	9,64%
Promotion immobilière	15,74%	14,61%
Crédits aux sociétés de financement	17,80%	15,56%

RÉSULTAT NET



PRODUIT NET BANCAIRE

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION

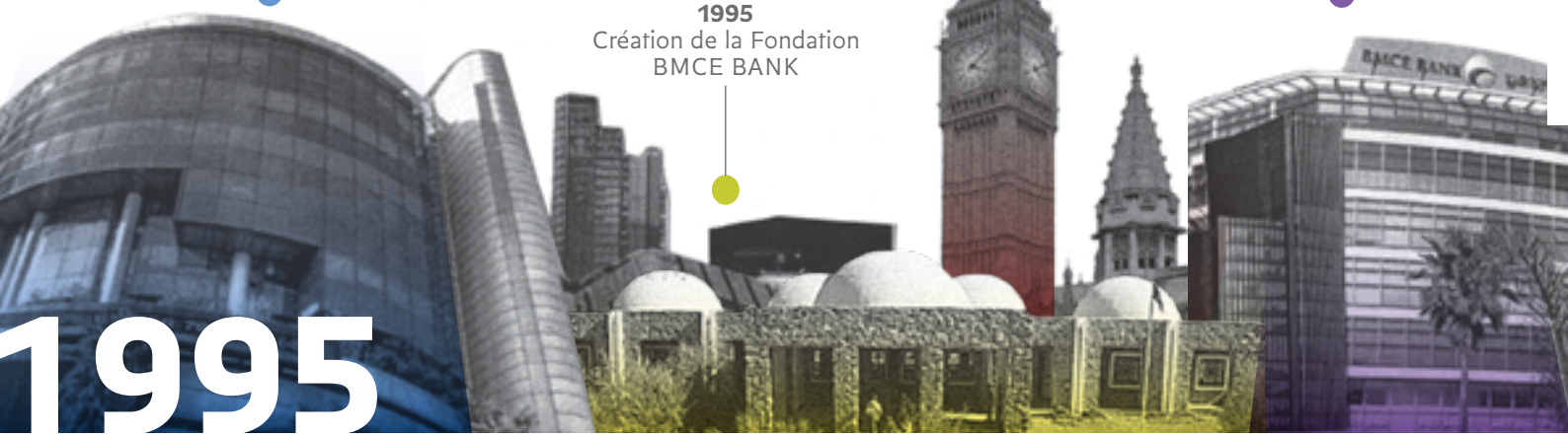


1995
Privatisation de la Banque

1995
Création de la Fondation
BMCE BANK

1996
Lancement du Programme
GDR à Londres
60 M$

1997
Création de la société de
crédits Salafin



1995

1998
Création de BMCE Capital

2000
Ouverture des bureaux de représentation à Londres et à Pékin

2004
1ère Banque non européenne à recevoir un Rating social au Maroc

2006
Création de BMCE Capital Bourse et BMCE Capital Gestion

2006

PLUS DE 55 ANS DE DEVELOPPEMENT CONTINU

MCB BANK
CHANGE

BANQUE DES PARTICULIERS & DES PROFESSIONNELS

INTENSIFICATION DES ACTIONS COMMERCIALES ET DÉVELOPPEMENT DE L'OFFRE

En 2014, le marché des Particuliers et des Professionnels a maintenu un rythme de croissance satisfaisant grâce aux efforts déployés pour le développement de la conquête et l'équipement des clients, mais également en vue de renforcer et consolider la fidélité des clients existants.

Ainsi, la conquête a-t-elle ciblé principalement les marchés des jeunes, des salariés et des fonctionnaires.

Le segment des clients à haut potentiel a fait l'objet d'une politique de fidélisation et d'intensification de la relation. La clientèle des professions libérales, stratégique pour la Banque, a également fait l'objet de multiples actions de conquête et d'une attention particulière via un suivi permanent des charges de relation et des responsables d'agence, soutenus par une animation commerciale ciblée.

MARCHÉ DES PARTICULIERS

Une offre davantage étoffée pour les jeunes

Dans la perspective de rendre plus attrayante l'offre destinée aux jeunes, une nouvelle offre Jeunes BMCE a été mise en place au profit des étudiants au Maroc et à l'étranger.
L'offre « Étudiants au Maroc » englobe essentiellement (i) le Pack Jeunes Campus destiné aux jeunes étudiants âgés de 18 à 24 ans, (ii) la carte jeune Campus avec fonctionnalité e-pay et, (iii) le Crédit Enseignement plus couvert par le fonds de garantie « Enseignement Plus ».

L'offre « Étudiants à l'étranger » comporte quant à elle (i) le Pack Partenaire Caisse Desjardins spécialement dédié aux étudiants au Canada, (ii) une tarification forfaitaire mensuelle préférentielle pour les transferts de scolarité émis. Des avantages extra bancaires viennent également enrichir l'offre dédiée à ce segment de clientèle et concernent la mise en place du Site Internet « jesuisjeune.ma » qui constitue un espace de référence, dynamique et créateur de tendance pour les membres du club.

Importance du marché des salariés pour BMCE Bank

BMCE Bank compte 528 428 salariés (y compris les Jeunes Actifs) en portefeuille, soit une évolution de près de +14% par rapport à décembre 2013 (463 632 salariés).

Les Salariés représentent le cœur de portefeuille des Particuliers, puisqu'ils constituent 23,6% du portefeuille.

L'équipement moyen des salariés est 5,15 produits / tiers supérieur à l'équipement moyen du marché des Particuliers.
Le segment des salariés se caractérise également par un niveau d'activité élevé et des niveaux d'avoirs importants. En effet, (i) 87% des tiers salariés se situent aux niveaux d'activité supérieurs, (ii) 20% sont équipés en crédit à la consommation ainsi que 12% en crédit immobilier et, (iii) 26% des salariés (hors JA) sont équipés en Découvert.

Un marché des Seniors davantage appréhendé

Au cours de cet exercice, BMCE Bank a procédé, en réponse à la demande de l'association des retraités, au lancement de deux produits dédiés exclusivement à cette catégorie à savoir : le Crédit Immédiat BMCE Bank retraités à un taux de 4% permettant de souscrire à un crédit pouvant aller jusqu'à 100.000 dhs pour les retraités assurés, et 40.000 dhs pour ceux ayant dépassé l'âge de souscrire à une assurance prévoyance ainsi que le Pack Senior Plus exclusivement dédié à cette cible.

Par ailleurs, une étude qualitative a été initiée en Décembre 2014 pour permettre une meilleure compréhension du marché des Seniors en vue de s'y positionner valablement à travers : (i) une meilleure connaissance des besoins et attentes de cette cible, (ii) la mise en place d'une offre commerciale adaptée et, (iii) le déploiement d'un dispositif de communication adéquat.

Le marché des non-salariés dynamisé

L'analyse du marché des non-salariés révèle l'existence de 625 172 Non-Salariés hors Jeunes et Seniors équipés en CCH.

Les non-salariés détiennent en moyenne 2,4 produits, en dessous de la moyenne globale de 3,6% et, 67% d'entre eux sont équipés d'au moins un produit, contre une moyenne de 79% pour l'ensemble des segments.

MARCHÉ DES PROFESSIONNELS

Elargissement de l'offre produits et des conventions

L'offre spéciale avocats a été reconduite en raison de son succès auprès des partenaires historiques de la Banque que sont les différents barreaux du Royaume. Ainsi, des actions d'équipement en comptes chèques et courants ont été organisées tout au long de l'année en collaboration avec le CRC.

Suite à la publication du décret d'application de la nouvelle loi 32.09 et à son entrée en vigueur fin juillet 2014, une offre compétitive a été accordée aux notaires. En effet, les fonds relatifs aux transactions effectuées auprès de cette clientèle ne pourront plus être domiciliés sur les livres de la Banque. Cependant, demeure le besoin du Notaire en termes d'accompagnement pour ses besoins personnels et professionnels.

En raison des bonnes relations entretenues avec les Professions Juridiques, une offre compétitive a été élaborée à destination des Huissiers de Justice. Cette profession libérale juridique, en cours d'organisation, constitue une source potentielle de flux et de dépôts pour BMCE Bank.

Afin de compléter le portefeuille de Professions Libérales conventionnées de BMCE Bank, une offre à destination des architectes privés a vu le jour en juin 2014 et ce, en raison du potentiel que revêt cette profession et pour laquelle des actions commerciales de prospection et de conquête seront planifiées pour 2015.

Dans l'objectif d'harmoniser les conditions accordées aux Médecins, Dentistes et Chirurgiens, une offre commune à l'ensemble de ces professions a été définie et ce, afin de développer ce segment de clientèle en accordant des conditions très compétitives couvrant les besoins professionnels et personnels des Médecins. Cette offre a été présentée en avant-première lors du Salon Médical Expo qui s'est tenu en mars 2014 à l'OFEC.

MARCHÉ DE LA CLIENTÈLE PRIVÉE

Des actions de synergies profitables

L'année 2014, a été marquée par la mise en place du dispositif de la contribution libératoire. Ainsi, l'ensemble des banques de la place ont répondu présentes à cette démarche. Ainsi, BMCE Bank a répondu aux demandes par rapport aux circulaires, a appuyé et accompagné en facilitant toutes les démarches relatives à la formalisation du dossier client, et en rencontrant des clients et des non clients pour les informer, les conseiller, leur constituer le dossier et leur soumettre la déclaration de contribution libératoire pour signature, et en vérifiant la conformité des dossiers de déclaration. De même, et dans l'objectif de stabiliser les dépôts, le marché de la clientèle privée travaille en synergie avec BMCE EuroServices pour la prise en charge de la « Clientèle Privée Migrants ».

L'offre produit destinée à la clientèle privée est représentée en quatre services principaux que sont les services bancaires classiques, les solutions épargne et placement, les solutions assurances & assistance et les conseils personnalisés & Expertise.

Au cours de l'année 2014, BMCE Bank a lancé la carte BMCE MasterCard World en faveur de la Clientèle Amnistiée, la carte très prestigieuse BMCE Visa Infinite, et une nouvelle solution «BMCE Santé Monde». De même, une Newsletter Actu Hebdo By BMCE Bank a été déployée (à titre gratuit) au profit de la Clientèle Premium, en collaboration avec l'Intelligence Économique, pour le recensement d'informations et des dernières actualités sous forme de support hebdomadaire électronique.

MARCHÉ DES MIGRANTS

Bonnes performances de l'activité MRE

L'année 2014 a été caractérisée par le renforcement du réseau à l'étranger notamment dans de nouveaux marchés (fin des déploiements de BMCE EuroServices). Ainsi, en 2014, le réseau à l'étranger s'est développé par l'ouverture d'une nouvelle implantation aux Pays-Bas, à Amsterdam et Rotterdam, par le renforcement du réseau Belgique avec l'ouverture d'une nouvelle agence à Anvers et par l'ouverture d'un Bureau de représentation au Canada. Ledit bureau est le fruit d'un accord de partenariat avec Le Mouvement Desjardins, permettant à BMCE Bank d'accompagner les Marocains résidants au Canada, les étudiants et les investisseurs au quotidien en répondant à leurs besoins en termes de transactions bancaires à travers des conditions avantageuses, rapides et sécurisées. Aussi, les transferts canalisés par la clientèle MRE affichent une progression de +9%, contre +2% pour le secteur. A cet égard, BMCE EuroServices a drainé 59% des flux en provenance de la France, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, la Belgique et les Pays Bas. Au Canada, les transferts des MRE ont augmenté de +83% et devraient connaître un dynamisme plus important suite à l'ouverture récente du bureau de représentation à Montréal.

A l'instar des années précédentes, la campagne d'été 2014 a connu un succès grâce à des actions d'accueil à travers l'aménagement de 130 agences à forte concentration MRE, l'application d'un horaire spécial au niveau de 35 agences et l'organisation d'une opération « *Welcomedays* » au niveau de 38 agences du réseau.

Développement du marché monétique

En 2014, BMCE Bank a œuvré au renforcement de l'équipement de la clientèle en cartes de paiement avec un encouragement de la clientèle au paiement par carte et la formation du réseau.

L'année a également été marquée par la mise en place de l'authentification forte déployée pour toutes les cartes de paiement, permettant de sécuriser le paiement par carte sur internet grâce à la saisie d'un code numérique nécessaire à la validation de la transaction paiement sur une page sécurisée BMCE Bank.

Amélioration de l'offre package

Dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de la Loi de Finance 2014, BMCE Bank a procédé au lancement du nouveau package "*Pack FREE*", destiné au marché des particuliers et professionnels, venant flexibiliser et assouplir l'utilisation des dotations des voyages à l'étranger que ce soit dans le cadre touristique ou professionnel.

Développement de l'activité bancassurance

En 2014, le taux d'équipement bancassurance s'est établi à 31,5% concernant l'activité assistance, le chiffre d'affaires a atteint 18,27 MDH soit une progression depuis le lancement de 15% grâce aux actions commerciales organisées en appui au réseau commercial.
Dans le cadre du développement continu de l'activité bancassurance et en partenariat avec RMA Watanya, de nouvelles offres ont été développées.
L'offre BMCE Santé Monde qui s'inscrit dans la volonté de promouvoir la gamme prévoyance vient appuyer l'orientation stratégique du Groupe.
Ce nouveau produit lancé en décembre 2014 offre des prestations de santé et d'assurance maladie qui couvre les frais d'hospitalisation en cas de coups durs au Maroc et à l'international, une prise en charge totale sans aucune avance grâce au mode tiers payant ciblant les Professionnels et Clientèle Privée.

Dans la continuité du développement des produits d'assistance en partenariat avec AXA Assistance, une nouvelle offre d'assistance BMCE Assistance Étudiants Marocains à l'étranger a été lancée offrant des prestations médicales et en cas de décès de l'assuré, pendant son séjour à l'étranger.

BMCE BANK

BANQUE DE L'ENTREPRISE

DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL EN APPUI AUX RÉALISATIONS DE LA BANQUE DE L'ENTREPRISE

PERFORMANCES
Commerciales

Les crédits de la Banque de l'Entreprise ont atteint 65,4 MMDH à fin 2014, en hausse de +2,1% par rapport à fin 2013, surperformant le secteur bancaire qui a progressé de +1,7%. Alors que les crédits de trésorerie ont progressé de +6,6% pour s'élever à 27,9 MMDH à fin 2014 contre +4,6% pour le secteur bancaire, les crédits d'investissement ont accusé une baisse de -3,5%, à 34,1 MMDH contre -0,1% pour le secteur bancaire.

Au niveau du Réseau Entreprise, les crédits ont enregistré une hausse de +5,5% pour s'élever à 28,6 MMDH à fin 2014. Cette performance est tirée par la progression de +7,6% des crédits de Trésorerie à fin 2014.

L'encours des crédits accordés à la Grande Entreprise a affiché une légère baisse de -0,4% pour s'établir à 36,8 MMDH à fin 2014, impacté par la baisse de -3% des crédits d'investissement.

Les dépôts de la Banque de l'Entreprise se sont établis à 23,8 MMDH à fin 2014 contre 24,2 MMDH à fin 2013, en baisse de -1,7%, sous-performant le secteur bancaire qui a progressé de +4,5%. Cette baisse trouve son origine dans la régression de -9,4% des dépôts à vue à 10,9 MMDH à fin 2014. Les Dépôts à Terme, quant à eux, ont enregistré une progression de +5,8% pour s'élever à 12,9 MMDH à fin 2014.

Par marché, l'encours des dépôts collectés par la Grande Entreprise s'est établi à 13,2 MMDH à fin 2014 contre 14,5 MMDH un an auparavant, en repli de -9,1%, impacté par la baisse de 18,2% des dépôts à vue qui ont enregistré une variation de -1 MMDH. L'encours des dépôts collectés par le Réseau Entreprise a enregistré une hausse de +9,4% pour atteindre 10,6 MMDH à fin 2014, attribuable à la progression importante de +32% des Dépôts à Terme, soit +1,1 MMDH.

PROGRESSION SIGNIFICATIVE
Des flux du commerce extérieur

A fin 2014, les flux du commerce extérieur ont atteint un volume de 110 MMDH contre 94,6 MMDH à la même période de l'année précédente, soit une forte progression de +16,3%, supérieure à celle enregistrée au niveau national de +1,9%.

Les flux domiciliés par le Réseau Entreprise se sont inscrits en hausse de +15,4% pour ressortir à 54,3 MMDH à fin 2014 contre 47,1 MMDH un an auparavant. Cette performance trouve son origine dans l'appréciation de +11,2% des flux Import et +20,9% des flux Export.

INTENSIFICATION
Des actions de synergies avec les entités du Groupe

Les actions de synergies avec les entités du Groupe BMCE Bank se sont intensifiées au courant de l'année 2014. Ainsi, en synergie avec Maghrebail, le volume des déblocages leasing s'est accru de +11% pour s'établir à 1,1 MMDH à fin 2014 et en glissement annuel, réalisé à hauteur de 64,8% par le Réseau Entreprise (+27%) et 35,3% par la Grande Entreprise (-10%).

Avec Maroc Factoring, le volume des déblocages factoring s'est inscrit en progression de +22% pour s'élever à 3,9 MMDH à fin 2014 contre 3,2 MMDH un an auparavant. Ainsi, la production du Réseau Entreprise et de la Grande Entreprise a enregistré une hausse, respectivement, de +23% et +15%.

RENFORCEMENT
Des relations de partenariat

PARTENARIAT BMCE BANK : CAISSE CENTRALE DE GARANTIE

A fin 2014, BMCE Bank a traité 446 dossiers, hors Damane Express, dont 374 demandes relatives à de nouvelles facilités et 72 demandes de modification pour un montant global d'engagement de près de 2,4 MMDH.

PARTENARIAT BMCE BANK-ANPME

Sur les deux éditions IMTIAZ organisées durant l'année 2014, BMCE Bank a poursuivi ses actions commerciales pour promouvoir ce produit auprès de la Clientèle de la Banque et des prospects. Ainsi, BMCE Bank a approuvé 8 dossiers sur un total de 68 dossiers retenus au niveau de la place bancaire, occupant ainsi la 4ème position avec une part de marché de 11,27%.

PARTENARIAT BMCE BANK-BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT (BEI)

L'année 2014 a été caractérisée par l'apurement des dossiers BEI inscrits dans le cadre des lignes Prêt Global Trésor 1, Prêt Global Secteur Financier II et Prêt Partenariat Européen. Concernant le Prêt Global Trésor 1, le remboursement de la ligne s'effectue en 5 annuités d'un montant égal à 3,9 MDH, correspondant au règlement de la première échéance du 10 mai 2010.

CONSOLIDATION
Des actions marketing

Au courant de l'année 2014, BMCE Bank a continué à déployer sa stratégie de développement visant à renforcer le positionnement stratégique sur le marché de la PME. Ainsi, la Banque a développé de nouveaux produits de financement en faveur des TPME, notamment, le fonds de soutien financier des TPME et le prêt en faveur de Réseau Entreprendre Maroc. Elle a accompagné plus de 80 cadres d'entreprises par la formation au sein du Club PME. De même, la Banque a renforcé la proximité avec la Clientèle Entreprise en participant à plusieurs manifestations et salons professionnels visant la mise en relation et le développement de l'activité commerciale.

Concernant l'activité du commerce extérieur, les réalisations de la Banque de l'Entreprise sont globalement favorables et ressortent une part de marché à l'Import à 16,4 % en 2014 contre 14,5% en 2013 pour un objectif de 15% et une part de marché à l'Export de 18% en 2014 contre 16,2% en 2013 pour un objectif de 22%.

LANCEMENT DE PRODUITS DE FINANCEMENT
En faveur des TPME

Dans le cadre des orientations stratégiques visant à développer le marché de la TPME, BMCE Bank a signé une convention de partenariat avec le Réseau Entreprendre Maroc portant sur la mise en place d'une enveloppe de prêt de 1 MDH sans intérêts pour le financement des prêts d'honneur consentis à des créateurs et repreneurs d'entreprise.

De même, BMCE Bank a mis en place, en partenariat avec *Bank Al Maghrib* et les banques confrères, le Fonds de soutien financier des TPME dont la gestion est confiée à la Caisse Centrale de Garantie (CCG) et ce, afin de renforcer la capacité de contribution des TPME à la croissance économique. Le lancement de cette nouvelle offre a été accompagné par une tournée de formation et de sensibilisation du Réseau des Centres d'Affaires.

IMTIAZ 2014
Objectifs de l'ANPME atteints dès la 1ère édition

La 1ère édition 2014 du programme IMTIAZ, qui s'est déroulée du 14 mars au 31 décembre 2014, a été marquée par une forte mobilisation de la place bancaire et des résultats significatifs. Pour sa part, BMCE Bank a présenté 14 dossiers à fin 2014, en hausse de +100% par rapport à la 2ème édition 2013, dont 8 ont été sélectionnés, soit une part de marché de 12%.

CLUB PME
Pour la formation des cadres d'entreprises

En 2014, le Club PME a assuré la formation de 3 promotions sur trois régions, Agadir, Rabat et Casablanca. Dans ce sens, une convention de partenariat a été signée entre l'Observatoire de l'Entrepreneuriat de BMCE Bank (ODE) et l'Université Ibn ZOHR d'Agadir portant sur la certification des bénéficiaires de la formation sur cette région.
Au total, le Club PME a formé 80 Cadres d'Entreprises Clients de BMCE Bank, qui ont été accueillis, primés et applaudis par le Top Management de la Banque lors d'une cérémonie de remise des Certificats, célébrée le 10 Avril 2014 au Sofitel de Casablanca.

FINANCEMENTS
Structurés en hausse

Au courant de l'année 2014, BMCE Bank a renforcé son positionnement stratégique sur l'activité de *Project Finance* et ce, en participant en tant qu'arrangeur chef de file ou co-chef de file au financement total ou partiel de plusieurs projets structurants de différents secteurs d'activités, notamment, l'immobilier, le tourisme, la distribution, les télécommunications, l'infrastructure, l'eau et assainissement et la santé.
A fin 2014, il a été procédé à l'étude et au montage de plus d'une centaine de dossiers d'investissement en hausse de +29% par rapport à fin 2013.

PARTICIPATION
Aux événements et forums sur la PME

Au courant de l'année 2014, BMCE Bank a participé à divers événements et forums visant à renforcer sa proximité avec le marché de la PME. Ainsi, BMCE Bank a participé (i) à l'organisation de la 2ème édition de l'Observatoire International du Commerce, en collaboration avec Euler Hermès ACMAR, (ii) au sponsoring du week-end de la création d'entreprise 2014 à Paris, (iii) à la 1ère édition du Forum de la PME et de ses Partenaires à Casablanca et (iv) aux Rencontres Régionales en faveur des TPME.

LANCEMENT DU COMPTE EN DEVISES
Pour dotation de voyage d'affaires

Dans le cadre des nouvelles dispositions de l'Office des Changes, BMCE Bank a lancé, en juillet 2014, une nouvelle offre de comptes en devises pour faciliter, aux entreprises non exportatrices, l'utilisation de leurs dotations annuelles au titre des voyages d'affaires.

CASH MANAGEMENT

L'année 2014 a été caractérisée par le développement et la refonte en continu des produits et services *Cash Management*, notamment, BMCE Direct Report, BMCE Direct Valeurs, BMCE Edifin, *Confirming*, centralisation des recettes, scannerisation pour grand remettant, servitudes, SAE, BO produits et services, outre BO mouvements.

Sur le plan commercial, des actions de relance et de visite clientèle ont été réalisées afin de promouvoir le service BMCE Edifin auprès des clients et ont abouti à la signature de contrats. De même, des séances de formation et de démonstration de l'application ont été dispensées en faveur des utilisateurs de cette application.

PARTICIPATION
Aux manifestations et salons professionnels

Dans l'objectif de renforcer la politique de proximité auprès de la Clientèle Entreprise et d'accompagner les entreprises exportatrices dans leur développement, BMCE Bank a participé à plusieurs manifestations et salons professionnels parmi lesquels figurent, le Salon International de l'Agriculture de Meknès (SIAM), *Marrakech Airshow*, Elec Expo Forum, *Automotive Meetings* de Tanger, le Salon International des professionnels de la Filière des Fruits et Légumes d'Agadir, le 4ème Forum d'Affaires Nordique au Maroc, le Forum International des Investissements en Côte d'Ivoire, à Abidjan, *Africa SMB Forum Casablanca*, outre *China Africa Investment Meetings* à Rabat.

ESPACE CAPITAL

BANQUE D'AFFAIRES

Acteur Incontournable sur le Marché Financier

BMCE CAPITAL MARKETS
Des activités de marché très performantes

La pertinence des stratégies et actions menées durant toute l'année écoulée couplée à la baisse des taux constatée durant l'année 2014 a permis à la Salle des Marchés de dégager d'excellents résultats.

Ainsi, le desk commercial de la Salle des Marchés a continué de fournir des efforts de consolidation et d'amélioration des prestations mises à la disposition des clients. Il s'est ainsi focalisé sur le renforcement de sa position auprès des clients stratégiques à travers l'offre de cotations compétitives et le maintien d'un contact régulier et ce, en multipliant le nombre de visites, de formations personnalisées et de tournées régionales.

L'accent a été mis sur les secteurs stratégiques à savoir l'énergie, l'automobile, et l'agroalimentaire. C'est à cet effet que le desk a organisé une conférence sur les *« Matières Premières Agricoles »* à laquelle ont été conviés différents acteurs de l'activité céréalière au Maroc.

Le desk a également contribué à plusieurs émissions obligataires africaines, introductions en bourse et augmentations de capital pour profiter du décollage des marchés primaire et boursier sur cette région, notamment au Sénégal, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Nigéria, ainsi qu'en Tunisie. Sur le plan national, les réalisations du desk Propre *Trading* ont porté sur des participations importantes aux émissions sur le marché de l'*Eurobond*. Le desk s'est aussi positionné sur les émissions obligataires africaines aussi bien locales que celles libellées en devises.

BMCE CAPITAL BOURSE
Résilience confirmée

Après le fort dynamisme dont a fait preuve le marché boursier marocain fin 2013 et début 2014, corroboré par le retour progressif sur l'*Equity* des opérateurs principalement locaux, BMCE Capital Bourse a fait preuve d'une réelle résilience en s'accaparant une part de marché assez confortable de 12,2% dont 14,5% enregistrée sur le marché central avec un flux transactionnel global enregistré de l'ordre de 9,9 milliards DH.

La situation difficile du contexte boursier n'a pas empêché BMCE Capital Bourse de continuer à canaliser l'ensemble de ses efforts sur le volet qualitatif entreprenant notamment plusieurs actions dans le but de parfaire son organisation et sa compétitivité dont : l'enrichissement de la force commerciale par une ressource expérimentée en charge du développement de l'activité à l'international, la réorganisation interne, la poursuite de l'effort de rationalisation des charges, le lancement de la nouvelle version du site web entièrement personnalisable et en mode *«Streaming»* outre, la finalisation du chantier de mise en conformité légale des opérations de collecte et traitement des données personnelles des personnes physiques.

BMCE CAPITAL GESTION
Record de performances

BMCE Capital Gestion clôture l'exercice sur des performances honorables avec un encours d'actifs sous gestion de plus de 42 milliards DH, soit une hausse de plus de 13%, pour une collecte positive de 2,45 Milliards DH, confirmant l'efficacité du modèle de la société de gestion. Il en découle ainsi une part de marché consolidée à plus de 14%.

L'année 2014 a aussi été marquée par de nombreuses distinctions récompensant la qualité de service et la valeur ajoutée délivrée par BMCE Capital Gestion à ses clients à savoir : (i) la certification ISO 9001 version 2008 pour la mise en place d'un Système de Management Qualité, distinction obtenue pour la 1ère fois par une société de gestion marocaine, (ii) la confirmation de la notation Fitch Ratings «*Highest Standards* (mar)», note la plus élevée sur le marché marocain de la gestion d'OPCVM, (iii) la certification internationale *ISAE 3402 Type II* pour l'efficacité du dispositif de contrôle interne.

BMCE Capital Gestion devient encore une fois la 1ère société de gestion au Maroc à obtenir cette certification, (iv) la confirmation de la note « Af » pour le fonds *FCP Capital Monétaire* par Standards & Poors outre, (v) l'attribution au *FCP Capital Imtiyaz* Liquidité du *Prix ZawyaFundAward* du meilleur OPCVM Obligataire au Maroc par *Thomson Reuters*.

L'innovation reste un principe valorisé et soutenu à tous les niveaux de BMCE Capital Gestion pour accompagner les tendances et exploiter continuellement les opportunités de croissance. 2014 a donc vu la naissance de cinq nouveaux fonds dont FCP CAPITAL COMBO - fonds géré selon une stratégie quantitative de calibrage du budget de risque sur actif risqué et FCP GLOBAL MACRO - fonds de diversification Multi-Assets et Multi-Zones.

BMCE CAPITAL GESTION PRIVEE

Récolte le fruit de ses efforts

La restructuration profonde qu'a connue BMCE Capital Gestion Privée au cours des exercices passés a porté ses fruits en 2014. La filiale est ainsi parvenue à afficher une remarquable croissance de ses agrégats financiers.
La performance 2014 s'explique tant par des réalisations opérationnelles en forte progression que par l'intensification des actions qualitatives à l'ordre d'améliorer le niveau de service des prestations fournies aux clients.

L'implication de BMCE Capital Gestion Privée en matière qualitative a porté sur la structuration du département commercial consistant principalement en la mise en place d'un CRM pour un meilleur suivi des demandes et opérations des clients et une qualité de services et de reporting optimisée, l'*upgrade* des systèmes d'information outre, le lancement du chantier de refonte du manuel de procédures couvrant l'ensemble des activités.

BMCE CAPITAL CONSEIL

Une année riche en réalisations

Etoffée, l'activité de BMCE Capital Conseil ressort, au titre de l'année 2014, partagée entre (i) les opérations stratégiques notamment en tant que conseiller d'une banque africaine dans le cadre d'une opération de croissance externe, (ii) les opérations de dette privée en qualité de conseiller de plusieurs émetteurs importants de la place marocaine dans le cadre de leurs émissions obligataires ou de leur programme de billets de trésorerie et, (iii) les opérations sur marché actions en tant que conseiller financier de sociétés marocaines dans le cadre de leurs opérations stratégiques (augmentation de capital, introduction en Bourse).

BMCE CAPITAL TITRES

Des résultats probants

Dans un contexte de marché où les performances ressortent plutôt mitigées avec des indices en hausse et des volumes en retrait, les actifs en conservation de la filière Custody de BMCE Capital ont poursuivi leur ascension marquant un taux de croissance de près de 14% pour atteindre 195 milliards DH à la clôture de l'exercice, contre 171 milliards DH une année auparavant.

BMCE CAPITAL RESEARCH

Dynamisme confirmé

L'année 2014 a été finalement celle de la transformation majeure de la Direction Analyse & Recherche pour devenir une ligne métier sous la dénomination de BMCE Capital Research.

Cette mutation a été rendue possible en capitalisant sur l'expérience probante en matière de recherche Actions développée sur les vingt dernières années qui lui permet aujourd'hui, d'élargir ses activités vers le Taux dans un premier temps avant de s'étendre au Change et à plus long terme aux Matières Premières.

L'objectif recherché est la concrétisation des importants effets synergétiques avec BMCE Capital Markets et ce, pour une meilleure allocation des ressources et une plus grande efficience opérationnelle.
Parallèlement, cette nouvelle ligne métier s'est vue assigner l'élargissement progressif de sa couverture aux marchés financiers africains avec pour objectif une mutualisation des coûts entre les différentes entités du Groupe BMCE/BOA Capital ainsi qu'une standardisation et une supervision de la production, garantes d'une normalisation pérenne de la qualité.

LES RESSOURCES & MOYENS

A la Hauteur des Ambitions

CAPITAL HUMAIN GROUPE

Engagement soutenu en faveur de la dimension sociale

Au service de la performance, le Capital Humain Groupe s'est mobilisé pour mettre en œuvre les orientations stratégiques et accompagner les projets structurants en termes de redéploiement, de gestion de la mobilité, de recrutement, de formation, et de fidélisation.

En 2014, les actions d'accompagnement du Programme de Transformation se sont poursuivies. L'ingénierie RH s'est poursuivie pour maintenir l'effectif à 4 921 collaborateurs, soit +1,8% par rapport à fin décembre 2013 (4 834 collaborateurs). L'intensification du maillage du Réseau d'agences Part-Pros et Entreprises s'est accompagnée par des actions de recrutements idoines. Aussi, 286 recrutements ont été opérés afin d'accompagner le développement de l'activité ainsi que le remplacement des départs, dont 82% dédiés à l'activité commerciale (CAC, CC essentiellement).

Sur le volet formation, 33% des collaborateurs ont bénéficié d'au moins une action de formation, soit plus de 1 600 Collaborateurs. L'essentiel des actions de formation, près de 50%, a porté sur les métiers bancaires, suivi à parité par l'accompagnement des nouvelles recrues, des évolutions de carrière et les formations réglementaires.

Enfin, à travers la consolidation du dialogue social tant avec les collaborateurs qu'avec le Partenaire social et le développement continu des œuvres sociales, BMCE Bank réaffirme sa bienveillance œuvrant à créer un climat social propice à une croissance durable.

A l'écoute de ses collaborateurs, une 4ème édition de l'enquête sociale a été lancée en 2014 en vue de recueillir les remontées des collaborateurs et initier de nouvelles actions pour mieux répondre aux attentes (Evaluation, mobilité et gestion de carrière, formation managériale et développement personnel, rémunération...).

Une Communication Interne Etoffée et Diversifiée

En 2014, la communication interne a intensifié la production de ses publications, notamment à travers Internews, Intereso, Magnews...

De plus, plusieurs guides ont été publiés afin d'informer les collaborateurs, sur différentes thématiques notamment la CMIM, et RH Connect.

De nombreux évènements ont été organisés, tels que la Journée de la Femme, la Journée de la Terre, les Séminaires de Communication de la Stratégie ou la Convention Clientèle Privée.

En accompagnement des projets structurants, des films institutionnels ont été également réalisés (BMCE EuroServices, GRC, Poste Agence...)

INTELLIGENCE ECONOMIQUE & CLIENTS

Environnement National

Couverture de plus de 60 activités

Afin de proposer un accompagnement toujours plus efficace au développement des activités, l'Intelligence Economique, grâce à ses différents outils, a pu élargir le portefeuille de secteurs couverts s'enrichissant de nouveaux livrables.

Nouveaux outils technologiques

L'année 2014 a été marquée par le développement et le déploiement de nombreux outils technologiques, afin d'offrir des services à plus forte valeur ajoutée, en plus d'une activité analytique renforcée et du lancement du Cycle de Conférences Régionales entre l'Observatoire de l'Entreprenariat et le Centre des Jeunes Dirigeants.

Connaissance économique et sectorielle

Par ses travaux économiques et sectoriels, le Centre d'Intelligence Economique a participé, entre autres, à la stratégie de développement de la Banque vis-à-vis du continent asiatique.

Ainsi, deux notes sectorielles en rapport avec les secteurs bancaires marocains et chinois ont été réalisées, de même qu'une brochure spécifique présentant les spécificités de la vingtaine de pays d'implantation du Groupe BMCE Bank en Afrique. Visant à appuyer la connaissance du continent, par notre Groupe, ce document a été largement diffusé lors de la 1ère édition des *China Africa Investment Meetings*.

Connaissance Partenaire des visites régionales

En support aux dernières visites régionales, la connaissance territoriale a mis en exergue les différentes potentialités des régions marocaines et proposé des tableaux de bord comparatifs de leurs performances. Dans le même temps, le travail de sécurisation mené sur l'Observatoire des Régions, permettra sous peu de partager l'ensemble de l'information avec le Groupe.

Observatoire de l'Entreprenariat : Des rencontres Phares

Dernier né de l'ODE, et contribuant à renforcer le capital image du Groupe BMCE Bank, le Cycle de Conférences Régionales, organisé en collaboration avec le Centre des Jeunes Dirigeants, a vu la participation de conférenciers de très haut niveau – Daniel Cohen, Edgar Morin... - et une présence massive de la clientèle à Agadir, Casablanca, Marrakech, Tanger et Fès, avec plus de 160 présents en moyenne.

COMMUNICATION GROUPE

Communication Institutionnelle et Evénementielle

Une année riche en évènements

La politique globale de communication au titre de l'année 2014 s'est inscrite dans la continuité de la priorité accordée à la communication commerciale et digitale afin de générer le retour sur investissement sur l'ensemble des marchés.

BMCE Bank a maintenu une communication commerciale très présente sur les divers marchés avec le concept de *Brand Equity* - Capital Marque -, qui place la force commerciale au cœur de sa stratégie de communication globale.

L'année 2014 a également été marquée par l'organisation d'un grand événement le « *China Africa Investment Meetings by BMCE Bank* » qui a eu pour objectif principal de mettre en relation les investisseurs africains et chinois au Maroc. Cette articulation se traduira, à terme, par la constitution d'une alliance sino-maroco-africaine pour le co-développement de l'Afrique.

En outre, à l'instar des années précédentes, la communication événementielle a été reconduite à travers la programmation des festivals - Mawazine, Musiques Sacrées du Monde, Gnaoua, Soufie, Timitar, FIFM, etc. - contribuant ainsi à conforter l'image d'une Banque mécène et citoyenne engagée dans la promotion de la culture auprès de la société civile et du grand public.

COMMUNICATION COMMERCIALE ET MÉDIA

Des campagnes stratégiques

Dans la continuité de la stratégie de revalorisation de la communication commerciale, la stratégie de communication s'est articulée, au courant de l'année 2014, autour de cinq actions selon le potentiel, l'enjeu, l'objectif et la cible.

Des campagnes stratégiques ont ainsi été déployées avec une dimension *Brand Equity* accompagnée d'une véritable consistance commerciale. Dans ce sens, l'évolution du concept *Brand Equity* s'est traduite par deux mutations majeures, notamment, (i) le passage d'une communication orientée « Offre » vers une communication relationnelle et (ii) le passage d'une communication 360° vers de l'*Integrated Marketing Communication*.

Sur le plan opérationnel, la stratégie de communication a été marquée par une communication intégrée et efficace positionnant BMCE Bank en tant que Banque universelle tout en gardant une orientation commerciale aussi bien pour les différents segments de marché que pour les nouveaux marchés à fort potentiel.

COMMUNICATION DIGITALE

Prédominance sur les réseaux sociaux

En 2014, BMCE Bank a renforcé sa présence à travers des concepts forts et innovants sur le Web et a marqué sa prédominance sur les réseaux sociaux avec un positionnement de première banque marocaine sur les réseaux sociaux.

Pour ce faire, une stratégie média *online* à la performance a été mise en place afin d'assurer une présence continue de BMCE Bank sur le Web et occuper l'espace avec la mise en avant des produits phares de la Banque. Ceci a permis de générer un grand nombre de contacts et de performer en achat média en termes de volume et de coût.

De même, un développement accru des dispositifs Rich Média avec des concepts créatifs originaux et novateurs a permis la réalisation de supports de campagne tels que la page d'atterrissage interactive « Jeunes Etudiants » et basée sur le *storytelling* et celle dédiée au recrutement.

Sur les réseaux sociaux, une stratégie annuelle de *Brand Content* a été adoptée à travers notamment, la conception de (i) didacticiels pour expliquer aux internautes les utilisations de certains services bancaires et (ii) des capsules « Nabil au Brésil » pour la Coupe du Monde du Brésil.

PLATEFORME EUROPÉENNE

Une stratégie mise en œuvre

Au cours de l'exercice 2014, BMCE Bank a persévéré dans la mise en œuvre de la stratégie du Groupe pour développer une véritable plateforme européenne basée à Londres couvrant des activités spécialisées et ciblant les marchés d'Afrique Subsaharienne et du moyen orient.

Cette stratégie s'est matérialisée par le regroupement de BMCE Bank International Madrid et BMCE Bank International UK sous l'ombrelle de BMCE International Holding visant ainsi à renforcer la gouvernance desdites sociétés et optimiser la gestion de leurs moyens humains et financiers.

BMCE EUROSERVICES
Déploiement Progressif des Succursales

Le Réseau du Groupe BMCE Bank en Europe, à travers l'enseigne BMCE EuroServices dédiée aux migrants, s'est renforcé, à travers l'ouverture d'une nouvelle implantation aux Pays-Bas et d'une nouvelle agence à Anvers en Belgique.

BMCE Bank a consolidé son Programme de Convergence, sous l'égide du CACI, qui répond aux orientations stratégiques du Groupe BMCE Bank, de mettre en place un dispositif global de maîtrise des Risques et de Contrôle Interne dans l'objectif de "sécuriser " et renforcer les performances financières de l'ensemble des entités du Groupe.

De même, l'exercice 2014 a vu la constitution des succursales de BMCE EuroServices aux Pays Bas s'ajoutant à la France, Italie et Belgique issus de l'année précédente.

PROGRAMME DE CONVERGENCE

Etablissement de paiement européen, BMCE EuroServices a pour mission l'accélération du développement du marché des migrants en Europe pour le compte de BMCE Bank en créant des succursales dans chaque pays à fort potentiel.

Ce Programme qui s'étend aux principaux domaines de risques auxquels s'expose la Banque, permettra de (i) définir un référentiel risques crédit Groupe, (ii) normaliser le dispositif de gestion du Risque de crédit Groupe, (iii) homogénéiser le dispositif de contrôle et de surveillance des risques, (iv) optimiser le dispositif de gestion des risques opérationnels, (v) construire un dispositif normatif de la filière conformité, (vi) implémenter un dispositif de contrôle permanent et, (vii) définir la stratégie de continuité d'activité du Groupe BOA et la méthodologie Groupe d'audit et *Risk Assessment*.

CENTRE RELATION CLIENT
Un nouveau canal de communication

Dans un souci de multiplication de canaux de contacts directs et fiables auprès de la clientèle des Part/Pro et MRE, un Centre de Relation Client a été mis en place. Son objectif est de répondre aux requêtes et attentes de la clientèle selon un périmètre fonctionnel en émission et réception d'appels.

POSTE AGENCE
Déploiement réussi

L'exercice 2014 a vu la finalisation du déploiement au sein du Réseau des Centres d'Affaires et des agences Part/Pro du premier lot du Poste Agence relatif aux opérations de caisse, traitement des valeurs, centralisation du solde, blocages et oppositions sur l'ensemble des Régions.

Une des innovations phares introduites par la mise en place de ce premier lot a consisté en la mise en place du *workflow* pour la gestion des dépassements et l'instauration de la suppléance des responsables en cas d'absence de ces derniers.

BMCE DIRECT

Durant l'année 2014, le service en ligne BMCE Direct a réalisé une bonne performance représentant une évolution de +44% avec 5.229.216 visites par rapport à l'année précédente. L'application Mobile, quant à elle, a été téléchargée sur plusieurs terminaux, toutes plateformes confondues.

En outre plusieurs animations et vidéos ont été créées notamment la version numérique des brochures commerciales déployées au niveau des tables tactiles des agences équipées, la démo de la bourse en ligne, les animations des campagnes diffusées sur le *Tower Screen* et les écrans des agences, ainsi que leur déclinaison en images GAB.

SALAFIN
سلفين
BMCE BANK
MAGHREBAIL

FILIALES FINANCIÈRES SPÉCIALISÉES

Des Progressions Significatives

MAGHREBAIL

A fin décembre 2014, l'encours net comptable de l'ensemble des sociétés de leasing du secteur s'est élevé à 41,8 milliards DH/HT, en progression de 1%.

Maghrebail se maintient en 3ème position tout en améliorant sa part de marché qui passe de 21,5% à 22,8%. Elle consolide ainsi sa position de challenger dans le secteur au Maroc et réaffirme son expérience métier confirmée sur 40 ans, son appartenance au Groupe BMCE Bank qui lui permet d'optimiser son coût de refinancement et de commercialiser ses produits, son analyse préalable du risque, son recouvrement et sa diversification des sources de rentabilité.

L'encours net comptable à fin décembre 2014 de Maghrebail marque une hausse de +7,9% relativement à fin décembre 2013 et ressort à 9,7 Milliards DH/HT.

Le produit net de l'exercice 2014 a atteint 239,8 Millions DH/HT, en régression de 6,0% comparé à l'exercice 2013, ce dernier ayant été marqué par des opérations exeptionnelles.

Le résultat net à fin décembre 2014 s'affiche à 72,4 MDH, en progression de +8,5% par rapport à 2013.

SALAFIN

Salafin a enregistré une hausse de son résultat net de +11,2% à 106 MDH en 2014, tirée par la progression du PNB de +12% à 309,2 MDH.

Ainsi, le coefficient d'exploitation s'est amélioré de -1,2 p% se situant à 32,3% contre 33,5% en 2013.

Salafin a connu une diversification du mix produit et une contribution des principales familles de produit notamment par la hausse de +4% des Crédits Personnels Salafin & Immédiats (vs -9% pour le secteur).

L'année 2014 a également enregistré une bonne performance de l'activité de Recouvrement, +9,7% à 264,8 MDH et ce, dans un contexte de montée importante des impayés (+84%).

De même, les synergies avec le Groupe BMCE Bank et le Groupe Bank Of Africa ont été renforcées, notamment à travers le lancement de plusieurs produits : au Maroc, "Financement Auto" avec une assurance RC & Pack Assurance Vol et Incendie, carte Flexy Jeunes, crédit Levier revolving pour l'achat de titres,... et en Afrique Subsaharienne offre Financement Auto « Prêt Ma Voiture » au Kenya, Bénin et ou Madagascar.

MAROC FACTORING

Maroc Factoring affiche un résultat net de 31 MDH en 2014, en progression de +70% suite à la forte progression du PNB de +39% atteignant 66 MDH en 2014 combinée à une baisse des charges d'exploitation de -8%.

La hausse significative du PNB, est liée à la bonne tenue de la production commerciale (+24%) grâce, en partie, aux actions de synergies avec la maison-mère - BMCE Bank contribuant à hauteur de 42% au Chiffre d'Affaires factoré ;

De même, la baisse des frais généraux a inscrit un coefficient d'exploitation à 27% contre 41% à fin 2013.

Pour sa part, le coût du risque net s'est établi à -1,2 MDH à fin 2014 contre -1,1 MDH un an auparavant.

RM EXPERTS

L'année 2014 constitue une confirmation du succès de l'activité de recouvrement dont les pratiques amiables et judiciaires ont continué de démontrer leur efficacité, leur pertinence et leur adaptabilité.

Grâce à l'efficience du système organisationnel mis en place, à l'adhésion des collaborateurs et au perfectionnement tant au niveau de la planification que du pilotage, les résultats de l'année 2014 furent satisfaisants, tant sur le plan qualitatif que quantitatif.

Les récupérations en capitaux à fin 2014 s'élèvent à 497 MDH contre 418 MDH une année auparavant, soit une évolution de 19,2%, portant ainsi les récupérations cumulées à la somme de 4 024 MDH et donnant lieu à des reprises de provisions cumulées de 1 952 MDH (y compris les créances ramenées à 1 centime).

Dans ce contexte, les récupérations en capitaux ont permis une reprise de provision de 231 MDH (dont 69 MDH d'annulation) à fin 2014, soit une progression de 36% par rapport à fin 2013.

2007
Démarrage des activités de BBI Londres

2008
Acquisition de 35% de Bank Of Africa

2011
1ère Banque au Maroc et dans la région MENA à être certifiée ISO 14001 pour l'environnement

2007

2013
Emission d'un Eurobond de
300 M$ à l'international

2013
Montée dans le capital de
BOA à 72,6%

2014
Ouverture d'un bureau de
représentation au Canada
Ouverture de 2 agences
BMCE Euroservices aux Pays Bas

2014

PLUS DE 55 ANS DE DEVELOPPEMENT CONTINU

BMCE BANK EN AFRIQUE
PLUS DE 30 ANS DE SUCCÈS

BÉNIN

PIB (USD Mrd)	8,7
Croissance	5,5%
Population (M)	10,6
Taux d'Inflation	0,3%
Taux Directeur	3,5%

TOGO

PIB (USD Mrd)	4,6
Croissance	5,2%
Population (M)	7
Taux d'Inflation	0,5%
Taux Directeur	3,5%

MAROC

PIB (USD Mrd)	109,2
Croissance	2,4%
Population (M)	33,8
Taux d'Inflation	0,4%
Taux Directeur	2,5%

TUNISIE

PIB (USD Mrd)	48,6
Croissance	2,3%
Population (M)	11
Taux d'Inflation	4,8%
Taux Directeur	4,75%

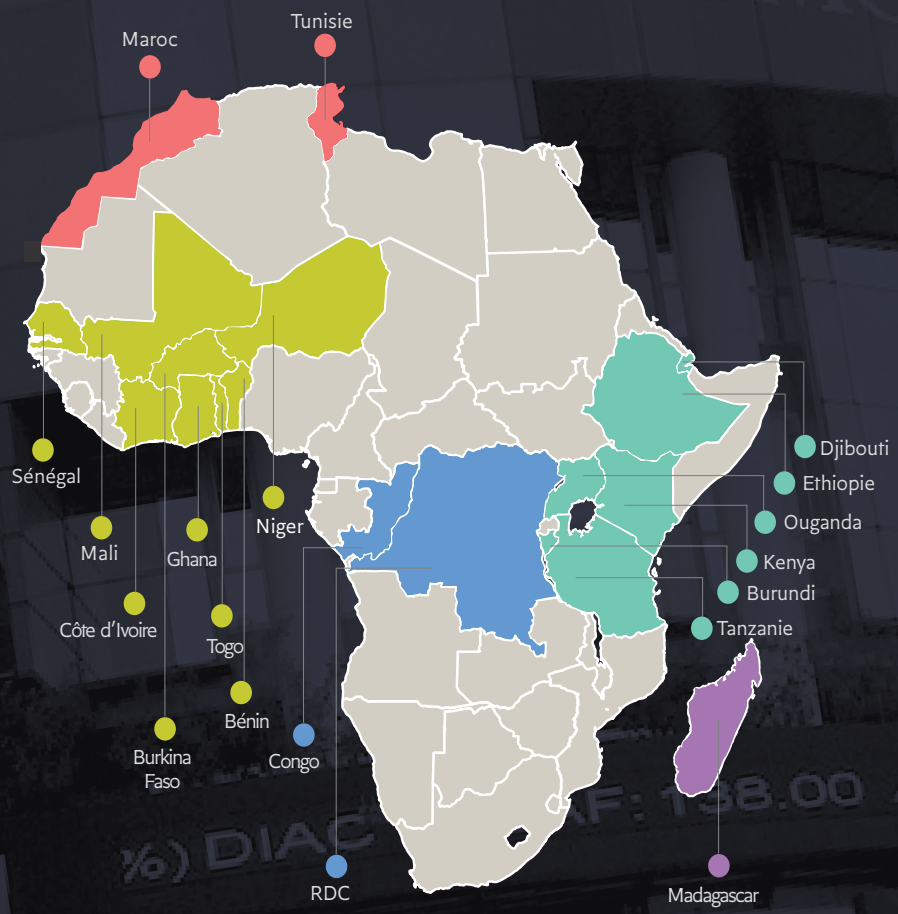
- Afrique de L'Ouest
- Afrique du Nord
- Afrique de l'Est
- Afrique Centrale
- Afrique Australe

DJIBOUTI

PIB (USD Mrd)	1,6
Croissance	6%
Population (M)	0,9
Taux d'Inflation	2,8%
Taux Directeur	10,6%

BURKINA FASO

PIB (USD Mrd)	12,5
Croissance	4%
Population (M)	17,4
Taux d'Inflation	-0,1%
Taux Directeur	3,5%



BURUNDI

PIB (USD Mrd)	3,1
Croissance	4,7%
Population (M)	9,2
Taux d'Inflation	3,8%
Taux Directeur	12,5%

CÔTE D'IVOIRE

PIB (USD Mrd)	33,9
Croissance	7,5%
Population (M)	22,7
Taux d'Inflation	0,9%
Taux Directeur	3,5%

OUGANDA

PIB (USD Mrd)	27,6
Croissance	4,9%
Population (M)	38
Taux d'Inflation	5%
Taux Directeur	11%

GHANA

PIB (USD Mrd)	38,6
Croissance	4,2%
Population (M)	26,2
Taux d'Inflation	17%
Taux Directeur	19%

TANZANIE

PIB (USD Mrd)	47,9
Croissance	7,2%
Population (M)	47,7
Taux d'Inflation	4,8%
Taux Directeur	12%

MALI

PIB (USD Mrd)	11,9
Croissance	6,8%
Population (M)	15,8
Taux d'Inflation	1,2%
Taux Directeur	3,5%

KENYA

PIB (USD Mrd)	60,8
Croissance	5,3%
Population (M)	42,9
Taux d'Inflation	6%
Taux Directeur	8,5%

NIGER

PIB (USD Mrd)	8
Croissance	6,9%
Population (M)	17
Taux d'Inflation	-0,6%
Taux Directeur	3,5%

SÉNÉGAL

PIB (USD Mrd)	15,6
Croissance	4,5%
Population (M)	14,5
Taux d'Inflation	1,4%
Taux Directeur	3,5%

RDC

PIB (USD Mrd)	34,7
Croissance	9,1%
Population (M)	79,3
Taux d'Inflation	1,2%
Taux Directeur	2,9%

CONGO

PIB (USD Mrd)	13,5
Croissance	6%
Population (M)	4,3
Taux d'Inflation	0,5%
Taux Directeur	2%

MADAGASCAR

PIB (USD Mrd)	10,6
Croissance	3%
Population (M)	23,6
Taux d'Inflation	6%
Taux Directeur	9,5%

ÉTHIOPIE

PIB (USD Mrd)	52,3
Croissance	10,3%
Population (M)	91
Taux d'Inflation	7,1%

1989

BMCE Bank est le premier Groupe Bancaire marocain à s'implanter en Afrique.
Le Groupe s'est orienté vers le marché Africain dès la fin des années 80, dans le cadre d'une opération de redressement exemplaire qui a fait de la Banque de Développement du Mali la première banque du pays.

2003

BMCE Bank a pris, en 2003, une participation de 25% dans La Congolaise de Banque qu'elle a restructurée et positionnée en leader incontesté dans son secteur.

2006

Lancement d'Axis Capital en Tunisie, société spécialisée dans la gestion d'actifs, courtage en bourse et conseil.

2007

Acquisition de 35% de Bank of Africa, un Groupe bancaire pan africain présent dans 17 pays à travers le continent, BMCE Bank contrôle aujourd'hui plus de 72,7% de ce Groupe bancaire.

BMCE BANK
BANK OF AFRICA
BMCE BANK

AFRIQUE EN CHIFFRES

Poursuite du Développement

18 Pays en Afrique

5073 Effectif bancaire

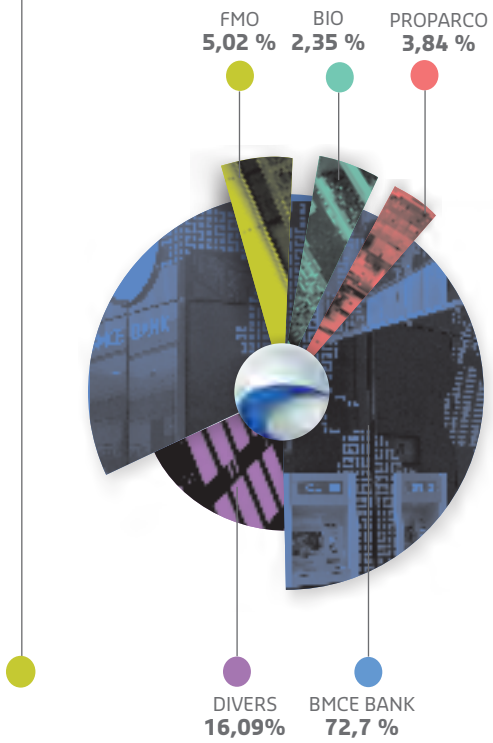
461 Agences bancaires

2,2 Millions de comptes

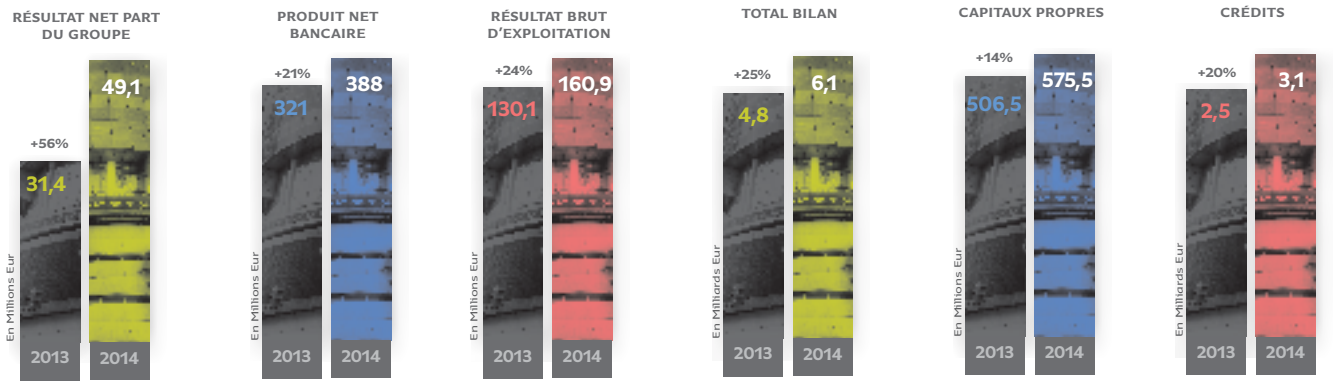
PROFIL

L'histoire du Groupe BANK OF AFRICA commence au Mali, en 1982, avec la création de la première BANK OF AFRICA, quasiment sans appui extérieur. 30 ans plus tard, le Groupe BOA devient un des grands groupes panafricains, présent dans 17 pays dont 16 en Afrique. Depuis 2010, le Groupe BANK OF AFRICA est majoritairement détenu par BMCE Bank, 3ème banque au Maroc. BMCE Bank apporte un puissant soutien stratégique et opérationnel au Groupe BOA.

ACTIONNAIRES



CHIFFRES CONSOLIDÉS DU GROUPE BOA EN 2014



BANK OF AFRICA

Poursuite de Développement

BANK OF AFRICA

En 2014, le Groupe Bank of Africa a consolidé son positionnement dans ses pays d'implantation avec l'ouverture de 48 agences, portant la taille du réseau des filiales bancaires du Groupe à 461 agences. Depuis son acquisition en 2008 par BMCE Bank, la taille du réseau de BOA a été multipliée par 2,7.
Pour leur part, les agrégats financiers ont enregistré une croissance à deux chiffres au titre de l'exercice 2014 avec une hausse de +21% du PNB consolidé à 388 M€, grâce notamment à une progression du résultat net des opérations financières (+40 M€) et de la marge d'intérêt (+22 M€). Le RNPG ressort ainsi en hausse de +56% à 49 M€.
Ces performances financières reflètent un dynamisme commercial réaffirmé comme en témoignent (i) la croissance des dépôts et de crédits de +16,3% et +23,2%, respectivement et (ii) le nombre de comptes en hausse de +23% à 2,2 millions soit plus de 413 000 nouveaux comptes ouverts en moyenne par an depuis 2012.

Ces réalisations sont également le fruit de la mise en œuvre d'un certain nombre de chantiers à travers, (i) la réorganisation commerciale tant pour les marchés des particuliers que des entreprises, (ii) le renforcement du dispositif de gouvernance (iii) le programme Convergence visant l'harmonisation des règles et processus de gestion des risques et de contrôle interne, (iv) et le projet "d'efficience opérationnelle" pour la refonte des procédures.

Enfin, le Groupe BOA poursuit le développement des synergies avec le Groupe BMCE Bank et ses filiales notamment sur les aspects suivants : projet de Convergence, diaspora avec BMCE Euroservices, *Trade finance* avec BMCE Bank/BIH, sécurité informatique, développement de la Banque d'affaires, politique des ressources humaines et formation.

AUTRES FILIALES AFRICAINES

LA CONGOLAISE DE BANQUE

La Congolaise de Banque demeure le premier réseau d'agences du pays et poursuit ainsi le développement de ses activités de banque universelle et de banque d'affaires qui a pour ambition de devenir un groupe bancaire sous-régional dans la zone de la CEMAC.

En 2014, la Congolaise de Banque a enregistré une croissance de +6% de son PNB passant de 27,7 M€ en 2013 à 29,5 M€ en 2014. Pareillement, le total bilan s'est établi à 479 M€ en évolution de +3%.

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI

La Banque de Développement du Mali est la première banque du Mali avec un réseau de plus de 40 agences, en 2014.

Au cours de l'exercice 2014, la Banque de Développement du Mali a poursuivi sa politique de proximité en s'appuyant sur une stratégie de régionalisation et de développement de ses activités dans la région de l'UEMOA avec l'ouverture de deux filiales en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso.

A fin décembre 2014, le Total Bilan a progressé de +22,4% à € 834 Millions, pour sa part le Produit Net Bancaire (PNB) a enregistré une augmentation de +3,4% passant à € 42 Millions en 2014 et le Résultat Net est passé à € 17,2 Millions contre € 15,3 Millions en 2013, soit une évolution de +12,4%.

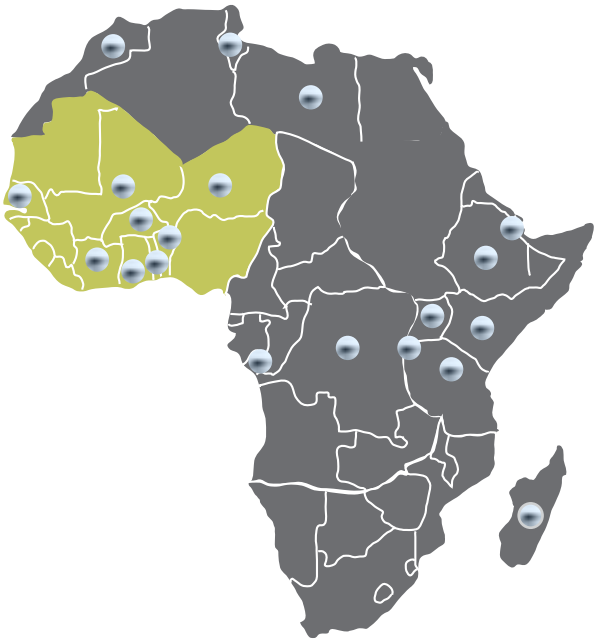
AFRIQUE DE L'OUEST

PRÉSENTATION DE LA ZONE UEMOA

Créée en 1994, l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine est une organisation internationale sous-régionale, ayant son siège à Ouagadougou (Burkina Faso) et regroupant 8 états Ouest-Africains: Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo

L'UEMOA a pour objectif de promouvoir l'Intégration économique de ses États membres, par le biais d'un marché ouvert et concurrentiel et la mise en place d'un cadre juridique harmonisé et rationnalisé, de même que l'unification des espaces économiques nationaux, afin de transformer l'Union en un marché porteur et attractif pour les investisseurs

Le Groupe BOA est présent dans 7 pays de l'UEMOA, et au Ghana, qui ne fait pas partie de la zone UEMOA.



UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUE

- Après un léger fléchissement en 2013, la croissance de la région a atteint 6% en 2014, pilotée par le Nigeria, (pétrole, agriculture, commerce et services), et la Côte d'Ivoire (stabilité politique, l'agriculture et la reprise des investissements) avec respectivement des croissances de 6,3% et 7,5%. La plus part des pays de l'Afrique de l'Ouest affichent une croissance d'au moins 6%.

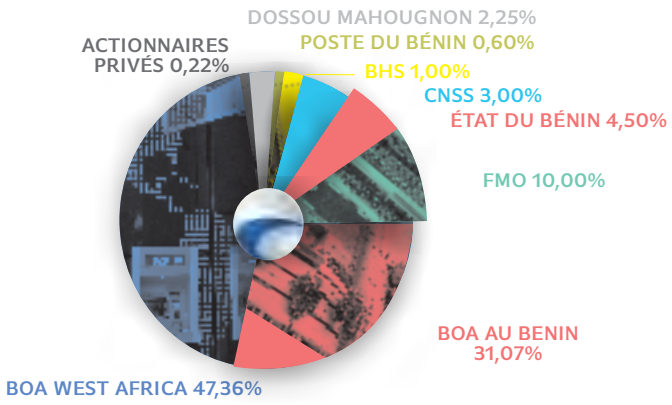
- En termes de perspectives, l'économie de la région devrait rester sur sa lancée en 2015 avec une prévision de 7% de croissance.

BANQUE DE L'HABITAT DU BÉNIN

Née dans le cadre d'une initiative publique, la Banque de l'Habitat du Bénin a été confiée au privé, démarrant ainsi ses activités en 2004.

BHB a été créée dans le but de permettre aux Béninois d'accéder à un logement sur la base d'un crédit à longue durée et à taux réduit, tant par le financement direct des populations, que par le financement des promoteurs immobiliers.

ACTIONNARIAT AU 17 AVRIL 2015



BOA AU BÉNIN

BONNE PERFORMANCE
Commerciale

BOA au Bénin demeure le premier partenaire de l'économie béninoise pour la collecte de l'épargne avec plus de 481 Milliards de F CFA (€ 733 Millions) de dépôts de la clientèle, soutenant activement la bancarisation avec l'ouverture de 33 342 nouveaux comptes, portant ainsi le nombre total à 322 109 comptes ouverts au 31 décembre 2014. La Banque a octroyé en 2014 plus de € 398 Millions de crédits pour le financement des Entreprises, des institutions et des particuliers, soit un accroissement de 16%, reparti entre l'immobilier et le BTP (8%), les services (21%) et les industries alimentaires (11%).
De plus, le total bilan se consolide et se situe à € 1 179 Millions à fin Décembre 2014, soit une variation annuelle de 19,2 %.

UN RÉSULTAT
À double chiffres

L'exercice 2014 s'est achevé sur une progression notable de 14,4% du Produit Net Bancaire à € 52,6 Millions et une bonne maîtrise des frais généraux. Ces mesures ont permis d'atteindre une forte croissance du résultat net de 115,8 % et qui franchit la barre des 10 Milliards de F CFA soit € 18,2 Millions, résultat encore jamais atteint par une banque au Bénin.

Par ailleurs, BOA au Bénin continue d'affirmer son image de banque citoyenne, manifestant pleinement son engagement sociétal soit directement, soit à travers la Fondation BOA par la construction des Centres de vie dans trois communes différentes comprenant des modules de classes, un dispensaire et des logements équipés d'énergie solaire, pour un montant de plus de € 396 000.

FAITS MARQUANTS

• LANCEMENT DE DEUX NOUVEAUX PRODUITS : « LE PACK SALARIA+ » ET LE « PRET VITAMINE».

• LE TITRE DE BOA-BÉNIN PASSE POUR LA PREMIÈRE FOIS LA BARRE DE 80 000 F CFA (€ 122) À LA BRVM.

• BOA AU BÉNIN DEVIENT LA PREMIÈRE BANQUE AU BÉNIN À DÉPASSER LE SEUIL DE 11 MILLIARDS DE F CFA (€ 18,2 MILLIONS) DE RÉSULTAT NET ET 700 MILLIARDS DE F CFA (€ 1 178 MILLIONS) DE TOTAL BILAN.

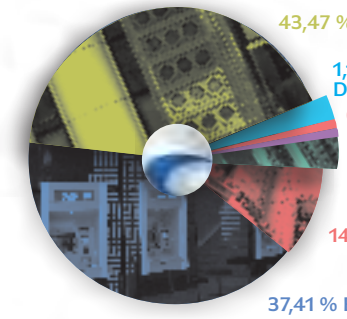
• LE MAGAZINE EMEA FINANCE DÉCERNE LE TROPHÉE « *AFRICAN BANKING AWARD* » DE LA MEILLEURE BANQUE DE L'ANNÉE À BOA-BÉNIN.

CHIFFRES CLÉS 2014

Total bilan	**€ 1 179 millions**
Dépôts clientèle	€ 733 millions
Crédits clientèle	**€ 398 millions**
Produit Net Bancaire	€ 52,6 millions
Résultat Brut d'Exploitation	**€ 26,4 millions**
Résultat Net	€ 18,2 millions
Effectif moyen	**531**
Nombre d'agences	44

1 Euro = 655,957 F CFA

ACTIONNARIAT AU 25 FÉVRIER 2015



43,47 % ACTIONNAIRES PRIVÉS

1,16 % BANK OF AFRICA EN CÔTE D'IVOIRE

0,27 % ATTICA S.A.

0,90% BANK OF AFRICA AU BURKINA FASO

2,36 % BOAD

14,43 % BOA GROUP S.A.

37,41 % BOA WEST AFRICA

BOA AU BURKINA FASO

UNE DYNAMIQUE Commerciale

En 2014, la croissance soutenue des crédits à la clientèle a permis à la Banque de détenir 18% de part de marché, confirmant ainsi sa position de premier plan dans le financement de l'économie nationale. La distribution des crédits à la clientèle ont en effet, évolué de 24,6%, affichant un encours de € 519 Millions à fin 2014.

La part de marché de la Banque, en termes de ressources, se situe à 15,2% en Décembre 2014 la plaçant au troisième rang des banques du Burkina Faso.

En 2014, le nombre de comptes a connu une progression de +31%, soit plus de 56 000 nouveaux comptes. Les ressources collectées auprès de la clientèle ont enregistré un taux de croissance de 13% pour s'établir à € 493 Millions. Cette progression a été obtenue dans un contexte marqué par une stratégie volontariste de restriction de la collecte de dépôts rémunérés.

Par ailleurs, la Banque a poursuivi l'extension de son réseau à travers l'ouverture de 5 nouvelles agences, portant sa taille à 39 unités. Ainsi, BOA au Burkina Faso figure parmi les 5 premières filiales du Groupe BOA en termes d'agences.

L'amélioration de la qualité du portefeuille s'est poursuivie avec un taux de sinistralité évoluant de 4,7% en 2012 à 3,4% en 2013 et à 2,8% en 2014.

PREMIER CONTRIBUTEUR Au résultat du Groupe

Au cours de l'exercice 2014, le Total Bilan s'est établi à € 758 Millions soit une augmentation de 20%, la positionnant ainsi dans le trio de tête des banques de la place.

Le Produit Net Bancaire a enregistré une légère hausse de +6,6% s'élevant à € 41 Millions grâce à une croissance favorable des activités génératrices d'intérêts (+23%) et de commission (+12,5%), pour sa part, le Résultat Brut d'Exploitation a affiché une évolution de +0,5%, soit € 22,4 Millions en 2014 et le résultat net s'est établit à € 16 Millions, en progression de +3,2% par rapport à l'année précédente. Ainsi, BOA au Burkina Faso demeure le premier contributeur au résultat du Groupe BANK OF AFRICA.

UNE BANQUE Engagée

Durant l'exercice 2014, BOA au Burkina Faso a adopté une politique de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), matérialisant ainsi son engagement pour le développement durable. La mise en œuvre de cette politique consiste, entre autres, à évaluer les risques environnementaux et sociaux de chaque demande de crédit. La Banque a aussi financé plusieurs entreprises pour des travaux d'assainissement et de traitement des eaux usées de la ville de Bobo Dioulasso.

FAITS MARQUANTS

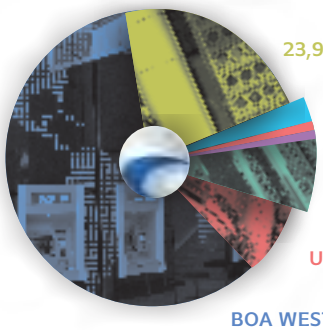
- CERTIFICATION ISO 9001 VERSION 2008 PAR LE BUREAU VERITAS POUR L'ENSEMBLE DES MÉTIERS DE LA BANQUE.
- AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE BOA-BURKINA FASO QUI PASSE DE 10 MILLIARDS À 11 MILLIARDS DE F CFA.
- LANCEMENT DU PRODUIT "CMACHANCE" EN COLLABORATION AVEC L'UNION DES ASSURANCES-VIE BURKINA.

CHIFFRES CLÉS 2014

Total bilan	**€ 758 millions**
Dépôts clientèle	**€ 493 millions**
Crédits clientèle	**€ 519 millions**
Produit Net Bancaire	**€ 41 millions**
Résultat Brut d'Exploitation	**€ 22,4 millions**
Résultat Net	**€ 16 millions**
Effectif	**320**
Réseau	**39**

1 Euro = 655,957 F CFA

ACTIONNARIAT AU 11 FÉVRIER 2015



23,92% AUTRES ACTIONNAIRES PRIVÉS

3,89 % ATTICA S.A.
0,37 % CAURIS CROISSANCE
0,22 % AUTRES BANK OF AFRICA

10,24% LASSINE DIAWARA

8,98%
UNION DES ASSURANCES DE BURKINA VIE

BOA WEST AFRICA
52,38%

BOA EN CÔTE D'IVOIRE

RÉSULTATS Remarquables

Au cours de l'exercice 2014, BOA en Côte d'Ivoire a affiché des réalisations honorables, dans un contexte national favorable et une économie dynamique.

Ainsi, le Produit Net Bancaire s'est amélioré de 48% pour atteindre € 38 millions grâce à une forte contribution de la Marge Bancaire Nette à hauteur de 70,7 %. Il en ressort un Résultat Brut d'Exploitation de € 20,6 Millions, en forte progression de +91,4 % par rapport à l'exercice précédent permettant à la Banque de réaliser un Résultat Net de € 12,3 Millions.

DYNAMIQUE COMMERCIALE Confirmée

En 2014, BOA en Côte d'Ivoire confirme sa position en tant qu'acteur majeur dans le financement de l'économie du pays. Les dépôts clientèle ont enregistré un taux de croissance de 15,8 % pour s'établir à 274,6 Milliards de F CFA (€ 418,6 Millions). Cette progression a été obtenue dans un contexte marqué par une politique volontariste de baisse des taux sur les dépôts à terme rémunérés.
Le nombre de comptes a connu une augmentation de 35,8 % soit plus de 140 000 comptes à fin Décembre.

FAITS MARQUANTS

• SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC LE GROUPE MAROCAIN ALLIANCES POUR LE FINANCEMENT DE LA 2ÈME TRANCHE D'UN PROJET IMMOBILIER À D'ANYAMA POUR ENVIRON 1 700 LOGEMENTS.

• BOA EN CÔTE D'IVOIRE ET BOA CAPITAL SONT À TITRE DE CONSEILLERS FINANCIERS DE LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE POUR L'ÉMISSION DES EUROBONDS 2014 POUR UN MONTANT DE 500 MILLIONS DE F CFA.

• NOMINATION D'UN NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL ET D'UN NOUVEAU PRÉSIDENT DE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

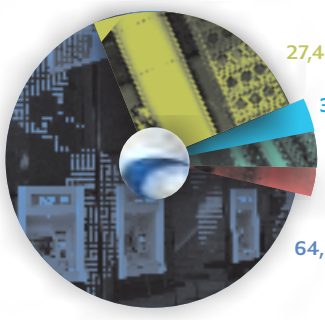
• BOA EN CÔTE D'IVOIRE S'EST ATTELÉE DEPUIS OCTOBRE 2014, AVEC L'APPUI DE LA DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INSPECTION GÉNÉRALE GROUPE DU DÉPLOIEMENT PROJET « CONVERGENCE » À INSTAURER LA NORMALISATION ET L'HOMOGÉNÉISATION DU DISPOSITIF DE GESTION ET DE CONTRÔLE DES RISQUES AU NIVEAU DE L'ENSEMBLE DES ENTITÉS DU GROUPE, LE PARTAGE DE MÊMES RÉFÉRENTIELS TOUT EN MAINTENANT L'AUTONOMIE DES FILIALES.

CHIFFRES CLÉS 2014

Total Bilan	**€ 748,9 millions**
Dépôts clientèle	€ 419 millions
Crédits clientèle	**€ 307 millions**
Produit Net Bancaire	€ 38 millions
Résultat Brut d'Exploitation	**€ 20,6 millions**
Résultat Net	€ 12,3 millions
Effectif	**285**
Réseau	24

1 Euro = 655,957 F CFA

ACTIONNARIAT AU 10 FÉVRIER 2015



27,48 % AUTRES ACTIONNAIRES

3,34 % ATTICA S.A.

2,47 % AGORA HOLDING

2,35 % BANK OF AFRICA AU BENIN

64,36 % BOA WEST AFRICA

BOA AU MALI

PERFORMANCE COMMERCIALE
Au vert

Pour soutenir la relance économique du pays, BOA au Mali est devenu un acteur incontournable occupant la première place au niveau des crédits distribués qui ont atteint à fin décembre 2014 un total de € 333,3 Millions contre € 265,6 Millions au 31 décembre 2013 ; soit une part de marché de 14,6%.

Cette importante performance est essentiellement due, d'une part, à l'accroissement du réseau de distribution avec l'ouverture d'une vingtaine de points de vente entre 2013 et 2014 et d'autre part, à la confiance de la clientèle particuliers et Entreprises pour la qualité et la célérité des prestations.

Ce même rythme d'évolution a été enregistré également au niveau des ressources collectées qui ont progressé de +20,5 %, en passant de € 328 millions en décembre 2013 à € 395,6 millions à la clôture de l'exercice 2014, franchissant ainsi le seuil des 250 Milliards F CFA de dépôts clientèle et le seuil de 500 Milliards F CFA de Total Bilan.

En termes de total bilan, BOA au Mali s'est hissée au deuxième rang du système bancaire malien totalisant € 768 Millions à fin 2014 contre € 475,9 Millions un an auparavant; soit une augmentation de près de 61%.

RÉSULTAT NET
En progression de + 80%

À fin décembre 2014, le Produit Net Bancaire (PNB) a atteint € 40 Millions contre € 30,8 Millions en décembre 2013, soit une hausse de +34,1% sur une année glissante. Le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) ressort quant à lui € 18,6 Millions en décembre 2014, enregistrant une augmentation de +65% par rapport à fin décembre 2013.
Le Résultat Net s'est amélioré de € 2,7 Millions et s'est élevé à € 6,1 Millions contre € 3,4 Millions au 31 décembre 2013, soit une hausse de +80,1%.

FAITS MARQUANTS

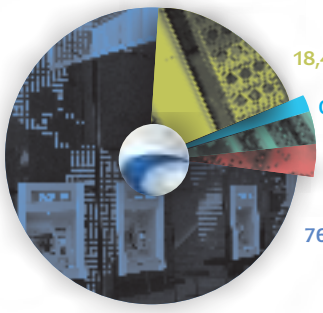
- SIGNATURE D'UNE CONVENTION BOA-MALI / SOGEM PORTANT DOMICILIATION DU FONDS DE GESTION DU RISQUE HYDRAULIQUE POUR 9 MILLIARDS DE F CFA
- TENUE D'UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE PORTANT SUR L'AUGMENTATION DU CAPITAL À 8 300 000 000 F CFA.
- OUVERTURE DE 3 NOUVELLES AGENCES À TOMBOUCTOU, GAO ET NIONO.
- OUVERTURE DE 4 BUREAUX, DONT 3 À BAMAKO ET 1 À KOUTIALA.

CHIFFRES CLÉS 2014

Total Bilan	**€ 768,3 millions**
Dépôts clientèle	**€ 395,6 millions**
Crédits clientèle	**€ 339,3 millions**
Produit Net Bancaire	**€ 40,2 millions**
Résultat Brut d'Exploitation	**€ 18,6 millions**
Résultat Net	**€ 6,1 millions**
Effectif	**328**
Réseau	**50**

1 Euro = 655,957 F CFA

ACTIONNARIAT AU 13 MARS 2015



18,47 % ACTIONNAIRES NATIONAUX
0,05 % BANK OF AFRICA AU BENIN
2,78 % AUTRES ACTIONNAIRES
2,56 % ATTICA S.A.
76,14 % BOA WEST AFRICA

BOA AU NIGER

POURSUITE DE LA STRATÉGIE de croissance

En 2014, BOA au Niger a opéré en 2014 des changements d'orientations globalement positifs, corroborant ainsi la poursuite d'un développement soutenu et équilibré.

Le Total Bilan affiche une progression de +20,9 % s'élevant à € 355 Millions au 31 décembre 2014 contre € 293,9 Millions à fin décembre 2013. Les dépôts collectés auprès de la clientèle se sont accru de +4,2 % totalisant € 190,7 millions en 2014 contre € 183 millions un an auparavant.

DES PERFORMANCES satisfaisantes

Le Produit Net Bancaire (PNB) a enregistré une hausse de 21,9 % pour s'établir à € 21,8 millions au 31 décembre 2014. Cette évolution reflète également l'amélioration de la structure du PNB portée aussi bien par la progression de 21,8% de la marge bancaire nette que par l'appréciation de +21,3% des commissions.

Le Résultat Brut d'Exploitation (RBE) s'inscrit également dans la même tendance enregistrant une hausse de +34,2 % avec un montant de € 11,5 Millions au cours de l'exercice 2014. Ainsi, le Résultat Net ressort à € 7,7 millions à 2014, en progression de +31,9 % par rapport à l'année précédente.

Faits marquants

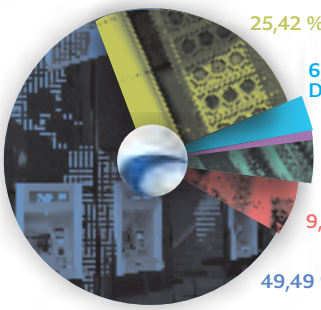
- AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL DE LA BANQUE PAR INCORPORATION DE PRIMES LIÉES AU CAPITAL, DE 13 À 14,5 MILLIONS D'EURO.
- ARRANGEUR ET CHEF DE FILE POUR L'ACQUISITION DE LA LICENCE 3G+ EN FAVEUR D'UN OPÉRATEUR DE TÉLÉPHONIE MOBILE, POUR UN MONTANT DE € 52 MILLIONS.
- INAUGURATION D'UN CENTRE DE FORMATION POUR LE PERSONNEL.

CHIFFRES CLÉS 2014

Total Bilan	**€ 355,4 millions**
Dépôts clientèle	€ 191 millions
Crédits clientèle	**€ 216 millions**
Produit Net bancaire	€ 22 millions
Résultat Brut d'Exploitation	**€ 11,5 millions**
Résultat Net	€ 7,8 millions
Effectif moyen	**212**
Réseau	22

1 Euro = 655,957 F CFA

ACTIONNARIAT AU 11 MARS 2015



25,42 % AUTRES ACTIONNAIRES

6,88 % BANQUE OUEST AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT (BOAD)

0,24 % PERSONNEL BOA AU NIGER

8,41 % ATTICA S.A.

9,56 % ACTIONNAIRES NIGERIENS

49,49 % BOA WEST AFRICA

BOA AU SÉNÉGAL

RÉALISATIONS HONORABLES
dans un environnement favorable

C'est dans un climat favorable que BOA au Sénégal a clôturé l'année 2014 avec un résultat bénéficiaire, en progression de +27,4 % par rapport à l'année 2013, tout en confortant sa part de marché. Cette année a aussi été marquée par l'augmentation de capital par Offre Publique de Vente, via la BRVM, portant ainsi le capital social à 12 Milliards de F CFA (€ 18,3 Millions). Cette OPV réussie en moins de 24 heures, fait de BOA au Sénégal la 1ère Banque et la 2ème Entreprise sénégalaise cotée à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières d'Abidjan.

Ainsi, BOA au Sénégal termine l'année 2014 avec un Produit Net Bancaire (PNB) de € 24,6 Millions contre € 17,2 Millions en 2013, en progression de +43%. Le Résultat Net s'est établi à € 5,1 Millions, soit une hausse de +27% par rapport à 2013.

BOA au Sénégal achève l'exercice sous revue avec un total Bilan de 285,085 Milliards de F CFA (€ 435 Millions), en progression de +48,2 % par rapport à l'année 2013, avec un renforcement de ses fonds propres effectifs après répartition de +40 % à € 37 Millions.

DYNAMISME COMMERCIAL
Maintenu

Les dépôts de la clientèle ont progressé de +32%, passant de € 168 Millions en 2013 à € 222 Millions à fin 2014, renforcés par les emprunts interbancaires en vue de financer les emplois. La collecte de l'épargne des particuliers s'est poursuivie avec une hausse de 68% pour atteindre € 33,5 Millions, soit la plus forte progression du marché sur ce type de ressources. Ces actions combinées ont modifié la structure même des dépôts tout en assurant une hausse limitée du coût des ressources et la consolidation de la position de la Banque.

Par ailleurs, les crédits nets ont connu une progression de +35% pour atteindre € 255,8 Millions. La Banque conserve ainsi sa 7ème place parmi les 20 banques au Sénégal, tout en améliorant sa part de marché.

Pareillement, BOA au Sénégal a poursuivi l'assainissement de son portefeuille avec un effort de provisionnement de € 3,3 Millions, ce qui a permis à la Banque d'améliorer son taux de couverture passant de +42% à +61%.

Faits marquants

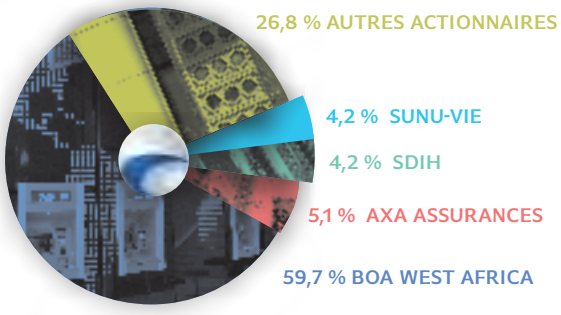
- AUGMENTATION DU CAPITAL QUI PASSE DE 10 MILLIARDS DE F CFA À 12 MILLIARDS DE F CFA PAR OFFRE PUBLIQUE DE VENTE DE 200 000 NOUVELLES ACTIONS.
- INAUGURATION DU NOUVEAU SIÈGE AUX ALMADIES, À DAKAR
- OUVERTURE DE L'AGENCE DE SÉBIKOTANE, VILLE SITUÉE À 45 KM À L'EST DE DAKAR, DE L'AGENCE DE NORD FOIRE À DAKAR ET DE 2 AGENCES À SALY ET NIANING, VILLES SITUÉES À 80 KM AU SUD-OUEST DE DAKAR.
- PREMIÈRE COTATION DES 200 000 TITRES BOA-SENEGAL À LA BOURSE RÉGIONALE DES VALEURS MOBILIÈRES D'ABIDJAN.

CHIFFRES CLÉS 2014

Total Bilan	**€ 435 millions**
Dépôts clientèle	**€ 222 millions**
Crédits clientèle	**€ 256 millions**
Produit Net Bancaire	**€ 25 millions**
Résultat Brut d'Exploitation	**€ 11,2 millions**
Résultat Net	**€ 5,1 millions**
Effectif	**265**
Réseau	**33**

1 Euro = 655,957 F CFA

ACTIONNARIAT AU 17 AVRIL 2015



BOA AU GHANA

AMÉLIORATION DU RATIO d'efficience dans un environnement peu favorable

Au cours de l'exercice 2014, BOA au Ghana a réalisé un bénéfice après impôts de € 7,4 Millions tiré principalement par de solides réalisations au niveau de la marge d'intérêts (+32,5%) et la marge sur commissions (+36,4%). Pour sa part, le résultat d'exploitation s'est amélioré de +23%, passant de 19,2 Millions en 2013 à € 23,7 Millions à fin décembre 2014.

Pareillement, le coût d'exploitation a baissé de 4,4% à € 13,14 Millions contre € 13,7 Millions en 2013 expliqué par les pressions inflationnistes et la forte dépréciation du Cedi contre les principales devises au cours de l'année 2014.

Par ailleurs, le coefficient d'exploitation s'est significativement amélioré, passant de 71,5% en 2013 à 55,5% à fin décembre 2014.

AMÉLIORATION de l'efficacité commerciale

En 2014, les dépôts de la clientèle ont enregistré une hausse de +3,7% à € 141 Millions grâce à l'amélioration de la stratégie de mobilisation des dépôts à faible coût constituant 72,3% du total des dépôts contre 62,7% une année auparavant.

Les crédits à la clientèle, pour leur part, sont demeurés relativement au même niveau que l'an dernier à € 87,2 Millions en raison de la politique volontariste du management plus sélective en matière d'octroi de crédits dans une économie peu stable.

Ainsi, la taille globale du Bilan s'est située à € 237,6 Millions à fin 2014 contre € 212,0 Millions l'année précédente.

FAITS MARQUANTS

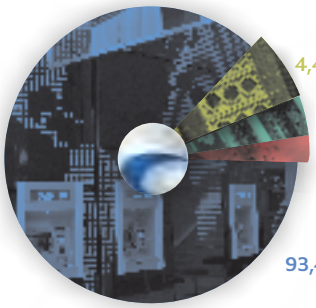
- SESSION RETRAITE/STRATÉGIE POUR LES CHEFS EXÉCUTIFS DE BOA-GHANA À AQUA SAFARI
- LANCEMENT OFFICIEL DE WARI TRANSFERT D'ARGENT ET DU B-WEB
- ORGANISATION DE GROUPES DE DISCUSSION À TRAVERS LE PAYS AVEC LES PRINCIPAUX CLIENTS RETAIL
- PARTICIPATION DE BOA-GHANA AUX JEUX OLYMPIQUES DE CITI BUSINESS

CHIFFRES CLÉS 2014

Total Bilan	**€ 237,6 millions**
Dépôts clientèle	€ 141,2 millions
Crédits clientèle	**€ 87,2 millions**
Produit Net Bancaire	€ 23,7 millions
Résultat d'Exploitation	**€ 10,5 millions**
Résultat Net	€ 7,4 millions
Effectif	**354**
Réseau	21

1 euro = 3,8814 GHS

ACTIONNARIAT AU 31 DÉCEMBRE 2014



4,44% ESTATE OF DR. H.O.K. ATA

1,30% NANA OWUSU-AFARI

0,77% AUTRES ACTIONNAIRES PRIVÉS

93,49% BOA WEST AFRICA

BOA AU TOGO

DES AGRÉGATS POSITIFS
Pour une première année d'exercice

La création de l'Office Togolais des Recettes, opérationnel depuis février 2014, permettra dès 2015 d'améliorer encore l'environnement des affaires tout en renforçant la collecte des impôts.

BOA au Togo n'est pas resté en marge de cette dynamique. En effet, pour sa première année de pleine activité, BOA au Togo a quasiment atteint tous ses objectifs de croissance et compte bien devenir un acteur incontournable du paysage bancaire togolais notamment dans le financement des projets d'infrastructures, de l'immobilier social et dans la bancarisation de la population.

Au terme de l'exercice 2014, BOA au Togo compte plus de 6 218 comptes actifs pour un encours total de € 19,5 Millions de dépôts clientèle représentant +105,1% des objectifs volontaristes fixés. Les financements accordés à la clientèle ont été soutenus tout au long de l'année à des taux très concurrentiels, accessibles à tous.

Par ailleurs, l'année 2014 s'est soldée par un total bilan de € 42,2 Millions et un Produit Net Bancaire de € 1,3 Million.

DES PERSPECTIVES
Prometteuses

Pour l'année 2015, l'activité commerciale se développera à travers une stratégie offensive de bancarisation avec les produits adaptés à la clientèle. L'extension du réseau se poursuivra par l'ouverture de 5 nouvelles agences dont 2 en provinces, ce qui permettra à BOA au Togo de mieux s'affirmer dans le paysage bancaire togolais.

L'amélioration du portefeuille et la gestion efficiente des risques, le contrôle des charges ainsi que le développement des prestations de services pourvoyeuses de commissions demeureront les priorités de la Banque conformément au plan d'action et au budget prévisionnel 2015. Ces prévisions devront être soutenues par un renforcement des fonds propres.

FAITS MARQUANTS

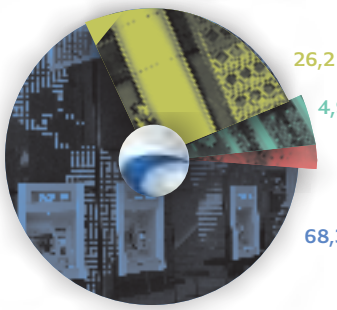
- LANCEMENT DES CAMPAGNES « TOUS À LA BOA » ET « TOUS À L'ECOLE ».
- OUVERTURE DE 3 AGENCES DANS LES QUARTIERS DE SUPER TACO, HEDZRANAWOE ET ADIDOGOMÉ, À LOMÉ
- FRANCHISSEMENT DU SEUIL DE 10 MILLIARDS DE F CFA (€ 15 MILLIONS) DE DÉPÔTS CLIENTÈLE ET DE 10 MILLIARDS DE F CFA DE CRÉDITS.

CHIFFRES CLÉS 2014

Total bilan	**€ 42,2 millions**
Dépôts clientèle	€ 19,5 millions
Crédits clientèle	**€ 17,7 millions**
Produit Net Bancaire	€ 1,3 millions
Résultat Brut d'Exploitation	**€ - 2,5 millions**
Résultat net	€ - 2,7 millions
Effectif moyen	**70**
Réseau	7

1 Euro = 655,957 F CFA

ACTIONNARIAT AU 27 MARS 2015



26,2 % AGORA HOLDING

4,9 % BANK OF AFRICA AU BÉNIN

0,6 % AUTRES ACTIONNAIRES

68,3 % BOA WEST AFRICA

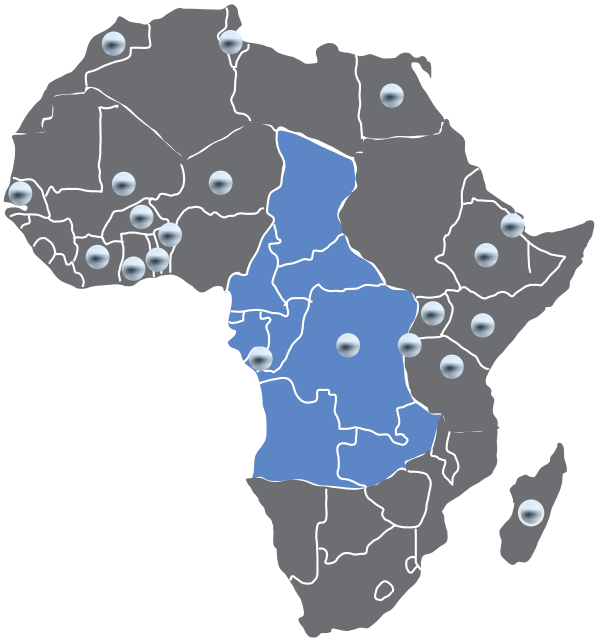
AFRIQUE CENTRALE

PRÉSENTATION DE LA ZONE CEMAC

La Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale a été créée le 16 Mars 1994 et regroupe 6 pays : Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafrique et Tchad

La CEMAC se donne pour mission de promouvoir un développement harmonieux des États membres dans le cadre de l'institution d'un véritable marché commun tout en assurant la gestion stable de la monnaie commune et sécurisant l'environnement des activités économiques et des affaires.

L'Afrique Centrale est représentée par La Congolaise de Banque et BOA en RDC



DES PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES FAVORABLES

- L'économie de l'Afrique Centrale a fait preuve d'une résilience aux différents chocs, et à la baisse des cours du pétrole, en enregistrant une croissance économique de 6,2%, une amélioration due aux dynamismes économiques de certains pays de la région.

- Cette tendance est tirée principalement par les perspectives favorables au Tchad, avec l'entrée en production de nouveaux champs pétrolifères. Pour leur part, le Congo et le Gabon bénéficient du dynamisme des mines, tandis que la RDC profite de l'investissement dans les infrastructures. Enfin le Cameroun jouit d'une croissance diversifiée, avec pour principaux moteurs la production de gaz et de pétrole, la construction et les services, de même que l'agriculture qui s'est redressée après les inondations de 2012.

BOA EN RDC

UNE STRUCTURE BILANCIELLE
Solide

À fin Décembre 2014, le Total Bilan de BOA en RDC a atteint € 102,4 Millions, soit une augmentation de 57% sur une année glissante avec une hausse des dépôts de la clientèle de 121% à € 53,3 Millions en 2013.

Pour leur part, les crédits à la clientèle ont progressé de +86% portant l'encours à € 70,9 Millions à fin 2014 tirée principalement par les crédits Entreprises qui représentent 42% de l'encours des crédits et ce, notamment grâce à la stratégie d'ouverture vers le segment PME.

En 2014, BOA en RDC a poursuivi l'extension de son réseau avec notamment l'ouverture d'une Agence à Lubumbashi.

UN PNB
en hausse significative

Au cours de l'exercice, le PNB s'est accru de +85% pour atteindre € 10,0 Millions, porté par la marge d'intérêts +95% et une progression très favorable de la marge bancaire de +92%.

Le Résultat Net après dotation aux provisions calculé selon les nouvelles normes de la Banque Centrale du Congo a atteint 281 Millions de CDF (soit € 250 026).

FAITS MARQUANTS

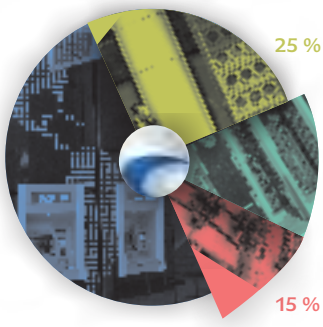
- PARTICIPATION AU SÉMINAIRE MARKETING SUR LA BANQUE DIGITALE À NAIVASHA, KENYA.
- PARTICIPATION À LA CAMPAGNE COMMERCIALE « EPARGNE 2014 » DU GROUPE BOA.
- OUVERTURE DE DEUX NOUVELLES AGENCES DANS LA COMMUNE DE MASINA, PROVINCE DE KINSHASA ET DANS LA VILLE DE LUBUMBASHI, PROVINCE DU KATANGA
- PARTICIPATION À L'ÉDITION 2014 DE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE L'ÉPARGNE ORGANISÉE PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO ET L'AGENCE ALLEMANDE DE DÉVELOPPEMENT GIZ, À KINSHASA, LUBUMBASHI ET GOMA

CHIFFRES CLÉS 2014

Total Bilan	**€ 102,4 millions**
Dépôts clientèle	€ 53,3 millions
Crédits clientèle	**€ 70,9 millions**
Produit Net Bancaire	€ 10,0 millions
Résultat Brut d'Exploitation	**€ 1,3 million**
Résultat Net	€ 250 026
Effectif	**139**
Réseau	10

1 Euro = 1 123,880 CDF

ACTIONNARIAT AU 20 FÉVRIER 2015



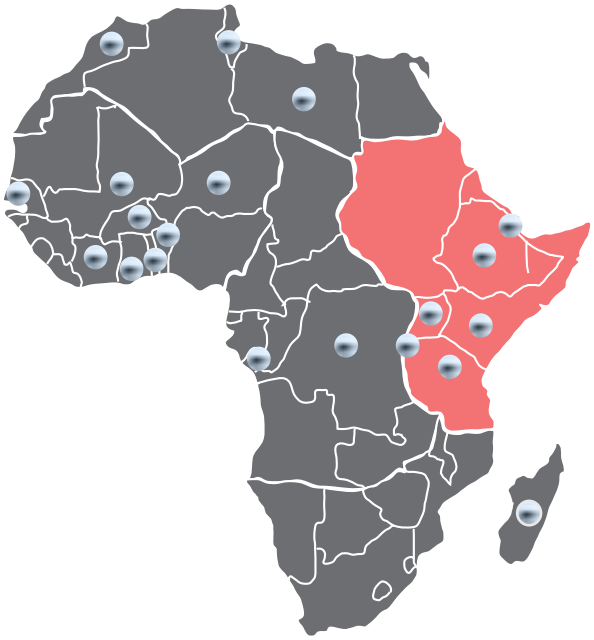
* BELGIAN INVESTMENT COMPANY

AFRIQUE DE L'EST

PRÉSENTATION DE LA ZONE EAC

La Communauté Est-Africaine, en anglais East African Community (EAC) est une organisation intergouvernementale régionale fondée en 1967, dissoute en 1977 et recréée le 7 Juillet 2000. Elle regroupe les Républiques du Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie et Ouganda. Son siège est basé à Arusha, en Tanzanie

Bank Of Africa couvre toute la zone EAC avec implantation d'une filiale dans chacun des pays à l'exception du Rwanda.



UNE CROISSANCE SOUTENUE SUR PLUSIEURS PAYS DE LA ZONE

• La majeure partie des pays de l'Afrique de l'Est notamment l'Ethiopie, L'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie ont enregistré une croissance significative en 2014, soutenue en grande partie par l'agriculture, l'industrie et les services. Au Kenya, le rythme devrait s'accélérer à près de 6 % en 2014 et 2015 (contre environ 5 % en 2013), sous l'effet des exportations, de l'investissement privé et des services, y compris financiers et liés aux technologies de l'information et de communication (TIC), et de la construction.

• En Somalie, l'aide massive des donneurs a contribué au processus de paix et de construction de l'État, de même que le secteur privé s'épanouit dans les régions les plus stables.

BANQUE DE CRÉDIT DE BUJUMBURA

LE TOTAL BILAN en forte croissance

Au cours de l'exercice 2014, la Banque DE CRÉDIT DE BUJUMBURA S.M. (BCB) a su tirer parti de sa solidité financière et de son image de marque, atteignant globalement ses objectifs de rentabilité et de croissance, affichant un Résultat Net de € 1,1 Million soit une progression de +13%.

En outre, le Total Bilan et les dépôts de la clientèle marquent un accroissement de +35% et +36% à € 184 Millions et € 156 Millions respectivement par rapport à l'année précédente.

UNE POLITIQUE de proximité soutenue

En 2014, la BCB continue de jouer un rôle d'intermédiaire financier important à travers ses 28 points de vente et de financement de différents projets des acteurs tant publics que privés, participant ainsi au financement des infrastructures par la construction d'un nouvel immeuble moderne pour l'Agence de Kayanza dans lequel a été installé un Guichet Automatique de Billets (GAB), au Nord du Burundi et à la création d'emploi à travers le recrutement de 23 nouveaux collaborateurs.

Par ailleurs, la Banque continue de concrétiser sa responsabilité sociale en tant que Banque citoyenne, intervenant notamment dans des situations d'urgence en apportant de l'aide d'une valeur de 22 Millions BIF (€ 12 743) aux sinistrés des inondations de Gatunguru, dans la capitale Bujumbura, au mois de février 2014. Elle a également illustré son action citoyenne dans son programme de soutien à l'éducation, notamment par le sponsoring de la campagne «Tous à l'École» d'un montant de 10 Millions BIF (€ 6 000), accordé à la Commune de Muhuta, de la province de Bujumbura.

FAITS MARQUANTS

- FRANCHISSEMENT DU SEUIL DE 300 MILLIARDS DE BIF (€ 174 MILLIONS) DU TOTAL BILAN ET DE 80 000 COMPTES CLIENTS.

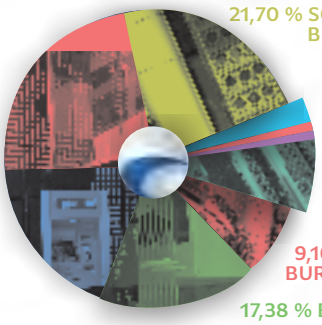
- SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE FIDÉLITÉ DE 3 ANS ENTRE LA BCB ET LE FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA ET DE L'AUDIOVISUEL DU BURUNDI (FESTICAB).

CHIFFRES CLÉS 2014

Total bilan	**€ 184 millions**
Dépôts clientèle	€ 156 millions
Crédits clientèle	**€ 72 millions**
Produit Net Bancaire	€ 16 millions
Résultat Brut d'Exploitation	**€ 6,9 millions**
Résultat Net	€ 1,1 million
Effectif	**385**
Réseau	21

1 Euro = 1888,1982 BIF

ACTIONNARIAT AU 27 MARS 2015



20,25 % BOA GROUP S.A.

21,70 % SOCIETE D'ASSURANCES DU BURUNDI (SOCABU)

1,66 % COMPAGNIE DE GERANCE DU COTON (COGERCO)

1,28 % COMPLEXE TEXTILE DU BURUNDI (COTEBU)

0,61 % AUTRES ACTIONNAIRES

10,65% REPUBLIQUE DU BURUNDI

9,10 % OFFICE DU THE DU BURUNDI (O.T.B.)

17,38 % BIO

17,37 % BANQUE DEGROOF

BOA AU KENYA

UNE ACTIVITÉ COMMERCIALE en amélioration continue

En 2014, BOA au Kenya a tenu à respecter son engagement dans la bancarisation grâce à la mise en place de la stratégie de Banque de détail sous le nom de «Customer first». Cette stratégie a porté ses fruits avec un réseau consolidé de 37 agences à travers tout le pays. Parallèlement à cette initiative, la Banque a mis en place des centres d'affaires pour les Entreprises et leurs clients, à Nairobi et Mombasa dans le but de satisfaire leurs attentes variées.

Malgré les défis rencontrés lors de l'année 2014, le total bilan de BOA au Kenya a enregistré une croissance de +27,5% à € 564,5 Millions contre € 442,6 Millions à fin Décembre 2013. Les crédits à la clientèle ont augmenté de +34% à € 349 Millions. Quant aux dépôts de la clientèle, l'encours s'est élevé à € 378 Millions, soit une évolution de +22%.

PLAN D'ACTION ambitieux

En 2015, BOA au Kenya aspire à inverser la performance de la Banque grâce à des processus de gestion des risques améliorée, les actions de réduction des coûts, l'augmentation de la productivité du personnel, la croissance des dépôts à faibles coûts et des prestations de services à la clientèle en leur offrant des produits et services innovants.

Faits marquants

• LANCEMENT DU CENTRE D'AFFAIRES À NAIROBI

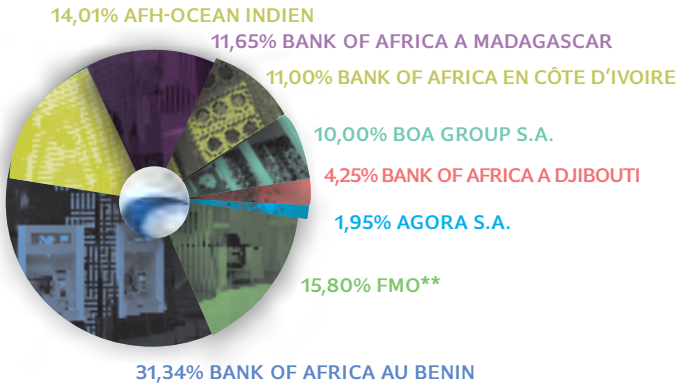
• OUVERTURE DE 3 NOUVELLES AGENCES A :
- KITALE, À 380 KM AU NORD-OUEST DE NAIROBI ;
- EMBU, À ENVIRON 120 KM DE L'EST AU NORD DE NAIROBI ;
- ET SYOKIMAU, ZONE RÉSIDENTIELLE DE NAIROBI, AU SUD

CHIFFRES CLÉS 2014

Total Bilan	**€ 564,5 millions**
Dépôts clientèle	€ 378 millions
Crédits clientèle	**€ 349 millions**
Produit Net Bancaire	€ 29,5 millions
Résultat Net	**€ 1,3 millions**
Effectif	479
Réseau	**37**

1 Euro = 110,21 KES

ACTIONNARIAT AU 19 FÉVRIER 2015



** NETHERLANDS DEVELOPMENT FINANCE COMPANY

BOA EN TANZANIE

UN BILAN Positif

Au cours de l'exercice 2014, la taille du Bilan de BOA en Tanzanie a évolué de +21% pour atteindre € 236 Millions grâce à une croissance notable des crédits à la clientèle de +22% à € 130 Millions par rapport à € 107 Millions enregistrés en 2013 et les dépôts de la clientèle, pour leur part ont augmenté de +9,3% à fin décembre 2014.

Le taux de CDL s'est établi à 3,3%, taux relativement faible, tandis que le coefficient d'exploitation a baissé de 85,6% à 78,5% au cours de l'année 2014. Cette réduction des coûts démontre également les initiatives d'automatisation et des stratégies de gestion des coûts se traduisant par des résultats positifs de la Banque.

Ainsi, le Résultat Net s'est établi à € 1,9 Million à fin 2014 contre € 1,7 Million une année auparavant.

UN ENGAGEMENT CITOYEN développé

Dans le cadre de sa politique de soutenir la communauté tanzanienne, BOA en Tanzanie s'est engagée dans diverses actions en matière de responsabilité sociale notamment l'éducation et la santé.
En 2014, BOA en Tanzanie a fait un don de plus de € 7 000 pour les écoles publiques en Tanzanie. Ce soutien a concerné 15 écoles secondaires publiques qui ont reçu des livres afin d'encourager les enseignants et les élèves dans l'objectif de renforcer les performances aux examens nationaux et d'améliorer le niveau d'enseignement supérieur dans le pays. La Banque a également participé au lancement de la campagne baptisée : «*Desk for every child*». Grâce à cette campagne BOA en Tanzanie s'est engagée à offrir les bureaux scolaires d'une valeur de 8 000 000 shillings (€ 3 869) permettant à des centaines d'élèves de siéger à l'école. La campagne a été inaugurée par le Premier Ministre de la République-Unie de Tanzanie.
Dans le domaine de la santé, la Banque a fait un don de 2 000 USD aux patients atteints de cancer en Tanzanie afin de recevoir un traitement gratuit. Le support d'aide a été mis en place au cours du marathon organisé par Kunduchi Plage Hôtel pour lever des fonds afin de soutenir le nombre croissant de patients qui n'ont pas accès aux traitements du cancer.

FAITS MARQUANTS

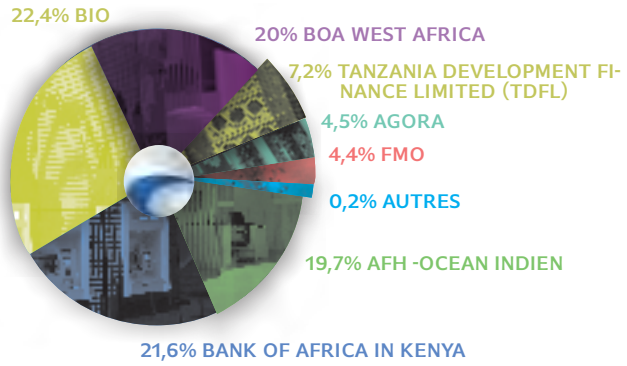
- OCTROI DE 7 MILLIONS D'EUROS PAR LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT AFIN DE FINANCER LES PETITES ENTREPRISES EN TANZANIE.
- LANCEMENT DU B-MOBILE (UNE SOLUTION DE BANQUE MOBILE).
- LANCEMENT DU CENTRE D'AFFAIRES À DAR-ES-SALAM.

CHIFFRES CLÉS 2014

Total Bilan	**€ 235,7 millions**
Dépôts clientèle	**€ 148,7 millions**
Crédits clientèle	**€ 130 millions**
Produit Net Bancaire	**€ 17,9 millions**
Résultat Brut D'exploitation	**€ 3,8 millions**
Résultat Net	**€ 1,9 million**
Effectif	**307**
Réseau	**21**

Eur 1 = 2 101,74 TZS

ACTIONNARIAT AU 31 DÉCEMBRE 2014



BOA EN UGANDA

DES RÉSULTATS POSITIFS dans une conjoncture économique peu favorable

L'année 2014 a été une année déterminante pour BOA en Ouganda en termes de performance, renversant la situation économique de la Banque d'une position de perte en 2013 en un bénéfice net de 1,2 Milliard de shillings ougandais à fin décembre 2014.

La performance est essentiellement portée par l'amélioration de la qualité des actifs, de la productivité, ainsi que la réduction des coûts des capitaux propres. Le Total Bilan de la Banque a augmenté de +13% en 2014 principalement stimulé par la bonne croissance des Crédits à la clientèle principalement financée par des dépôts plus efficacement structurés.

DES PRODUITS PACA structurés

Par ailleurs, BOA en Ouganda a été en mesure d'élargir son réseau dans le pays par l'ouverture de deux nouvelles agences dans le centre de l'Ouganda – Agence de Masaka, et un centre d'affaires à Kampala City. La Banque a également lancé une agence mobile pour fournir des services financiers à une partie de la population sous-bancarisée dans le Nord de l'Ouganda.

En outre, la Banque a lancé une plate-forme de services bancaires mobiles «*Mobile Wallet*» pour fournir plus de confort aux clients en accédant à leurs comptes et en effectuant des transactions via leurs téléphones mobiles.

FAITS MARQUANTS

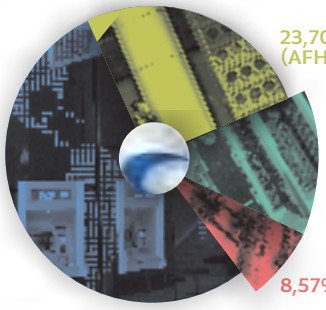
- LANCEMENT DU SERVICE BANQUE MOBILE SUR LE MARCHÉ : «*BANK OF AFRICA MOBILE WALLET*».
- PARTICIPATION À LA JINJA COMMERCE AGRICOLE SOUS LE THÈME «*TAKE IT TO THE FARMER* : L'AGRICULTURE FAMILIALE POUR LA RÉVOLUTION AGRICOLE EN OUGANDA».
- M. RONALD MARAMBII NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL DE BOA EN OUGANDA.
- BOA EN OUGANDA MEILLEURE BANQUE EN TERMES DE PRODUCTIVITÉ PAR EMPLOYÉ.
- LANCEMENT DU CENTRE D'AFFAIRES CONÇU POUR FOURNIR AUX CLIENTS ET LEUR ENTREPRISE DES SOLUTIONS ADAPTÉES À LEURS BESOINS.

CHIFFRES CLÉS 2014

Total Bilan	**€ 147,9 millions**
Dépôts clientèle	€ 97 millions
Crédits clientèle	**€ 71,9 millions**
Produit Net Bancaire	€ 14,7 millions
Résultat Brut d'Exploitation	**€ 1,2 million**
Résultat Net	€ 358 000
Effectif	**399**
Réseau	35

1 Euro = 3 363,579 UGX

ACTIONNARIAT AU 31 DÉCEMBRE 2014



23,70% AFRICAN FINANCIAL HOLDING (AFH) – OCEAN INDIEN

15,01% FMO

8,57% CENTRAL HOLDINGS LTD.

52,72% BANK OF AFRICA IN KENYA

BOA A DJIBOUTI

MAINTIEN DU POSITIONNEMENT DE LA BANQUE
dans un environnement concurrentiel

Dans un environnement fortement concurrentiel, BOA à Djibouti maintient sa position de seconde Banque du pays affichant un Total Bilan de € 337 Millions à fin 2014, en augmentation de +15,4%.

Après une hausse de +4,8 % enregistrée en 2013, le volume des dépôts clientèle a enregistré une nette amélioration de +19% pour s'établir à € 292 Millions. Cette évolution positive concerne essentiellement les dépôts à vue qui affichent un taux de croissance de +8,5%.

En termes de rentabilité, le Résultat Net de l'exercice 2014 ressort à € 1,3 Million. Pour sa part, le Produit Net Bancaire (PNB) enregistre une croissance de +32% et s'élève à € 18,6 Millions, boosté par l'amélioration des intérêts (+22,6%) et commissions (+10%) tandis que le Résultat Brut d'Exploitation s'est établi à € 9 Millions, également en hausse de +10 %.

Avec des charges d'exploitation bien maîtrisées, le coefficient d'exploitation s'améliore et s'établit à 51,5 % en 2014 contre 56,1 % en 2013.

Faits marquants

- OUVERTURE DES AGENCES CHEICK HOUMED ET HASSAN GOULED À DJIBOUTI VILLE.
- OUVERTURE D'UN CENTRE DE FORMATION POUR LE PERSONNEL SUR LES MÉTIERS BANCAIRES.
- NOMINATION D'UN NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL ET D'UN NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT.

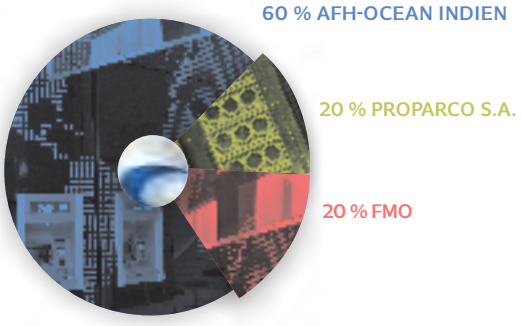
CHIFFRES CLÉS 2014

Total bilan	**€ 337 millions**
Dépôts clientèle	€ 292 millions
Crédits clientèle	**€ 79,3 millions**
Produit Net Bancaire	€18,6 millions
Résultat Brut d'Exploitation	**€ 9 millions**
Résultat Net	€ 1,3 millions
Effectif	**176**
Réseau	6

Le DJF bénéficie d'une parité fixe avec l'USD, à raison d'1 USD = 177,721 DJF

1 Euro = 216,375 DJF

ACTIONNARIAT AU 19 FÉVRIER 2015



BUREAU DE REPRÉSENTATION ADDIS ABEBA - ÉTHIOPIE

NOUVELLE IMPLANTATION

Le bureau de représentation d'Éthiopie a été créé en 2014 à Addis-Abeba

• Ce bureau en Éthiopie est rattaché à BOA à Djibouti.

ETHIOPIE

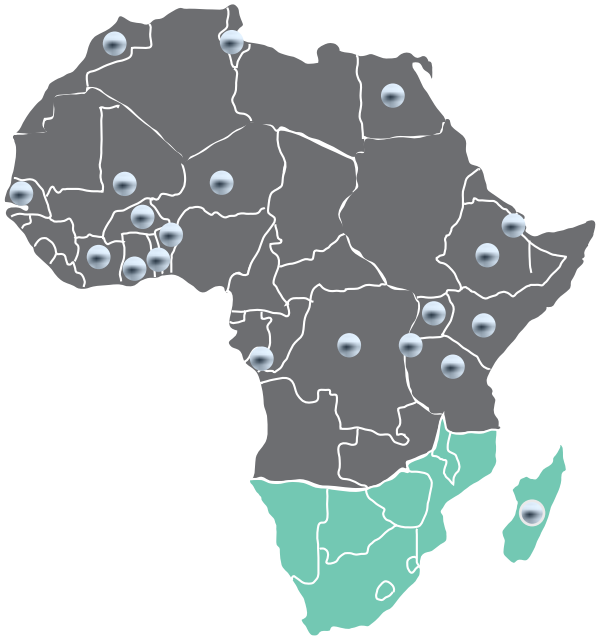
Superficie (Milliers de Km²)	**1 104**
Population (Millions)	91
Taux de Bancarisation	**10%**
PIB (USD Milliards)	52,3
Croissance réelle	**10,3%**
Nombre de Banques	19

AFRIQUE AUSTRALE

PRÉSENTATION DE LA ZONE SADC

La SADC est une zone d'intégration économique de 15 Pays d'Afrique australe. Elle constitue un espace économique de 243 millions de consommateurs. Le PIB global (2007) est de 424 Milliards de $ (336,5 Milliards d'€). C'est le premier PIB d'Afrique Subsaharienne. Ce PIB est porté par l'Afrique du Sud. Les autorités de la SADC négocient un accord de libre échange avec l'Union Européenne, dans le cadre des APE (Accords de Partenariat économiques).

La zone SADC abrite une filiale du Groupe BANK OF AFRICA, BOA-MADAGASCAR (Océan Indien) la plus grande filiale du Groupe en termes de nombre d'agences.



AFRIQUE AUSTRALE, FORTEMENT DÉPENDANTE DES PERFORMANCES DE L'AFRIQUE DU SUD ET DE L'ANGOLA

• Les performances de l'Afrique australe sont inégales : l'Angola, le Mozambique et la Zambie obtiennent les meilleurs résultats, avec une croissance située entre 5 et 7% en 2014, portée par les investissements dans les infrastructures et dans les industries extractives. L'Afrique du Sud a, quant à elle, vu son taux de croissance baisser, principalement en raison du ralentissement de l'économie mondiale.

BOA A MADAGASCAR

EFFICACITÉ COMMERCIALE
en amélioration continue

Au titre de l'année 2014, les réalisations de BOA à Madagascar illustrent la solidité d'une banque en plein essor avec des conquêtes notoires aussi bien sur le marché des particuliers que celui des Entreprises.
Le Total Bilan est en hausse de +8,5%, pour s'établir à € 521 Millions au 31 décembre 2014 contre € 481,72 Millions en décembre 2013. Les dépôts de la clientèle ont enregistré une augmentation de +7,5 %, s'élevant à € 409 Millions à fin 2014.
Les crédits à la clientèle, en progression de +13,5%, se sont situés à € 256 Millions à fin décembre 2014 tirés par la hausse des crédits à court terme de +13%, des crédits à moyen terme de +17,8 % et des crédits à long terme de +22%. Cette évolution est également caractérisée par le développement du crédit en faveur des particuliers et professionnels opérant dans divers secteurs.

RÉSULTAT EN HAUSSE
de +130%

Le Produit Net Bancaire (PNB) affiche un accroissement significatif de +23% par rapport à celui de 2013, s'établissant à € 47 Millions à fin 2014 grâce à une progression de la marge bancaire nette (28%) et à l'évolution des produits nets de change (126%).
Avec cette croissance, le Coefficient d'Exploitation a enregistré une nette amélioration passant de 73,7% en 2013 à 61,4 % en 2014, soit une baisse significative de plus de 10 points de base et le Résultat Net de l'exercice 2014 a affiché une augmentation conséquente de 123% à € 17,6 Millions.

ENGAGEMENTS
Citoyens

Depuis le début de ses activités à Madagascar, la Fondation BOA ne cesse de confirmer son statut d'institution citoyenne et responsable à travers plusieurs actions, à savoir :
(i) Inauguration d'un Centre de Vie - EPP d'Ambohidranomanga, constitué outre des bâtiments scolaires, d'autres infrastructures telles que la cantine, l'infirmerie, l'aire de jeu et le jardin potager et fruitier. Environ 300 élèves bénéficieront de ce Centre de Vie. Il s'agit du premier Centre de Vie – EPP que la Fondation BOA a mis en place sur le territoire national malgache et projette de mettre en place au moins un Centre de Vie dans chaque province. (ii) La Fondation BOA a renouvelé son partenariat avec FERT pour le financement du Collège Agricole d'Ambalavao à hauteur de 50 000 000 Ariary (€ 15 786) pour l'année scolaire 2013-2014. A compter de l'année scolaire 2014-2015, la Fondation BOA augmentera cette subvention d'un montant total de 60 000 000 Ariary (€ 18 943).

FAITS MARQUANTS

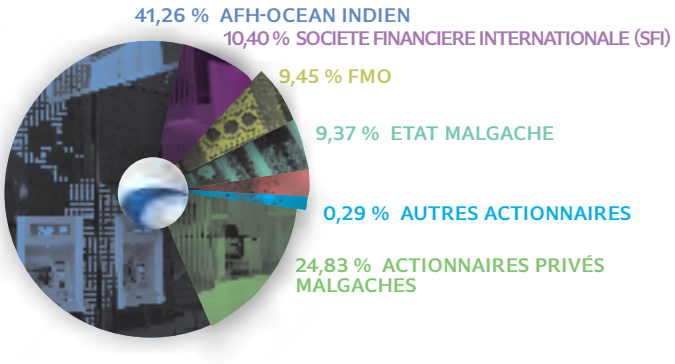
- NOMINATION D'UN NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL.
- OUVERTURE DE 2 NOUVELLES AGENCES À ARIVONIMAMO, VILLE DE LA RÉGION D'ITASY, SITUÉE À 43 KILOMÈTRES À L'OUEST D'ANTANANARIVO ET À BRICKAVILLE,
- INAUGURATION D'UN NOUVEAU CENTRE D'AFFAIRES DE BOA A MADAGASCAR À IVANDRY, QUARTIER DE LA CAPITALE, DANS LA RÉGION D'ANALAMANGA.
- SIGNATURE DE DEUX CONVENTIONS DE PARTENARIAT AVEC L'AGENCE NATIONALE D'APPUI AU LOGEMENT ET À L'HABITAT (ANALOGH) VISANT À PROMOUVOIR L'ACQUISITION DES LOGEMENTS COMMERCIALISÉS PAR L'AGENCE PAR LE BIAIS DU CRÉDIT IMMOBILIER PROPOSÉ PAR LA BANQUE ET À FAIRE BÉNÉFICIER AU PERSONNEL DE L'AGENCE DES AVANTAGES SUR LES PRODUITS ET SERVICES OFFERTS PAR BOA A MADAGASCAR.
- OUVERTURE DE 2 NOUVELLES AGENCES À MANGARIVOTRA, QUARTIER ET À ANKAZOBE SITUÉE À 93 KILOMÈTRES AU NORD-OUEST D'ANTANANARIVO.
- NOMINATION DE MONSIEUR ALAIN HERVÉ RASOLOFONDRAIBE (PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE BOA A MADAGASCAR), AU POSTE DE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DE MADAGASCAR.

CHIFFRES CLÉS 2014

Total bilan	**€ 521 millions**
Dépôts clientèle	**€ 409 millions**
Crédits clientèle	**€ 256 millions**
Produit Net Bancaire	**€ 47 millions**
Résultat brut d'exploitation	**€ 18 millions**
Résultat Net	**€ 17,6 millions**
Effectif	**1 022**
Réseau	**83**

1 Euro = 3 167,33 MGA

ACTIONNARIAT AU 11 MARS 2015



BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI

La Banque de Développement du Mali est la première banque du Mali avec un réseau de plus de 40 agences, en 2014.

Au cours de l'exercice 2014, la Banque de Développement du Mali a poursuivi sa politique de proximité en s'appuyant sur une stratégie de régionalisation et de développement de ses activités dans la région de l'UEMOA avec l'ouverture de deux filiales en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso.

A fin décembre 2014, le Total Bilan a progressé de +22,4% à € 834 Millions, pour sa part le Produit Net Bancaire (PNB) a enregistré une augmentation de +3,4% passant à € 42 Millions en 2014 et le Résultat Net est passé à € 17,2 Millions contre € 15,3 Millions en 2013, soit une évolution de +12,4%.

CHIFFRES CLÉS 2014

Total bilan	**€ 838 millions**
Dépôts clientèle	€ 544,6 millions
Crédits clientèle	**€ 345,5 millions**
Produit Net Bancaire	€ 41,6 millions
Résultat Brut D'exploitation	**€ 20,2 millions**
Résultat Net	€ 17,2 millions

1 Euro = 655,957 F CFA

LA CONGOLAISE DE BANQUE

La LCB occupe la deuxième place du marché bancaire congolais en termes de dépôts et de crédits à la clientèle avec une part de marché de 15% et 14%, respectivement à fin Décembre 2014. La structure des dépôts est constituée en moyenne de 85% des dépôts à vue et 15% des dépôts à terme. L'encours des crédits clientèle, au terme de 2014, s'est établi à 149,5 Milliards F CFA soit € 227,9 Millions contre 141,9 Milliards F CFA une année auparavant.

Ainsi, le résultat Net au 31 Décembre 2014 ressort à 5 213 Millions F CFA (€ 7,9 Millions) en progression de +8,4% par rapport à fin Décembre 2013.

POURSUITE DE LA CROISSANCE de l'activité bancaire

- Maintien du leadership de la Banque en tant que banque de détail

- Densification du réseau d'agences (en vue de rehausser le taux de bancarisation)

- Conquête du marché sous régional au regard des opportunités offertes par la place financière sous régionale

- Le conseil d'administration de LCB Bank s'est doté d'un comité spécialisé en charge du Développement transfrontalier, volet opérationnel du Comité stratégique, afin de marquer leur volonté d'explorer d'autres horizons.

- Finalisation de plusieurs chantiers structurants en cours pour une plus grande efficacité en matière de gestion interne, afin de consolider les acquis actuels et le leadership de la Banque sur le marché congolais.

CHIFFRES CLÉS 2014

Total bilan	**€ 463 millions**
Dépôts clientèle	**€ 408 millions**
Crédits clientèle	**€ 227,9 millions**
Produit Net Bancaire	**€ 28 millions**
Résultat Net	**€ 7,9 millions**

1 Euro= 655,957 F CFA

BMCE Bank en Europe
Asie et en Amérique du Nord

MADRID

Marché : Afrique du Nord, Moyen Orient
Principales activités :
Trade Finance

LONDRES

Marché : Afrique
Principales activités :
Commodity, Trade Finance, Foreign Exchange, Project & Structured Finance

PARIS

Marché : Afrique
Principales activités :
Trade Finance

BMCE BANK EN EUROPE

Une Performance Optimisée

En 2014, la plateforme européenne, a pris sa vitesse de croisière, à travers la structuration de la holding BIH, regroupant les deux banques et filiales européennes ; BBI Plc (Londres et Paris) et BBI Madrid.

Cette nouvelle stratégie fructueuse mise en place en 2013, a eu un impact positif sur les agrégats 2014 de BIH, renforçant le Résultat Net de près de 9 M£ (+73%) de BBI Plc, celui de BBI Madrid s'est inscrit à 4,2 M€ en hausse de +50%. Ainsi, l'Europe contribue désormais à hauteur de 6% au Résultat Net Part du Groupe de BMCE Bank.

Pareillement, BMCE Euroservices, propose aux MRE une gamme de solutions de transfert d'argent vers le Maroc ; opérationnelle en Espagne, Belgique, Italie, France et Pays Bas.

BMCE BANK INTERNATIONAL MADRID

Dans une conjoncture marquée par une reprise modérée de l'économie Espagnole, BMCE Bank International Madrid a enregistré une nette amélioration de ses fondamentaux financiers et indicateurs bilanciels à fin décembre 2014, avec une croissance de +50% du Résultat Net, +60% du Total Bilan, +10% des Fonds Propres et un ROE de 10,5%.

BBI Madrid a poursuivi le déploiement de sa stratégie axée sur (i) l'intensification de la participation dans des opérations structurées et syndiquées, (ii) la diversification vers de nouvelles zones géographiques, notamment les pays de l'Afrique subsaharienne, (iii) le renforcement des relations de *Correspondent Banking*, outre (iv) la promotion du *cross-selling*, et (v) le renforcement des synergies Groupe, notamment avec le Groupe BOA.

BMCE BANK INTERNATIONAL LONDRES & PARIS

L'année 2014 a été marquée, pour BMCE Bank International Plc Londres, par la réalisation de plusieurs actions aussi bien qualitatives que quantitatives.

Le *business model* et les efforts déployés dans plusieurs domaines ont permis le développement de l'activité commerciale, la réduction des charges d'exploitation et la mise en place d'un nouveau système d'information.

De plus, BBI Plc Londres a déployé un effort important de diversification des sources de financement afin d'alléger l'apport de liquidité de la maison-mère.

Ainsi, Commerzbank, Diamond Bank et ABC font désormais partie du *pool* de banques partenaires. Sur le plan des réalisations, BBI Plc Londres a réalisé un Résultat Net de 5,7 M£ à fin 2014, en croissance très significative de +104% par rapport à fin 2013, sous l'effet conjugué de la hausse de +12% du PNB et de la baisse de -18% des charges d'exploitation.

Cette performance tient compte également d'une dotation nette aux provisions d'un montant de 1,36 M£ à fin 2014.

BMCE EUROSERVICES

L'exercice 2014 a été marqué par le démarrage réussi de BMCE EuroServices aux Pays-Bas et en Allemagne. De même, BMCE EuroServices a drainé 59% des flux en provenance de la France, l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, la Belgique et les Pays Bas.

Au cours de cet exercice, le portefeuille de compte de paiement BES a atteint 50.835 comptes avec un taux d'activité atteignant 63%, contre 41% sur les six premiers mois de l'année. S'agissant des opérations de transfert, quelques 197.835 opérations ont été enregistrées pour un volume de 1,1 MMDH.

Diverses actions commerciales et marketing ont été menées cette année pour accompagner la force de vente à développer l'activité de BES notamment la mise en place d'offres promotionnelles à l'occasion du lancement de chaque site, de l'Aid Al Adha, la journée de la femme... mais aussi la mise en circulation de deux agences mobiles qui ont sillonné 6 pays européens pour y couvrir les villes et villages à forte concentration MRE pour leur offrir le confort et les services d'une agence BMCE EuroServices traditionnelle.

BANK

BMCE BANK EN ASIE ET EN AMÉRIQUE DU NORD

Vers un Dynamisme Confirmé

BUREAU DE REPRÉSENTATION DE PÉKIN

Le bureau de représentation de BMCE Bank à Pékin a pour vocation de représenter le Groupe en Chine, et à ce titre, il participe à tout événement ou activité de nature à promouvoir le Groupe dans le pays d'accueil. Ainsi, le Bureau fournit aux partenaires locaux chinois toute information sur les pays d'implantation où ces partenaires auraient un intérêt économique avéré.

En 2014, le bureau de représentation de BMCE Bank à Pékin a assuré en commun accord avec CAJCCI (*China-Africa Joint Chamber of Commerce and Industry*) sa participation à un séminaire en janvier 2014 au siège du CCPIT (*China Council for the Promotion of International Trade*), en présentant à des sociétés chinoises participantes diverses informations sur la Banque et sur le cadre général d'investissement au Maroc, et a participé à l'évènement CAIM (*China African Investment Days*) en Avril 2014.

BUREAU DE REPRÉSENTATION DU CANADA

Suite à l'accord de partenariat conclu en mars 2014 entre BMCE Bank et le Mouvement Desjardins, BMCE Bank a ouvert un bureau de représentation à Montréal afin d'être plus proche de la communauté marocaine résidant sur le continent américain.

Cet accord permet à BMCE Bank d'accompagner les Marocains résidant au Canada, les étudiants et les investisseurs au quotidien en répondant à leurs besoins en termes de transactions bancaires à travers des conditions avantageuses, rapides et sécurisées. Ainsi, les deux parties ont mis en place une offre commerciale globale, particulièrement avantageuse destinée aux MRE et aux étudiants.

Au titre de l'année 2014, les transferts des MRE ont augmenté de +83% et devraient connaître un dynamisme plus important suite à l'ouverture dudit bureau de représentation.

BMCE Bank
et son Environnement

ECONOMIE INTERNATIONALE

Inversion De Tendance, Pays Développés Vs Pays Émergents

La croissance mondiale en 2014 s'est inscrite dans le sillage de l'année précédente, en légère reprise à 3,4%, avec néanmoins une différence notable au niveau des contributions des zones économiques. En effet, la production des pays développés s'est inscrite en hausse de 1,8% vs 1,4% en 2013, contre un ralentissement des pays émergents et en développement, 4,6% vs 5,0%.

Ainsi, l'économie américaine a retrouvé une trajectoire de croissance vigoureuse et autoentretenue qui s'accélérerait à court terme. De plus, la zone Euro affiche un léger mieux passant de -0,5% à 0,9% grâce aux performances de l'Allemagne (1,6%) et de l'Espagne (1,4%).

Pour leur part, certains pays émergents pâtissent de la baisse du cours du pétrole tandis que d'autres font face à des contraintes endogènes comme la baisse de l'investissement ou la saturation de la consommation interne. Ces mouvements sont d'autant plus amplifiés qu'il est à constater une inversion des mouvements de flux de capitaux en raison de la remontée progressive des taux américains.

L'année 2015 semble confirmer ce changement de paradigme ; les économies développées devraient enregistrer une reprise renforcée, contre un fléchissement de la dynamique des pays émergents, avec une production mondiale attendue en hausse à 3,5%.

ZONE EURO
Une reprise très lente

Dans la zone euro, les signes d'amélioration de la situation économique entrevus en 2013 ne se sont pas pleinement matérialisés en 2014. La reprise s'est révélée bien plus modérée que prévue, soit un rythme d'expansion limité à 0,9%. Les divergences de croissance entre les pays sont significatives, montrant un affaiblissement des économies du centre et une reprise dans certains pays de la périphérie.

Le principal facteur positif concerne l'amélioration de la situation des ménages avec la hausse du revenu disponible (+1%), grâce en partie, au recul du cours du pétrole et une faible inflation. Néanmoins, le contexte économique demeure marqué par une faiblesse de l'investissement et une vulnérabilité face au fléchissement des importations des économies émergentes.

Les prévisions pour 2015 tablent sur une accélération de la croissance à 1,5% sous l'effet d'une probable dépréciation de l'euro et un regain d'activité des exportations en zone émergente.

ETATS UNIS
Des performances qui devraient se maintenir

La bonne santé de l'économie américaine, avec une hausse du PIB de 2,4% en 2014, illustre son statut de « demandeur final », sa vigueur ne bénéficiant d'aucun soutien extérieur. En effet, la reprise de la consommation privée (+2,2% en 2014), soutenue par l'amélioration continue du marché du travail et l'allègement de la dette des ménages, expliquent en majeur partie ce rebond.

Au niveau des entreprises, l'investissement productif et résidentiel demeure bien orienté. Parallèlement, la politique monétaire demeure accommodante et soutient l'activité malgré une hausse attendue des taux d'intérêts à moyen terme. L'économie américaine devrait connaître une progression de 3,1% de son PIB en 2015, tirée par la demande intérieure, la baisse des prix de l'énergie et la levée des restrictions budgétaires.

PAYS ÉMERGENTS
Léger recul du rythme de croissance

La croissance des pays émergents a connu un ralentissement en 2014, s'établissant à 4,6% contre 5,0% en 2013. L'économie chinoise confirme sa décélération, avec une croissance de 7,4% en 2014, son plus faible niveau depuis 1990.

Au Brésil, l'activité est impactée par des contraintes persistantes au niveau de l'offre intérieure, en particulier dans l'infrastructure, tandis que la consommation des ménages est pour sa part, affectée par le durcissement des conditions financières. La situation est plus alarmante en Russie, la forte baisse des exportations de pétrole et les tensions géopolitiques ayant induit une faible hausse de la croissance à 0,6% en 2014 et potentiellement une récession en 2015, soit –3,8%.

En termes de perspectives, la croissance des pays émergents se maintiendrait au même niveau, autour de 4,3%. Ces derniers devront faire face à la normalisation de la politique monétaire américaine, se matérialisant par une hausse des rendements du trésor et donc une possible baisse des investissements étrangers.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE
Résilience hétérogène en lien avec la baisse du cours du pétrole

La croissance en Afrique subsaharienne s'est établie à 5,0% en 2014 en légère baisse par rapport à l'année précédente. Cette tendance traduit une évolution à deux vitesses des pays producteurs de pétrole, une minorité dans la région, et les pays moins dépendants des exportations de matières premières. D'un côté, l'Angola et le Ghana sont les plus touchés par la baisse du prix du pétrole avec un recul de leur croissance, 6,8% en 2013 vs 4,2% en 2014 et 7,3% vs 4,2% respectivement. D'un autre côté, les économies plus diversifiées comme la Côte d'Ivoire, l'Ethiopie ou la Zambie enregistrent une croissance vigoureuse de leur PIB, aux alentours de 8%.

Les perspectives tablent sur le maintien d'un rythme soutenu de la croissance, 4,5% en 2015, alimentée par l'investissement dans les infrastructures, la vitalité du secteur des services et une abondante production agricole, tandis que les activités liées au secteur pétrolier apporteraient une contribution moindre.

ECONOMIE MAROCAINE

Ralentissement De La Croissance Mais Avancées Majeures Au Niveau Des Déficits Jumeaux

La conjoncture économique du Royaume demeure relativement dépendante du secteur primaire. En effet, et en dépit d'une nette reprise des activités non agricoles en 2014, 2,0% vs 1,6% en 2013, le rythme de croissance a enregistré un léger ralentissement à +2,4%. Les conditions climatiques moins favorables que l'année précédente, mais au demeurant correctes, ont limité la production céréalière à 67 millions de quintaux pour une contribution négative de la valeur ajoutée agricole, -2,6% contre +18,7% en 2013.

Toutefois, il y a lieu de constater un renforcement de la situation des finances publiques et des comptes extérieurs, augurant dès lors, d'un éventuel début de rééquilibrage macroéconomique. De fait, la réforme de la caisse de compensation a permis de générer une économie substantielle estimée à 9 milliards de DH, avec un budget global en baisse de 21,9%. Cette évolution a eu un impact significatif sur le déficit budgétaire qui s est allégé passant de 5,5% du PIB en 2013 à 5% du PIB en 2014.

Dans le même temps, la composition de l'offre exportable poursuit son évolution favorable et compense idéalement la baisse des revenus provenant des phosphates. Ainsi les secteurs de l'automobile, de l'électronique et l'aéronautique, contribuent désormais à hauteur de 28,4% aux exportations contre 21% en 2012.

ACTIVITÉS MINIÈRES
Rebond de la production

Le bon comportement du secteur des mines s'est maintenu à fin 2014, confirmé par la bonne tenue de la production de phosphates et dérivés. En effet, celle-ci s'est raffermie de 12,8% à fin novembre 2014, après un recul de 2,2% un an auparavant. Celle des dérivés s'est appréciée de 5,2%, après +0,9% un an plus tôt.

Par ailleurs, les gains de compétitivité permis par la baisse des coûts de transport opérée en 2014 auraient favorisé un renforcement des exportations des engrais phosphatés, dans un contexte de relance de la demande des pays d'Amérique latine et d'Afrique.

VIGUEUR DU SECTEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS
Grâce au parc mobile et internet

Le volume du parc global de la téléphonie a augmenté de 2,8% à fin 2014 pour s'établir à 46,6 millions d'abonnés. Cette évolution est à mettre au compte de la bonne tenue du parc de la téléphonie mobile en hausse de 4%, tandis que le parc Internet s'est raffermi de 72,6% en glissement annuel. Pour sa part, la téléphonie fixe a enregistré un recul de 14,9%, soit 2,5 millions d'abonnés.

CONTRIBUTION POSITIVE
Pour le secteur du tourisme

Le secteur du tourisme a enregistré une hausse de 2,4% des arrivées touristiques en 2014, soit un total de 10,3 millions de touristes. Cette évolution recouvre une progression des arrivées de touristes étrangers de 2,1% et de celles des MRE de 2,6%, en lien avec le bon comportement de la quasi-totalité des principaux marchés émetteurs. S'agissant des nuitées réalisées dans les établissements d'hébergement classés, leur volume s'est renforcé de 2,7% à 19,6 millions de nuitées.

LE SECTEUR DES BTP
Dans l'attente d'un redémarrage de l'activité

Pour sa part, l'activité du bâtiment et travaux publics aurait affiché une hausse de 0,8% à fin 2014 en glissement annuel. La phase prolongée de ralentissement semble se poursuivre à l'image de l'atonie de l'utilisation des matériaux de construction, les ventes de ciment ayant affiché un recul de -6%. Dans ce contexte, le financement alloué à la promotion immobilière a enregistré une contraction de 5,6% en glissement annuel.

UN TAUX DE CHÔMAGE
Quasi-stable

Le taux de chômage s'est accru de 0,2 point au quatrième trimestre en glissement annuel pour s'établir à 9,7%. L'augmentation de 0,4 point du chômage urbain (passant de 14,4% à 14,8%) explique cette tendance, tandis que le chômage en milieu rural est demeuré stable à 4%. Les principaux secteurs pourvoyeurs d'emplois nets sont l'agriculture (35 000), les services (11 000) et l'industrie (4 000). En revanche, le niveau de l'emploi dans le secteur du BTP a accusé une perte de 8 000 postes.

FINANCES PUBLIQUES,
Recul important des dépenses en lien avec la réforme de la caisse de compensation

La situation des finances publiques a été marquée par la poursuite de l'allègement du déficit budgétaire grâce à l'amélioration des recettes ordinaires et à la quasi stagnation des dépenses ordinaires suite, notamment, au recul significatif des charges de compensation.

Les recettes ordinaires ont enregistré une progression de 4,6%, soit une exécution à hauteur de 103,8% par rapport aux prévisions initiales de la Loi de Finances. Les recettes fiscales se sont inscrites en hausse de 1,9%, bénéficiant de la dynamique des recettes de l'IS et des TIC.

Dans le même temps, le taux de réalisation des dépenses ordinaires a été relativement maîtrisé s'établissant à 97,6%, soit une économie de 5,2 milliards de DH. Cette évolution s'explique par la baisse de la charge de compensation (-21,5%) et ce, en dépit de la hausse des dépenses de biens et services (+5,1%) et des charges en intérêt de la dette intérieure (+13,1%).

STAGNATION
De l'indice des prix à la consommation

L'inflation, mesurée par la variation de l'indice des prix à la consommation, continue d'évoluer à des niveaux bas, 0,4% à fin 2014 contre 1,9% un an auparavant. Après plusieurs trimestres de reculs, cette légère hausse tempère néanmoins les craintes d'une entrée de l'économie nationale dans une phase de déflation. Cette évolution s'explique par la baisse continue de l'IPC alimentaire (-0,6% au premier trimestre, -1,6% au deuxième trimestre et -2,2% au troisième trimestre 2014) contre une appréciation de 1,6% de l'IPC non alimentaire.

UNE DEMANDE INTERNE
Toujours dynamique

Au titre de l'année 2014, le pouvoir d'achat des ménages a connu une évolution positive, sous l'effet conjugué d'une inflation maîtrisée et d'une amélioration des revenus. En effet, les dépenses de consommation des ménages, en hausse de 2,4%, ont bénéficié des impacts positifs d'une campagne agricole correcte sur les revenus des ménages, des transferts des marocains résidant à l'étranger et de la bonne tenue des crédits à la consommation (+9%).

ACCÉLÉRATION DU RYTHME DE CROISSANCE
Des créances sur L'économie

La masse monétaire a progressé de 6,6% à fin décembre 2014 en glissement annuel reflétant une nette amélioration par rapport au taux enregistré un an auparavant, 3,1%. A l'origine de cette évolution, figure l'accélération du rythme de progression des créances sur l'économie enregistrant une augmentation de 4,3%.

En revanche, les crédits bancaires ont décéléré à 2,2% avec une consolidation des crédits à l'équipement (2,9%) et des crédits immobiliers (2,7%). En outre, le taux d'accroissement des réserves internationales nettes s'est fortement amélioré, +20,3%, pour atteindre 180,8 milliards de DH, soit l'équivalent de 5 mois et 9 jours d'importations de biens et services.

ALLÉGEMENT SIGNIFICATIF
De la balance commerciale

Le déficit commercial s'est allégé de 6% pour s'établir à 186,4 milliards de DH, évolution attribuable à la hausse de 6,1% des exportations à 196,7 milliards de DH, contre une stagnation des importations à 383,1 milliards de DH. Ainsi, le taux de couverture s'est bonifié de 3 points de pourcentage, atteignant 51,3%.

Plus spécifiquement, les secteurs automobile et électronique se distinguent avec des progressions respectives de +26,2% (39,8 milliards de DH) et +26% (8,7 milliards de DH). Dans une moindre mesure, les recettes du secteur agricole se sont accrues de 3,2% tandis que les ventes de phosphates se sont stabilisées à 37,3 milliards de DH contre une baisse de 22,9% en 2013.

Au niveau des importations, la facture énergétique a enregistré un recul de 10,1% en lien avec la baisse du cours du pétrole. Dans le même sillage, les importations de biens d'équipement ont régressé de 4,1% en raison essentiellement du fléchissement des machines à trier (-56,6%). Toutefois, ces baisses ont été compensées par des hausses de la facture alimentaire (14,8%) et des biens de consommation (8%).

S'agissant des flux financiers extérieurs, les recettes voyages demeurent quasi stables à 57,4 milliards de DH, tandis que les transferts des MRE ont augmenté de 2,2% à 59,1 milliards de DH.

DES PERSPECTIVES PROMETTEUSES
Pour l'année 2015

L'année 2015 s'annonce sous de bons auspices, les prévisions du HCP tablant sur une croissance proche de 4,5% grâce à une pluviométrie exceptionnelle et une campagne agricole record. Pour sa part, le secteur non agricole bénéficierait d'un léger regain de la demande adressée au Maroc. Ainsi, les secteurs secondaire et tertiaire enregistreraient des hausses respectives de 1,9% vs 1,7% en 2014 et 2,7% vs 2,2%.

Au niveau des finances publiques, une reconduction de la politique budgétaire est prévue en matière de politique fiscale et d'investissement public, avec un recul du budget de la compensation et donc un allègement au niveau des dépenses globales. De même, la baisse des cours du pétrole permettra de limiter le déficit commercial, et donc le déficit de la balance des paiements.

BMCE Bank
et sa Gouvernance

ACTIVITÉS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Un nouveau dispositif de Gouvernance Groupe conforme aux standards internationaux

En sa qualité d'Institution financière d'envergure multinationale, présente en Afrique, en Europe, en Amérique du Nord et en Asie, BMCE Bank, à travers son Conseil d'Administration, a impulsé une nouvelle dynamique dans le dispositif de Gouvernance Groupe. Ainsi, des *best practices* de gouvernance ont été introduites visant, notamment, à renforcer le rôle du Conseil d'Administration, en termes de supervision des activités de la Banque, de gestion et surveillance des risques et ce, conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de *Bank Al Maghrib*.

Dans le cadre de cette démarche d'amélioration continue du dispositif de Gouvernance Groupe, un *Corpus* normatif du dispositif de Gouvernance a été établi et validé par le Conseil d'Administration du 20 mars 2015.

Ainsi, une charte de gouvernance est élaborée, précisant les objectifs de ladite Charte, décrivant les composantes et l'organisation du Groupe BMCE Bank, la structure de la Gouvernance de la Banque à travers ses instances supérieures et celles issues du Conseil d'Administration, du Comité Exécutif Groupe et du Comité de Direction Générale Groupe.
Cette charte porte également sur le dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne à travers les fonctions régaliennes de gestion des risques et de contrôle interne, comprenant le contrôle périodique, le contrôle permanent et la conformité.

Le dispositif de gouvernance de BMCE Bank s'appuie également sur le règlement intérieur du Conseil d'Administration et la charte éthique de l'Administrateur, revus en 2015 pour tenir compte des nouvelles dispositions réglementaires et des *best practices*. Le Règlement Intérieur du Conseil a ainsi été enrichi par de nouvelles missions permettant de renforcer la surveillance des risques, la maîtrise du dispositif de contrôle interne et de gouvernance. De même, des missions liées à la Responsabilité Sociale d'Entreprise, ont été introduites relatives notamment aux politiques des Ressources Humaines, ainsi que de développement durable et environnementale.

Il repose également sur la formalisation de la politique de nomination des Administrateurs et la mise en place de critères de sélection visant à assurer la diversité géographique, la diversité des compétences et du genre, à travers des Administrateurs issus de Groupes financiers internationaux ou d'organismes multilatéraux, ou ayant un profil et des compétences orientés vers l'Afrique.

Pareillement, ont été formalisés les principes de rémunération des Administrateurs, avec une rémunération différenciée selon qu'ils participent aux travaux des comités spécialisés.

De même, la politique relative aux conflits d'intérêts des Administrateurs a été formalisée, accompagnée d'une déclaration des conflits d'intérêts potentiels par les Administrateurs, destinée à être mise à jour annuellement et chaque fois que nécessaire.

Par ailleurs, en termes de renforcement du fonctionnement du Conseil d'Administration, l'évaluation des travaux du Conseil d'Administration et des Comités spécialisés a été mise en place à travers un questionnaire d'auto-évaluation soumis à chaque Administrateur. L'analyse des réponses donnera lieu à un plan d'amélioration des séances du Conseil.

Dans le sillage du renforcement du rôle du Conseil d'Administration dans la gestion et surveillance des risques, le Conseil a institué en son sein le Comité des Risques Groupe chargé de l'assister en matière de stratégie et de gestion des risques, notamment en veillant à ce que la stratégie globale des risques soit adaptée au profil de risque de la Banque et du Groupe, au degré d'aversion aux risques, à son importance systémique, à sa taille et à son assise financière.

Ses missions et prérogatives ont été jusqu'en 2015 exercées au sein du Comité d'Audit et de Contrôle Interne –CACI- Banque et du CACI Groupe lesquels, d'ailleurs, aux termes des amendements du dispositif de Gouvernance, ont été fusionnés.

De même a été institué le Comité Exécutif Groupe qui se prononce sur les questions relevant du périmètre du Groupe. Présidé par M. Othman BENJELLOUN, le Comité Exécutif Groupe assure le pilotage stratégique du Groupe. Il constitue le relais opérationnel du Conseil d'Administration dans l'élaboration de proposition d'axes de développement, la mise en œuvre de la stratégie telle qu'il l'a validée et le suivi rapproché de la gestion des risques Groupe.

La Banque dispose aujourd'hui d'un dispositif de gouvernance intégré articulé autour d'un fonctionnement efficient des instances de gouvernance et de dirigeance, d'une culture de contrôle interne et un système de gestion des risques renforcés davantage par le Programme Convergence, et d'un processus de transparence basé sur une information fiable, précise et sincère.

Travaux du Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration de BMCE Bank a tenu trois réunions au cours de l'exercice 2014 ayant porté notamment sur :

- L'examen de l'activité et des résultats du Groupe BMCE Bank, au Maroc et à l'international, à l'aune du Plan Stratégique de Développement 2012-2015 ;
- L'arrêté des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 au 30 juin 2014 ;
- La proposition d'affectation des bénéfices au titre de l'exercice 2013 ;
- Le renouvellement du mandat d'Administrateur de BFCM – Groupe CM-CIC ;
- L'émission d'un emprunt obligataire subordonné à durée déterminée d'un montant de 1 milliard de dirhams ;
- L'examen des opportunités d'extension des activités du Groupe BMCE Bank vers la Finance Participative ;
- Le renouvellement de mandats et désignation de Commissaires aux Comptes ;
- Les projets de Rapport de Gestion et de Résolutions soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale des Actionnaires ;
- L'examen des recommandations des Comités d'Audit et de Contrôle Interne Banque et Groupe ;
- La convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire des détenteurs d'Eurobond BMCE Bank ;
- Les conventions réglementées.

Renouvellement du mandat d'Administrateur de BFCM - Groupe CM-CIC

Le Conseil d'Administration renouvelle le mandat d'Administrateur de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel, Groupe CM-CIC et ce, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'Assemblée Générale des Actionnaires qui sera appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Emission d'un emprunt obligataire subordonné

Le Conseil d'Administration du 3 juin 2014 a décidé d'émettre la deuxième tranche de l'emprunt obligataire subordonné à durée déterminée non coté à la Bourse des Valeurs de Casablanca d'un montant de 1 milliard de dirhams.

Cet emprunt vise à renforcer les fonds propres de la Banque afin d'accompagner la réalisation du Plan Stratégique de Développement sur la période 2012-2015 et à soutenir la stratégie de croissance du Groupe BMCE Bank tant au Maroc, qu'en Europe et en Afrique.

Développement de la Finance Participative

Dans le cadre de la diversification de ses activités au Maroc, BMCE Bank étend son domaine d'action à la Finance Participative à travers une entité juridique distincte. Dans cette perspective, une alliance fut scellée avec un leader mondial de la finance islamique et ce, afin de favoriser une montée en compétences plus rapide et plus étayée dans ce domaine spécifique.

Convocation de l'Assemblée Générale Ordinaire des détenteurs d'Eurobond BMCE Bank

Le Conseil d'Administration, sur la proposition de son Président, a convoqué les détenteurs d'Eurobond BMCE enregistrés à la Bourse de Luxembourg en Assemblée Générale Ordinaire, en vue de notamment nommer le représentant permanent de la masse des détenteurs d'obligations Eurobond BMCE Bank, lui conférer les pouvoirs et fixer sa rémunération.

SENIOR MANAGEMENT

BRAHIM BENJELLOUN-TOUIMI
Administrateur Directeur Général Exécutif
Groupe et Président de BOA Group

M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Administrateur Directeur Général Exécutif Groupe. A cet égard, il assure également la Présidence du Comité de Direction Générale, la Vice-Présidence du Comité Exécutif Groupe et la Vice-Présidence du Comité de Crédit Senior. Dans le cadre de la stratégie internationale du Groupe BMCE Bank, M. BENJELLOUN-TOUIMI a été nommé en juin 2015 Président du Conseil d'Administration de BOA Group, Groupe bancaire détenu à hauteur de 73,7% et présent dans 17 pays africains sub-sahariens. Il est administrateur de BMCE International Holding,de BMCE Bank International UK, la Banque à l'international du Groupe basée à Londres spécialisée dans l'investissement africain, et de BMCE International Madrid, la Banque espagnole du Groupe à vocation internationale, outre qu'il préside le Conseil d'Administration de BMCE Euroservices, entité en charge de l'activité des migrants en Europe.
Par ailleurs, au titre de ses fonctions, il est un membre actif des instances de gouvernance de différentes sociétés du Groupe au Maroc opérant dans les activités de Banques d'affaires, services financiers spécialisés, ou l'assurance. Dans ce cadre, M. BENJELLOUN-TOUIMI est Président du Conseil de Surveillance de BMCE Capital S.A, la Banque d'affaires du Groupe, et Salafin –société de crédit à la consommation-, ainsi que de Maroc Factoring –société d'affacturage.
De même, il est Administrateur d'autres Filiales Financières Spécialisées comme Maghrebail, société de leasing, et RM Experts, société de recouvrement. Il est également Président du Conseil d'Administration de BMCE Assurances, la filiale du Groupe opérant dans le courtage et conseil en assurance.
Dans le cadre des partenariats stratégiques avec les actionnaires de référence, M. BENJELLOUN-TOUIMI est Président du Conseil de Surveillance d'EurAfric Information - une joint-venture spécialisée dans le domaine technologique, créée par BMCE Bank, RMA Watanya, et le Groupe Crédit Mutuel-CIC. Il est membre du Conseil d'Administration d'Euro Information en France, filiale technologique du Groupe Crédit Mutuel. Par ailleurs, il est Administrateur de la compagnie d'assurances RMA Watanya du Groupe FinanceCom, et Administrateur de la Holding FinanceCom.
Reflétant l'engagement du Groupe dans la responsabilité sociétale, M. BENJELLOUN-TOUIMI est Administrateur de la Fondation BMCE Bank pour la promotion de l'éducation et la préservation de l'environnement.
Parmi ses autres responsabilités, il siège également au Conseil d'Administration de Proparco, institution financière de développement. M. Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Docteur en Monnaie, Finance et Banque de l'Université Paris I Panthéon Sorbonne. Au cours de son cycle de Doctorat, il avait été sélectionné par le FMI pour conduire des recherches sur le système financier d'un de ses pays membres. Il a débuté sa carrière sur les marchés financiers en France et a assumé la responsabilité de la recherche au sein de la Salle des Marchés d'une grande banque d'affaires française et rejoint BMCE Bank en 1990.
M. BENJELLOUN-TOUIMI est marié et père de trois enfants.

SENIOR MANAGEMENT

MAMOUN BELGHITI
Administrateur et Président Directeur Général de RM Experts
DRISS BENJELLOUN
Directeur Général Délégué en charge des Finances Groupe
M'FADEL EL HALAISSI
Directeur Général Délégué en charge de la Corporate Maroc

M. Mamoun BELGHITI est Administrateur de BMCE Bank et Président Directeur Général de la filiale du Groupe dédiée à l'activité de recouvrement, RM Experts. Il est également Administrateur de BOA-Côte d'Ivoire, filiale du Groupe BOA.
Monsieur Mamoun BELGHITI a débuté sa carrière en 1972 au sein des Services Généraux puis à la Direction de l'Inspection. Il s'est vu confier, en 1981, la responsabilité de la Direction Crédit et Trésorerie et, en 1991, celle de la Direction de l'Investissement et du Crédit.
A ce titre, M. BELGHITI a négocié au nom de la Banque plusieurs lignes de crédit notamment avec la Banque Mondiale, l'IFC, le FMI, la BAD et la BEI.
Dès 1996, il prend en charge la Direction des Affaires Financières, où il participe activement à la mise en place du plan stratégique de développement et à la réorganisation de la Banque. Durant la même année, il participera, aux côtés du Président et d'autres cadres supérieurs, à l'opération GDR qui a permis à BMCE Bank d'augmenter son capital à travers les marchés internationaux de capitaux. Durant ce même exercice, M. BELGHITI est promu au poste de Directeur Général Adjoint.
En février 1998, il est nommé en tant que Directeur Général en charge aussi bien de la Direction des Affaires Financières que de la Banque du Réseau Maroc.
En avril 2002, il accède au titre de Conseiller Principal du Président en charge notamment de la représentation de la Banque auprès des Institutions Nationales et Internationales ainsi que des relations avec les autorités monétaires. Il siège, par ailleurs, dans les instances où la Banque est actionnaire.
En mars 2004, M. BELGHITI est coopté Administrateur Directeur Général en charge du Remedial Management Groupe.
Il compte également, à son actif, de nombreux séminaires dont il a assuré l'animation aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.
M. BELGHITI est marié et père de deux enfants.

M. Driss BENJELLOUN est Directeur Général Délégué en charge des Finances Groupe. Il est également Administrateur de filiales du Groupe BMCE Bank, notamment BOA Group, BOA Bénin et BMCE Capital.
Ayant intégré le Groupe BMCE Bank en 1986, M. Driss BENJELLOUN a été chargé de conduire le projet de création d'une entité de Contrôle de Gestion visant l'amélioration du pilotage des activités puis chargé, à partir de 1990, de doter la Banque d'une Direction Audit et Contrôle de Gestion.
Après la privatisation de BMCE Bank,
M. Driss BENJELLOUN fut nommé Responsable de la Direction Production Bancaire avec pour mission de rationaliser les entités de Back-Office et les doter d'outils et de moyens nécessaires pour mieux servir les clients.
En 1998, M. Driss BENJELLOUN fut nommé Directeur Général Adjoint en charge de plusieurs Directions de la Banque constituant le Pôle de Support Groupe - Production Bancaire, Systèmes d'Information, Organisation, Moyens Généraux, Sécurité -. La principale mission de ce Pôle était de coordonner et de mobiliser ces entités pour mieux répondre aux nouveaux défis de développement de la Banque tant à l'international qu'au niveau national.
En 2003, M. Driss BENJELLOUN a pris en charge le Pôle Financier Groupe en vue de renforcer notamment l'intégration des différentes filiales de BMCE Bank, que ce soit au Maroc, en Europe ou en Afrique.
En parallèle, il était chargé de conduire deux grands projets structurants de la place, à savoir le passage aux normes IFRS des comptes du Groupe et l'implémentation des normes édictées par Bâle II.
En 2010 il fut nommé Directeur Général Délégué en charge des Finances et Risques du Groupe.
Il a piloté le processus de création de plusieurs entités telles que BMCE Internacional Madrid, Maroc Factoring, le Centre Monétique Interbancaire et Docuprint. En Afrique, il a participé à la restructuration de la BDM et piloté la fusion de cette dernière avec la BMCD.
Il a débuté sa carrière en tant qu'Auditeur-Consultant dans divers cabinets étrangers de renom et a été chargé de cours à l'Université de Picardie.
M. Driss BENJELLOUN est titulaire d'un Doctorat en Finance de l'Université Paris Dauphine et du Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures.
M. Driss BENJELLOUN est marié et père de trois enfants.

M. M'fadel EL HALAISSI est Directeur Général Délégué en charge de la Corporate Maroc. Ce pôle de Direction Générale a été érigé début 2010 au sein de BMCE Bank afin de regrouper et de dynamiser le marché des Entreprises, de la PME-PMI à la Grande Entreprise.
Cette responsabilité lui est confiée après 25 ans de carrière au sein de BMCE Bank, dans les activités de crédit, de financement d'investissement, de restructuration de crédits, de mise en place de solutions de haut de bilan, spécialisée sur le marché des entreprises.
Depuis son intégration à BMCE Bank, il s'était vu confier la création du département de restructuration des crédits d'investissements et avait participé à la négociation et la mise en place de plusieurs lignes de crédits extérieurs notamment les lignes de la Banque Mondiale, IFC, B.E.I.
Ces premières années se sont poursuivies par la prise en charge de la Direction de l'Investissement et des Marchés d'Entreprises en 1998.
En avril 2002, il fut nommé Directeur Général Adjoint en charge de la Corporate Bank, un pôle étendu ensuite à l'International.Il a participé activement à la montée en puissance des financements en Project Finance, au conseil financier et à l'accompagnement spécifique des opérateurs ayant eu recours à ces types d'investissement.
M. M'fadel EL HALAISSI est titulaire d'un Doctorat en Economie de l'Université de Lille.
M. EL HALAISSI est marié et père de deux enfants.

SENIOR MANAGEMENT

MOUNIR CHRAIBI
Directeur Général Délégué en charge des Opérations Groupe
OMAR TAZI
Directeur Général Délégué en charge de la Retail Maroc
MOHAMMED AGOUMI
Directeur Général Délégué en charge de la Direction Générale de la Coordination de l'International

M. Mounir CHRAIBI est Directeur Général Délégué en charge des opérations Groupe.
A ce titre, M. Mounir Chraibi est en charge des activités de support de la Banque : organisation, qualité, système d'information, back offices bancaires, logistique, juridique et achats Groupe. Dans ce cadre, M. CHRAIBI conduit des chantiers stratégiques de la Banque comme la réalisation du schéma directeur du système d'information de la Banque et assurance (SIBEA), la mise en œuvre du programme d'industrialisation des back offices de la Banque et du programme de rationalisation des charges.
M. Mounir CHRAIBI a débuté sa carrière en 1987 comme chef de projet du schéma directeur du système d'information du Crédit du Maroc. Il a été ensuite, de 1989 à 1994, Directeur de l'Organisation et des Systèmes d'Information de l'Office d'Exploitation des Ports.
En 1994, M. Mounir CHRAIBI est nommé Directeur Général de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail. Son passage à l'Office est marqué par le développement de la formation continue en entreprise et le lancement des programmes d'insertion des jeunes. Son action à l'Office a également contribué à la création de l'Agence Nationale pour l'Emploi des Jeunes (ANAPEC).
En 2001, M. Chraibi est nommé Directeur Général de la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale. Lors de son passage à la CNSS, l'organisme connait une modernisation de ses méthodes de gestion, marquée notamment par la mise en place du système de télé-déclarations des salaires et de télépaiements des cotisations sociales des entreprises. Cette période sera également particulièrement marquée par la mise en œuvre de l'assurance maladie obligatoire, nouvelle branche de sécurité sociale.
En 2005, M. Mounir CHRAIBI est nommé Wali de la Région de Marrakech Tensift Al Haouz qui connait pendant son passage un développement important des investissements du secteur privé, ainsi que la mise en œuvre pour la Région de Marrakech de grands investissements publics structurants.
En 2010, il rejoint BMCE Bank en tant que Directeur Général Délégué du Pôle IT et Process Groupe.
M. Mounir CHRAIBI est ingénieur de l'Ecole Polytechnique de Paris et Ingénieur de l'Ecole Nationale Supérieure des Télécommunications de Paris. Il a été décoré du Wissam Al Arch de l'Ordre de Chevalier, en 2008. Il est également décoré Chevalier de l'Ordre de Leopold du Royaume de Belgique.
Né en 1963, M. Mounir CHRAIBI est marié et père de deux enfants.

M. OMAR TAZI est Directeur Général Délégué en charge de la Retail Maroc.
M. Omar TAZI a exercé la fonction de Directeur de Portefeuille Clientèle au sein de la Banque de Développement du Canada ; banque spécialisée dans le financement de projets d'investissement de la PME, puis Adjoint au Directeur des Crédits pour le district de Montréal.
En 1992, il intègre Wafa Bank, en tant que Responsable de la Trésorerie.
De 1993 à 2005, M. Omar TAZI a occupé plusieurs postes de responsabilités au sein de la Société Générale Marocaine de Banques (SGMB), notamment en tant que Responsable de la Direction des Crédits d'Investissement, Responsable du Réseau d'Exploitation des marchés Particuliers, Professionnels et Entreprises, puis Directeur Général Adjoint en charge de la Banque Commerciale.
Courant cette période, il a également été, Administrateur, Vice-président et Président de plusieurs filiales de la SGMB, notamment de SOGEBOURSE, GESTAR, SOGECREDIT, SOGEFINANCEMENT et ACMAR Maroc.
De 2005 à 2010, M. Omar TAZI a eu une expérience dans le domaine de l'entrepreneuriat en tant qu'Administrateur- Directeur Général du Groupe AFMA, spécialisé dans le conseil et le courtage en assurances.
C'est en juin 2011, que M. Omar TAZI rejoint le Groupe BMCE Bank afin de donner une dynamique de progrès et de montée en compétence des forces commerciales de la Banque. En 2012, il a été désigné respectivement, Membre du Conseil de Surveillance de SALAFIN et Administrateur Délégué de BMCE EuroServices.
M. Omar TAZI est diplomé de HEC Montréal et titulaire d'un Master es Sciences Finances de l'Université de Sherbrooke – Canada.
M. Omar TAZI est marié et père de deux enfants.

M. MOHAMMED AGOUMI est Directeur Général Délégué de BMCE Bank en charge de la coordination de l'international.
Après avoir exercé au cabinet d'audit International Peat Marwick (KPMG) pendant 7 ans où il s'est spécialisé dans l'audit et le conseil aux établissements financiers, il intègre Eurogroup en 1987 où il a été nommé associé en 1990 puis responsable du Pôle Banque et Finances en 1997. Au titre de ses fonctions il a dirigé des missions de stratégie ou de projets d'entreprise, de gouvernance, de fusion d'établissements, de coopération informatique ou d'industrialisation de back-offices auprès des principaux groupes bancaires français.
Lors de la réforme du marché financier au Maroc, il a eu l'occasion d'accompagner plusieurs établissements locaux dans la mise en place de leurs activités de marchés. Plus récemment, il a dirigé plusieurs interventions relatives à l'organisation et à la mise en place de la filière risques dans le cadre de Bâle II.
De 2006 à 2009, il a exercé plusieurs fonctions et responsabilités au sein du Groupe Crédit Agricole France -CASA-.
Nommé Directeur Général Délégué de LCL – Le Crédit Lyonnais en 2006 et membre du Comité Exécutif du Groupe CASA, il a été en charge du fonctionnement, de la stratégie et de la Direction des Engagements. Il a également mené à son terme l'intégration de LCL au sein des plateformes industrielles du Groupe Crédit Agricole de même que la réorganisation des réseaux de distribution incluant la Banque Privée et les Grandes Entreprises. En 2008, il fut nommé au sein du Comité Exécutif du Groupe CASA afin de diriger le développement International.
Depuis 2010, il est Président Fondateur du Groupe Europa Corporate Business Group - ECBG – spécialisé dans la Banque d'affaires, le conseil stratégique et l'accompagnement des PME, un des programmes de Groupe –La Passerelle– visant le conseil en investissement entre l'Europe et le Maroc. Il est également Président de la filiale d'ECBG, créée au Maroc et dénommé Financing Access Maroc qui apporte une assistance aux PME dans le cadre de leur refinancement auprès des Banques.
M. Mohammed AGOUMI est diplômé de l'ESSEC (1979) et titulaire d'un DEA d'économie mathématique et d'économétrie (1980). Il est Expert Comptable diplômé à Paris (1993) et a enseigné pendant deux ans à l'ESSEC en tant que professeur adjoint au Département Economie.
M. Mohammed AGOUMI est marié et père de 2 enfants.

MANAGEMENT À L'INTERNATIONAL

EUROPE

BMCE INTERNATIONAL UK/FRANCE

Mohamed AFRINE
Directeur Général

BMCE INTERNATIONAL ESPAGNE

Radi HAMUDEH
Directeur Général

BMCE EUROSERVICES

Adil MESBAHI
Directeur Général

AFRIQUE

BANK OF AFRICA

Amine BOUABID
Administrateur Directeur Général

LA CONGOLAISE DE BANQUE

Mostapha HABOUCHA
Directeur Général

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI

Amadou SIDIBÉ
Directeur Général

AXIS CAPITAL

Ahmed BENGHAZI
Directeur Général

ASIE

BMCE BEIJING

Adil ZELLOU

MANAGEMENT DES FILIALES AU MAROC

BMCE CAPITAL
Banque d'Affaires
Président du Directoire
KHALID NASR

BMCE CAPITAL MARKETS
Marché des capitaux
Directeur
ABDELMALEK BENABDELJALIL

BMCE CAPITAL BOURSE
Société d'intermédiation boursière
Directeur Général
ANAS MIKOU

BMCE CAPITAL GESTION
Société de gestion d'actifs
Directeur Général
AMINE AMOR

BMCE CAPITAL GESTION PRIVÉE
Société de gestion de patrimoine
Directeur Général
MERYEM BOUAZZAOUI

BMCE CAPITAL CONSEIL
Conseil et ingénierie financière
Président du Directoire
MEHDI JALIL DRAFATE

MAGHREBAIL
Société de *leasing*
Président Directeur Général
AZEDDINE GUESSOUS

RM EXPERTS
Société de recouvrement
Président Directeur Général
MAMOUN BELGHITI

SALAFIN
Société de crédit à la consomation
Président du Directoire
AZIZ CHERKAOUI

MAROC FACTORING
Société d'affactuage
Président du Directoire
YOUSSEF HAMIRIFOU

EULER HERMES ACMAR
Société d'assurance crédit
Directeur Général
TAWFIK BENZAKOUR

EURAFRIC INFORMATION
Services technologiques
Président du Directoire
YOUNES KARKOURI

BMCE ASSURANCES
Assureur Conseil
Directeur Général
FAYCEL ASSARI

LOCASOM
Location longue durée
Directeur Général
YOUNES SENHAJI

CONSEIL INGÉNIERIE & DÉVELOPPEMENT
Conseil en Génie Civil
Directeur Général
MONCEF ZIANI

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

COMITE D'AUDIT ET DE CONTROLE INTERNE GROUPE

COMPOSITION	PERIODICITE
PRÉSIDENT Azeddine GUESSOUS : Président, Intuitu personae **MEMBRES DE DROIT** • FinanceCom représentée par M. Zouheir BENSAID, Vice-Président Directeur Général ; • BFCM - Groupe Crédit Mutuel ; • Novo Banco ; **MEMBRES ASSOCIÉS** • M. l'Administrateur Directeur Général Exécutif Groupe ; • M. le Directeur Général Délégué, en charge des Finances Groupe ; • M. le Conseiller auprès de la Direction Générale ; • M. le Contrôleur Général Groupe ; • M. le Responsable des Risques Groupe ; • M. le Responsable des Finances & Participations. **MEMBRES INVITÉS** • Les Auditeurs Externes ; • Les responsables des fonctions Contrôle Permanent et Conformité ; • Le Comité peut solliciter la collaboration de toute personne faisant partie du staff dirigeant du Groupe et tout responsable dont les fonctions entrent dans le cadre de son domaine d'intervention en fonction des thématiques inscrites à l'ordre du jour. **SECRÉTARIAT** • M. Khalid LAABI, Contrôleur Général du Groupe BMCE Bank.	Trimestrielle

TRAVAUX DU CACI GROUPE EN 2014

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe s'est réuni 3 fois en 2014 et ce, en présence de l'ensemble de ses membres permanents et associés ainsi que des Commissaires Aux Comptes.
Parmi les thématiques phares examinées par le CACI Groupe figurent (i) les performances commerciales et financières du Groupe BMCE Bank, (ii) l'examen des indicateurs liés au portefeuille des engagements de BMCE Bank et des principales filiales de BOA Group, (iii) l'examen des rapports des Commissaires aux Comptes, (iv) l'évolution des fonds propres et ratios prudentiels notamment dans la perspective de la mise en œuvre des exigences Bâle III, (v) le dispositif ALM Groupe.
Sur le volet du contrôle interne, le CACI a examiné le Rapport Annuel consolidé sur le contrôle interne au titre de l'exercice 2012, le bilan du suivi des recommandations de précédents CACI, le plan d'action annuel du Contrôle Général Groupe de l'année 2014 de même qu'il a été informé du dispositif de gestion des réclamations clientèle.
Il a également pris connaissance des projets (i) de Circulaire de *Bank Al Maghrib* sur le Contrôle Interne et (ii) de Directive relative à la gouvernance au sein des établissements de crédits et des premiers amendements en conséquence des chartes de fonctionnement du Comité d'Audit et de Contrôle Interne Banque et Groupe.

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe est une instance émanant du Conseil d'Administration de BMCE Bank, dont les prérogatives sont élargies aux filiales et autres entités intégrées dans le périmètre de consolidation du Groupe.
Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe assiste le Conseil d'Administration en matière de contrôle interne, notamment en veillant à ce que :
• Le système de contrôle interne et les moyens mis en place soient :
- Cohérents et compatibles de manière à permettre la surveillance et la maîtrise des risques au niveau de la Banque et de ses filiales et la production des informations requises par le Régulateur dans le cadre de la surveillance consolidée du Groupe ;
- Adaptés à l'organisation du Groupe ainsi qu'aux activités des entités contrôlées ;
• Les informations financières destinées au Conseil d'Administration et aux tiers soient fiables et exactes, de nature à ce que les intérêts légitimes des actionnaires, des déposants et des autres parties prenantes soient préservés ;
• L'examen des comptes sociaux et consolidés soit réalisé avant leur soumission au Conseil d'Administration.

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne du Groupe s'assure en permanence de la réalisation de l'ensemble des attributions ci-dessous définies :

A. Sur le plan Audit et Contrôle Interne, le Comité d'Audit et de Contrôle Interne du Groupe :

i. Porte une appréciation sur la qualité du système de contrôle interne au sein de la Banque et les entités du Groupe, en s'assurant en permanence de :
- La pertinence, la permanence et la fiabilité des méthodes comptables appliquées pour l'élaboration des comptes sociaux et consolidés ;
- La fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion, en interne et en externe, et de conservation des données comptables et financières ;
- La séparation stricte entre les unités opérationnelles et les unités de contrôle ;
- L'existence, l'adéquation et l'application des procédures internes dans des conditions optimales de sécurité, de fiabilité et d'exhaustivité ;
- La mise en place de manuels de procédures par service ou unité opérationnelle, fixant les modalités d'enregistrement, de traitement des opérations et les schémas comptables y afférents ;
- Les modalités d'exécution des opérations devant comporter, comme partie intégrante, les procédures de contrôle et des pistes d'audit appropriées.
ii. Evalue la pertinence des mesures correctrices prises ou proposées pour combler les lacunes ou insuffisances décelées dans le système de contrôle interne de la Banque et des Filiales ;
iii. Approuve la Charte d'Audit Interne du Groupe et apprécie le plan d'audit et les moyens humains et matériels alloués à l'exercice de l'activité d'Audit Interne ;
iv. Apprécie les moyens humains et matériels alloués aux fonctions du contrôle périodique, permanent et de la conformité et veille à leur indépendance au sein de la Banque et de ses Filiales
v. Examine les propositions de nomination ou de renouvellement des Commissaires aux Comptes des entités du Groupe, et analyse leur programme d'intervention ;
vi. Définit les zones de risques minimales que les auditeurs internes et les Commissaires Aux Comptes doivent couvrir ;
vii. Sollicite la réalisation de tout audit interne ou externe qu'il juge nécessaire ;
viii. Porte à la connaissance du Conseil d'Administration le résultat de l'exercice de veille réglementaire en matière de contrôle interne et son éventuel impact sur la Banque et le Groupe ;
ix. Examine, avant de les soumettre au Conseil d'Administration les rapports d'activité et des recommandations des fonctions d'audit interne, de contrôle permanent, de conformité, de gestion et contrôle des risques, des commissaires aux comptes et des autorités de supervision ainsi que des mesures correctrices prises ;
x. Examine le rapport annuel sur le Contrôle Interne, destiné à *Bank Al Maghrib*, sur base consolidée ;
xi. Examine le rapport annuel des commissaires aux comptes, destiné à *Bank Al Maghrib*, et s'assure de la mise en œuvre des recommandations y relatives ;
xii. Assiste le Conseil d'Administration lors de l'examen de la cartographie des risques RSE -Responsabilité Sociétale et Environnementale- ;
xiii. Examine le rapport de synthèse des travaux du Comité de Coordination du Contrôle Interne Groupe.

B. Sur le plan de la surveillance des systèmes d'information et de communication :

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne du Groupe s'assure de l'efficacité et de l'adéquation des systèmes d'information et de communication eu égard aux risques encourus, aussi bien sur base individuelle que consolidée, en :
• Appréciant périodiquement le niveau de sécurité des systèmes informatiques, le cas échéant, la qualité des actions correctrices entreprises ;
• Vérifiant la disponibilité des procédures de secours informatique afin d'assurer la continuité de l'exploitation ;
• Préservant l'intégrité et la confidentialité des informations comptables et financières ;
• Vérifiant le dispositif de publication d'information, permettant la communication en temps opportun d'informations exactes, pertinentes et compréhensibles sur les aspects significatifs du Groupe de nature à favoriser sa transparence vis-à-vis des actionnaires, du grand public, du personnel, des autorités de contrôle, des investisseurs et des autres parties prenantes.

C. Sur le plan du contrôle du dispositif de Compliance Groupe

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne du Groupe examine la situation de conformité -Compliance- dans le Groupe et l'état d'avancement des actions dans ce domaine pour chacune des entités le composant.
i. Le Comité s'assure de la formalisation d'un dispositif de prévention et de traitement des conflits d'intérêt. A ce titre, il doit :
• Veiller à la mise en place d'un dispositif de prévention et de gestion des conflits d'intérêt et son maintien opérationnel. Ce dispositif doit comprendre des mécanismes d'alerte éthique "*Whistle blowing*", des normes appropriées pour encadrer les transactions avec les parties liées, une délimitation claire des lignes de responsabilités des membres de l'organe de direction et une définition des principes de délégation de pouvoirs ; des modalités de traitement des cas de non-conformité auxdites politiques et procédures.
• S'assurer de l'application par le Comité de Direction Générale de procédures qui interdisent, ou limitent de façon appropriée, les activités, relations ou situations susceptibles de porter atteinte à la qualité de la gouvernance, telles que :
- les prêts, notamment aux membres des organes d'administration et de direction ou aux actionnaires, à des conditions ne correspondant pas à celles du marché ou à des conditions différentes de celles dont bénéficient tous les employés dans le cadre normal des avantages annexes à la rémunération ;
- le traitement préférentiel accordé à des parties liées ou à d'autres entités privilégiées.
ii. Sur le plan de la surveillance du risque de non-conformité auquel le Groupe est exposé, le Comité est chargé notamment de :
• Veiller à la conformité des opérations effectuées et des procédures internes avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur ainsi qu'avec les normes et usages professionnels et déontologiques ;
• S'assurer que la fonction est dotée de moyens humains techniques et de compétences suffisants ayant la connaissance des marchés et des produits, et bénéficient régulièrement de formations appropriées.

D. Sur le plan du Contrôle Permanent Groupe

Le Comité d'Audit et de Contrôle Interne du Groupe apprécie les dispositifs de Contrôle Permanent mis en œuvre , la fiabilité et la sécurité des opérations réalisées et du respect des procédures au niveau des agences, des services centraux et des entités à caractère financier contrôlées par le Groupe.

COMITE DES RISQUES GROUPE

COMPOSITION	PERIODICITE
PRÉSIDENT Banque Fédérative du Crédit Mutuel - Groupe Crédit Mutuel **MEMBRES DE DROIT** • FinanceCom représentée par M. Zouheir BENSAID, Vice-Président Directeur Général • Azeddine GUESSOUS : Intuitu personae • Novo Banco **MEMBRES ASSOCIÉS** • M. l'Administrateur Directeur Général Exécutif Groupe ; • M. le Directeur Général Délégué, en charge des Finances Groupe ; • M. le Conseiller auprès de la Direction Générale ; • M. le Contrôleur Général Groupe ; • M. le Responsable des Risques Groupe ; • M. le Responsable des Finances & Participations. **MEMBRES INVITÉS** - Le Comité peut solliciter la collaboration de toute personne faisant partie du staff dirigeant du Groupe et tout responsable dont les fonctions entrent dans le cadre de son domaine d'intervention en fonction des thématiques inscrites à l'ordre du jour. **SECRÉTARIAT** - Le Pôle Risques Groupe	Trimestrielle

TRAVAUX DU COMITÉ DES RISQUES GROUPE

La première réunion du Comité des Risques Groupe s'est tenue en mars 2015 et ce, en présence de la majorité de ses membres permanents et associés.
Les travaux du Comité des Risques Groupe ont porté sur l'évolution des principaux indicateurs de risque de crédit consolidés et sociaux notamment (i) des crédits distribués au niveau du Groupe et sociaux, (ii) du taux de sinistralité pour les entités du groupe au Maroc, des filiales en Afrique subsaharienne et en Europe, (iii) du coût du risque (iv) de concentration des crédits (v) des ratios réglementaires et (vi) du résultat des *stress testing* des fonds propres selon des scénarii prédéfinis.

MISSIONS ET ATTRIBUTIONS

Le Comité des Risques du Groupe BMCE Bank est une instance émanant du Conseil d'Administration de BMCE Bank, dont les prérogatives sont élargies aux filiales directes et indirectes intégrées dans le périmètre de consolidation du Groupe.
Le Comité des Risques Groupe assiste le Conseil d'Administration en matière de stratégie et de gestion des risques, notamment en veillant à ce que la stratégie globale des risques soit adaptée au profil de risque de la Banque et du Groupe, au degré d'aversion aux risques, à son importance systémique, à sa taille et à son assise financière.
Le Comité des Risques du Groupe s'assure en permanence de la réalisation de l'ensemble des attributions ci-dessous définies :

i. Conseille le Conseil d'Administration concernant la stratégie en matière de risques et le degré d'aversion aux risques ;

ii. S'assure que le niveau des risques encourus est contenu dans les limites fixées par l'Organe de Direction conformément au degré d'aversion aux risques défini par le Conseil d'Administration ;

iii. Évalue la qualité du dispositif de mesure, maîtrise et surveillance des risques au niveau de la Banque et du Groupe ;

iv. S'assure de l'adéquation des systèmes d'information Risques eu égard aux risques encourus ;

v. Apprécie les moyens humains et matériels alloués à la fonction de gestion et de contrôle des risques et veille à son indépendance ;

vi. Évalue l'adéquation globale des fonds propres et de la liquidité au regard du degré d'aversion aux risques et du profil de risque de la Banque et du Groupe ;

vii. Présente, au moins deux fois par an, au Conseil d'Administration, la situation des encours des créances en souffrance, des résultats des démarches amiables et du recouvrement contentieux des créances, des encours des créances restructurées et sensibles, et de l'évolution de leur remboursement ;

viii. Veille à la réalisation d'exercices de *stress-testing* sur les portefeuilles des filiales au Maroc et à l'étranger couvrant aussi bien l'environnement économique et opérationnel que l'incidence éventuelle de ces *stress tests* sur le Groupe;

ix. Porte à la connaissance du Conseil d'Administration le résultat de l'exercice de veille réglementaire en matière des risques et leurs éventuels impacts sur la Banque et le Groupe ;

x. Assiste le Conseil d'Administration lors de la nomination ou la révocation du responsable de la fonction de gestion et de contrôles des risques ;

xi. Conseille le Conseil d'Administration lors de l'examen des crédits accordés aux parties liées avec les conditions appliquées, le remboursement selon l'échéancier, les retards de paiement, les consolidations opérés (elles doivent être remontées au Conseil d'Administration) ;

xii. Examine le rapport de synthèse du Comité de Pilotage et de Gestion des Risques Groupe.

COMITE DE GOUVERNANCE

COMPOSITION	PERIODICITE	MISSIONS
PRÉSIDENT BFCM - Groupe Crédit Mutuel – CIC, représenté par M. Michel LUCAS **MEMBRES PERMANENTS** M. Adil DOUIRI* **MEMBRES INVITÉS** Le Comité de Gouvernance pourra s'adjoindre, à sa discrétion, toute personne membre ou non membre de BMCE Bank ou de son Groupe, en fonction des questions inscrites à l'ordre du jour, notamment au niveau des commissions devant traiter des points en relation avec l'examen des conventions ou des nominations et rémunérations. **SECRÉTAIRE DU COMITÉ** M. l'Administrateur Directeur Général Exécutif Groupe	Annuelle et chaque fois que nécessaire, à la discrétion des membres du Comité	Instance émanant du Conseil d'Administration, le Comité de Gouvernance émet avis et recommandations au Conseil sur la mise en place et le maintien d'une politique de bonne gouvernance. A ce titre, il est chargé de : • Veiller au respect des principes de bonne gouvernance et des dispositions légales et réglementaires en vigueur et communiquer aux actionnaires sur ces points, notamment en matière d'indépendance des Administrateurs ; • Examiner et faire des recommandations par rapport à la composition et aux missions et travaux du Conseil d'Administration et de ses Comités Spécialisés ; • Prévenir et veiller à la résolution d'éventuels conflits d'intérêt pouvant survenir entre les membres du Conseil d'Administration, liés à des opérations ou transactions associant les dirigeants ou les actionnaires ; • Proposer des procédures de cooptation des Administrateurs et des membres de la Direction Générale ainsi que formuler des recommandations au Conseil pour la désignation de nouveaux membres ; • Proposer une politique de rémunération des Administrateurs et des membres de la Direction Générale conformément aux critères fixés au préalable par le Conseil d'Administration.

TRAVAUX DU COMITÉ DE GOUVERNANCE

La première réunion du Comité de Gouvernance s'est tenue en mars 2015 et a validé les éléments de renforcement du dispositif de Gouvernance Groupe dont les principaux aménagements répondent aux dispositions réglementaires de *Bank Al Maghrib* telles qu'édictées par la Directive 1/W/2014 du 30 Octobre 2014 sur la gouvernance des établissements de crédit.
Ainsi, le Comité de Gouvernance a procédé à l'examen approfondi du dispositif de Gouvernance tel que amendé à l'aune de la nouvelle réglementation bancaire.
Parmi ses référentiels, le *Corpus* de Gouvernance a consigné des aménagements concernant la composition du Conseil et le renforcement de son caractère indépendant et l'augmentation de la fréquence de ses réunions, la revue des chartes de fonctionnement des Comités Spécialisés, l'évaluation de leurs travaux et de ceux du Conseil, les règles régissant le mandat d'Administrateur et sa rémunération, les conflits d'intérêt, les principes de désignation et de rémunération des Administrateurs avec une rétribution différenciée selon que l'on participe aux travaux des Comités Spécialisés.

* M. Adil DOUIRI est depuis le 18 septembre 2015 démissionnaire du Conseil d'Administration en raison de ses nouvelles responsabilités en tant que PDG du Groupe CFG.

COMITE EXECUTIF GROUPE

COMPOSITION

PRÉSIDENT
Le Président Directeur Général

VICE-PRÉSIDENT
L'ADG Exécutif Groupe

MEMBRES
- Administrateur Directeur Général de BOA Group
- Le Président Directeur Général de RM Experts, Intuitu Personae
- Le Directeur Général Délégué, en charge des Finances Groupe
- Le Directeur Général Délégué, en charge de la Corporate Maroc
- Le Directeur Général Délégué, en charge des Opérations Groupe
- Le Directeur Général Délégué, en charge de la Retail Maroc
- Le Directeur Général Délégué, en charge de la Coordination de l'International
- Le Président du Directoire de BMCE Capital

SECRÉTAIRE DU COMITÉ
Le Responsable Risques Groupe

PERIODICITE

Trimestrielle et chaque fois que nécessaire à la demande du Président ou par la délégation, du Vice-Président du Comité.

MISSIONS

Ce Comité a pour mission, sous l'autorité du Président, d'assurer le pilotage stratégique du Groupe. Il constitue le relais opérationnel du Conseil d'Administration dans l'élaboration de propositions d'axes de développement, la mise en œuvre de la stratégie telle qu'il l'a validée et le suivi rapproché de la gestion des risques Groupe. Il pilote les activités du Groupe et arbitre toute question opérationnelle et fonctionnelle relevant de la compétence des entités du Groupe et des comités internes.

Pilotage Stratégique du Groupe

Initier & exécuter la stratégie et lancer les grands projets transversaux :

- Veiller à l'alignement stratégique au sein du Groupe au Maroc et à l'international ;
- S'assurer de la bonne mise en oeuvre du plan stratégique Groupe ;
- Identifier et lancer les grands projets de transformation structurants pour le Groupe.

Evaluer, pour le Conseil, les opérations nouvelles pour la stratégie du Groupe :

- Opportunités de développement, d'investissement, de prise de participation stratégique et de synergie du Groupe BMCE Bank ;
- Opportunités d'extension d'activité du périmètre du Groupe BMCE Bank (croissance interne/externe, cessions, diversification) ;
- Gestion des risques sur investissements et allocation des fonds propres et autres ressources financières y associés.

Veiller à la rentabilité et à la maîtrise des grands équilibres financiers du Groupe :

Suivi de la gestion des risques

- S'assurer de la mise en œuvre efficace de la politique de gestion et surveillance des risques à l'échelle du Groupe BMCE Bank et de la gestion adéquate des fonds propres du Groupe, des ratios réglementaires ;
- S'assurer de la couverture exhaustive des risques par la mise en place des dispositifs nécessaires.

Ressources Humaines

- Etablir les principes de la politique de recrutement, rémunération, mobilité des dirigeants et cadres Senior à l'échelle du Groupe ;
- Suivre la gestion des carrières des hauts potentiels au sein du Groupe.

TRAVAUX DU COMITÉ EXÉCUTIF GROUPE

La première séance du Comité Exécutif Groupe s'est tenue en février 2015 et a examiné les thématiques phares liées (i) aux réalisations et perspectives globales du Programme Convergence portant sur la mise en œuvre d'un dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne à l'échelle Groupe, (ii) aux enjeux et à l'état d'avancement de la Convergence Informatique des filiales du Groupe, (iii) outre le plan de développement du Groupe à l'international, notamment le Plan Stratégique de BOA Group et les autres projets de développement en Afrique, en Europe et en Asie.

COMITE DE DIRECTION GENERALE GROUPE

COMPOSITION	PERIODICITE
PRÉSIDENT L'Administrateur Directeur Général Exécutif Groupe **MEMBRES PERMANENTS** • L'Administrateur de BMCE Bank, PDG de RM Experts • Le Directeur Général Délégué, en charge des Finances Groupe • Le Directeur Général Délégué, en charge de la Corporate Maroc • Le Directeur Général Délégué, en charge des Opérations Groupe • Le Directeur Général Délégué, en charge de la Retail Maroc • Le Directeur Général Délégué, en charge de la Coordination de l'International • Le Président du Directoire de BMCE Capital • Le Conseiller auprès de la Direction Générale • Le Contrôleur Général Groupe • Le Directeur Général Adjoint, en charge de la Conciliation, Ingénierie & Restructuration • Le Directeur Général Adjoint, en charge de la Communication Groupe • Le Directeur Général Adjoint, en charge des Programmes de Développement à l'International • Le Directeur Général Adjoint, en charge du Développement Marchés • La Directrice Générale Adjointe Synergies Métiers au Maroc • Le Responsable Risques Groupe • Le Responsable Finances & Participations • La Responsable Gouvernance & Développement Groupe • La Responsable Compliance Groupe • La Responsable Capital Humain Groupe **SECRÉTAIRE DU COMITÉ** La Responsable Gouvernance & Développement Groupe	Une fois par semaine, tous les mercredis.

MISSIONS

Le Comité de Direction Générale Groupe est en charge de la déclinaison en actions et mesures opérationnelles des orientations stratégiques du Groupe et de leur suivi.

Pilotage de l'activité

• Piloter l'élaboration du plan stratégique en cohérence avec les décisions du Comité Exécutif Groupe, traduire le plan stratégique en objectifs budgétaires clairs pour les entités et assurer le suivi de sa mise en œuvre ;
• Impulser et examiner l'avancement du déploiement des grands projets transversaux impactant le fonctionnement et le développement ;
• Valider les budgets annuels, suivre l'allocation et veiller à l'optimisation des ressources ;
• Surveiller la réalisation effective du plan budgétaire et, s'assurer de la mise en place d'actions correctives en cas d'écart ;
• Décider de la politique de tarification des produits et services, tout en veillant à la rentabilité des métiers ;
• Evaluer les opportunités de lancement de nouvelles activités ou produits et services et, en assurer le suivi de mise en œuvre ;
• Arbitrer les questions opérationnelles relevant des Pôles, Directions et des Comités internes dont il fixe les objectifs ;
• Veiller à l'efficience de l'organisation en mettant en oeuvre les actions nécessaires relatives aux ressources humaines, à l'organisation, à l'informatique, à la logistique et à la sécurité qui concourent au développement.

Contrôle interne, audit & gestion des risques

• Veiller à la surveillance et la maîtrise des risques ainsi qu'à la définition du niveau d'appétence aux risques dont la pertinence est régulièrement évaluée ;
• Assurer un suivi régulier de la mise en œuvre des politiques et stratégies définies et prendre les mesures correctives le cas échéant ;
• Veiller au respect des ratios prudentiels et à la réglementation en matière de contrôle interne, risques et conformité ;
• Informer régulièrement le Comité d'Audit et de Contrôle Interne et le Conseil d'Administration des éléments essentiels et principaux enseignements tirés de l'analyse et du suivi des risques associés à l'activité et aux résultats du Groupe ;
• Examiner l'évolution des dossiers des grands engagements supérieurs à 5% des fonds propres ainsi que l'évolution des dossiers de la *Watch & Weak lists* ;
• Emettre des recommandations sur les mesures à mettre en oeuvre pour les dossiers à risque ;
• S'assurer de l'efficacité des actions entreprises par le réseau commercial pour la régularisation des grands engagements.

Ressources Humaines

• Examiner la politique de rémunération, de formation, de mobilité et de recrutement du personnel ;
• S'assurer de l'adéquation entre les priorités opérationnelles et les politiques de recrutement et de formation ;
• Suivre la gestion des carrières des hauts potentiels.

Autres prérogatives

• Veiller à une politique de communication commerciale, institutionnelle et financière cohérente ;
• Arbitrer les éventuels conflits d'intérêts et l'ensemble des dossiers non résolus relevant de la compétence des entités et des comités internes ;
• Proposer au Comité Exécutif Groupe des axes de développement.

TRAVAUX DU COMITÉ DE DIRECTION GÉNÉRALE GROUPE EN 2014

Au titre de l'exercice 2014, 41 séances du Comité de Direction Générale Groupe se sont tenues mobilisant le Senior Management sur la mise en œuvre des orientations stratégiques du Conseil d'Administration et du Plan Stratégique de Développement à l'horizon 2015.
Ainsi, les travaux du Comité ont porté sur l'actualisation du Plan Stratégique de Développement sur la période 2014-2015, notamment, la stratégie de croissance en Afrique, l'optimisation du portefeuille des participations, outre l'utilisation des *proceeds* de l'emprunt obligataire à l'international.
De plus, le Comité de Direction Générale Groupe a assuré un suivi régulier des travaux relatifs à l'optimisation de la consommation des fonds propres et au pilotage des risques, à l'aune du passage à Bâle III, , la validation du dossier d'homologation relatif au passage aux méthodes avancées au titre des risques marché, outre la poursuite des actions de recouvrement et de normalisation des créances en souffrance.
En outre, le Comité de Direction Générale Groupe a veillé à la mise en œuvre de la stratégie du Groupe BMCE Bank à l'international, à travers le suivi de la consolidation de la plateforme européenne, la poursuite de développement des synergies entre BOA et les filiales du Groupe, les travaux préparatoires à l'ouverture d'une succursale de BMCE Bank à Shanghai, le renforcement dans le capital de BDM et LCB, outre le développement d'une plateforme d'accompagnement des entreprises, Clients et prospects du CM-CIC, au Maroc et en Afrique subsaharienne.
Un des axes majeurs des thématiques examinées par le Comité concerne la rentabilité et productivité de BMCE Bank et de son Groupe. Aussi, a-t-il mené un suivi étroit du Programme de Transformation qu'il a initié en 2011 et complété par le déploiement progressif du programme "Réseau 2016" de reconfiguration et redimensionnement du réseau d'agences. Il a ainsi apprécié les retombées positives de ce Programme de Transformation sur les performances commerciales et financières de la Banque.
En termes de développement commercial, le Comité a validé la mise en place d'une offre de produits et services dédiés aux marchés de la Clientèle Privée, des Jeunes et des Professionnels de même qu'il a suivi l'accompagnement par la Banque de la clientèle concernée par la contribution libératoire. Sur le marché des Entreprises, il a veillé au soutien des PME, marquant son accord pour la signature de conventions de financement en faveur de la PME avec des organismes multilatéraux et bancaires de renom.
Le Comité de Direction Générale Groupe a accordé une grande importance à la motivation du Capital Humain et l'ancrage d'une Culture d'Entreprise Groupe, instruisant l'amélioration du processus d'évaluation annuelle, la revue du dispositif de rémunération variable, l'accompagnement RH du développement du Réseau et le lancement des travaux pour la mise en place d'un dispositif de mobilité RH à l'international.
Enfin, le Comité de Direction Générale Groupe a porté les actions visant le renforcement de la communication commerciale et institutionnelle, tels que le sponsoring de plusieurs événements de grande envergure, la participation à l'organisation de *China Africa Investment Meetings*, la mise en place de plans de communication des marchés des Jeunes, des Migrants, du programme Réseau 2016 et de *Brand Equity,* et le renforcement des actions de communication digitale (Web et réseaux sociaux).

COMITE DE FONCTIONNEMENT

COMPOSITION

PRÉSIDENT
• Le Directeur Général Délégué, en charge des Opérations Groupe

MEMBRES PERMANENTS
• Contrôle Général Groupe
• Conciliation, Ingénierie & Restructuration
• Finances Groupe
• Banque des Particuliers & Professionnels
• Banque de l'Entreprise
• Risques Groupe
• Capital Humain Groupe
• Maîtrise d'Ouvrage et Synergies Technologiques
• Management des Risques Maroc
• Direction Régionale Casa Nord
• Direction Régionale Casa Sud
• Directions Régionales Hors Casa
• Gouvernance & Dirigeance

SECRÉTAIRE DU COMITÉ
Qualité Groupe

MEMBRES ASSOCIÉS
Tous les responsables des Pôles et Directions, hormis les membres permanents, sont membres associés, traitant en séance les sujets qu'ils proposent aux délibérations du Comité de Fonctionnement.

PERIODICITE

Hebdomadaire, à la veille de la tenue du Comité de Direction Générale Groupe, et chaque fois que nécessaire.

MISSIONS

Le Comité de Fonctionnement est l'instance de remontée, de partage de l'information et d'arbitrage de toute problématique liée au fonctionnement des activités de la Banque.

Il apporte ainsi une expertise métier / technique et émet des recommandations au Comité de Direction Générale Groupe afin d'éclairer ses décisions sur ces aspects.

• Veiller à la rationalisation du portefeuille de projets de la Banque (organisationnels, informatiques, logistique, qualité,...) et la mutualisation des ressources et moyens mis en place ; projets sur la base de leur alignement par rapport aux orientations stratégiques et aux budgets consentis ;
• Suivre l'avancement du déploiement des projets impactant le fonctionnement et le développement de la Banque ;
• S'assurer de la célérité du processus d'élaboration de *Product Programs* des nouveaux produits et services, en veillant à la dimension *time to market* et ce, à travers la résolution de toute problématique opérationnelle et fonctionnelle y relative ;
• Assurer un suivi de l'avancement du plan de développement du Réseau (ouverture d'agences, implantation de GAB hors site, fermeture d'agences...) ;
• Analyser périodiquement les principaux indicateurs de fonctionnement de la Banque (qualité, incidents, production, sécurité ...) ainsi que ceux des risques opérationnels et proposer des actions correctives ;
• Arbitrer sur les points de décisions relatifs aux aspects de fonctionnement liés aux problématiques techniques, organisationnelles et logistiques ;
• Soumettre au Comité de Direction Générale Groupe d'éventuels conflits d'intérêts et l'ensemble des dossiers non résolus relevant de la compétence des entités de la Banque et des comités internes ;
• Suivre la mise en œuvre des recommandations du Contrôle Général Groupe relatives à ces domaines de compétences.

TRAVAUX DU COMITÉ DE FONCTIONNEMENT EN 2014

Au titre de l'exercice 2014, le Comité de Fonctionnement a tenu 20 séances au cours desquelles ont été examinées les thématiques majeures liées aux chantiers menés dans le cadre du Programme Cap Process, notamment, la collecte des événements Risques Opérationnels, la mise en place de la procédure de gestion des mandats, le bilan des réclamations, outre la mise en œuvre des recommandations de BAM relatives au processus de clôture de comptes.

En outre, le Comité de fonctionnement a supervisé les travaux relatifs à la tarification des dépassements, la gestion des Billets de Banque étrangers, les liaisons en suspens, la destruction du retour courrier BMCE Bank, outre la gestion des archives.

COMITE ALM GROUPE

COMPOSITION	PERIODICITE	MISSIONS

PRÉSIDENT
• L'Administrateur Directeur Général Exécutif Groupe

MEMBRES PERMANENTS
• Le Directeur Général Délégué en charge des Finances Groupe
• Le Directeur Général Délégué en charge de la Coordination de l'International
• Le Directeur Général Délégué en charge de la Corporate Maroc
• Le Directeur Général Délégué en charge du Retail Maroc
• Le Président du Directoire de BMCE Capital
• Le Conseiller auprès de la Direction Générale
• Le Responsable des Risques Groupe
• Le Responsable des Finances & Participations

SECRÉTAIRE DU COMITÉ
• Finances & Participations

MEMBRES ASSOCIÉS
• Le Responsable ALM Groupe
• Les Responsables des filiales du Groupe, ou leurs représentants désignés, en fonction des thématiques à l'ordre du jour
• A la discrétion du Comité, toute personne, en fonction des questions inscrites à l'ordre du jour

Trimestrielle et à chaque fois que nécessaire

Le Comité ALM Groupe est l'instance en charge de l'élaboration et l'exécution de la stratégie de gestion Actif – Passif du Groupe et ce, conformément aux orientations stratégiques validées par le Conseil d'Administration. A ce titre, le Comité :

• Formule et met en œuvre la stratégie ALM, permettant au Groupe BMCE Bank de faire face à ses engagements de manière permanente et ce, en conformité avec les orientations stratégiques du Conseil d'Administration (rentabilité des fonds propres, appétence aux risques notamment);

• Veille à l'existence et la mise en place d'un dispositif uniforme et efficient d'identification, de mesure, de maîtrise et d'atténuation des risques ALM au niveau du Groupe, tout en implémentant les meilleures pratiques (échanges entre les filiales des meilleurs pratiques). A ce titre, il approuve les procédures relatives à la gestion Actif-Passif;

• Examine, régulièrement, le profil de risque du Groupe à l'aune des limites internes, réglementaires ou celles établies par les parties prenantes (risques de taux, liquidité, change liés aux expositions libellées dans les principales devises et en Dirham);

• Veille à immuniser les résultats des filiales contre les variations de change;

• Veille au respect des prix de transfert relatifs aux opérations de prêt/emprunt au sein du Groupe;

• Examine l'impact du lancement des nouveaux produits, ou toute nouvelle activité comportant un risque de taux ou de liquidité, sur la situation financière du Groupe tant à court qu'à moyen et long terme (respect des limites en vigueur, notamment);

• Etablit une ligne de conduite ainsi que les priorités en matière de liquidité, dans les différentes devises, tout en veillant à l'efficience du *Liquidity Contingency Plan* pour le Groupe - en cas de problème de liquidité;

• Procède à l'examen régulier des résultats des *stress tests*, dont les hypothèses intègrent tant les éléments endogènes qu'exogènes;

• Met à jour régulièrement les hypothèses intégrées dans le système de mesure des risques bilanciels (notamment les conventions d'écoulement, les prévisions de taux...) et veille à leur *Back Testing*;

• Analyse l'impact des changements macroéconomiques, réglementaires et légaux sur le Groupe.

TRAVAUX DU COMITÉ ALM GROUPE EN 2014

Le Comité ALM Groupe, réuni en 2014, a veillé au renforcement du dispositif ALM Groupe et Banque qui permet de suivre régulièrement l'évolution des risques de liquidité et de taux d'intérêts.

Ce dispositif vise à (i) assurer un niveau de liquidité suffisant permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle, (ii) préserver la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts et (iii) s'assurer que le risque lié aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque.

Au courant de l'année 2014, le Comité ALM Groupe a examiné les indicateurs de profil de risque de liquidité ainsi que la situation de l'utilisation des *proceeds* de l'Eurobond à l'international de 300 Millions de dollars.

COMITE PILOTAGE & GESTION DES RISQUES GROUPE

COMPOSITION	PERIODICITE	MISSIONS
PRÉSIDENT • L'Administrateur Directeur Général Exécutif Groupe **MEMBRES PERMANENTS** • Le Directeur Général Délégué, en charge des Finances Groupe ; • L'Administrateur Directeur Général du Groupe BOA • Le Directeur Général Délégué en charge de la Corporate Maroc ; • Le Directeur Général Délégué en charge du Retail Maroc ; • Le Directeur Général Délégué en charge des Opérations Groupe ; • Le Directeur Général Délégué en charge de la Coordination de l'International ; • Le Président du Directoire de BMCE Capital • Le Conseiller auprès de la Direction Générale ; • Le Contrôleur Général Groupe ; • Le Responsable du Pôle Risques Groupe ; • Le Responsable du Pôle Finances et Participations. **SECRÉTAIRE DU COMITÉ** • Responsable du Management des Risques Groupe. **MEMBRES ASSOCIÉS** • Les Présidents et Directeurs Généraux de la filiale concernée du périmètre de consolidation • Toute autre personne en lien avec le sujet traité par le Comité	Bimestrielle et chaque fois que nécessaire	Issu du Comité de Direction Générale du Groupe BMCE Bank, le Comité de Pilotage et Gestion des Risques Groupe l'assiste en matière de gestion et suivi effectifs et opérationnels du (de la) : • Dispositif de pilotage des risques du Groupe, de BMCE Bank S.A et de ses filiales directes et indirectes ; • Cohérence des activités du Groupe de BMCE Bank S.A et de ses filiales directes et indirectes avec les Politiques des risques et limites fixées. Le Comité s'assure de l'efficience du dispositif de pilotage des risques du Groupe BMCE Bank, de BMCE Bank S.A et de ses filiales directes et indirectes et de son adéquation avec la politique de gestion des risques définie sur les volets risques de Crédit, Marché et Opérationnels. A ce titre, il : • Définit la stratégie globale des risques et veille à ce qu'elle repose sur une politique et procédures permettant de mesurer, maîtriser et surveiller les risques, aussi bien sur base individuelle que consolidée. • Définit les déclinaisons des niveaux généraux d'aversion aux risques, déterminés par le Conseil d'Administration, en limites et plafonds opérationnels globaux, fixés par le Comité de Direction Générale Groupe, et veille à leur respect en tenant compte des fonds propres de de BMCE Bank S.A et de ses filiales directes et indirectes et du Groupe (ratios prudentiels). • Examine les modèles internes de mesure des risques. • Analyse les causes des dépassements éventuels des limites globales des risques et propose les actions correctives. • Veille à la mise en place du dispositif de gestion des créances sensibles, examine périodiquement leur évolution, et arrête les plans d'actions de leur gestion. • S'assure du suivi de la veille réglementaire et méthodologique liée à la gestion des risques. • Suit les projets transverses de nature organisationnelle ou informatique relatifs au pilotage des risques. • Valide toute modification inhérente au pilotage des risques, mise en œuvre au sein des différentes entités du périmètre. • Anime également le fonctionnement du dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques encourus, en rendant compte au Comité de Direction Générale Groupe, de l'évolution des critères d'appréciation de chaque catégorie de risque au niveau du Groupe, de BMCE Bank S.A et de ses filiales directes et indirectes. • Veille au maintien du dispositif d'adéquation du capital interne au degré d'aversion aux risques et au profil de risque du Groupe de BMCE Bank S.A et de ses filiales directes et indirectes. • Veille régulièrement à entretenir la qualité du dispositif de pilotage des risques mis en place au sein du Groupe, de BMCE Bank S.A et de ses filiales directes et indirectes.

COMITE DE COORDINATION DU CONTRÔLE INTERNE GROUPE

COMPOSITION

PRÉSIDENT
• Le Président du Comité de Direction Générale Groupe, et en son absence, le Contrôleur Général Groupe.

MEMBRES PERMANENTS
• Le Directeur Général Délégué en charge des Finances Groupe ;
• Le Contrôleur Général Groupe ;
• Le Responsable des Risques Groupe ;
• Le Responsable des Finances et Participations ;
• La Responsable de la Compliance Groupe ;
• Le Responsable du Contrôle Permanent Groupe.

SECRÉTAIRE DU COMITÉ
• La Responsable de la Compliance Groupe.

MEMBRES ASSOCIÉS
• Le Pôle Gouvernance et Développement Groupe ;
• Le Comité pourra s'adjoindre, à sa discrétion, toute personne membre ou non membre de BMCE Bank ou du Groupe, en fonction des questions inscrites à l'ordre du jour.

PERIODICITE

Trimestrielle et chaque fois que nécessaire.

TRAVAUX DU COMITÉ DE COORDINATION DU CONTRÔLE INTERNE GROUPE EN 2014

Le Comité de Coordination du Contrôle Interne Groupe s'est réuni en 2014 avec comme principaux points à l'ordre du jour, (i) la validation de sa charte de fonctionnement, (ii) l'actualisation et la mise en cohérence des chartes des Comités issus du Conseil d'Administration et du Comité de Direction Générale Groupe dont les missions sont liées au système de contrôle interne du Groupe, outre (iii) le bilan d'étape sur le déploiement pilote du dispositif de Contrôle Permanent des services spécialisés, notamment l'acquisition d'un outil informatique relatif au Contrôle Permanent, visant la prévention du risque dans le cadre d'un Plan SI.

MISSIONS

Emanant du Comité de Direction Générale Groupe, le Comité de Coordination du Contrôle Interne Groupe l'assiste en matière de gestion et suivi effectifs et opérationnels des dispositifs de contrôle mis en place sur le périmètre Groupe. A ce titre, le Comité :

• Veille, en permanence, au fonctionnement global et effectif des dispositifs de contrôle interne au niveau du Groupe.

• Veille à la cohérence et l'homogénéisation des éléments constitutifs des dispositifs de contrôle interne et des moyens de leur mise en œuvre (procédures, outils de contrôle interne...), des règles qui assurent l'indépendance de ces dispositifs vis-à-vis des unités opérationnelles et des différents niveaux de responsabilité du contrôle de 1er et 2ème niveau.

• Veille à ce que les niveaux d'autorité, de responsabilité et les domaines d'intervention des entités opérationnelles, de la Banque et de ses filiales, sont clairement précisés et délimités moyennant des procédures d'exécution des opérations.

• Prend les mesures nécessaires pour remédier, en temps opportun, à toute carence ou insuffisance relevée, tout en veillant à l'application effective des recommandations pour combler les lacunes ou insuffisances décelées dans le système de contrôle interne de la Banque et des filiales du Groupe.

• Réexamine périodiquement le manuel de contrôle interne, de la Banque et de ses filiales, en vue d'adapter ses dispositions aux prescriptions légales et réglementaires ainsi qu'à l'évolution des activités et des lignes de métiers du Groupe.

• Coordonne la formalisation du rapport annuel sur le contrôle interne au regard des dispositions réglementaires et veille au respect des principes d'interaction des travaux des filières participantes à son élaboration.

• Analyse les Reportings de contrôle et examine les principaux dysfonctionnements relevés et soumet au Comité de Direction Générale Groupe, les actions jugées nécessaires pour réduire au mieux les risques.

• Coordonne le processus d'élaboration des plans annuels des contrôles permanents, de conformité de la Banque et des filiales du Groupe et veille à leur réalisation et mise à jour.

• Suit régulièrement la pertinence des systèmes d'information comptable et de traitement de l'information de la Banque et de ses filiales au regard des objectifs généraux de prudence, de sécurité et de conformité aux normes comptables en vigueur.

• Veille au maintien des systèmes d'information et de communication efficaces, fiables et adaptés, couvrant l'ensemble des activités significatives et risques encourus, mesurant et surveillant en permanence, aussi bien sur base individuelle que consolidée, l'exposition aux différents risques.

• Suit de près le dispositif de contrôle de la comptabilité, en veillant à la qualité, à la fiabilité et à l'exhaustivité des données comptables et financières et des méthodes d'évaluation et de comptabilisation ainsi qu'à la disponibilité de l'information au moment opportun.

BMCE Bank
et ses actionnaires

LE TITRE BMCE BANK

EVOLUTION DU CAPITAL

	Nature de l'opération	Nombre d'actions émises	Augmentation de capital en dh	Capital social après augmentation
1990	Souscription en numéraire	1 200 000	120 000 000	500 000 000
1991	Attribution d'actions gratuites	750 000	75 000 000	575 000 000
1991	Souscription en numéraire	1 750 000	175 000 000	750 000 000
1992	Attribution d'actions gratuites	750 000	75 000 000	825 000 000
1992	Souscription en numéraire	1 750 000	175 000 000	1 000 000 000
1996	Attribution d'actions gratuites	2 857 142	285 714 200	1 285 710 000
1996	Souscription réservée aux institutionnels étrangers	1 369 394	136 939 400	1 422 653 600
2000	Attribution d'actions gratuites	1 443 194	144 319 400	1 587 513 900
2010	Souscription en numéraire-réservée au Groupe CM-CIC	10 712 000	107 120 000	1 694 633 900
2010	Souscription en numéraire-réservée aux salariés du Groupe	2 500 000	25 000 000	1 719 633 900
2012	Souscription en numéraire-réservée aux actionnaires de référence	7 500 000	75 000 000	1 794 633 900

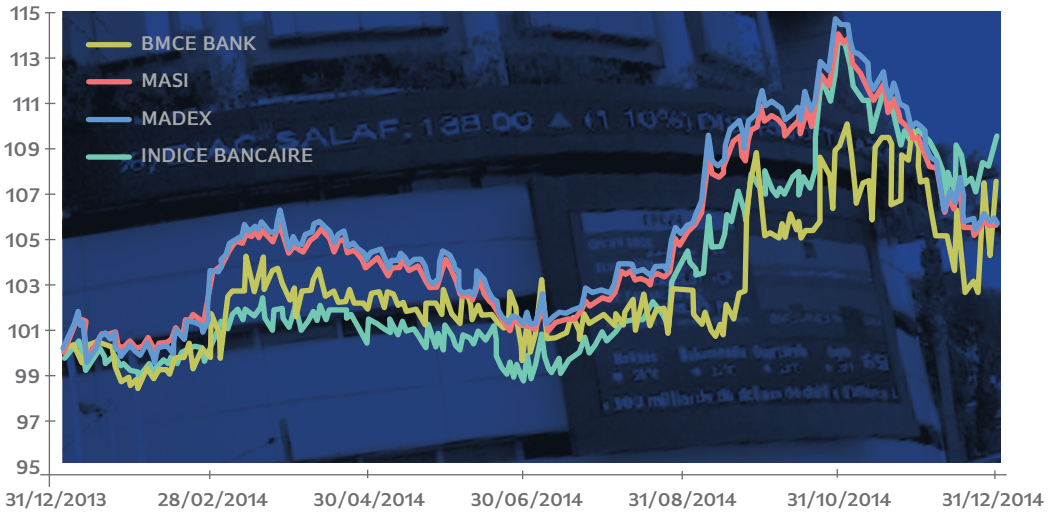
EVOLUTION DE L'ACTIONNARIAT

ACQUISITIONS DE PARTS DE CAPITAL Année	Actionnaire	Nombre de titres	Part du capital	Prix d'acquisition par action en MAD
2000	Banco Espirito Santo	400 113	2,52%	670
2001	Commerzbank	800 000	5,04%	450
	Union Bancaire Privée	184 200	1,16%	425
2002	Finance.com	652 210	4,11%	420
	Interfina	489 914	3,09%	Divers cours - MO
2003	Finance.com	800 107	5,04%	400
	Programme de rachat	795 238	5,01%	400
	OPV réservée aux salariés du Groupe	750 000	4,72%	400
	Al Wataniya	250 000	1,57%	400
2004	Finance.com	792 169	4,99%	400
	Crédit Industriel et Commercial	1 587 514	10,00%	500
	Morgan Stanley	476 000	3,00%	445
2005	OPV réservée aux salariés du Groupe	530 129	3,34%	525
2006	Programme de rachat	448 142	2,82%	Divers cours - M
	BES / FUNDO PENSOES	400 402	2,52%	985
2007	Caja de Ahorros del Mediterraneo	793 757	5,00%	1869.15
	Programme de Rachat	327 670	2,06%	2750
2008	CIC	800 000	5,04%	3000
	BFCM	23 875 040	15,04%	270
	Programme de Rachat	-	3,11%	Divers cours
2009	BFCM	7 778 762	4,90%	290
	Programme de Rachat	5 564 981	3,05%	Divers cours
2010	CDG	12 700 111	8,00%	267
2010	Groupe Crédit Mutuel-CIC	10 712 000	5,00%	235
2010	Salariés du Groupe	2 500 000	1,64%	200
2011	Finance.com	7 937 500	4,62%	200
2012	BES VIDA COMPAHNIA DE SEGUROS SA	4 401 240	2,56%	192
2012	BFCM	2 300 000	1,34%	200
2012	Augmentation de capital réservée (RMAWatanya, Financecom, CIMR, CDG, MAMDA/MCMA, BES, BFCM)	7 500 000	4,36%	200
2013	CDG	2 691 957	1,57%	200
2014	CDG	897 317	0,5%	200

CESSIONS DE PARTS DE CAPITAL Année	Actionnaire	Nombre de titres	Part du capital	Prix de Cession par action en MAD
2001	Nomura	323 597	2,24%	400
2002	Interfina	652 210	4,11%	420
2003	Commerzbank	1 595 345	10,05%	400
	Interfina	750 000	4,72%	400
2004	Commerzbank	792 169	4,99%	400
	Finance.com	1 587 514	10,00%	500
2005	Programme de rachat	664 507	4,19%	Divers cours
	Salariés du Groupe	356 266	2,24%	Divers cours
2006	Salariés du Groupe	367 093	2,31%	Divers cours
	Union Bancaire Privée	132 765	0,84%	Divers cours
	Banco Espirito Santo	400 402	2,52%	985
2007	Programme de Rachat	793 757	5,00%	1869.15
	Salariés du Groupe	327 670	2,06%	2750
	CIMR	115 205	0,73%	Divers cours
2008	CIC	23 875 040	15,04%	270
	Salariés du Groupe	-	1,98%	Divers cours
2009	Programme de Rachat	6 350 000	4,00%	290
	RMAWATANYA	1 428 762	0,90%	290
2010	Programme de Rachat	12 589 826	7,93%	267
2011	Caja de Ahorros del Mediterraneo	7 937 500	4,62%	200
2012	Banco Espirito Santo	397 220	0,23%	192
2012	BES / FUNDO PENSOES	4 004 020	2,33%	192
2012	Finance.com	2 300 000	1,34%	200
2013	Finance.com	2 691 957	1,57%	200
2014	Finance.com	897 317	0,5%	200

Taux de conversion au 31 décembre 2014 , EUR/DH : 10,9695 - USD/DH : 9,0419

EVOLUTION DU TITRE BMCE BANK



En 2014, le titre BMCE Bank s'est apprécié de +7,6% à 220 DH, surperformant le MASI qui se hisse de +5,6% et le MADEX qui gagne +5,7% sur la même période.

De même, l'année 2014 a enregistré une amélioration significative du PER sur une année glissante, passant de 30 en 2013 à 20 à fin décembre 2014, en ligne avec la moyenne du secteur.

PRINCIPAUX INDICATEURS BOURSIERS

	2014	2013
COURS DE CLÔTURE	220 DH	204,5 DH
CAPITALISATION BOURSIÈRE À LA CLÔTURE	39,5MRD DH	36,7 MRD DH
MAXIMUM DE LA PÉRIODE	225 DH	207,9 DH
MINIMUM DE LA PÉRIODE	201,5 DH	137 DH
COURS MOYEN PONDÉRÉ	212,6 DH	191,8 DH
PERFORMANCE DE L'ACTION	+7,6%	+28%
PER	20	29,82
RENDEMENT DES DIVIDENDES	2,00%	1,96%

PRINCIPAUX RATIOS 2014

	LIQUIDITÉ	VOLATILITÉ
6 MOIS	17,7%	16,9%
1 AN	30,9%	13,5%
5 ANS	113,0%	24,8%

PERFORMANCE DU TITRE BMCE BANK 2014

BMCE BANK	MASI	MADEX	INDICE BANCAIRE
7,58%	5,55%	5,73%	9,48%

TABLEAU D'ÉVOLUTION DU COURS ET DES VOLUMES* MENSUELS EN 2014

	Plus haut*	Plus Bas**	Nombre de titres	En capitaux	En nombre de transactions
Janvier	205,5	201,5	184 081	37 257 555	267
Février	208,0	202,0	1 072 388	217 630 866	231
Mars	213,0	204,0	317 345	66 055 659	293
Avril	212,0	208,0	104 315	21 952 350	180
Mai	210,0	207,1	100 418	20 981 169	192
Juin	210,0	204,0	3 258 176	680 787 808	193
Juillet	211,0	204,6	66 498	13 868 280	119
Août	210,0	206,3	110 945	23 126 008	112
Septembre	222,5	206,0	476 974	100 845 519	463
Octobre	223,0	215,0	429 915	93 746 265	352
Novembre	225,0	216,6	125 353	27 657 429	229
Décembre	224,0	210,0	5 318 046	1 139 160 910	374

*Marché Central
**Les extrémums sont déterminés sur la base des cours de clôture

PROGRAMME GDR

Au cours de l'exercice 1996, BMCE Bank avait procédé à une augmentation de capital à travers l'émission de USD 60 millions d'actions GDRs (*Global Depositary Receipts*) cotées à la Bourse de Londres. L'objectif de cette opération visait en premier lieu une internationalisation plus grande du capital de BMCE Bank, lui conférant une assise plus importante comparativement à d'autres banques des marchés émergents.

PROGRAMME GDR À FIN DÉCEMBRE 2014

Type de GDR	Reg S*
Ticker	BMED
Nombre de titres	1 409 370

Type de GDR	144 A**
Ticker	69IR
Nombre de titres	180

(*) Reg S : GDRs qui peuvent être détenus par des porteurs (personnes physiques ou morales) à l'extérieur des Etats-Unis.

(**) 144 A : GDRs qui sont uniquement réservés aux investisseurs qualifiés aux Etats-Unis, connus sous « QIBs » - *Qualified Institutional Buyers*. Les QIBs sont des institutions qui détiennent pour leur propre compte au moins USD 100 millions de titres. Les QIBs ne peuvent pas être des personnes physiques.

DROITS DES ACTIONNAIRES

L'actionnaire, en tant que détenteur d'un titre de capital, est directement associé de la société. Le montant nominal de l'action ne peut être inférieur à cinquante dirhams. Toutefois, pour les sociétés dont les titres sont inscrits à la cote de la bourse des valeurs, le minimum du montant nominal est fixé à dix dirhams. Les droits attachés à l'action concernent la communication d'information, la contribution à la bonne marche de la société par la participation aux décisions collectives ainsi que le droit aux bénéfices.

Un droit de communication et d'accès à l'information

Des mesures de publicité et d'information sont prescrites pendant la durée d'existence de la société pour informer les détenteurs de titres, quel que soit le niveau de leur participation dans le capital, des actes importants de la vie sociale, et notamment de tout fait nouveau de nature à provoquer une variation du cours de la Bourse.

Par ailleurs, l'actionnaire dispose d'un droit de communication permanent et temporaire. Par conséquent, les comptes annuels des trois derniers exercices doivent à tout moment pouvoir être mis à la disposition des actionnaires au siège de leur société.

Chaque année, outre les comptes sociaux, le rapport annuel, le rapport des Commissaires aux Comptes, la liste des Administrateurs et le projet d'affectation des résultats de l'exercice écoulé doivent être rendus disponibles au moins quinze jours avant l'Assemblée Générale Ordinaire.

Dans les sociétés faisant appel public à l'épargne, le rapport de gestion du Conseil d'Administration doit mettre en avant la valeur et la pertinence des investissements entrepris par la société ainsi que leur impact prévisible sur son développement.

Il y est également fait mention selon les cas des risques inhérents auxdits investissements. Par ailleurs, il indique et analyse les risques et évènements connus de la direction ou de l'administration de la société qui sont susceptibles d'exercer une influence favorable ou défavorable sur sa situation financière.

En outre, les actionnaires ont la possibilité d'interroger les dirigeants lors de l'Assemblée ou de poser préalablement des questions écrites au Conseil d'Administration.

Un droit de vote

Tout actionnaire a le droit de participer aux décisions collectives par personne ou par mandataire interposé – exclusivement, un autre actionnaire, un ascendant ou descendant ou le conjoint – hormis dans l'hypothèse de la détention de certificats d'investissement ou d'actions à dividende Prioritaire privés de droit de vote.

Lors de l'Assemblée Générale, le principe est celui d'une voix par action ordinaire détenue. Le droit de vote doit s'exercer au moins une fois par an à l'occasion de l'Assemblée Générale Ordinaire, laquelle vient statuer sur les comptes de l'exercice.

Par ailleurs, les Assemblées Extraordinaires permettent aux actionnaires d'approuver les modifications du pacte social, notamment les augmentations ou réductions de capital et les conditions d'une fusion.

Lors de chaque Assemblée, un ou plusieurs actionnaires représentant au moins 5 % du capital social ont la faculté de requérir l'inscription d'un ou plusieurs projets de résolution à l'ordre du jour de ces Assemblées.

Un droit au dividende

Chaque détenteur d'actions a le droit à la répartition des résultats sociaux sous la forme d'un dividende dans la mesure où des bénéfices distribuables ont été réalisés et que leur distribution a été décidée en Assemblée Générale.

Le bénéfice distribuable est constitué du bénéfice net de l'exercice diminué des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve et augmenté du report bénéficiaire des exercices précédents.

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tout amortissement et provision, constituent les bénéfices nets ou à l'inverse les pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices nets de chaque exercice, diminués le cas échéant des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent (5%) aux fins de constituer le fonds de réserve légale ; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale se situe en deça de cette fraction.

Le solde, augmente le cas échéant, des reports bénéficiaires, constitue le bénéfice distribuable sur lequel est attribué le premier dividende. L'Assemblée Générale a, ensuite, la faculté de prélever les sommes qu'elle estime opportun de fixer, pour les affecter à la dotation, de tous les fonds de réserves facultatives ordinaires ou extraordinaires, aux fins d'attribuer tout superdividende ou de les reporter à nouveau, l'ensemble, dans la proportion qu'elle détermine.

En outre, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves facultatives, soit pour en extraire un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle. Dans une telle hypothèse, la décision doit indiquer expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont opérés. Les pertes, s'il en existe, sont, après approbation des comptes par l'Assemblée Générale Annuelle, inscrites à un compte spécial en vue d'être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs, jusqu'à leur apurement. Les dividendes sont affectés d'une prescription quinquennale.

RUBRIQUE	Exercice	Résultat Social	Résultat Maroc	Variations
	2014			
Résultat Maroc	965,1			+14,5%
Résultat Social	1 203			+8,5%
Total Dividendes	789,6	65,6%	81,8%	
Dividende Par Action (*)	4,4			
	2013			
Résultat Maroc	842,8			+34%
Résultat Social	1 109			+56%
Total Dividendes	717,8	64,7%	85,2%	
Dividende Par Action (*)	4			
	2012			
Résultat Maroc	628,5			+20,24%
Résultat Social	713,1			+30,92%
Total Dividendes	592,2	83,05%	94,23%	
Dividende Par Action (*)	3,3			

(*) Split de l'action en 2008 passant d'une valeur nominale de 100 DH à 10 DH.

RELATIONS INVESTISSEURS

Compte tenu (i) du développement accéléré du Groupe à l'international, (ii) de l'intérêt croissant des investisseurs étrangers pour le Maroc en tant que *Frontier Market*, et (iii) de l'entrée en vigueur des nouvelles exigences réglementaires (Bâle III, et Full IFRS BMCE Bank étant la seule valeur marocaine cotée sur deux places financières européennes Londres et Luxembourg), BMCE Bank a renforcé le volet des Relations Investisseurs avec la tenue de plus d'une vingtaine de réunions *One-on-One* avec des investisseurs étrangers au Siège de la Banque. Notons qu'en 2014, la base investisseurs de BMCE Bank a presque quadruplé passant de 40 à 150 contacts.

Pareillement, la Banque a été représentée lors des conférences investisseurs « *One-on-One/ Few-to-One* » organisées par les banques d'affaires, aussi bien nationales qu'internationales. Ainsi, BMCE Bank a pris part à (i) la première édition de « *First One-on-One : Equity Conference Morocco* » organisée par CFG Group, (ii) « *MENA & Frontier Market Conference 2014* » organisée par *Bank of America Merrill Lynch*, et (iii) « *Frontier Markets Conference 2015* » organisée par Morgan Stanley et Auerbach Grayson.

La communication financière a consolidé ses relations avec les agences de notation, accompagné et suivi des rapports de rating de BMCE Bank. Le Groupe a sollicité Fitch en tant que 2ème agence de notation avec Moody's dans le cadre de l'émission de l'Eurobond en 2013.

2014 fut également l'année du renforcement des relations médias et opinion publique et de l'optimisation d'une stratégie de contenu ainsi que son exploitation dans des actions presse et web, dans le but de préserver l'image de l'entreprise.

Durant cette année, les relations médias ont également été renforcées à travers le développement d'un relationnel étroit avec la presse, la production de contenus (présentations, articles, communiqués et dossiers de presse) pouvant être exploités sur le site web, les réseaux sociaux et dans les communiqués, et l'élaboration d'outils d'analyse.

LE RATING DE BMCE BANK

Moody's Juin 2015	Fitch Août 2015	Capital Intelligence Août 2015
DEPOTS BANCAIRES EN DH : BA1/NP DEPOTS BANCAIRES EN DEVISES : Ba2/NP SOLIDITE FINANCIERE : D PERSPECTIVES : STABLES « La stabilisation de la perspective de notation reflète notre point de vue de la stabilisation de l'environnement économique combinée à l'amélioration de la qualité des actifs du portefeuille subsaharien réduisant la pression potentielle sur la capacité limitée de perte d'absorption de la Banque. La stabilisation intègre également notre évaluation de la croissance plus sélective des crédits de la Banque, qui se concentre de plus en plus sur le segment Retail et des PME, et réduire ainsi progressivement la concentration du portefeuille ».	DÉPÔTS LONG-TERME EN DEVISES : BB+ DÉPÔTS COURT-TERME EN DEVISES : B DÉPÔTS LONG-TERME EN DH : BBB- DÉPÔTS COURT-TERME EN DH : F3 NOTE DE VIABILITÉ : b+ PERSPECTIVES : STABLES « La rentabilité de BMCE Bank est saine et à la hausse par rapport aux peers. Fitch prévoit que cette tendance se pousuive, tirée par les activités en Afrique subsaharienne de BMCE Bank et des économies de coûts à réaliser au niveau de BOA ».	DÉPÔTS COURT- TERME EN DEVISES : A3 DÉPÔTS LONG-TERME EN DH : BBB - SOLIDITE FINANCIERE : BBB- SUPPORT : 2 PERSPECTIVES : STABLES « BMCE occupe un bon positionnement dans le secteur bancaire marocain, en détenant une part importante des actifs, des dépôts et crédits. Elle est troisième en termes de part de marché crédits et dépôts au Maroc. La rentabilité de BMCE Bank s'est à nouveau améliorée en 2014 et ce, grâce à l'évolution de la marge d'intérêt. Les charges d'exploitation continuent d'être bien maîtrisées ».

AGENDA DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE 2015

Janvier

Tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire des obligataires le 23 janvier 2015

Mars

Tenue du Conseil d'Administration le 21 mars 2015
Publication du communiqué de presse au 31 décembre 2014
Publication des états de synthèse annuels en IFRS au 31 décembre 2014
Rencontre avec les analystes et la presse : Présentation des performances de BMCE Bank à fin décembre 2013

Mai

Tenue de l'Assemblée Générale Mixte le 26 Mai 2015

Août

Publication du Rapport Abrégé multilangues 2014 (Arabe, Amazigh, Français, Anglais et Espagnol)

Septembre

Publication du Rapport Annuel et du Rapport RSE 2014 en Français
Tenue du Conseil d'Administration
Publication du communiqué financier semestriel 2015
Publication des états de synthèse semestriels 2015 en IFRS
Rencontre avec les analystes et la presse : Présentation des performances de BMCE Bank à fin juin 2015

Octobre

Publication du Rapport Annuel et RSE 2014 en Anglais

Novembre

Publication du Rapport Annuel et du Rapport RSE 2014 en arabe

Organisation de la Gestion des Risques

ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Les Instances Relevant du Dispositif de Contrôle

BMCE Bank dispose d'un Contrôle Général Groupe mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Pôle Risques Groupe

Le Pôle Risques Groupe veille à la maîtrise des risques de crédit, de marché et opérationnels en contribuant activement à :

• La définition de la politique des risques du Groupe BMCE Bank ;

• La mise en place d'un système de contrôle des risques liés aux crédits, aux opérations de marchés et aux risques opérationnels ;

• La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

Le Pôle Risques Groupe est composé de trois entités :

• La Direction Management des Risques Groupe

• La Direction Analyse des Engagements

• La Direction Surveillance des Engagements

Les Instances de Gouvernance

Comité Risques Groupe

Le Comité des Risques du Groupe BMCE Bank est une instance émanant du Conseil d'Administration de BMCE Bank, dont les prérogatives sont élargies aux filiales directes et indirectes intégrées dans le périmètre de Consolidation du Groupe.

Ce Comité assiste le Conseil d'Administration en matière de stratégie et de gestion des risques, notamment en veillant à ce que la stratégie globale des risques soit adaptée au profil de risque de la Banque et du Groupe, au degré d'aversion aux risques, à son importance systémique, à sa taille et à son assise financière.

Comité d'Audit et de Contrôle Interne Groupe

Le "Comité d'Audit et de Contrôle Interne" (CACI) est une instance émanant du Conseil d'Administration de BMCE Bank, dont les prérogatives concernent aussi bien la Banque que les filiales et autres entités intégrées dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Le CACI assiste le Conseil d'Administration en matière de contrôle interne en veillant à ce que :

• Le système de contrôle interne et les moyens mis en place soient :

- cohérents et compatibles de manière à permettre la surveillance et la maîtrise des risques au niveau de la Banque et la production des informations requises par le Régulateur ;

- adaptés à l'organisation de la Banque ainsi qu'aux activités des entités contrôlées.

• Les informations financières destinées au Conseil d'Administration et aux tiers soient fiables et exactes, de nature à ce que les intérêts légitimes des actionnaires, des déposants et des autres parties prenantes soient préservés ;

• L'examen des comptes sociaux soit réalisé avant leur soumission au Conseil d'Administration.

Comité de Direction Générale Groupe

Le Comité de Direction Générale Groupe est présidé par l'Administrateur Directeur Général Exécutif Groupe, et regroupe l'Administrateur et Président Directeur Général de RM Experts, les Directeurs Généraux Délégués, le Président du Directoire de BMCE Capital, le Conseiller auprès de la Direction Générale et le Contrôleur Général Groupe.

Y siègent également les autres Directeurs Généraux Adjoints de BMCE Bank, ainsi que les Responsables des Pôles Risques Groupe, Finances et Participations, Gouvernance et Développement Groupe, Compliance Groupe, et Capital Humain Groupe.

Le Comité de Direction Générale Groupe est en charge de la déclinaison en actions et mesures opérationnelles des orientations stratégiques du Groupe et de leur suivi.

Ce Comité, dont la périodicité est hebdomadaire, a pour principales missions le pilotage de l'activité de la Banque, la conduite des dispositifs de contrôle interne et de gestion des risques, le suivi du volet RH, la politique de communication commerciale, institutionnelle et financière.

Comité de Pilotage & Gestion des Risques Groupe

Issu du Comité de Direction Générale du Groupe BMCE Bank, le Comité de Pilotage et Gestion des Risques Groupe l'assiste en matière de gestion et suivi effectifs et opérationnels du (de la) :

• Dispositif de pilotage des risques du Groupe,

• Cohérence des activités du Groupe avec les Politiques des risques et limites fixées.

Ce Comité s'assure de l'efficience du dispositif de pilotage des risques du Groupe BMCE Bank et de son adéquation avec la politique de gestion des risques définie sur les volets risques de Crédit, Marché et Opérationnels.

Comités de Crédit

• **Comité de Crédit Sénior**

Il est présidé par le Président Directeur Général de la Banque et vice présidé par l'ADG Exécutif. Il est spé-

cialisé par marchés, l'un en charge de l'Entreprise et la Grande Entreprise et l'autre des Particuliers & Professionnels. Ces comités se réunissent deux fois par semaine et regroupent les seniors managers de la Banque.

• Le Comité de Crédit Régional

Le Comité de Crédit Régional (CCR) est tenu une fois par semaine. Les dates de tenue du CCR sont décidées par le Directeur Régional de chaque Région et communiquées à l'ensemble des membres.

Comité de Déclassement

Dans le cadre du suivi du portefeuille, ce comité (normal et restreint) se réunit mensuellement afin d'examiner les comptes en anomalies et transférer les créances litigieuses vers les catégories de créances en souffrance correspondantes.

Aussi, des Comités de Recouvrement & Comptes en Anomalies ont été instaurés au niveau des Régions, et se réunissent mensuellement.

RISQUE DE CRÉDIT

L'activité de crédit s'inscrit dans le cadre de la politique générale de crédit approuvée par les hautes instances du Groupe. Parmi les principes directeurs énoncés figurent les exigences du Groupe en matière de déontologie, d'attribution des responsabilités, d'existence et de respect des procédures et de rigueur dans l'analyse du risque. Cette politique générale est déclinée en politiques et en procédures spécifiques adaptées à la nature des activités et des contreparties.

Procédure de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en œuvre au sein de BMCE Bank s'articule autour de deux approches :

1- Une approche standardisée pour les produits aux particuliers faisant l'objet de *Product Programs* qui définissent, par produit, les règles de gestion des risques régissant la commercialisation du produit. Cette approche s'articule autour de deux piliers :

a) L'utilisation d'une fiche d'autocontrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée.

Cette fiche d'autocontrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit.

b) Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises aux processus de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.

2- Une approche individuelle en fonction des spécificités et des besoins des entreprises qui repose sur trois principes directeurs :

- La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque du client ;

- La délégation du pouvoir d'approbation à des individus *intuitu personae* sur la base de leur expérience, jugement, compétence, éducation et formation professionnelle ;

- L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes (Troïka).

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité de Crédit Senior ou du Président de la Banque est sollicitée.

Le Pôle Risques Groupe veille à la qualité de gestion des risques et au respect des règles et procédures internes.

A noter également qu'un contrôle indépendant de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe et les Auditeurs Externes.

Diversification par Contrepartie

Évaluée en tenant compte de l'ensemble des engagements portés sur un même bénéficiaire, la diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque de la Banque.

Les éventuelles concentrations font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives.

Diversification Sectorielle

La diversification sectorielle du portefeuille de crédit fait également l'objet d'une attention particulière, soutenue par une analyse prospective permettant une gestion dynamique de l'exposition de la Banque. Elle s'appuie sur des études de l'évolution des secteurs et identifiant les facteurs qui expliquent les risques encourus par leurs principaux acteurs. Dans ce cadre, des limites sectorielles sont mises en place au sein de la Banque permettant une allocation optimale des fonds propres par secteur d'activité.

Surveillance et pilotage

Le Pôle Risques Groupe assure, au niveau du Groupe BMCE Bank, des missions de prévention et de surveillance permanente des risques de crédit.

Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le Pôle est amené à :

• Surveiller la régularité des engagements : conformité à l'objet du crédit et respect des cotes autorisées, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus… ;
• Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
• Suivre avec le Réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles) ;
• Déterminer les dossiers éligibles au déclassement, au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance ;
• Suivre en permanence les indicateurs de risque de crédit : créances saines, créances sensibles et créances en souffrance en précisant les provisions, le taux de sinistralité et le taux de couverture.

Contrôle des comptes à risques

Les comptes à risques représentent un risque susceptible de s'aggraver ultérieurement, engendrant ainsi un coût pour la Banque. Ils sont constitués des engagements qui présentent, soit une dégradation avérée de la qualité des risques identifiée par des critères quantitatifs, soit une dégradation potentielle des risques identifiée par des critères qualitatifs. L'appréciation, l'intervention et la complémentarité entre les Filières Commerciales et Risques demeurent déterminantes dans l'identification des critères nécessitant une inscription parmi les comptes à risques.

La responsabilité du suivi, au jour le jour, de ces risques incombe à la Filière Commerciale. Toutefois, la détection de ces comptes à risques sur base mensuelle est de la responsabilité de la Filière Risques.

Dès la constatation de ces risques caractérisés et certains, la Filière Risques demande des explications à la Filière Commerciale. Cette dernière met en œuvre tous les moyens à sa disposition afin d'assurer la récupération de la créance.

Créances en souffrance

A l'occasion de la revue périodique, mensuelle, du portefeuille de la Banque et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de suivi des comptes à risques et comité de déclassement et ce, sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes sains à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provisionnement.

Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général Groupe, les Auditeurs Externes, le Comité d'Audit et de Contrôle Interne et le Comité Risques Groupe.

DISPOSITIF DE NOTATION INTERNE

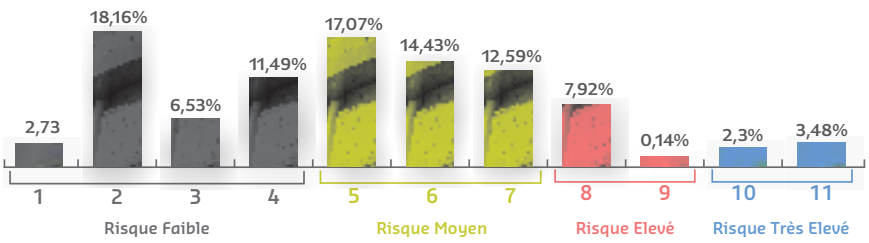
La Banque dispose d'un outil de notation interne couvrant le périmètre Groupe BMCE Bank (y compris les filiales locales).

Cet outil a pour objectif d'ancrer opérationnellement la notation interne dans les processus Métiers de la Banque et de ses filiales (exemple : utilisation de la notation pour le système de délégation, la tarification, le ciblage commercial et marketing) en facilitant par ailleurs la prise de décision d'octroi de crédit.

DESCRIPTION DES CARACTERISTIQUES DE LA GRILLE DE NOTATION INTERNE PAR CLASSES DE RISQUE

	CATÉGORIE	CLASSE	DÉFINITION
Investment grade	Risque restreint	1	Extrêmement stable à court et moyen terme ; très stable à long terme ; solvable même après de graves bouleversements
		2	Très stable à court et moyen terme; stable à long terme ; solvabilité suffisante même lors d'évènements néfastes persistants
		3	Solvable à court et moyen terme même après de grosses difficultés ; de légers développements néfastes peuvent être absorbés à long terme
		4	Très stable à court terme ; aucune modification menaçant le crédit attendue dans l'année à venir ; substance suffisante à moyen terme pour pouvoir survivre ; évolution à long terme encore incertaine
	Risque moyen	5	Stable à court terme ; aucune modification menaçant le crédit attendue dans l'année à venir ; ne peut absorber que des petits développements néfastes à moyen terme
		6	Capacité limitée à absorber des développements néfastes inattendus
		7	Capacité très limitée à absorber des développements néfastes inattendus
Sub-investment grade	Risque élevé	8	Faible capacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Tout changement des conditions économiques et commerciales interne et externe rendra difficile le respect des engagements
		9	Incapacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Le respect des engagements est lié à l'évolution favorable des conditions commerciales et économiques internes et externes
	Risque très élevé	10	Très fort risque de défaillance, incapacité de remboursement des intérêts et du principal à temps. Défaut partiel de paiement des intérêts et du capital
		11	Défaut total de paiement des intérêts et du capital

REPARTITION DES ENGAGEMENTS PAR CLASSE DE RISQUE EN DÉCEMBRE 2014



Scoring des Particuliers

Le *Scoring* des particuliers consiste en la modélisation statistique du défaut et des comportements à risque de ce portefeuille de clientèle.

Ainsi, une grille de score comportemental pour les clients Salariés détenteurs d'un prêt à la consommation est affichée au niveau de la GRC avec des commentaires explicatifs de la cotation. Elle est mise à jour quotidiennement.

Aussi, une grille de score d'octroi spécifique couvre également les particuliers détenteurs d'un crédit immédiat conventionné.

Enfin, des scores comportementaux pour les professionnels et les MRE ont été développés.

POLITIQUE DE COUVERTURE ET D'ATTÉNUATION DES RISQUES

Les Garanties et Sûretés

Pour la clientèle des particuliers, la Banque requiert pour toute demande de crédit une domiciliation de salaire irrévocable. Les crédits immobiliers sont de surcroît garantis par l'hypothèque en premier rang du bien acquis. Par ailleurs, pour les crédits octroyés aux salariés des entreprises clientes de la Banque dans le cadre de conventions, la Banque dispose d'une garantie morale de l'employeur.

Pour la clientèle des entreprises, la politique des garanties repose sur l'analyse détaillée des contreparties et des risques encourus. Généralement, la couverture du risque de crédit des grandes entreprises s'opère à travers la présentation de garanties extrinsèques à chaque affaire. Néanmoins, pour certains clients *Corporate*, la Banque détient des garanties (réelles ou des cautions bancaires).

Pour les PME et les TPE, la garantie d'usage est appuyée par le recours systématique à la garantie de la Caisse Centrale de Garantie (CCG).

En ce qui concerne le financement des projets, tout actif physique financé est pris en garantie. De plus des cautions des fonds de garantie sont requises en fonction de la taille du projet et du secteur d'activité.

Répartition des Engagements

Le dispositif de gestion du risque de concentration de la Banque repose sur des mesures quantitatives des différents types de risque de concentration et leur confrontation à leurs limites respectives (par secteur d'activité, groupe de contrepartie....).

Cette stratégie, validée par les instances décisionnelles de la Banque, est revue sur une fréquence semestrielle.

Limites de Concentration Sectorielle

BMCE Bank a mis en place, une méthodologie de détermination et de gestion des limites sectorielles.

Cette démarche est fondée sur un modèle statistique se basant particulièrement sur le taux de défaillance historique et le nombre de contreparties par secteur d'activité et par classe de risque (notation interne).

Le modèle permet aussi de calibrer les enveloppes à allouer à chaque secteur d'activité compte tenu du plan de développement de la Banque et de la sinistralité sectorielle. Cette démarche adoptée par le Pôle Risques Groupe est complétée par la mise en œuvre de *back Testing* du modèle semestriellement.

La revue des limites sectorielles est réalisée semestriellement en concertation avec la filière commerciale et le Centre d'Intelligence Economique de la Banque qui apportent leur vision métier et chiffrage des perspectives macroéconomiques et sectorielles.

Limites de Contrepartie

Les limites sur les contreparties se gèrent selon deux approches dont les fondements, les principes et les méthodologies diffèrent :

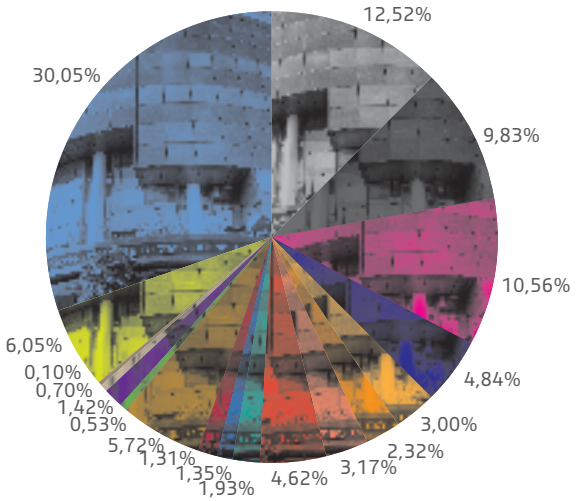
• Pour les crédits non formatés, les limites de contrepartie sont arrêtées par les instances de décision en fonction des besoins des clients et des risques encourus.

Le plafond maximum est fixé à hauteur de 20% des Fonds Propres.

• Pour les crédits formatés, les limites de contrepartie pour ce type de crédit sont prévues par le *Product Program*.

Répartition des Engagements par Secteur

L'exposition de l'encours des engagements du Groupe à fin décembre 2014 par rapport aux différents secteurs économiques se répartit comme suit :



- Activités financières
- Promotion immobilière
- Commerces, réparations automobiles et d'articles domestiques
- Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau
- Transport et Communications
- Industries alimentaires et du tabac
- Bâtiments et travaux publics
- Industries métallurgiques, mécaniques, électriques et électroniques
- Hôtels et restaurants
- Industries textiles, de l'habillement et du cuir
- Industries chimiques et para chimiques
- Industries manufacturières diverses
- Industries extractives
- Agriculture, chasse, sylviculture
- Administrations publiques
- Pêche, Aquaculture
- Autres sections
- Retail

Stress tests

Les *Stress tests* sont conduits afin d'apprécier la capacité de la Banque à résister en cas d'évènements extrêmes inattendus. Opérationnellement, ils consistent en des simulations de scenarii de défaut d'un pourcentage de contreparties afin d'en mesurer l'impact sur les provisions et par conséquent sur la rentabilité et les fonds propres prudentiels.

NIVEAU D'EXPOSITION RELATIF AU RISQUE DE CONTREPARTIE CONFORMÉMENT AUX MÉTHODES APPLIQUÉES SUR LES ELÉMENTS HORS BILAN

ACTIFS PONDERES AU TITRE DU RISQUE DE CREDIT	
Type d'exposition	**Actifs pondérés après ARC**
Eléments du bilan	139 952 141
Eléments de Hors - bilan : Engagements de financement	1 994 652
Eléments de Hors - bilan : Engagements de garantie	9 628 793
Risque de contrepartie : Cessions temporaires de titre relevant du portefeuille Bancaire	-
Risque de contrepartie : Cessions temporaires de titre relevant du portefeuille de négociation	401 704
Risque de contrepartie : produits dérivés relevant du portefeuille bancaire	-
Risque de contrepartie : produits dérivés relevant du portefeuille de négociation	396 650
Autres actifs	12 123 640
Risques de règlement - livraison	143 129
Total	**164 640 710**

RISQUES DE MARCHÉ

Le dispositif de gestion des risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank s'inscrit dans le cadre du respect des normes réglementaires telles que définies par les autorités de tutelle et l'application des saines pratiques de gestion des risques de marché définies au niveau international notamment par les accords de Bâle.

Typologies des risques sur Activité de Marché

On distingue quatre typologies de Risques de Marché :

- Risque de taux d'intérêt ;
- Risque sur titre de propriété ;
- Risque de change ;
- Risque sur produits de base ;

Et trois typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque émetteur ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de règlement livraison.

Cartographie des Instruments

La cartographie des produits traités au niveau du portefeuille de négociation du Groupe BMCE Bank se répartit par facteur de risque comme suit :

Produits de change	Change cache
	Change au comptant
	Change à terme
	Dérivés de change
	Swap de change
Produits sur titres de propriété	Titres de propriété
	Dérivés sur actions/indices
	OPCVM Actions
Produits de taux	I- Prêts/Emprunts *corporate* et interbancaires
	Taux fixe (MAD et devises)
	Taux variable (MAD et Devises)
	II- Titres de créances négociables et tires obligatoires
	II-1 Titres souverains (inclus : titres émis par le Royaume du Maroc)
	Taux fixe (MAD)
	Taux Variable (MAD et Devises)
	II-2 Titres émis par des établissements de crédit et entreprises
	Taux fixe (MAD)
	Taux Variable (MAD et Devises)
	III- Prêts/Emprunts de titres
	Prêts/Emprunts de titres
	Repo/reserves repo
	IV- Dérivés de taux
	Swaps de taux
	Future de taux
	Forward Rate Agreement
	V- OPCVM de taux
	OPCVM Monétaire
	OPCVM Obligataire
Produits sur matières premières dérivés de crédit	Futures sur matières
	Options sur futures sur matières premières
	Crédit *default Swaps* (CDS)
	Crédit *Linked Note* (CLN)

Dispositif de Gestion des Risques de Marché

GOUVERNANCE

Les principaux acteurs du dispositif de gestion des risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank sont :

• La Direction Générale qui met en œuvre les stratégies et politiques en matière de gestion des risques de marché approuvées par le Conseil d'Administration ;

• Le Comité Risques Groupe qui s'assure de l'efficience du dispositif de pilotage des risques sur opérations de marché du Groupe BMCE Bank et de son adéquation avec la politique de gestion des risques du Groupe ;

• Le département Risques de Marché Groupe qui assure le pilotage et la surveillance des risques sur opérations de marché initiées par les différentes entités du Groupe ;

• Les *Risk Management Units* des entités du Groupe BMCE Bank qui assurent un contrôle de premier niveau des activités de marché au sein de leur entité et adressent des *Reportings* au Risques de Marché Groupe ;

• L'audit Interne qui s'assure de la mise en œuvre du dispositif de gestion des risques de marché ainsi que du respect des procédures en rigueur.

Description du Dispositif de Gestion des Risques de Marché

Le dispositif de gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank s'articule autour de trois axes principaux :

• Gestion des Limites ;

• Suivi des indicateurs de risques de Marché ;

• Consommation en Fonds Propres.

Gestion des limites

• Limites de contrepartie sur opérations de marché

Le processus d'octroi des limites par contrepartie et de demande de dépassement sur opérations de marché est régi au sein du Groupe BMCE Bank via un système de délégation des pouvoirs encadré par des procédures différenciées suivant le type de contrepartie. Le suivi des limites octroyées et des dépassements sur les contreparties est assuré quotidiennement au niveau individuel par le *Risk Management Unit* de chaque entité du Groupe BMCE Bank ainsi qu'au niveau consolidé par l'entité Risques de Marché Groupe qui assure le suivi et la consolidation des expositions sur opérations de marché du Groupe.

• Limites de marché

Afin de maîtriser la prise de risque au sein du Groupe BMCE Bank et pour des fins de diversification du portefeuille de négociation, un set de limites de marché a été instauré conjointement entre le Management des Risques Groupe et le *Risk Management Unit* de chaque entité. Ces limites permettent un pilotage optimal des risques de marché à travers l'arbitrage entre les différentes activités de marché.

Les limites de marché instaurées au sein de BMCE Bank se basent sur l'approche Var et se déclinent comme suit :

• Les Limites de *Stop/Loss* ;

• Les limites de positions ;

• Limite globale en VaR ;

• Limite en Exigences en fonds propres ;

• Limites de transactions.

• Limites réglementaires

En sus des limites mises en place en interne, le Groupe BMCE Bank s'assure du respect des limites réglementaires définies par Bank Al-Maghrib telles que :

• La limite sur la position de change par devise qui ne doit excéder 10% des Fonds Propres ;

• La limite sur la position de change globale qui ne doit pas excéder 20% des Fonds Propres.

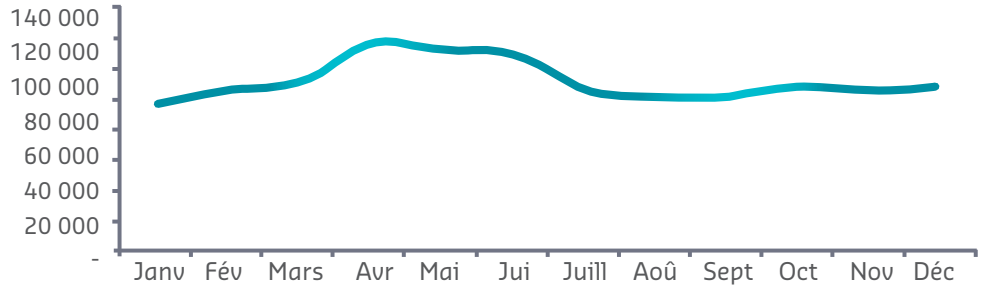
SUIVI DES INDICATEURS DE RISQUES DE MARCHÉ

• Valeur en risque (VaR)

La *Value-at-Risk* est une mesure globale des risques de marché. Elle permet de résumer le risque encouru à travers le calcul de la perte potentielle éventuelle sur un horizon de temps et un degré de probabilité donnés. Contrairement aux indicateurs de risque traditionnels, la valeur en risque combine plusieurs facteurs de risque et mesure leur interaction, prenant ainsi en compte la diversification des portefeuilles.

Un calcul quotidien de la *Value-at-Risk* globale et par classe d'actifs est assuré au niveau du Groupe BMCE Bank à travers un logiciel qui permet le calcul de la valeur en risque et son *backtesting* quotidien suivant plusieurs approches.

Evolution de la VaR (10 jours) Risque Général en 2014



***Stress Testing* par facteur de risque :**

Une batterie de stress tests est simulée quotidiennement pour chaque activité du portefeuille de négociation. Ces *stress tests* se traduisent par la réplication d'une situation extrême au portefeuille actuelle, à travers l'application de scénarios hypothétiques ou par l'identification des situations les plus défavorables pour la Banque.

Les résultats des *Stress Tests* réalisés permettent de mesurer l'impact sur le PNB de la Banque, le niveau des Fonds propres, le ratio de solvabilité ainsi que sur le ratio Tier One.

Par ailleurs, *les stress tests* réglementaires sont réalisés semestriellement tel que défini par la notice technique nº 01-DSB-2012.

CONSOMMATION EN FONDS PROPRES

Le calcul des exigences en Fonds Propres en approche standard au titre des risques de marché est assuré au niveau du Groupe BMCE Bank à travers le logiciel Fermat qui permet d'assurer la production des déclarations réglementaires ainsi que le suivi des exigences en Fonds Propres du portefeuille de négociation du Groupe.

Les exigences en fonds propres consolidés au titre des risques de marché se sont établis a fin décembre 2014 à :

LIBÉLLÉS DES EXIGENCES EN FONDS PROPRES	GROUPE
Exigence en fonds propres sur risque de taux	734 162
Exigence en fonds propres sur risque de variations des titres de propriété	55 510
Exigence en fonds propres sur risque de change	90 862
Exigence en fonds propres sur matières premières	3 672
Total de l'Exigence en fonds propres au titre du risque de marché	884 206
Total des actifs pondérés au titre des risques de marché	11 052 581

MÉTHODE D'EVALUATION DES ELÉMENTS RELEVANT DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION

Produits Obligataires et Monétaires en MAD

Les valeurs de marché sont calculées pour les actifs obligataires et monétaires sur Kondor+ en se basant sur la courbe des taux dirhams publiée par Bank Al-Maghrib et les caractéristiques de chaque transaction.

OPCVM Monétaires et Obligataires

La valorisation des OPCVM est calculée en se basant sur les valeurs liquidatives qui sont réévaluées sur base quotidienne ou hebdomadaire.

Produits de Taux en Devises

Les produits de taux en devises sont valorisés sur Kondor+ en se basant sur les courbes des taux des devises concernées ainsi que les caractéristiques de chaque transaction.

Options de Change

La réévaluation des options de change est effectuée sur la base des données suivantes : courbe des volatilités, courbes des taux (EUR, MAD et USD) et taux de change croisés des trois devises.

La position sur les options de change est intégrée à la position de change globale en méthode "équivalent delta".

Position Globale de Change

La réévaluation des positions n'incluent pas les 0,2% prélevés par Bank Al-Maghrib sur chaque opération *spot*.

Les opérations effectuées en agence se traitent sur la base du *fixing* BMCE Bank (cours non négocié).

L'état final des ordres à exécuter est transmis au *Desk Change* en "J" qui le saisit de suite. En "J+1" au matin, le *Middle Office* reçoit un état comportant les éventuelles modifications des positions du Réseau et procède aux *updates* sur Kondor+.

Juste Valeur Positive des Contrats (Garanties)

Les garanties relatives aux risques de marché concernent les contrats Repos. Il s'agit des titres donnés en pension pour lever des fonds.

RISQUE PAYS

Politique Risque Pays

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

Le risque pays peut aussi résulter de la limitation de la libre circulation des capitaux ou d'autres facteurs politiques ou économiques, il est alors qualifié de risque de transfert. Il peut également découler d'autres risques en liaison avec la survenance d'évènements impactant la valeur des engagements sur le pays concerné (désastres naturels, chocs extérieurs).

Le Groupe BMCE Bank a mis en œuvre une politique risque pays dont l'objectif principal est la mise en place d'un système qui permet d'évaluer, limiter, réduire et si nécessaire suspendre de manière prudente ses engagements sur les pays à haut risque et ce, d'une manière synchronisée à l'échelle du groupe.

La politique adoptée comprend outre la stratégie de prise en charge du Risque Pays, les principes de recensement, de gestion et de contrôle de ces risques ainsi que les structures organisationnelles responsables.

L'élément central de ce dispositif de gestion permettant la prévention du risque est le système de délégation et de limitation des engagements.

Ce système a été conçu de manière à être de plus en plus limitatif au fur et à mesure que le Risque Pays augmente. Ainsi, le niveau d'engagement est calibré en fonction du niveau du Risque Pays, reflété par la notation attribuée à chaque pays, et du pourcentage de fonds propres de chaque entité du Groupe.

Dispositif de gestion du risque pays

Le dispositif risque pays du Groupe BMCE Bank se présente comme suit :

Identification des expositions au risque pays

Les engagements exposés au risque pays sont identifiés au sein du Groupe BMCE Bank à l'initiation d'un crédit. Ces engagements sont classés selon : (i) la catégorie d'emprunteurs (souverains, établissements financier, entreprises...), (ii) leurs maturités (moins d'un mois, moins de 3 mois, sur un an et à plus d'un an) et (iii) les catégories d'opérations réalisées par les lignes métiers et qui se présentent comme suit :

1) Opérations de crédit sur des contreparties étrangères :

- crédits à court, moyen ou long terme à des contreparties étrangères ;

- prêts à des banques étrangères ou à des succursales étrangères ;

2) Opérations sur titres étrangers :

- dotations succursales étrangères ;

- titres de placement ou de participations dans des établissements à l'étranger ;

3) Opérations de marchés induisant des risques sur des contreparties étrangères :

- placements auprès des banques étrangères ;

- nos comptes créditeurs auprès des banques étrangères ;

- comptes débiteurs des correspondants étrangers chez nous ;

- activité change : *spots*, terme, options de change ;

- autres opérations de la salle des marchés en devises comportant des risques sur les contreparties étrangères : actions et obligations étrangères, notes structurées, opérations sur matières premières, *swaps* de taux, ...

4) Opérations de commerce extérieur et garanties diverses :

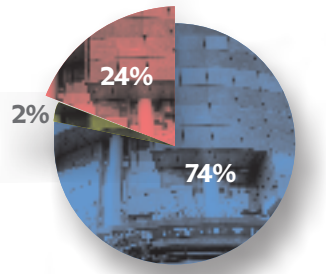
- Crédocs émis par des banques étrangères ;

- avals sur opérations commerciales ;

- cautions ou contre garanties reçues de banques étrangères ;

- cautions ou contre garanties accordées par la Banque d'ordre de non-résidents.

La structure des expositions brutes sur la clientèle du Groupe par grandes zones géographiques à fin 2014 se présente comme suit :



Fin Décembre 2014

Maroc
Europe
Afrique Subsaharienne

Limites Pays

Les limites d'engagements par pays sont fixées au sein du Groupe BMCE Bank en tenant compte de :

- l'appréciation du risque pays encouru à la lumière de la notation interne du pays ;

- la répartition et la diversification du portefeuille de chaque filiale et du Groupe en respectant une concentration maximale par pays en fonction d'un pourcentage de fonds propres prudentiels (FPP).

Ces limites font l'objet d'un suivi permanent, les demandes de dépassements des limites pays sont instruites selon les niveaux de délégation en vigueur.

Stress tests

Les *Stress tests* sont conduits afin d'apprécier la capacité du groupe à résister en cas d'évènements extrêmes inattendus. Opérationnellement, ils consistent en des simulations de scénarios de défaut d'un pourcentage de contreparties non-résidentes dont la finalité est d'en mesurer l'impact sur les provisions et par conséquence sur la rentabilité et les fonds propres prudentiels consolidés du Groupe.

Alertes et provisionnement

Les alertes sur les pays qui présentent un risque de défaut ou de conformité majeur sont partagées par différentes entités du Groupe.

Une revue annuelle est réalisée systématiquement pour évaluer les pays en défaut avéré qui nécessiteraient éventuellement la constitution de provisions.

***Reporting* des expositions par pays**

Le pilotage, le suivi et la surveillance des expositions par pays du Groupe BMCE Bank sont assurés à travers une remontée mensuelle sous forme de *reporting*, provenant des filiales à destination des Risques Groupe.

Ces *reportings* dressent la situation en fin de mois des expositions par pays ventilées par secteurs d'activité, catégories de contrepartie, catégories d'Opérations et maturités ;

RISQUE OPÉRATIONNEL

Politique de Gestion des Risques Opérationnels

Le dispositif de gestion des risques opérationnels, mis en place au niveau du Groupe, a pour ambition de répondre aux objectifs suivants :

• Identification, mesure et évaluation des risques opérationnels ;

• Maîtrise des risques et appréciation des contrôles ;

• Pilotage et suivi de la mise en œuvre des actions préventives et/ou correctives face aux risques majeurs.

Classification

Les risques ou pertes opérationnelles peuvent être analysés et catégorisés dans un cadre normé reposant sur 3 composantes : les causes, les conséquences (impact financier ou autre) et le type d'évènement bâlois.

Liens avec les Risques de Crédit et de Marché

La gestion des risques opérationnels est potentiellement liée à la gestion des risques de crédit et de marché et ce, à deux niveaux :

• Au niveau global, la réflexion sur le niveau global d'aversion au risque de la Banque (et à terme sur l'allocation de Fonds Propres) se doit d'être analysée et suivie « trans-risques ».

• Au niveau détaillé, certains risques opérationnels peuvent être liés directement à la gestion des risques de marché et de crédit.

Organisation de Gestion des Risques Opérationnels

Le cadre permettant la gestion des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank est structuré autour de deux principes directeurs :

• Définir un dispositif cible en cohérence avec l'organisation *Business* du Groupe BMCE Bank et inspiré des meilleures pratiques ;

• Impliquer et responsabiliser les métiers et filiales dans la gestion au quotidien des Risques Opérationnels ;

La gestion des Risques Opérationnels Groupe BMCE Bank fait intervenir quatre entités majeures :

• Le Département Risques Opérationnels Groupe en central BMCE Bank ;

• Le Réseau BMCE Bank ;

• Les Directions Métiers BMCE Bank ;

• Les Filiales.

Des interlocuteurs risques opérationnels ont été désignés au niveau des entités précitées. Il s'agit des :

• Correspondants Risques Opérationnels (CRO) ;

• Coordinateurs Risques Opérationnels (CORO) ;

• Relais Risques Opérationnels (PRO).

Le périmètre de gestion des risques opérationnels concerne également les filiales du Groupe notamment Salafin, Maghrebail, Maroc Factoring, RM Experts, BMCE Capital, Tanger Offshore, BMCE Bank International UK, BMCE Bank International Madrid, la Congolaise des Banques, BMCE Euro Services, et Eurafric Information.

Gouvernance de la Gestion des Risques Opérationnels

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank est structurée en trois Comités Risques Opérationnels :

• Le Comité Risques Opérationnels Groupe ;

• Le Comité de suivi des Risques Opérationnels Métiers ;

• Le Comité Risques Opérationnels Filiales.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

• L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;

• L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de type de risques ;

• La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de circonscrire le niveau de risque ;

• Le montant de Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Principes Méthodologique Fondamentaux

Le Groupe BMCE Bank vise deux objectifs stratégiques à travers le dispositif de gestion des risques opérationnels :

• Réduction de son niveau d'exposition aux risques opérationnels ;

• Optimisation des exigences en Fonds Propres dédiés à la couverture des risques opérationnels.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques de l'établissement au travers :

• La Collecte des événements de risques ;

• La Cartographie des Risques Opérationnels ;

• Les Indicateurs Clés de Risques Opérationnels *(Key Risk Indicators*).

L'exposition au risque opérationnel et les pertes subies sont régulièrement notifiées à la Direction de l'unité concernée, à la Direction Générale et au Conseil d'Administration.

Le système de gestion est correctement documenté, permettant d'assurer le respect d'un ensemble formalisé de contrôles, de procédures internes et de mesures correctives en cas de non-conformité.

Les Auditeurs Internes et/ou Externes sont appelés à examiner périodiquement les processus de gestion et les systèmes de mesure du risque opérationnel. Ces examens portent sur les activités des unités et sur la fonction indépendante de gestion du risque opérationnel.

La gestion des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank a été complètement automatisée au travers d'un outil dédié. Ainsi, la collecte des évènements de risques, la cartographie des risques opérationnels et les indicateurs clés de risques sont aujourd'hui gérés sur cet outil déployé au niveau de la Banque, des filiales marocaines et européennes, et progressivement au niveau des filiales africaines.

Maîtrise et Atténuation des Risques Opérationnels

Plusieurs types d'actions peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

• Renforcer les contrôles ;

• Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurances ;

• Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;

• Elaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank dispose d'un très fort dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels.

Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque explicites au préalable.

Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

Tout risque majeur identifié est remonté au Senior Management de la Banque et donne lieu à un plan d'action correctif et/ou préventif dont la mise en œuvre est suivie par le Comité de Suivi des Risques Opérationnels, qui se réunit à une fréquence trimestrielle.

Agrégation des Risques

Le dispositif organisationnel mis en place, se basant sur des Correspondants Risques Opérationnels (CRO) permet la remontée des évènements de risques par typologie bâloise (huit lignes métiers) et par catégorie de perte et ceci pour l'ensemble des lignes métiers, ainsi que pour les filiales du Groupe.

Plan de Continuité de l'Activité

Le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques.

Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scenarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations de services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

Les principes stratégiques transverses de la continuité des activités sont les suivants :

• BMCE Bank a la responsabilité sociale de permettre à sa clientèle de disposer des liquidités qu'elle lui a confiées. Le non-respect de cette obligation en temps de crise pourrait avoir un impact sur l'ordre public. Ce principe prévaut sur tous les autres ;

• BMCE Bank doit garantir ses engagements envers le système de compensation interbancaire sur la place marocaine ;

• BMCE Bank entend respecter en priorité les engagements juridiques et contractuels (relatifs aux domaines Crédits et Engagements) qu'elle a souscrits, avant de prendre d'autres engagements ;

• BMCE Bank entend maintenir sa crédibilité internationale et garantir en priorité ses engagements vis-à-vis des correspondants étrangers.

Les clients du Groupe BMCE Bank sont prioritaires par rapport aux autres bénéficiaires de ses services.

Les services sont pris en compte dans leur réalisation *front to back* (par exemple, de l'Agence jusqu'à la comptabilisation).

COMPOSITION ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

Principales Caractéristiques des Eléments Constituant les Fonds Propres

BMCE Bank est dotée d'un capital social de DH 1 794 633 900, composé de 179 463 390 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 DH, entièrement libéré. Chaque action ordinaire donne un droit de vote.

A fin décembre 2014, le total des dettes subordonnées s'élève à près de DH 5,8 Milliards.

Evaluation de l'Adéquation des Fonds Propres

Le Groupe BMCE Bank a opté pour l'approche standard telle que présentée dans des circulaires de *Bank Al Maghrib* (BAM), il s'agit de :

• Circulaire nº 26/G/2006 relative au calcul des exigences en fonds propres selon l'approche standard pour la couverture des risques de crédit, de marché et opérationnels des établissements de crédit ;

• Circulaire nº 8/G/2010 du 31 décembre 2010 relative aux exigences en fonds propres pour la couverture des risques de crédit, de marché et opérationnels selon les approches internes aux établissements de crédit ;

• Circulaire nº 14/G/13 du 13 Août 2013 relative aux exigences en fonds propres établissements de crédit.

COMPOSITION DES FONDS PROPRES ET RATIO DE SOLVABILITÉ	
Fonds propres de base	**17 539 281**
Eléments à inclure dans les fonds propres de base	**19 375 623**
Capital social ou dotation	1 794 634
Réserves consolidées (y compris les primes liées au capital et non compris dans les réserves latentes	12 173 490
Report à nouveau créditeur	
Résultat net bénéficiaire du dernier exercice comptable	1 155 774
Intérêts minoritaires créditeurs	4 251 724
Elément à déduire des fonds propres	**1 836 342**
Goodwill	796 064
Autres Ajustements des CET1	686 306
Autres déductions	353 972
Fonds propres additionnels	**1 692 088**
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1 800 000
Elément à déduire des fonds propres	**107 913**
Immobilisations	107 913
Fonds propres complémentaires	**4 522 483**
Dettes subordonnées à durée déterminée	3 816 477
Ecart de réévaluation	308 838
Subventions d'investissement	226 995
Réserves latentes	278 085
Elément à déduire des fonds propres	**107 913**
Immobilisations	107 913
Total	**23 753 851**

EXIGENCES EN FP PAR TYPE DES RISQUES	2014
Risques de crédit pondérés	167 560 961
Risques de marché pondérés	11 052 581
Risques opérationnels pondérés	18 264 407
Total des actifs pondérés	196 877 949
Fonds propres de base	19 231 368
Ratio de fonds propres de base	9,8%
Total des fonds propres admissibles	23 753 851
Ratio de Solvabilité	12,1%

Le ratio de solvabilité du Groupe BMCE Bank est de 12,1% à fin 2014.

1995
Concours d'architecture
des écoles Medersat.com

1995
Création de la Fondation
BMCE BANK

2001
Introduction de la
langue Amazighe

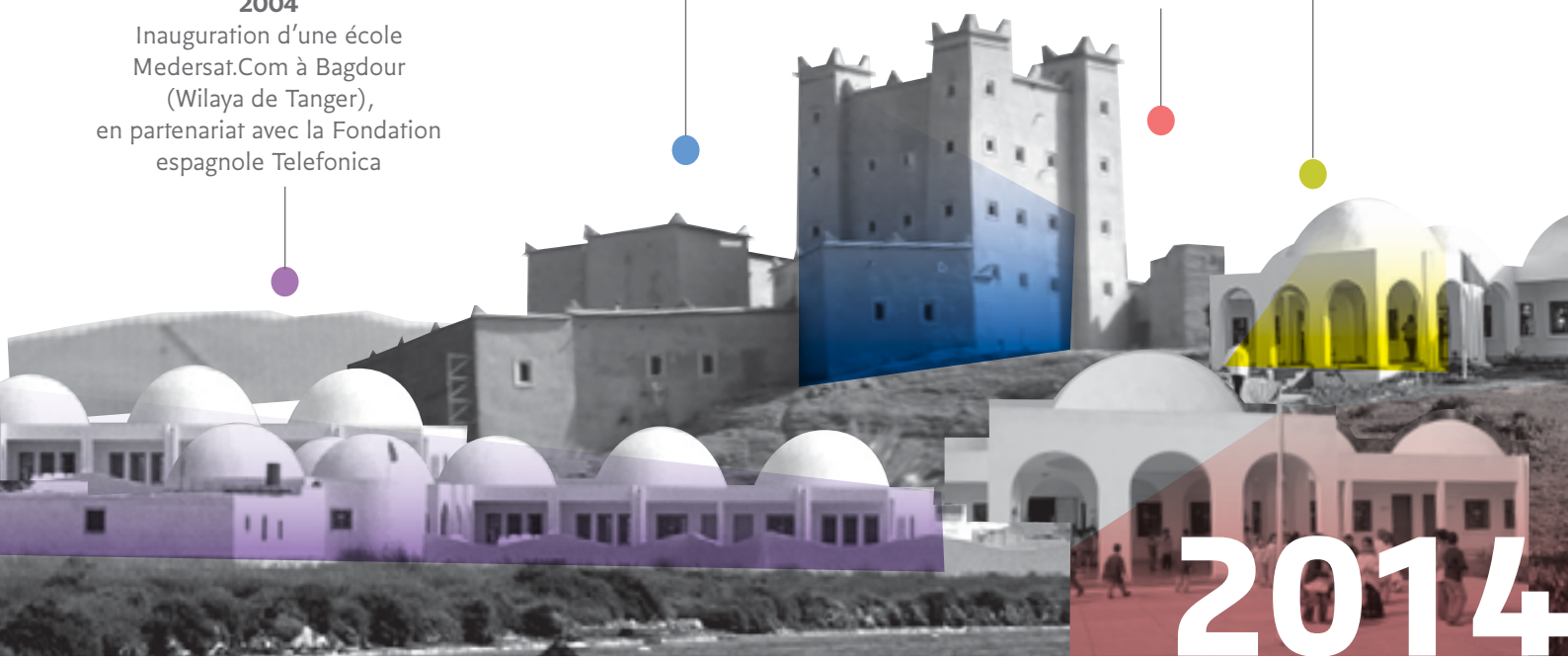
2003
Sénégal
1ère école Medersat.com
hors Maroc

2004
Inauguration d'une école Medersat.Com à Bagdour (Wilaya de Tanger), en partenariat avec la Fondation espagnole Telefonica

2010
Restauration de la Kasbah Ait Hammou Ou Said à Zagora en y implantant une école Medersat.Com

2011
1ère Promotion de Bacheliers

2014
Introduction de la langue chinoise, le Mandarin, à l'école de Bouskoura



20 ANS
FONDATION BMCE BANK

Presenting
China
to the World

RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE & ENVIRONNEMENTALE

LA FONDATION BMCE BANK

Encouragement de l'excellence

La Fondation BMCE Bank pour l'Education et l'Environnement a placé l'année 2014 sous le signe de l'amélioration des services éducatifs, assurant plus d'efficience et d'efficacité dans la gestion de ses interventions.

Comme à l'accoutumée, pour opérer des changements pertinents et utiles en matière de rénovation et d'innovation éducatives, Mme la Présidente, Dr. Leïla MEZIAN BENJELLOUN a supervisé un suivi des actions éducatives et environnementales et leur application, structurées en trois axes majeurs : (1) l'extension du réseau Medersat.com ; (2) la modernisation du processus de suivi de la scolarité et des performances pédagogiques et managériales des ressources humaines ; (3) la promotion de l'environnement matériel et la valorisation de l'environnement immatériel.

Extension du réseau Medersat.com

A l'échelle nationale, à l'occasion de la rentrée scolaire de septembre 2014, la nouvelle école de Béni Chicker à Nador a ouvert ses portes et est venue étoffer le réseau Medersat.com qui compte désormais 62 écoles sur le territoire national. Cet établissement est le fruit d'un partenariat exemplaire qui lie la Fondation BMCE Bank et l'Agence de l'Oriental.

Au Mali, désormais l'école Medersat.com de Bamako, ayant fait l'objet de partenariat avec la Fondation pour l'Enfance du Mali, est prête à accueillir des élèves. Cette école consolide le réseau Medersat.com à l'échelle internationale et constitue la troisième école dans les pays africains-amis. L'année 2014 a été marquée également par la signature de l'Accord de partenariat entre la Fondation BMCE Bank, représentée par le Dr Leïla Mezian Benjelloun, et l'Association « Servir le Sénégal » représentée par la Première Dame du Sénégal, SE Madame Marème Faye Sall. Cet accord consiste à financer, par la Fondation BMCE Bank, l'aménagement et l'équipement d'un centre éducatif au Sénégal.

Innovation et performance pédagogique de Medersat.com

Avec l'impulsion de Madame la Présidente et grâce à l'appui de l'Institut Confucius, l'enseignement du Mandarin, langue chinoise la plus utilisée dans le monde, s'est concrétisé au sein des écoles du réseau Medersat.com. L'apprentissage des bases de cette langue a été entamé au cours du deuxième semestre de l'année scolaire 2014-2015 à l'école medersat.com Bouskoura. Ainsi, et à cette occasion, une cérémonie a été organisée en présence de Madame la Présidente de la Fondation BMCE Bank, Monsieur le Président Directeur Général de BMCE Bank ainsi que leurs invités, dont Son Excellence l'Ambassadeur de la République de Chine à Rabat, le Président de l'Université Hassan II de Casablanca et le Directeur de l'Institut Confucius.

Aussi, pour la gestion du Programme dans sa globalité, l'évaluation cette année a-t-elle concerné les apprentissages en langues amazighe, arabe et française ainsi que les mathématiques conformément aux normes reconnues à l'échelle internationale.

Encouragement de l'excellence dans le réseau Medersat.Com

Faisant suite à la réception donnée par la Fondation au siège du Groupe BMCE Bank en l'honneur des meilleurs bacheliers de la session de juin 2014, et dans le cadre de l'encouragement de l'excellence, certaines écoles du réseau Medersat.com ont organisé des cérémonies à l'échelle locale pour primer à leur tour leurs anciens élèves ayant obtenu avec excellence leurs diplômes de Baccalauréat. L'objectif étant d'encourager la scolarisation des filles et sensibiliser les élèves et les parents sur le fléau de la déperdition scolaire au-delà des études primaires.

Vie scolaire et activités culturelles et environnementales au sein de Medersat.com

A travers des cérémonies, des pièces de théâtres et des ateliers de peintures, les écoles du réseau Medersat.com ont célébré plusieurs journées thématiques telles que la Journée de la Femme, le 8 mars, la Journée Mondiale de l'Environnement le 5 Juin, mais également la semaine de la finance pour les enfants. Cette semaine a été caractérisée, en plus des activités pédagogiques et ludiques dans les écoles, par des visites guidées au sein des agences de BMCE Bank au profit des élèves des Medersat.com.

De même, les élèves des écoles Medersat.com ont honorablement représenté la Fondation dans les Olympiades de Tifinaghe. Ils se sont distingués dans l'ensemble des compétitions régionales.

Ainsi, le réseau Medersat.com compte désormais deux écoles ayant obtenu le label « Pavillon vert » il s'agit de l'école Laazib à Settat, et l'école Bagdour à Tanger.

Cette prestigieuse distinction récompense les établissements ayant adhéré aux meilleures pratiques respectant l'environnement en matière de jardinage éducatif, d'économie d'eau, d'électricité, et de recyclage des matières usées... D'autres écoles ont entamé le processus d'adhésion au programme Eco-Ecoles parrainé par la Fondation Mohammed VI pour l'environnement sous la Présidence de SAR la Princesse Lalla Asma.

Fidèle à ses principes d'appui aux manifestations artistiques, environnementales et artistiques la Fondation BMCE a apporté son soutien financier aux partenaires suivants : l'Association TofolaChaâbia en matière de promotion du théâtre, l'Association Idrissia de promotion de la musique andalouse, le Festival de commémoration de la langue amazighe organisé par l'Association Tayri N'Wakal, le Festival des arts et culture Amazigh, le Jardin Zoologique National de Rabat pour la prise en charge des « Lions de l'Atlas »...

Le réseau Medersat.com a bénéficié d'autres partenariats tel que l'Opération nationale de distribution d'un Million de cartables, *Women's tribune*, le Ministère de la culture pour le salon du livre, la Fondation Esprit de Fès, l'Association Tifawin pour les Olympiades de Tifinaghe, l'Union marocaine des arts ; et le Centre Anais.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Une année d'ancrage des *best practices* RSE

L'évolution forte en matière de RSE s'est reflétée par le passage d'une gestion de projets de l'entité DD&RSE à une coordination et un accompagnement transverse sur l'ensemble des thématiques RSE de la Banque. Cette synergie transverse visant l'intégration des critères RSE aux métiers de la Banque s'est appuyée sur une démarche d'écoute renforcée vis-à-vis des parties prenantes de la Banque et les premiers pas vers un reporting extra financier selon les standards internationaux.

En décembre, la Banque a sollicité un rating extra financier élargi à l'ensemble des domaines de la RSE afin de mesurer de manière effective les progrès réalisés. En 2014, BMCE Bank est de nouveau consacrée « *Top Performer RSE Maroc* » par l'agence de notation Vigéo et s'est vu décerner le Prix *Arabia CSR Awards* à Dubaï, pour la catégorie Partenariats.

Renforcement de l'analyse du risque social et environnemental

L'accompagnement des entités et du Réseau s'est poursuivi visant l'ancrage des *Due Diligences* ESG (env., sociales et de gouvernance) dans le métier d'analyse du risque, à travers l'implémentation du *SEMS*-système de gestion des risques sociaux et environnementaux et des *EP-Principes de l'Equateur*.

Un effort particulier a été déployé sur la mise en conformité aux exigences des EP III au sein des modes de fonctionnements internes, et sur le Reporting annuel SEMS et EP. De plus, l'analyse des exigences ESG a été complétée dans le contexte de nouveaux partenariats (BERD, JBIC…). Par ailleurs, la participation de la Banque aux réunions annuelles de ses partenaires UNEP FI, l'IFC et l'Association des EP a été l'occasion d'échanges d'expériences et de *best practices*, et de renforcement de son réseau international.

Construction d'un partenariat innovant dans l'énergie durable

2014 fut une année riche en rencontres et réunions de travail avec l'ensemble des partenaires du projet, avec la BERD en chef de file, pour la préparation du lancement de la ligne *MorSEFF*. L'Assistance technique à travers une équipe *MorSEFF* dédiée a permis d'œuvrer dans le cadre de l'analyse sectorielle du potentiel de marché et du portefeuille clients, l'intégration des process *MorSEFF* au sein des modes de fonctionnement internes et procédures de la Banque, la stratégie marketing, les visites de clients pilotes à Casablanca et dans les régions.

Des consécrations qui confirment la démarche RSE de BMCE Bank

En 2014, BMCE Bank a été distinguée, pour la 2ème année consécutive, « *Top Performer RSE Maroc* » pour son engagement dans la « Communauté et le développement local » et sa «Stratégie environnementale» et pour la 1ère fois, au titre de « la gestion et la valorisation de son Capital Humain » en termes de formation, d'évolution de carrières et de promotion de l'employabilité.

L'année 2014 a été marquée également par la consécration de BMCE Capital Gestion en tant que première société de gestion marocaine d'OPCVM à gérer un fonds labélisé ISR (Investissement Socialement Responsable).

Performance Environnementale de la Banque conformément à l'ISO 14001

BMCE Bank a réussi le renouvellement de sa certification ISO 14001, franchissant ainsi un cycle de trois années de performance positive de son système de management environnemental et ce, grâce à la mobilisation de l'ensemble des entités et du Réseau de la Banque. Cette dynamique a facilité le lancement, en synergie avec les Pôles Capital Humain Groupe et Logistique Groupe, des diagnostics liés aux référentiels internationaux OHSAS 18001 (Santé et Sécurité au travail) et ISO 50001 (Energie) au vu de la mise en place d'un Système de Management Intégré (SMI).

L'ensemble de ces actions conforte notre conviction que l'exercice d'une finance responsable offre davantage d'opportunités de création de richesse et d'emplois à travers le continent africain et plus particulièrement en faveur de sa jeunesse.

BMCE BANK S'ENGAGE
PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT
GICO
développement
modernisati

CAPITAL HUMAIN

MOBILISATION AU SERVICE DES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES

Des actions de formation au Service de la performance

En 2014, l'ingénierie RH s'est poursuivie pour maintenir l'effectif à 4 921 collaborateurs, soit +1,8% par rapport à fin décembre 2013. L'intensification du maillage du Réseau d'agences Part-Pros et Entreprises s'est accompagnée par des actions de recrutements idoines. Aussi, 286 recrutements ont été opérés afin d'accompagner le développement de l'activité ainsi que le remplacement des départs, dont 82% dédiés à l'activité commerciale (CAC, CC essentiellement).

En matière de gestion de la mobilité, de nouveaux postes ont été proposés aux collaborateurs de la Banque en fonction de leurs compétences et aptitudes et ce, dans le cadre d'une mobilité interne ou d'une évolution de carrière.

En 2014, 33% des collaborateurs ont bénéficié d'au moins une action de formation, soit plus de 1 600 Collaborateurs. L'essentiel des actions de formation, près de 50%, a porté sur les métiers bancaires, suivi à parité par l'accompagnement des nouvelles recrues, des évolutions de carrière et les formations réglementaires.

Ce sont près de 10 000J/h de formation qui ont été dispensés dont 95% en interne, permettant ainsi de contribuer à la maîtrise des charges du personnel. Dans le cadre de la formation diplomante, près de 80 collaborateurs ont poursuivi le cursus ITB et Brevet Bancaire. Pareillement, ce sont 3 000 collaborateurs qui ont bénéficié des actions d'*E-Learning*.

Un Engagement soutenu en faveur de la dimension sociale

A travers la consolidation du dialogue social tant avec les collaborateurs qu'avec le Partenaire social et le développement continu des œuvres sociales, BMCE Bank réaffirme sa bienveillance œuvrant à créer un climat social propice à une croissance durable.

En termes de dialogue social, plusieurs réunions ont été tenues avec les Partenaires sociaux, par le truchement d'instances institutionnelles, notamment le Comité d'entreprise et le Comité Sécurité et Hygiène outre les Commissions mixtes, portant sur les projets structurants, les réalisations financières et commerciales, la Sécurité, la Médecine du travail et l'Hygiène, la régularisation des diplômes, la CMIM, la Formation, la Rémunération et les Centres d'estivages.

2014 a été également caractérisée par la régionalisation des œuvres sociales à travers la célébration de plusieurs événements en Région, notamment la Journée de la Femme et les journées sportives.

Intensification des actions de renforcement de la culture d'entreprise

A l'écoute de ses collaborateurs, une 4ème édition de l'enquête sociale a été lancée en 2014 en vue de recueillir les remontées des collaborateurs et initier de nouvelles actions pour mieux répondre aux attentes (Evaluation, mobilité et gestion de carrière, formation managériale et développement personnel, rémunération...).

En termes de publication, la production des supports de publication a été poursuivie créant ainsi des moyens privilégiés de partage et de diffusion d'information au sein de BMCE Bank.

Une reconnaissance confirmée de la qualité des prestations RH

Après la mise en œuvre d'un plan d'action de mise à niveau des processus et des documents de support, les activités du capital humain Groupe ont été certifiées ISO 9001 Version 2008 avec zéro écart par le Bureau Veritas.

De plus, BMCE Bank a reçu la distinction de *Top Performer RSE* Maroc par l'agence Vigeo et ce, au titre de la qualité de gestion des ressources humaines, la valorisation du Capital humain, des actions en faveur de la formation, du déroulement des carrières et de la promotion de l'employabilité des collaborateurs.

RELATIONS PUBLIQUES

La culture au cœur de l'évènementiel de BMCE Bank

L'importance des arts et des traditions, en tant que partie intégrante du patrimoine culturel et de la culture vivante du Maroc, ont incité BMCE Bank à contribuer à leurs préservations par divers soutiens aux festivals tels que la 20ème édition du Festival de Fès des Musiques Sacrées du Monde, la 17ème édition du Festival Gnaoua et Musiques du Monde d'Essaouira, la 11ème édition du Festival Timitar Signes et Cultures d'Agadir.

BMCE Bank a également soutenu la 8ème édition du Festival de la Culture Soufie, la 3ème édition du Festival International du Cinéma et de la Mémoire Commune, la 8ème édition du Festival International du Film de Femmes de Salé, l'Association « Maroc, Devoirs et Droits » pour une collecte de fonds destinée à la production d'un film documentaire sur le Maroc qui a été projeté lors d'un cycle de conférences et le soutien financier pour la réalisation de l'Ouvrage d'anthologie des Gnaoua édité par l'Association YermaGnaoua pour la promotion et la diffusion du patrimoine Gnaoui.

L'année 2014 a été aussi marquée par le vernissage de l'Exposition de peintures de Madame Lamia Miriam Skiredj.

Défense des causes humanitaires avec des actions mécénales et sociales solidaires

En 2014, et dans la continuité de son engagement sociétal, BMCE Bank a soutenu des associations et des acteurs sociaux nationaux et a répondu présent aux différentes initiatives défendant la cause humaine et l'intérêt général.

Cette générosité s'est illustrée à travers les dons, les achats de tickets pour des spectacles, dîners et soirées de gala de charité, au profit de divers organismes à savoir, l'Association Liwaa Al Moukaouim, l'Association El Adwataine de Musique, l'Association Opération Smile, la Chambre Espagnole de Commerce, l'Association L'heure Joyeuse, l'Association Cape Descartes, l'Association Angad Maroc Oriental, l'Association Takataert, l'Association Manbar Al Mouak pour le Développement, la 7ème édition du Festival Voix de Femmes, la 3ème édition de *Casa Fashion Show*, l'Association Touche pas à mes Enfants, l'Association Ayadi Al Bassma, l'Union Générale des Etudiants et Stagiaires Sénégalais au Maroc (UGESM), l'Amicale Marocaine des IMC, le « *Road to Awareness* » pour l'organisation d'une soirée spéciale en faveur de projets humanitaires initiés par l'UNICEF.

BMCE Bank a également contribué par une aide humanitaire aux services sociaux de la Préfecture de Police de Casablanca, à l'accompagnement de 120 orphelins en âge de scolarisation par l'acquisition de fournitures scolaires, la Fondation Diplomatique, la SJC TECH (pour le compte de l'Amicale Marocaine des Handicapés), la Fondation CGEM pour l'Entreprise (Régularisation de la cotisation 2013), le Club des Investisseurs Marocains de l'Etranger (Contribution annuelle 2014), l'Ambassade du Canada pour achats de tickets d'un dîner de gala dont les bénéfices ont été reversés à l'Association Lalla Salma contre le cancer.

Une fibre sportive

La visibilité de BMCE Bank dans les événements sportifs demeure un vecteur de valeurs permettant d'accroître la notoriété et l'image de marque de la Banque.

En 2014, BMCE Bank a apporté sa grande contribution au développement du sport dans des manifestations telles que la 41ème édition du Trophée Hassan II de Golf, la 11ème édition du Festival International de Bridges de Fès, l'Académie Mohammed VI de Football, la 5ème édition du Marrakech Grand Prix « Circuit Automobile International Moulay El Hassan », la Fédération Royale Marocaine des Sports Equestres, le Jet Ski Club de Rabat Bouregreg, la 2ème édition du trophée de Golf du secteur agroalimentaire, la 4ème édition des Rencontres Internationales du Bridge, le *Football World Cup for Lawyers* de l'Ordre des avocats au barreau de Casablanca, l'Expédition sportive de Hassan Baraka intitulée « *MoroccanSwimAround The World* » et le Tournoi annuel de tennis organisé par l'Amicale Culturelle et Sportive des Aéroports.

Des plages propres pour un environnement sain

Dans le cadre de son engagement environnemental et sous les critères du Label « Pavillon Bleu », BMCE Bank participe significativement à l'amélioration de la propreté, notamment à l'animation des plages dépendantes de la Commune d'El Harhoura, en apportant une assistance technique et financière essentielle au bon déroulement des campagnes et à la pérennité des actions réalisées sur les plages.

Rapport Financier

RAPPORT DE GESTION

Mesdames, Messieurs et Chers Actionnaires,

Nous avons l'honneur de vous réunir en Assemblée Générale Ordinaire Mixte en application des statuts, et de la Loi 17 -95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée par la Loi 20-05, , notamment ses titres iv et v et de leurs articles 107 et suivants et des articles 29 et suivants des statuts BMCE Bank, pour vous rendre compte de l'activité de BMCE Bank au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2014, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir, et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice.

Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la Loi ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur sont tenus à la disposition des actionnaires dans les délais impartis.

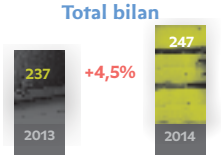
ACTIVITE ET RESULTATS DE LA BANQUE AU 31 DÉCEMBRE 2014

Résultats et indicateurs bilantiels consolidés

Réalisations financières du Groupe BMCE Bank

Le Total Bilan du Groupe BMCE Bank s'élève, au 31 décembre 2014, à 247,3 milliards de dirhams contre 236,7 milliards de dirhams à fin décembre 2013, soit une hausse de +4,5%.

Total bilan



Les Capitaux Propres part du Groupe BMCE Bank se sont établis à 16 063 MDH en 2014 contre 14 899 MDH en 2013, en progression de +7,8%.

Le périmètre de consolidation est resté stable entre 2013 et 2014.

Capitaux Propres Part du Groupe

L'encours des crédits consolidés a progressé de +3,9%, passant de 149,3 milliards de dirhams en 2013 à 155,1 milliards de dirhams en 2014. Retraité des opérations de pensions sur le marché monétaire, l'encours des crédits enregistre une progression de +9,0%, soit +12 milliards de dirhams par rapport à 2013.

Crédits Consolidés

Les Dépôts de la clientèle se sont accrus de +8,4% sur la même période, s'établissant à 161,3 milliards de dirhams contre 148,8 milliards de dirhams en 2013.

Dépôts Consolidés

Le Produit Net Bancaire s'élève à 11 497 MDH en 2014 contre 9 891 MDH en 2013, soit une progression de +16,2%.

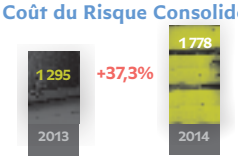
PNB Consolidé

Le Résultat Brut d'Exploitation enregistre une hausse de près de +27,1%, franchissant ainsi pour la première fois, la barre de 5 milliards de dirhams

RBE Consolidé

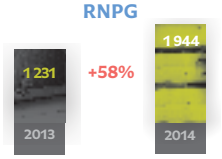
Le coût du risque augmente de +37%, à 1.778 MDH en 2014 contre 1.295 MDH l'année dernière.

Coût du Risque Consolidé



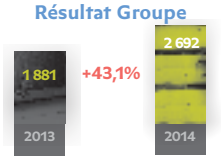
Le Résultat Net Part du Groupe 'RNPG' ressort en hausse de +58% s'établissant ainsi à 1 944 MDH en 2014 contre 1 231 MDH en 2013.

RNPG



Pareillement, le Résultat du Groupe affiche une progression de +43,1% à 2 692 MDH en 2014 contre 1 881 MDH en 2013.

Résultat Groupe



Contribution des filières au Résultat Net Part de Groupe

Les contributions au Résultat Net Part de Groupe BMCE Bank par filière se présentent comme suit :

Contributions Consolidées	Déc. 14	% STR	Déc. 13	% STR	VAR
ACTIVITES AU MAROC	1 297	67%	659	54%	97%
BMCE BANK	993	51%	443	36%	124%
ACTIVITES FILIALISEES	304	16%	216	18%	41%
SFS	145	7%	120	10%	21%
GABA	107	5%	66	5%	60%
AUTRES	51	3%	29	2%	75%
ACTIVITES A L'ETRANGER	647	33%	572	46%	13%
EUROPE	126	6%	68	5%	85%
AFRIQUE	521	27%	504	41%	3%
RESULTAT NET PDG	1 944	100%	1 231	100%	58%

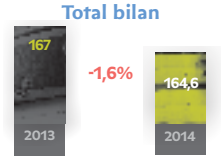
La contribution des activités au Maroc représente 67% du RNPG avec une contribution de BMCE Bank SA de 51%.

Par ailleurs, les activités à l'international contribuent à hauteur de 33% du RNPG avec une part de 27% des activités africaines au RNPG.

Résultats et contributions des activités de BMCE SA

Le Total Bilan de BMCE S.A s'établit à 164,6 milliards de dirhams à fin décembre 2014 contre 167 milliards de dirhams à fin décembre 2013, en baisse de -1,6%.

Total bilan



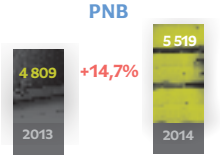
Le PNB de la Banque enregistre une hausse significatif de +14,7%, passant de 4 809 MDH en 2013 à 5 519 MDH en 2014. une évolution qui s'explique par :

- La croissance du résultat des opérations de marché de +38% ;

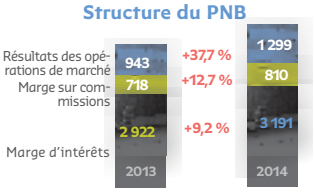
- La hausse de la marge sur intérêts de +9,2% ;

- La progression des commissions perçues de +12,7%.

PNB



Structure du PNB



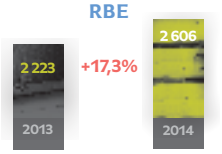
Les Charges générales d'exploitation affichent une progression maîtrisée de +4,6% soit +134 MDH, moins soutenue que celle du PNB, induisant u coefficient d'exploitation en nette amélioration, s'établissant ainsi à 54,9% en 2014 contre 60,2% en 2013 et 65% en 2011.

Charges Générales d'Exploitation

Coefficient d'exploitation

Le RBE marque une croissance de +17,3%, passant de 2 223 MDH en 2013.

RBE

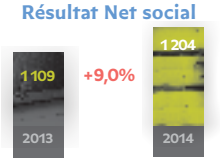


Le Coût du Risque Global s'élève à 1 151 MDH à fin décembre 2014 contre 742 MDH à fin 2013, en hausse de +55%, intégrant une reprise de PRG de 224 MDH nette (soit 356 MDH en brute) contre une dotation de PRG enregistrée en 2013 de 317 MDH nette (503 MDH en brute). Il en ressort un coût du risque global de 1,0% à fin décembre 2014 comparable à celui de l'année dernière.

Coût du Risque Global

Le Résultat Net de BMCE Bank S.A s'élève à 1 204 MDH en 2014 contre 1 109 MDH en 2013, soit une progression de +9%.

Résultat Net social

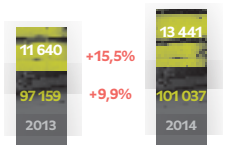


Eléments d'activité de la banque au Maroc

• Ressources de la Banque

Les ressources de la Banque (dépôts clientèle & titres de créances émis) ont connu une variation à la hausse de +6,0% pour s'établir à 115 milliards de dirhams en 2014, contre 109 milliards de dirhams en 2013, faisant ressortir la part de marché à 14,01% en 2014 contre 13,94% en 2013.

Ressources Globales



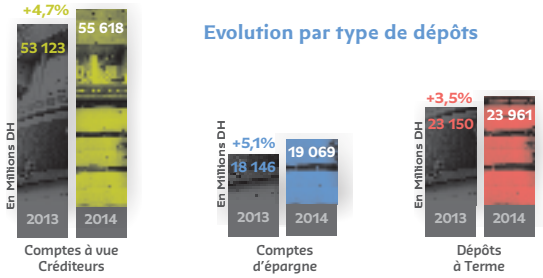
En termes de structure des dépôts (incluant l'encours des certificats de dépôts émis par la Banque ainsi que l'emprunt obligataire international), la part des dépôts rémunérés représente ainsi près de 51% du total des ressources à fin décembre 2014, au même niveau qu'en 2013 .

Les comptes à vue créditeurs ont progressé de +4,7%. En effet, les encours comptes chèques enregistrent une hausse de +6,6% (contre +6,9% pour le secteur), passant de 38,5 milliards de dirhams en 2013 à 40,9 milliards de dirhams en 2014. Les comptes courants de fin de période ont connu une légère baisse de -0,3% entre les deux exercices à 14,6 milliards de dirhams en 2014.

Part de Marché Ressources Globales

La part de marché des comptes à vue créditeurs est passée de 12,89% à 12,72% à fin 2014, en léger retrait de -0,17p%.

Evolution par type de dépôts



Les comptes sur carnets se sont accrus de +5,1% (contre 8,9% pour le secteur), affichant 19,1 milliards de dirhams en 2014 contre 18,1 milliards d dirhams en 2013.

La part de marché des comptes sur carnet ressort à 14,76% en 2014 contre 15,21% en 2013, en baisse de -0,45p%.

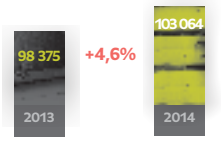
Les dépôts à terme ont enregistré une augmentation de +3,5% (contre +3,1 pour le secteur), passant de 23,2 milliards de dirhams à fin 2013 à 23,9 milliards de dirhams à fin 2014.

La part de marché des dépôts à terme s'établit à 14,74% à fin 2014 contre 14,70% à fin 2013.

• Créances sur la clientèle

Les crédits de la Banque ont progessé de +4,8% (contre +3,8% pour le secteur), affichant 103 milliards de dirhams à fin décembre 2014 contre 98,4 milliards de dirhams à fin 2013. En termes de parts de marché, les crédits (y compris les sociétés de financement) ont enregistré une hausse de +0,11%, passant de 13,55 % en 2013 à 13,66% en 2014.

Créances sur la clientèle



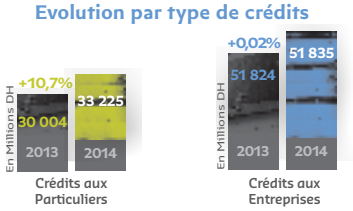
Les crédits aux particuliers se sont accrus de +10,7% soit +3,2 milliards de dirhams, passant de 30 milliards de dirhams à 33,2 MMDH en 2014.

Cette hausse s'explique essentiellement par l'augmentation de l'encours des crédits immobiliers particuliers de +10,6% soit +2,4 milliards de dirham (contre +6% pour le secteur). De même, l'encours des crédits à la consommation a évolué de +11,1%.

Part de Marché Créances sur la clientèle

La part de marché des crédits à la consommation ressort à 19,18% en 2014 contre 18,81% en 2013, soit un accroissement de +0,37p%. De même, le crédits immobiliers aux particuliers ont vu leur part de marché évoluer de +0,52p% passant de 13,91% en 2013 à 14,43% en 2014.

Evolution par type de crédits



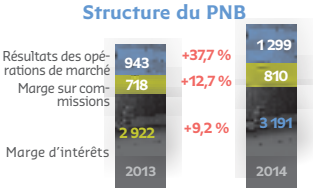
Les crédits aux entreprises, se sont élevés à 51,8 milliards de dirhams en 2014, au même niveau que l'année dernière, avec une hausse des crédits de trésorerie de +4,9%, et la baisse des crédits à l'équipement et des crédit FPI de -2,2% et de -8,6% respectivement.

La part de marché des crédits de trésorerie et à l'équipement s'est établie à 12,17% en 2014 contre 12,15% en 2013. Les crédits de financement de la promotion immobilière ont vu leur part de marché baisser de -0,55p%, affichant 15,19% en 2014 contre 15,74% en 2013.

Produit Net Bancaire

Le PNB de BMCE Bank S.A ressort à 5.519 MDH en 2014 contre 4.809 MDH en 2013, soit +14,7%. Une progression qui s'explique par la bonne tenue de l'ensemble de ses composantes :

Structure du PNB



• Marge d'intérêts

La marge d'intérêts globale enregistre une hausse de +9,2% par rapport à 2013, de 2 922 MDH à 3 191 MDH en 2014.

En effet, la hausse de la marge d'intérêt clientèle a connu une évolution de +12,8% soit +362 MDH suite à la croissance des encours moyens des crédits de près de +8,6% (soit +7,7 MMDH) combinée à une hausse moins importante des dépôts moyens de +4,5% (soit +4,4MMDH).

Par ailleurs, la marge d'intermédiation clientèle a évolué de +3 Pbs suite à la baisse du coût des ressources à 2,07% en 2014 et un rendement stable des crédits autour de 5,47%.

La baisse du coût de ressources provient principalement d'une amélioration aussi bien du taux de rémunération moyen des comptes sur carnets (3,29% en 2014 contre 3,51% en 2013) que des certificats de dépôts (4,25% en 2014 contre 4,39% en 2013) . Cette amélioration est liée à la forte baisse de la courbe des taux des Bons du Trésor en 2014.

Toutefois, cette marge a été impactée par le déficit de la marge de trésorerie dont l'évolution accuse une baisse de 189 MDH et ce, en raison :

- D'une part de la baisse des produits de trésorerie de 24 MDH liée essentiellement à la diminution des produits relatifs aux opérations de prises en pensions de 39 MDH, suite à la baisse de l'encours moyen de placement.

- Et d'autre part de l'évolution des charges liées aux opérations de trésorerie de 165 MDH, suite à l'impact de la charge d'intérêt relative à l'emprunt international en 2014 émis en novembre 2013.

• Marge sur commissions

La marge sur commissions affiche une hausse de +12,7%, passant de 718 MDH en 2013 à 810 MDH en 2014, attribuable à :

- L'évolution de +7,6% des commissions perçues sur les frais de tenue de compte, monétique et packages, elle-même issue de :

- La tendance haussière des redevances perçues sur les packages +23% soit +19 MDH entre 2013 et 2014, suite principalement à l'augmentation du stock des packages vendus de près de 10 000 Packs, passant de 287 384 à 386 937 packs en 2014.

- L'augmentation des commissions monétiques et frais de tenue de compte (+1,4%) suite au choix de la nouvelle clientèle de la formule Packages, ainsi que la conversion d'une partie de la clientèle ancienne en formule Packages.

- La progression des commissions sur services Maroc de +14% en raison principalement de celle des commissions liées aux frais d'impayés sur crédits amortissables.

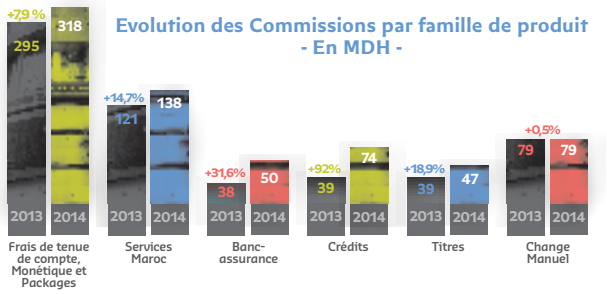
- La croissance des commissions de bancassurance de +11,5 MDH, liée à l'augmentation du nombre de contrat de + 150 887 nouveaux contrats entre 2013 et 2014.

- La hausse des commissions sur les crédits de +92% suite à l'automatisation du prélèvement des commissions liées aux dépassements pour les centres d'affaires, à partir du 22 avril 2014 et l'instauration de cette commission pour les part/pro à partir de Août 2014, ce qui a permis une augmentation des commissions de +27MDH entre 2013 et 2014. De même, les commissions de ''*Project Finance*'' ont augmenté de +5 MDH.

- L'accroissement des commissions sur titres de +19% due à l'évolution des commissions liées à l'activité dépositaire des opérations d'OPCVM.

- Par ailleurs, les commissions sur change manuel sont en stagnation en raison de la baisse du volume de change de -2,7% entre 2013 et 2014.

Evolution des Commissions par famille de produit - En MDH -



Résultat des opérations de marché

Le résultat comptable des opérations de marché s'élève à 1 299 MDH en 2014 contre 943 MDH en 2013, soit +38%. Le PNB analytique des activités de marché a vu ainsi sa contribution au PNB global atteindre 15% en 2014 contre 7% en 2013. Cette

hausse substantielle des résultats s'explique par :

- La hausse du rendement du portefeuille des OPCVM, investi principalement en produit des taux, passant de 3,9% à 4,8%, dans un contexte de forte baisse de la courbe des taux des Bons du Trésor observée au cours de l'année 2014.

Résultat des Opérations de Marché

- De même, la valorisation du portefeuille des Bons du Trésor en 2014 fait ressortir une plus-value nette de 24 MDH contre -47 MDH en 2013.

- Enfin, l'impact positif de l'évolution du cours de la SICAV Maroc Valeur en 2014 générant une plus value de +13 MDH.

Autres produits & charges bancaires

Les autres produits bancaires sont quasiment au même niveau que l'année dernière avec un niveau de dividendes perçus sur les participations s'élevant à 349 MDH en 2014 contre 344 MDH en 2013.

En outre, les charges liées au fonds de garantie ont évolué de +7,3%.

Autres Produits Bancaires Nets

Résultat des opérations sur immobilisations financières

Le résultat des opérations sur immobilisations financières s'élève à 11 MDH en 2014 contre 300 MDH en 2013, en raison :

- La dotation constatée sur les participations portugaises pour un montant de 91 MDH;

- La reprise de provision enregistrée sur la participation BIH pour un montant de 109 MDH.

Autres produits et charges non bancaires

Le résultat des autres produits et charges non bancaires enregistre une forte hausse (+98 MDH) entre 2013 et 2014, expliquée comme suit :

- Les plus-values réalisées sur cessions en 2014 d'immobilisations hors exploitation pour un montant brut de 57 MDH contre 4 MDH en 2013.

- Un remboursement d'impôts sur les sociétés perçus par la Succursale Française de BMCE Bank dans le cadre de la procédure de *carry back* pour un montant de 13 MDH.

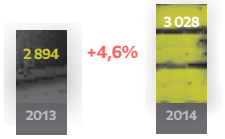
Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 3 028 MDH en 2014 contre 2 894 MDH en 2013, soit une hausse de +4,6%.

Les charges du personnel ont connu une variation à la hausse +3,4%, à 1.352 MDH en 2014, d'une part, par la progression de la masse salariale de +3% (soit +28 MDH) relative à l'augmentation de mérite au titre de l'année 2014, et d'autre part par l'augmentation syndicale accordée aux salariés à partir de juillet 2014 (+18MDH). Enfin, les dépôts en retraits anticipée se son inscrits en hausse de +16 MDH entre 2013 et 2014.

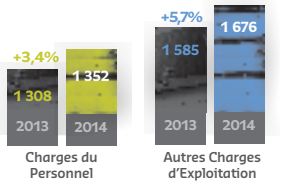
Les effectifs de la Banque s'élèvent à 4 921 collaborateurs au 31 décembre 2014 en hausse de +87 collaborateurs par rapport à fin décembre 201 (4 834 collaborateurs).

Evolution Charges Générales d'Exploitation



Les autres charges d'exploitation progressent de +5,7%, passant de 1 586 MDH en 2013 à 1 677 MDH en 2014, tirées principalement par :

Structure des Charges Générales d'Exploitation



- La hausse des dotations aux amortissements de 15 MDH, l'augmentation des charges de leasing et de location de +13 MDH, dans un contexte de hausse du nombre des agences du Réseau de +29 unités entre 2013 et 2014.

- La hausse des honoraires liée aux différents projets de développements engagés par la Banque (Convergence, Réseau 2016, Cap Performance, Refonte ChG, Cap Process....) et l'élargissement notamment du périmètre de BMCE Euroservices à de nouveaux pays (Belgique, Pays Bas et Allemagne).

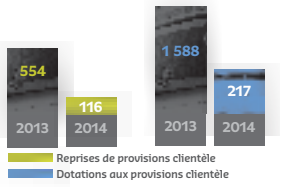
Le nombre d'agences est passé de 633 agences en 2013 à 662 agences en 2014, soit +29 nouvelles ouvertures au cours de cet exercice.

Le coefficient d'exploitation ressort en amélioration, à 54,9% à fin décembre 2014 contre 60,2% à fin décembre 2013 et 65% en 2011, soit -10p% sur les 3 dernières années.

Coût du risque

Le Coût du Risque global s'élève à 1.151 MDH en 2014 contre 742 MDH en 2013, une hausse imputable à :

Dotations & Reprises de provisions Clientèle

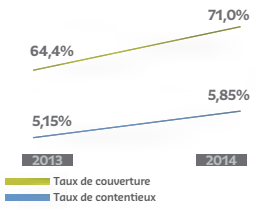


La constatation de dotations aux provisions clientèle de 1 588 MDH en 2014 contre 554 MDH en 2013, pour un niveau de reprises de 217 MDH en 2014 contre 116 MDH en 2013.

- Le coût du risque global de l'exercice 2014 intègre une reprise de PRG de 224 MDH nette (soit 356 MDH) contre une dotation de PRG de 317 net constatée en 2013 (soit 503 MDH Brute).

L'encours des provisions pour créances en souffrance affiche une croissance de 28%, passant de 3 329 MDH à fin 2013 à 4.261 MDH à fin 2014.

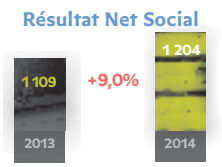
Le taux de couverture des créances s'est amélioré à 71% en 2014, contre 64,4% en 2013.



De même, le taux de contentieux s'inscrit en hausse passant ainsi de 5,15% à fin 2013 à 5,85% à fin 2014.

Résultat net

Le Résultat net ressort à 1 204 MDH en 2014 contre 1 109 MDH en 2013, soit une hausse de +9%.



Services financiers spécialisés

La filière Services Financiers Spécialisés représente 7% du RNPG. Sa contribution a enregistré une hausse de +21 % en 2014.

Contribution	sFs		SALAFIN		Maghrébail		M.Factoring		RM Experts		Euler Hermes Acmar	
SFS	Déc-14	Déc13	Déc-14	Déc-13	Déc-14	Déc-13	Déc-14	Déc-13	Déc-14	Déc-13	Déc-14	Déc-13
PNB Consolidé	744	612	228,3	218,3	382,4	307,0	133,1	86,8	-0,1	-0,1	na	na
Evolution	22%		5%		25%		53%					
Frais Généraux	-193	-186	-79,2	-84,3	-63,9	-63,6	-15,2	-15,9	-34,4	-21,8	na	na
Evolution	4%		-6%		1%		-5%		58%			
Coût du Risque	-148	-136	-45,2	-34,8	-95	-102,4	-7,6	2,5	0,0	-0,8	na	na
Evolution	9%		30%		-7%							
Résultat PDG	145	120	77,5	67,4	41,3	26,9	25,1	19,0	-1,0	0,7	2,5	6,0
Evolution	21%		15%		54%						-58%	

SALAFIN a enregistré une hausse de son résultat de +11,2% en social à 106 MDH en 2014, tirée par la progression du PNB de +12%. La contribution de SALAFIN au RNPG s'élève à 78 MDH en 2014, en progression de +15%.

Maghrébail affiche un résultat net social de 72 MDH en 2014, en augmentation de +8,5% par rapport à 2013. La contribution de Maghrébail au RNPG s'élève à 41 MDH en 2014 contre 27 MDH en 2013 en progression de +54% avec une contribution au coût du risque en baisse de -7% (selon les normes IFRS).

Maroc Factoring affiche un résultat social de 31 MDH en 2014, en progression de +70% suite à la forte progression du PNB en social de +39% atteignant 66 MDH en 2014 combinée à une baisse des charges d'exploitation de -8%. La contribution au RNPG ressort à 25 MDH en 2014 en hausse de +33%.

RM Experts, pour sa part, a enregistré un résultat net social de +7,4 MDH en 2014 comparable à 2013.

Gestion d'actifs et banque d'affaires

La filière Gestion d'Actifs et Banque d'Affaires représente 5% du RNPG global du Groupe. Elle enregistre une hausse de +60% de sa contribution au RNPG passant de 66 MDH en 2013 à 107 MDH en 2014 en raison de la nette amélioration des contributions des différentes filiales composant la filière GABA.

Contribution	GABA		BMCE Capital		BK Bourse		BK Gestion	
GABA	Déc-14	Déc13	Déc-14	Déc13	Déc-14	Déc13	Déc-14	Déc13
PNB Consolidé	352	217	213,3	90,5	19,9	20,4	118,5	106,3
Evolution	62%		136%		-3%		11%	
Frais Généraux	-243	-195	-193,7	-141,1	-15,9	-22,3	-33,6	-31,6
Evolution	25%		37%		-29%		6%	
Coût du risque	-15	-2	-14,8	-1,9	0,0	0,0	0,0	0,0
Evolution								
Résultat PDG	106,6	66,4	56,7	24,3	0,4	0,2	49,4	41,9
Evolution	60%		134%				18%	

BMCE Capital a enregistré une nette progression de son Résultat Net consolidé Part de Groupe de +143% s'établissant en 2014 à 59 MDH contre 24 MDH une année auparavant. une performance liée en partie à l'élargissement du périmètre aux filiales africaines (BOA Capital, BOA Asset Management et Actibourse).

BMCE Capital Bourse affiche un résultat social de 0.7 MDH contre 0.06 MDH en 2013. En termes de RNPG, la contribution de BMCE Capital Bourse est de 0.4 MDH contre 0.2 MDH en 2013.

BMCE Capital Gestion a enregistré, quant à elle, une hausse de +18% de son résultat social affichant 49 MDH en 2014 contre 42 MDH en 2013. Parallèlement, la Contribution au PNB consolidé a augmenté de +11% passant de 106 MDH à 118 MDH à fin 2014.

Autres activités au maroc

La filière 'autres activités' du Groupe BMCE Bank regroupe les entités Locasom, EAI, et CID, contribuant à hauteur de 2.6% du RNPG.

Contribution	Autres		Locasom		EAI		CID	
Autres Activités	Déc14	Déc-13	Déc-14	Déc-13	Déc-14	Déc13	Déc-14	Déc13
PNB Consolidé	159	159	158,7	159,0	na	na	na	na
Evolution	0%		0%					
Frais Généraux	-87	-99	-87,1	-99,3	na	na	na	na
Evolution	-12%		-12%					
Coût du risque	-2	0	-2,4	-0,4	na	na	na	na
Evolution								
Résultat PDG	51,4	30,4	27,7	16,7	-1,1	-1,1	24,9	14,9
Evolution	69%		66%				67%	

Locasom, filiale dédiée à la location longue durée des véhicules automobiles, a enregistré une progression de +9.1% de son résultat social.

Sa contribution au PNB consolidé s'élève à 159 MDH en quasi stagnation par rapport à fin 2013. Sa contribution au RNPG ressort à 28 MDH en 2014 contre 17 MDH en 2013 en hausse de 66%.

EAI, filiale technologique créée en joint venture avec la RMAWA-TAniYA et le CiC a enregistré un résultat social de 0.9 MDH.

CID, détenue à hauteur de 38,9%, contribue au RNPG à hauteur de 24.9 MDH en hausse de 67% par rapport à l'année dernière. CiD a réalisé cette année un résultat net social de 64 MMAD en hausse de 60% par rapport à 2013.

Résultats et contributions des activités à l'étranger

Au 31 décembre 2014, la contribution dans le RNPG des activités à l'international enregistre une hausse de +13% passant de près de 572 MDH à 647 MDH, représentant 33% du RNPG Global.

Cette progression s'explique en bonne partie par la hausse de la contribution des activités européennes de +85% représentant 6% du RNPG global.

Contribution	International		Europe		Afrique	
Activités Afrique	Déc-14	Déc-13	Déc-14	Déc-13	Déc-14	Déc-13
PNB Consolidé	5 280	4 555	343,2	405,6	4 937	4 149
Evolution	16%		-15%		19%	
Frais Généraux	-3 092	-2 741	-157,9	-248,9	-2 934	-2 492
Evolution	13%		-37%		18%	
Coût du risque	-701	-341	-40,9	-60,9	-660	-281
Evolution	105%		-33%		135%	
Résultat PDG	647,0	572,0	125,5	67,7	521,5	504,3
Evolution	13%		85%		3%	

Activités en Europe

BIH, holding regroupant les activités européennes du groupe BMCE, a réussi à confirmer la performance réalisée l'année dernière avec une contribution au RNPG passant de 68 MDH en 2013, à 125 MDH en 2014, soit une hausse de +85%.

Pour sa part, **BBI UK** a vu sa contribution au RNPG plus que doubler, à 79 MDH en 2014 contre 36 MDH en 2013 soit une hausse de +117%.

BMCE MADRID affiche une contribution de 47 MDH en 2014 contre 31 MDH en 2013 en hausse de +49%, avec une nette amélioration du coût du risque de la filiale espagnole de 54 MDH en 2013 à 22 MDH en 2014.

Activités en Afrique

Contribution	Afrique		BOA		LCB		BDM	
Activités Afrique	Déc-14	Déc-13	Déc-14	Déc-13	Déc-14	Déc-13	Déc-14	Déc-13
PNB Consolidé	4 937	4 149	4 612	3 793	325,2	356,4	na	na
Evolution	19%		22%		-9%			
Frais Généraux	-2 934	-2 492	-2 721	-2 299	-213,5	-193,6	na	na
Evolution	18%		18%		10%			
Coût du risque	-660	-281	-695	-213	35,1	-67,2	na	na
Evolution	135%		226%		-152%			
Résultat PDG	521,5	504,3	437,5	438,0	32,9	19,7	51,0	46,5
Evolution	3%		0%		67%		10%	

Bank of Africa contribue au RNPG de la banque à hauteur de 23% du global, soit un niveau de 438 MDH en 2014 comparable à l'année dernière.

La contribution au PNB global ressort à 4.612 MDH en progression de +22% (représentant 40% du total), et la contribution aux charges générales d'exploitation s'établit à 2.721 MDH en 2014 en hausse de +18%.

La progression du RBE de la BOA a été neutralisée par l'évolution du coût du risque en 2014 atteignant 695 MDH en 2014 (selon les normes IFRS) contre 213 MDH en 2013 et 366 MDH en 2012.

Le RNPG du Groupe BOA (selon les normes locales), ressort à 49.1 millions d'euros contre 31.4 millions d'euros en 2013, en forte progression de +56%.

La Congolaise de Banque a enregistré une baisse de -9% de sa contribution au PNB consolidé passant de 356 MDH à 325 MDH, compensée par une nette amélioration du coût du risque sur la période.

La contribution de la filiale Congolaise au RNPG atteint 33 MDH en 2014, contre 20 MDH en 2013, enregistrant une hausse de +67%.

Enfin, **la Banque de Développement du Mali** société mise en équivalence, a vu sa contribution au RNPG progresser de +10% passant de 46 MDH en 2013 à 51 MDH en 2014.

Contribution des filiales au RNPG de la banque

Contributions	Déc. 14	% STR	Déc. 13	% STR	VAR
Activités au Maroc	1 297	67%	659	54%	97%
BMCE Bank	993	51%	443	36%	124%
Activités Filialisées	304	16%	216	18%	41%
SFS	145	7%	120	10%	21%
SALAFIN	78	4%	67	5%	15%
MAGHREBAIL	41	2%	27	2%	54%
MAROC FACTORING	25	1%	19	2%	33%
RM EXPERTS	-1	0%	1	0%	
ACMAR	2	0%	6	0%	-58%
GABA	107	5%	66	5%	60%
BMCE CAPITAL	57	3%	24	2%	134%
BMCE CAPITAL BOURSE	0	0%	0	0%	
BMCE CAPITAL GESTION	49	3%	42	3%	18%
CFM	0	0%	0	0%	
AUTRES	51	3%	29	2%	75%
EULER HERMES ACMAR	28	1%	17	1%	66%
EAI	-1	0%	-1	0%	
CID	25	1%	15	1%	67%
ACTIVITES A L'ETRANGER	647	33%	572	46%	13%
EUROPE	126	6%	68	5%	85%
BIH	126	6%	68	5%	85%
BBI	79	4%	36	3%	117%
BBI MADRID	47	2%	31	3%	49%
AFRIQUE	521	27%	504	41%	3%
BOA	438	23%	438	36%	0%
LCB	33	2%	20	2%	67%
BDM	51	3%	47	4%	10%
RESULTAT NET PDG	1 944	100%	1 231	100%	58%

Gestion actif /passif au 31 décembre 2014

Risque de taux d'intérêt

Les résultats des stress testing effectués au 31 décembre 2014 relativement aux impacts d'une variation des taux d'intérêt de 200 pbs sur la marge d'intérêt et sur la valeur économique des Fonds Propres ressortent en conformité avec les limites fixés par le comité ALCO.

En effet, cet impact est estimé à 125 MDH, soit 2.3% du PNB prévisionnel 2015, inférieur à la limite ALCO fixée à 5%. La variation de la valeur économique des Fonds Propres face à un choc de taux de 200pbs, est estimé à 279 MDH soit 1.8% des Fonds Propres réglementaires également inférieure à la limite ALCO fixée à 20%.

Le Gap de Taux à horizon 12 mois (Excédent des actifs sur passifs à taux révisable) sur l'année ressort à +7,9 MMDH en 2014, contre +5,3 MMDH à fin décembre 2013.

Risque de liquidité

Le Coefficient de Liquidité s'établit à 125% en 2014 au dessus de la limite réglementaire de 100%.

Le Coefficient LCR (Liquidity Coverage Ratio) affiche 70% à fin Décembre 2014 au-dessus de la limite réglementaire de 60%.

Le Gap de liquidité à horizon 12 mois enregistre un excédent de liquidité de +11.9 MMDH en 2014 contre +8,9 MMDH à fin décembre 2013.

Emission d'un emprunt obligataire subordonné

Le Conseil d'Administration a évoqué l'opportunité pour BMCE Bank d'émettre, avant la fin du premier semestre 2015, un emprunt obligataire subordonné à durée déterminée pour un montant maximum en principal de deux Milliards (2.000.000.000) de Dirhams.

S'inscrivant dans le cadre du plan de financement du Groupe BMCE Bank, cet emprunt vise à accompagner le Plan Stratégique de Développement 2016-2020, à renforcer les fonds propres réglementaires et à respecter les ratios prudentiels et de solvabilité.

Ainsi, cette émission devra prendre la forme d'un emprunt obligataire subordonné à durée déterminée sur une maturité de 10 ans, à réaliser en une ou plusieurs tranches dans un délai maximum de 5 ans, par appel public à l'épargne sur le marché local. Le taux sera déterminé avant l'émission en fonction des conditions du marché. Le remboursement est in Fine à échéance des 10 ans à compter de la date de jouissance des titres obligataires subordonnés.

Les fonds seront de nature à être classés en tant que fonds propres complémentaires de deuxième niveau au sens des articles 3 et 19 de la circulaire de Bank Al Maghrib 24/G/2006.

RÉSOLUTIONS

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration et des Rapports des Commissaires aux Comptes, approuve l'ensemble de ces documents dans leur intégralité et sans réserve ainsi que les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2014 en constatant que les comptes individuels ainsi que les bilans de l'activité au Maroc, des succursales et des filiales de BMCE Bank, les comptes de résultat (CPC et ESG) les concernant et ainsi arrêtés au 31 décembre 2014, reflètent l'ensemble des opérations de la Banque.

Elle approuve les comptes qui lui ont été présentés.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire constate que le résultat social au titre de l'exercice 2014 se présente comme suit :

Pour l'activité Maroc :	965 084 107,56
Pour la succursale de Paris :	61 197 897,12
Pour la Succursale BMCE Bank Offshore	177 290 703,92
Soit un bénéfice net de	1 203 572 708,60

En conséquence, l'Assemblée Générale décide d'affecter les résultats dégagés au titre de l'exercice 2014 de la manière suivante:

Bénéfice net	1 203 572 708,60
Premier dividende de 6%	107 678 034,00
Reste	1 095 894 674,60
Superdividende de 8%	681 960 882,00
Reste	413 933 792,60
Report de l'exercice précédent	9 790,00
Reste	413 943 582,60
Réserve extraordinaire	413 900 000,00
Le solde de dirhams à reporter	43 582,60

Le portefeuille de filiales et de titres de participation a généré, au cours de l'exercice 2014, des dividendes de 349 millions de dirhams.

Les reprises nettes des provisions sur titres de participation se sont chiffrées à 17 millions de dirhams. Bien entendu, l'ensemble de ces éléments a été intégré dans les résultats de l'activité sociale.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée fixe le dividende à 4,40 dirhams par action dont le paiement, après les retenues prévues par la loi, sera effectué à partir du 09 Juillet 2015 au Siège Social : 140, Avenue hassan ii à Casablanca, BMCE Capital Titres.

L'encaissement du dividende se réalisera par virement de coupons au profit du compte BMCE Bank ouvert dans les livres de MAROCLEAR.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire prend acte de l'accomplissement par les Commissaires aux Comptes de la Banque, les cabinets KPMG et FIDAROC GRANT THORNTON, de leur mission au titre de l'exercice 2014 écoulé conformément aux dispositions statutaires, à la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la Loi 20-05 relative aux sociétés anonymes et aux dispositions de l'article 72 du Dahir portant loi nº 1-05-178 du 14 février 2006, au titre de leur Rapport Général sur les opérations de l'exercice 2014.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions relevant des articles 56 et suivants de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée relative aux sociétés anonymes et de l'article 26 des statuts, approuve les conclusions dudit rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe le montant global net des jetons de présence à répartir entre les Administrateurs, pour l'exercice 2014, à deux millions deux cent mille dirhams - 2.200.000 DH.

SEPTIEME RESOLUTION

Le mandat d'Administrateur de FINANCECOM parvenant à expiration au terme de la présente Assemblée, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler ledit mandat pour une durée de six exercices venant à expiration lors de l'Assemblée Générale des Actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

HUITEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus total, entier et sans réserve aux Administrateurs pour leur gestion au titre de l'exercice arrêté au 31 décembre 2014.

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du Rapport du Conseil d'Administration, autorise ce dernier et toute personne dûment déléguée par lui à cet effet de procéder à une ou plusieurs émissions d'obligations subordonnées non convertibles sur dix (10) ans régies par les dispositions des articles 292 à 1 de la loi nº 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la Loi nº20-05, dans la limite d'un plafond de DEUX MILLIARDS DE DIRHAMS (2.000.000.000,00 DH).

La ou les émissions ainsi autorisées peuvent être réalisées en une ou plusieurs tranches, dans un délai maximum de cinq (5) ans.

DIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire délègue, en vertu de l'article 294 de la loi nº 17-95 telle que modifiée et complétée par la Loi nº20-05, au Conseil d'Administration et à toute personne dûment habilitée par lui tous pouvoirs à l'effet :

a. de fixer les modalités et la nature définitive de la ou des émissions obligataires subordonnées autorisées dans la neuvième résolution ;

b. et de réaliser définitivement la ou lesdites émissions ;

c. et d'une manière générale, prendre toutes mesures utiles, le tout dans les conditions légales et réglementaires en vigueur lors de ces émissions.

ONZIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal en vue d'effectuer toutes formalités légales.

DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

PREMIERE RESOLUTION

Dans le contexte d'internationalisation de ses activités, le Groupe BMCE Bank, ne cessant de grandir et de s'enrichir en termes de métiers et de ressources humaines, entend marquer ce jalon important de son histoire.

Afin de souligner la dimension continentale du Groupe BMCE Bank et, en capitalisant sur la marque puissante que représente Bank Of Africa, une adjonction de cette dernière à la marque BMCE Bank est proposée.

En d'autres termes il s'agirait, d'ajouter aux côtés des appellations figurant dans les Statuts de la Banque, à savoir Banque Marocaine du Commerce Extérieur et BMCE Bank, l'abréviation nouvelle BMCE Bank Of Africa.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est ainsi sollicitée à l'effet de marquer son accord quant à l'utilisation d'une appellation additionnelle, au regard de la dénomination sociale de BMCE Bank.

il est dès lors proposé d'adjoindre à l'abréviation sociale actuelle «BMCE Bank», la mention «BMCE Bank of Africa».

Ainsi les nouvelles abréviations seront «BMCE Bank» - «BMCE Bank of Africa».

L'Assemblée Générale Extraordinaire, après avoir entendu la lecture du Rapport du Conseil d'Administration, décide, ceci à compter du 26 mai 2015, d'adjoindre à l'abréviation sociale actuelle «BMCE Bank» la mention «BMCE Bank of Africa».

Ainsi les nouvelles abréviations seront : «BMCE Bank» - «BMCE Bank of Africa». il sera désormais possible d'utiliser valablement l'une ou l'autre des appellations de manière alternative, ou les deux ensemble.

DEUXIEME RESOLUTION

En conséquence de la résolution précédente, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide de modifier l'article «Dénomination» des statuts comme suit :

Article 2 - dénomination

La dénomination de la Société est désormais : BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR, par abréviation «BMCE Bank» - «BMCE Bank of Africa».

(la suite de l'article demeure sans changement)

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Extraordinaire confère tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie du présent procès-verbal en vue d'effectuer toutes formalités légales.

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR COMPTES CONSOLIDÉS

Fidaroc Grant Thornton

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

KPMG

11, Avenue Bir Kacem Souissi
Rabat

Aux Actionnaires de
BMCE BANK
140, Avenue Hassan II
Casablanca

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur et ses filiales (Groupe BMCE Bank), comprenant le bilan au 31 décembre 2014, le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 20.803.169 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 2.692.179.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

RESPONSABILITÉ DE L'AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION SUR LES ÉTATS FINANCIERS

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Groupe BMCE Bank constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2014, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes et principes comptables décrits dans l'état des informations complémentaires consolidé.

Casablanca, le 15 avril 2015

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
Associé

KPMG

Jamal SAAD EL IDRISSI
Associé

RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1.1. Normes comptables applicables :

Le Groupe BMCE Bank a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1er janvier 2007.

Les comptes consolidés du Groupe BMCE BANK sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS), telles qu'elles ont été approuvées au sein de l'IASB.

Le groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations adoptés par l'IASB lorsque l'application rétrospective est autorisée.

Normes IFRS et amendements adoptées par l'IASB à partir du 01/01/2014.

NORMES OU INTERPRÉTATIONS	Date d'application par l'IASB
Amendements limités à IAS 19 "Avantages du personnel" - Cotisation des membres du personnel	01/07/2014
Compensation des actifs/passifs financiers (amendements IAS 32)	01/07/2014
Amendements à IAS 36 "Dépréciation des actifs" - Informations sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	01/01/2014
Amendements d'IAS 39 et d'IFRS 9 : Novation de dérivés et maintien de la comptabilité de couverture	01/01/2014

1.1.2.Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le groupe BMCE Bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0.5% du total du bilan de l'entité mère ;

La situation nette de la filiale est supérieure à 0.5% de la situation nette de l'entité mère ;

Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0.5% des produits bancaires de l'entité mère.

Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 31 décembre 2014, aucune filiale du groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les États financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition .

Ecart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de

l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels indentifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

Evaluation de l'écart d'acquisition

Après sa comptabilisation initiale, l'écart d'acquisition est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36, des tests de dépréciation doivent être réalisés lorsqu'apparait un risque de dépréciation durable, et en tout état de cause une fois par an, pour vérifier que les écarts d'acquisition constatés pour chaque UGT n'ont pas lieu d'être dépréciés.

Au 31 décembre 2014, le groupe a effectué des tests de dépréciation pour s'assurer que la valeur comptable des unités génératrices de trésorerie est toujours inférieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'une unité génératrice de trésorerie est définie comme la valeur la plus élevée entre sa juste valeur nette des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

La juste valeur, étant le montant auquel on pourrait raisonnablement s'attendre pour la vente d'une UGT, à des conditions normales de marché.

La valeur d'utilité est basée sur une estimation des cash flows actualisés générés par l'activité dans le cadre de son exploitation par la banque :

- Si la valeur recouvrable de la filiale est supérieure à celle comptable, alors il n'y a pas lieu de constater d'impairment ;
- Dans le cas contraire, la différence est constatée en charge d'impairment. Elle sera en priorité allouée à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs sur la base d'un prorata.
- La banque a utilisé différentes méthodes pour la valorisation de la valeur d'utilité des UGT, selon les critères de chaque filiale. Ces méthodes se sont basées sur des hypothèses et estimations :
- L'approche par les revenus, communément appelée « Discounted Dividend Model », qui est une méthode classique dans le secteur bancaire. La mise en œuvre de cette méthode repose sur le business plan de la filiale et valorise ainsi cette dernière par le biais de la valeur actuelle des flux de dividendes futurs. Ces flux seront actualisés au coût des fonds propres.
- La méthode des « Discounted Cash flows » est une méthode traditionnelle pour l'évaluation des firmes dans le secteur des services. Elle se base sur l'actualisation des flux de trésorerie disponibles au coût moyen pondéré du capital.

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du groupe.

1.1.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur , qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

Les titres détenus par le Groupe peuvent être classés en trois catégories.

Actifs financiers à la valeur de marché par résultat

Cette catégorie regroupe les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur en date de clôture et portés au bilan dans la rubrique « actifs ou passifs à la juste valeur par résultat ». Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat de la période dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat.

Il est à signaler que le Groupe n'a pas désigné dès l'origine des actifs et passifs financiers non dérivés à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat conformément à l'option offerte par l'IAS 39.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend les titres à revenu fixe ou déterminable, et assortis d'une maturité fixe, que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

Ils sont évalués après leur acquisition au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres ainsi que les frais d'acquisition des titres s'ils sont significatifs. Ils peuvent faire l'objet, le cas échéant, de dépréciations en cas de défaillance de l'émetteur. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne

relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs. En date d'arrêté, ils sont évalués à leur valeur de marché et les variations de celle-ci, présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession des titres, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Il en est de même en cas de dépréciation.

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans l'agrégat « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.

Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

Dépréciations sur prêts et créances et sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, dépréciations sur engagements de financement et de garantie

A chaque date de clôture, le Groupe détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur valeur ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable.

Le groupe apprécie en premier lieu si des indications objectives de dépréciation existent individuellement, pour des actifs individuellement significatifs, de même que individuellement ou collectivement, pour des actifs financiers qui ne sont pas individuellement significatifs.

Si le Groupe détermine qu'il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, il inclut cet actif dans un Groupe d'actifs financiers représentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants :

- L'existence d'impayés ;
- La connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ;
- Les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...).

Le Groupe répartit le portefeuille des créances douteuses comme suit :

Créances individuellement significatives : Revue individuelle de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps. La dépréciation en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus actualisés

Les créances non individuellement significatives : La population non couverte de manière individuelle fait l'objet d'une segmentation en classes homogènes de risque et fait l'objet d'un traitement suivant un modèle statistique, fondé sur des données historiques, des flux de recouvrement par année de déclassement approprié à chaque classe homogène des risques.

Les contreparties ne représentant pas des indicateurs de dépréciation

Ces créances font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondé sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté. Cette analyse permet d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille.

Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

L'exercice du jugement expérimenté des métiers ou de la Direction des Risques peut conduire le Groupe à constater des dépréciations collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels, le Groupe établit dans ce sens des watch list qui représentent la liste des comptes à risque.

Les dotations et reprises des dépréciations de valeur des actifs sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » tandis que la reprise dans le temps des effets de l'actualisation constitue la rémunération comptable des créances dépréciées et est enregistrée en intérêts et produits assimilés au compte de résultat.

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente

Les « Actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés d'instruments de capitaux propres, sont dépréciés par contrepartie du compte de résultat lorsqu'existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition.

Le Groupe a défini deux critères de dépréciation non cumulatifs pour les instruments de capitaux propres inscrits au niveau des actifs financiers disponibles à la vente, l'un fondé sur la baisse significative du cours du titre en considérant comme significative une baisse du cours supérieure à 40 % de la valeur d'acquisition, un autre fondé sur la baisse durable à travers l'observation d'une moins-value latente sur une année.

Pour les instruments cotés sur un marché actif, la dépréciation est déterminée sur la base du cours coté, pour les instruments non cotés sur la base de la valeur de modèle.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est enregistrée au sein du produit net bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. En outre, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation reconnue en résultat.

Pour les instruments de dettes, la dépréciation se fait de la même manière que les prêts et créances, soit une dépréciation sur base individuelle en cas d'indices de dépréciation durable et sur base collective en l'absence d'indices de dépréciation.

Compte tenu de la nature du portefeuille, le groupe n'est pas concerné par la dépréciation des instruments de dette.

Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en produits en PNB.

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE BANK et BANK OF AFRICA ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE BANK SA et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Les actions propres détenues par le Groupe sont portées en déduction des capitaux propres consolidés quel que soit l'objectif de leur détention et les résultats afférents sont éliminés du compte de résultat consolidé.

Au 31 décembre 2014, le groupe ne détient pas d'actions propres.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêté, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat».

h. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « actifs financiers disponibles à la vente »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

En l'absence d'un marché actif, la juste valeur est déterminée à l'aide des techniques d'évaluation (modèles internes d'évaluation présentés dans la note 4.15 sur la juste valeur).

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

i. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

j. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

k. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe ne compose pas les actifs et passifs financiers.

1.1.4. Immobilisations

a. Immobilisations Corporelles:

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du groupe BMCE Bank.

Matrice de décomposition retenue par BMCE BANK

Immeubles : Sièges		Immeubles autres que sièges		
Durée	QP	Durée	QP	Durée
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou

valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Le mode d'amortissement retenu traduit le rythme de consommation des avantages économiques futurs.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

Compte tenu de la nature des immobilisations incorporelles détenues, le groupe considère que la notion de valeur résiduelle n'est pas pertinente pour les immobilisations incorporelles. En conséquence aucune valeur résiduelle n'est retenue.

1.1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et« Charges des autres activités ».

b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location.

1.1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 31 décembre 2014 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.1.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'ancienneté compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

Principes d'évaluation et de comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies et des autres avantages à long terme

a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en Frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE BANK sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

1.1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement

passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

1.1.10. Impôt exigible et différé :

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales».

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui a moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur.il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plan des sociétés concernées.

1.1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des États financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des États financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les États financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

Les dépréciations (individuelles et collectives) opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2014

BILAN IFRS

ACTIF IFRS	2014	2013
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	9 966 747	11 939 091
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	28 609 790	28 223 948
Instruments dérivés de couverture	-	-
Actifs financiers disponibles à la vente	4 891 427	3 319 804
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	16 072 610	18 145 727
Prêts et créances sur la clientèle	155 152 943	149 374 957
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Placements détenus jusqu'à leur échéance	18 153 337	12 536 742
Actifs d'impôt exigible	199 008	92 432
Actifs d'impôt différé	445 733	257 635
Comptes de régularisation et autres actifs	4 978 851	4 317 433
Actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence	513 766	472 624
Immeubles de placement	835 047	947 602
Immobilisations corporelles	5 847 075	5 465 769
Immobilisations incorporelles	744 273	770 522
Ecarts d'acquisition	832 470	832 470
TOTAL ACTIF IFRS	247 243 077	236 696 756

(En milliers de dirhams)

PASSIF IFRS	2014	2013
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	68 253
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	2 745 648	2 437 494
Instruments dérivés de couverture	2 018	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	33 142 978	35 068 715
Dettes envers la clientèle	161 268 876	148 790 337
Titres de créance émis	13 170 353	12 451 775
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux	-	-
Passifs d'impôt courant	55 341	94 368
Passifs d'impôt différé	1 099 810	989 759
Comptes de régularisation et autres passifs	7 636 569	11 380 363
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	-	-
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-
Provisions pour risques et charges	523 011	456 573
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	6 795 304	5 815 661
TOTAL DETTES	226 439 908	217 553 298
Capital et réserves liées	12 488 381	12 104 178
Réserves consolidées	-	-
- Part du Groupe	1 481 861	1 456 083
- Part des minoritaires	4 000 114	3 612 458
Gains ou pertes latents ou différés, part du Groupe	149 436	107 914
Gains ou pertes latents ou différés, part des minoritaires	-8 802	-17 778
Résultat net de l'exercice		
- Part du Groupe	1 943 864	1 230 796
- Part des minoritaires	748 315	649 807
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	20 803 169	19 143 458
TOTAL PASSIF IFRS	247 243 077	236 696 756

(En milliers de dirhams)

COMPTE DE RESULTAT IFRS CONSOLIDE	2014	2013
Intérêts et produits assimilés	12 701 901	11 446 765
Intérêts et charges assimilés	-4 959 094	-4 801 885
Marge d'intérêts	**7 742 807**	**6 644 880**
Commissions perçues	2 247 263	2 206 721
Commissions servies	-333 395	-459 319
Marge sur commissions	**1 913 868**	**1 747 402**
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	1 093 341	798 364
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	100 886	162 635
Résultat des activités de marché	**1 194 227**	**960 999**
Produits des autres activités	1 022 668	896 079
Charges des autres activités	-376 343	-358 334
Produit Net Bancaire	**11 497 227**	**9 891 026**
Charges générales d'exploitation	-5 827 763	-5 300 375
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-666 100	-654 657
Résultat brut d'exploitation	**5 003 364**	**3 935 994**
Coût du risque	-1 778 322	-1 295 268
Résultat d'exploitation	**3 225 042**	**2 640 726**
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	81 621	69 089
Gains ou pertes nets sur autres actifs	17 306	12 207
Variations de valeurs des écarts d'acquisition	-	-
Résultat avant impôts	**3 323 969**	**2 722 022**
Impôts sur les bénéfices	-631 790	-841 419
Résultat Net	2 692 179	1 880 603
Résultat hors Groupe	748 315	649 807
Résultat Net part du Groupe	**1 943 864**	**1 230 796**
Résultat par Action (EN MAD)	**10,8**	**6,9**
Résultat dilué par Action (EN MAD)	**10,8**	**6,9**

(En milliers de dirhams)

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	2014	2013
Résultat net	**2 692 179**	**1 880 603**
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	**50 497**	**12 379**
Écarts de conversion	-6 334	-3 039
Actifs financiers diposnibles à la vente	56 831	15 418
Ecarts de réévaluation	56 831	15 418
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	**0**	**14 817**
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définis	0	14 817
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**50 497**	**27 195**
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	**2 742 677**	**1 907 798**
Part du groupe	1 985 386	1 256 799
Part des intérêts minoritaires	757 291	650 999

(En milliers de dirhams)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres clôture 31.12.2012 corrigés	1 794 634	10 186 734	0	2 191 425	81 911	14 254 704	4 153 339	18 408 043
Changement de méthodes comptables				7 152		7 152		7 152
Capitaux propres clôture 31.12.2012 corrigés	1 794 634	10 186 734	0	2 198 577	81 911	14 261 856	4 153 339	18 415 195
Opérations sur capital		122 810		-122 810		0		0
Paiements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			-35 727			-35 727	0	-35 727
Dividendes				-592 198		-592 198	-343 582	-935 780
Résultat de l'exercice				1 230 796		1 230 796	649 807	1 880 603
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (A)						0	0	0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (B)					14 226	14 226	1 192	15 418
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (C)					-3 039	-3 039		-3 039
Avantages au personnel					14 817	14 817		14 817
Gains ou pertes latents ou différés (A) + (B) + (C)				0	26 003	26 003	1 192	27 195
Variation de périmètre				-36 716		-36 716	-167 092	-203 808
Divers				44 956		44 956	-49 178	-4 221
Capitaux propres clôture 31.12.2013 corrigés	1 794 634	10 309 544	-35 727	2 722 605	107 914	14 898 970	4 244 486	19 143 458
Changement de méthodes comptables						0		0
Capitaux propres clôture 31.12.2013 corrigés	1 794 634	10 309 544	-35 727	2 722 605	107 914	14 898 970	4 244 486	19 143 458
Opérations sur capital		384 203		-384 203		0		0
Paiements fondés sur des actions						0		0
Opérations sur actions propres			35 727			35 727		35 727
Dividendes				-717 829		-717 829	-337 936	-1 055 765
Résultat de l'exercice				1 943 864		1 943 864	748 315	2 692 179
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)						0		0
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)					47 856	47 856	8 976	56 832
Ecarts de conversion : variations et transferts en résul					-6 334	-6 334		-6 334
IAS 19 R						0		0
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)				0	41 522	41 522	8 976	50 498
Variation de périmètre (*)				-18 092		-18 092	200 689	182 597
Divers				-120 621		-120 620	-124 903	-245 525
Capitaux propres clôture 31.12.2014	1 794 634	10 693 747	0	3 425 724	149 436	16 063 542	4 739 627	20 803 169

(*) Variation de périmètre 2014

Il s'agit des acquisitions complémentaires au niveau de BOA Group et SALAFIN ainsi que la sortie du périmètre de Hanouty

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

AU 31 DÉCEMBRE 2014

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	2014	2013
Résultat avant impôts	3 323 969	2 722 022
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 463 904	3 380 727
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	173 473	35 273
+/- Dotations nettes aux provisions	1 106 319	927 426
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-65 808	-69 089
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-1 346 058	-1 008 589
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-
+/- Autres mouvements	58 543	-61 503
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	3 390 373	3 204 245
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-2 073 872	3 464 610
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	3 260 835	-11 587 602
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-6 036 643	4 993 174
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-4 488 481	-2 839 357
- Impôts versés	-806 052	-636 635
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-10 144 213	-6 605 810
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	-3 429 871	-679 544
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-732 356	-997 292
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-187	-174
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-849 669	-1 502 270
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 582 212	-2 499 736
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-909 304	612 593
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 844 774	1 940 935
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	935 470	2 553 528
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-252 118	71 311
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-4 328 731	-554 441
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	15 544 470	16 098 911
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	11 870 837	9 854 817
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	3 673 632	6 244 094
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	11 215 740	15 544 470
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	9 966 853	11 870 837
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 248 887	3 673 632
Variation de la trésorerie nette	-4 328 731	-554 441

(En milliers de dirhams)

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE	MAROC	EUROPE	AFRIQUE
Résultat avant impôts	**1 875 254**	**134 484**	**1 314 231**
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	3 139 759	7 375	316 770
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	173 473	0	0
+/- Dotations nettes aux provisions	504 619	40 852	560 848
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-26 253	0	-39 555
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-1 209 689	3 485	-139 854
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	0	0	0
+/- Autres mouvements	31 838	2 505	24 200
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	**2 613 747**	**54 217**	**722 409**
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-9 230 045	297 937	6 858 236
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	6 057 816	-1 675 989	-1 120 992
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	69 075	-594 368	-5 511 350
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-4 418 445	46 024	-116 060
- Impôts versés	-581 624	-8 463	-215 965
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	**-8 103 223**	**-1 934 859**	**-106 131**
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	**-3 614 222**	**-1 746 158**	**1 930 509**
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-185 279	3 064	-550 141
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-187	0	0
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-195 039	-20 669	-633 961
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	**-380 505**	**-17 605**	**-1 184 102**
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-621 039	0	-288 265
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-286 679	2 007 651	123 802
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	**-907 718**	**2 007 651**	**-164 463**
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	**-458**	**-47 681**	**-203 979**
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**-4 902 903**	**196 207**	**377 965**
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	**6 835 275**	**372 857**	**8 336 338**
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	4 912 087	1 807	6 956 943
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 923 187	371 050	1 379 395
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	**1 841 900**	**569 066**	**8 804 773**
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 624 493	117 664	8 224 695
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	217 407	451 402	580 078
Variation de la trésorerie nette	-4 993 375	196 209	468 435

(En milliers de dirhams)

MARGE D'INTERETS	2014			2013		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	**9 620 309**	**2 924 519**	**6 695 790**	**8 954 357**	**3 021 109**	**5 933 248**
Comptes et prêts/emprunts	9 008 184	2 852 671	6 155 513	8 400 936	2 944 638	5 456 298
Opérations de pensions		71 848	-71 848		76 471	-76 471
Opérations de location-financement	612 125		612 125	553 421		553 421
Opérations interbancaires	**748 342**	**965 111**	**-216 769**	**711 218**	**939 670**	**-228 452**
Comptes et prêts/emprunts	508 162	889 165	-381 003	436 721	905 634	-468 913
Opérations de pensions	240 180	75 946	164 234	274 497	34 036	240 461
Emprunts émis par le Groupe	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Instruments de couverture de résultats futurs	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Portefeuille de transactions	**1 252 489**	**1 069 464**	**183 025**	**1 047 357**	**841 106**	**206 251**
Titres à revenu fixe	1 252 489	756 372	496 117	1 047 357	566 320	481 037
Opérations de pensions			0			0
Prêts/emprunts			0			0
Dettes représentées par un titre	0	313 092	-313 092	0	274 786	-274 786
Actifs disponibles à la vente			**0**			**0**
Actifs détenus jusqu'à échéance	**1 080 761**		**1 080 761**	**733 833**		**733 833**
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	**12 701 901**	**4 959 094**	**7 742 807**	**11 446 765**	**4 801 885**	**6 644 880**

(En milliers de dirhams)

COMMISSIONS NETTES	2014			2013		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	1 498 023	135 079	1 362 944	1 545 470	201 866	1 343 604
avec les établissements de crédit			-			-
avec la clientèle	1 046 050		1 046 050	917 334		917 334
sur titres	165 947	96 320	69 627	150 146	159 370	-9 224
de change	286 026	38 759	247 267	477 990	42 496	435 494
sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan			-			-
Prestation de services bancaires et financiers	749 240	198 316	550 924	661 251	257 453	403 798
Produits nets de gestion d'OPCVM			-			-
Produits nets sur moyen de paiement	341 856	42 803	299 053	321 274	42 222	279 052
Assurance			-			-
Autres	407 384	155 513	251 871	339 977	215 231	124 746
Produits nets de commissions	2 247 263	333 395	1 913 868	2 206 721	459 319	1 747 402

(En milliers de dirhams)

GAINS NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS EVALUES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	2014			2013		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
Titres à revenu fixe et variable	1 092 286		1 092 286	736 732		736 732
Instruments financiers dérivés	1 055	0	1 055	59 512	2 120	61 632
Opérations de pension						
Prêts						
Emprunts						
Réévaluation des portefeuilles couverts en taux						
Réévaluation des positions de change						
TOTAL	1 093 341	0	1 093 341	796 244	2 120	798 364

(En milliers de dirhams)

GAINS NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE	2014	2013
Titres à revenu fixe	0	0
plus ou moins values de cession		
Actions et autres titres à revenu variable	100 886	162 635
Produits de dividendes	229 525	174 116
Charges de dépréciation	-122 065	34 775
Plus-values nettes de cession	-6 574	-46 256
TOTAL	100 886	162 635

(En milliers de dirhams)

PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES	2013			2013		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits nets de l'activité d'assurance			-			0
Produits nets des immeubles de placement	-	-	-	0	0	0
Produits nets des immobilisations en location simple	274 345	98 551	175 794	276 229	96 787	179 442
Produits nets de l'activité de promotion immobilière	-	-	-	0	0	0
Divers autres produits et charges bancaires	357 964	222 374	135 590	297 070	206 631	90 439
Autres produits d'exploitation non bancaires	390 359	55 418	334 941	322 780	54 916	267 864
TOTAL	1 022 668	376 343	646 325	896 079	358 334	537 745

(En milliers de dirhams)

COÛT DU RISQUE DE LA PERIODE	2014	2013
Dotations aux provisions	-1 934 231	-1 517 753
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-1 806 846	-1 501 320
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Provisions engagements par signature	-433	-3 485
Autres provisions pour risques et charges	-126 952	-12 948
Reprises de provisions	627 707	395 502
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	570 908	353 165
Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)		
Reprises de provisions engagements par signature	58	9 315
Reprises des autres provisions pour risques et charges	56 741	33 022
Variation des provisions	-471 798	-173 017
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)		
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-493 375	-176 691
Décote sur les produits restructurés		
Récupérations sur prêts et créances amorties	21 577	3 674
Pertes sur engagement par signature		
Autres pertes		
Coût du risque	-1 778 322	-1 295 268

(En milliers de dirhams)

COÛT DU RISQUE DE LA PERIODE	2014	2013
Dotations nettes aux dépréciations	-1 306 523	-1 122 250
Récupérations sur créances amorties	21 577	3 674
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	-493 376	-176 692
TOTAL	-1 778 322	-1 295 268

(En milliers de dirhams)

COÛT DU RISQUE DE LA PÉRIODE PAR NATURE D'ACTIFS	2014	2013
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Prêts et créances sur la clientèle	-1 707 737	-1 321 172
Actifs financiers disponibles à la vente		
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Instruments financiers des activités de marché		
Autres actifs		
Engagements par signature et divers	-70 585	25 904
TOTAL	-1 778 322	-1 295 268

(En milliers de dirhams)

IMPÔTS COURANTS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS	2014	2013
Impôts courants	199 008	92 432
Impôts différés	445 733	257 635
Actifs d'impôts courants et différés	644 742	350 067
Impôts courants	55 341	94 368
Impôts différés	1 099 810	989 759
Passifs d'impôts courants et différés	1 155 151	1 084 127

(En milliers de dirhams)

CHARGE NETTE DE L'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	2014	2013
Charge d'impôts courants	-660 266	-765 802
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	28 476	-75 617
Charge nette de l'impôt sur les bénéfices	-631 790	-841 419

(En milliers de dirhams)

LE TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	2014	2013
Résultat net	2 692 179	1 880 603
Charges d'impôt sur les bénéfices	-631 791	-841 419
Taux d'impôt effectif moyen	23,5%	-44,7%

(En milliers de dirhams)

ANALYSE DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT	2014	2013
Taux d'impôt en vigueur	37,0%	37,0%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères		
Imposition forfaitaire		
Différences permanentes		
Changement de taux		
Déficit reportable		
Autres éléments	-13,5%	7,7%
Taux d'impôt effectif moyen	23,5%	44,7%

(En milliers de dirhams)

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	2014	2013
Charges de Personnel	3 030 005	2 786 616
Impôts et Taxes	83 586	82 334
Charges Externes	1 383 487	1 373 607
Autres Charges Générales d'Exploitation	1 330 685	1 057 818
Dotation aux Amortissements et aux Provisions des Immobilisations Incorporelles et Corporelles	666 100	654 657
Charges Générales d'Exploitation	6 493 863	5 955 032

(En milliers de dirhams)

INFORMATIONS SECTORIELLES

L'information comptable et financière au sein du groupe BMCE Bank est déclinée en quatre pôles d'activité :

- Banque au Maroc : ce domaine regroupe BMCE Bank Activité Maroc.
- Gestion d'actifs et Banque d'affaires (GABA) : ce domaine regroupe la banque d'affaires (BMCE Capital), la société de bourse (BMCE Capital Bourse), et la société de gestion d'actifs (BMCE Capital Gestion).
- Services Financiers Spécialisés : ce domaine regroupe la société de crédit à la consommation (SALAFIN), la société de crédit bail (Maghrébail), la société d'affacturage (Maroc Factoring), la société de recouvrement, (RM Experts) et la société d'assurance crédit (Euler Hermes Acmar),
- Activités à l'international : ce domaine regroupe BMCE International (Madrid), la Banque de Développement du Mali, La Congolaise de Banque, BBI Londres et Bank Of Africa.

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL	Banque au Maroc	Gestion d'actifs	Services financiers spécialisés	Autres activites	Activites internationales	Total
2014						
Marge d'intérêts	3 163 049	49 612	719 859	-18 399	3 828 686	7 742 807
Marge sur commission	827 661	126 444	14 292	0	945 471	1 913 868
Produit net bancaire	4 939 564	351 681	743 701	158 698	5 303 583	11 497 227
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-2 731 382	-245 162	-192 747	-87 142	-3 237 430	(6 493 863)
Résultat Brut d'exploitation	2 208 182	106 519	550 954	71 556	2 066 153	5 003 364
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-229 409	-47 704	-124 596	-11 943	-218 138	(631 790)
Résultat Part du Groupe	992 887	106 593	145 484	51 426	647 474	1 943 864
2013						
Marge d'Intérêts	2 932 463	24 633	590 258	-20 676	3 118 202	6 644 880
Marge sur commission	739 946	112 448	12 134	0	882 874	1 747 402
Produit net bancaire	4 347 720	217 269	611 901	158 965	4 555 171	9 891 026
Charges générales d'exploitation et dotations aux amortissements	-2 689 721	-195 077	-185 616	-99 329	-2 785 289	(5 955 032)
Résultat Brut d'exploitation	1 658 000	22 192	426 284	59 637	1 769 881	3 935 994
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-359 011	-22 977	-104 947	-7 388	-347 096	(841 419)
Résultat Part du Groupe	441 056	66 429	119 847	29 470	573 994	1 230 796

(En milliers de dirhams)

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL	Banque au Maroc	Gestion d'actifs	Services financiers specialisés	Autres activités	Activites internationales	Total
2014						
Total Bilan	164 934 033	763 527	8 090 081	178 767	73 276 669	247 243 077
Eléments d'Actif						
Actifs Disponibles à la Vente	1 569 636	132 554	17 166	21 026	3 151 045	4 891 427
Prets et Créances sur la Clientèle	99 370 301	179	14 867 010	0	40 915 453	155 152 943
Actifs financiers évalués à la juste valeur	28 476 818	80 444	2 368	0	50 160	28 609 790
Placements Détenus jusqu'à Echéance	2 317 968	0	0	0	15 835 369	18 153 337
Eléments du Passif						
Dettes Envers la Clientèle	109 986 007	0	1 225 018	0	50 057 851	161 268 876
Fonds Propres	14 527 416	216 015	1 252 591	(41 433)	4 848 580	20 803 169
2013						
Total Bilan	161 135 143	362 570	14 602 647	192 495	60 403 901	236 696 756
Eléments d'Actif						
Actifs Disponibles à la Vente	1 417 723	109 504	14 713	22 763	1 755 101	3 319 804
Prets et Créances sur la Clientèle	102 077 895	273	13 781 855	0	33 514 934	149 374 957
Actifs financiers évalués à la juste valeur	27 649 487	47 963	48		526 450	28 223 948
Placements Détenus jusqu'à Echéance	2 523 427	0	27	0	10 013 288	12 536 742
Eléments du Passif						
Dettes Envers la Clientèle	102 358 798	6 204	1 240 940	0	45 184 395	148 790 337
Fonds Propres	13 839 405	137 808	1 188 659	(82 799)	4 060 385	19 143 458

(En milliers de dirhams)

VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE PAR AGENT ÉCONOMIQUE	2014	2013
Banque au Maroc	109 986 007	102 358 798
Services Financiers Spécialisés	1 225 018	1 240 940
Activités à l'international	50 057 851	45 184 395
Gsetion d'actifs	0	6 204
Autres Activités	0	0
Total en principal	161 268 876	148 790 337
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	161 268 876	148 790 337

(En milliers de dirhams)

PLACEMENTS DÉTENUS JUSQU'À LEUR ÉCHÉANCE PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ	2014	2013
BANQUE AU MAROC	2 317 968	2 523 427
SERVICES FINANCIERS SPECIALISES		27
ACTIVITES INTERNATIONALES AFRIQUE	15 835 369	10 013 288
TOTAL	18 153 337	12 536 742

(En milliers de dirhams)

ACTIFS FINANCIERS EVALUES A LA JUSTE VALEUR PAR SECTEUR D'ACTIVITE	2014	2013
BANQUE AU MAROC	28 476 818	27 649 487
SERVICES FINANCIERS SPECIALISES	2 368	48
GESTION D'ACTIFS & BANQUE D'AFFAIRES	80 444	47 963
ACTIVITES INTERNATIONALES	50 160	526 450
TOTAL	28 609 790	28 223 948

(En milliers de dirhams)

VENTILATION DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	2014			2013		
	ENCOURS SAINS	ENCOURS EN SOUFFRANCE	PROVISIONS	ENCOURS SAINS	ENCOURS EN SOUFFRANCE	PROVISIONS
Maroc	10 437 608	58 669	58 669	11 901 101	58 672	36 797
Europe	2 371 474	0	0	1 783 526	0	0
Afrique	3 243 617	29 595	9 684	4 439 225	3 408	3 408
Total en principal	16 052 699	88 264	68 353	18 123 852	62 080	40 205
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan	16 052 699	88 264	68 353	18 123 852	62 080	40 205

(En milliers de dirhams)

VENTILATION DES PRÊTS ET CRÉANCES ENVERS LA CLIENTÈLE

	2014			2013		
	ENCOURS SAINS	ENCOURS EN SOUFFRANCE	PROVISIONS	ENCOURS SAINS	ENCOURS EN SOUFFRANCE	PROVISIONS
Maroc	112 108 604	7 238 376	5 109 489	114 252 061	6 267 412	4 659 448
Europe	3 323 611	173 250	117 524	1 753 262	126 165	72 824
Afrique	36 226 993	2 959 669	1 650 547	29 660 369	3 621 749	1 573 789
Total en principal	151 659 208	10 371 295	6 877 560	145 665 692	10 015 326	6 306 061
Créances rattachées						
Provisions						
Valeurs nettes au bilan	151 659 208	10 371 295	6 877 560	145 665 692	10 015 326	6 306 061

(En milliers de dirhams)

VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	2014	2013
Valeurs en Caisse	3 356 387	2 887 750
Banques Centrales	6 083 895	8 151 588
Trésor Public	521 727	895 022
Service des Chéques Postaux	4 738	4 731
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chéques Postaux	6 610 360	9 051 341
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	9 966 747	11 939 091

(En milliers de dirhams)

ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	2014			2013		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Titres de créance négociables	6 716 504	0	6 716 504	9 112 323	0	9 112 323
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	3 916 944		3 916 944	6 508 218		6 508 218
Autres titres de créances négociables	2 799 560		2 799 560	2 604 105		2 604 105
Obligations	190 047	0	190 047	459 108	0	459 108
Obligations d'Etat			0			0
Autres obligations	190 047		190 047	459 108		459 108
Actions et autres titres à revenu variable	21 722 365	0	21 722 365	18 649 052	0	18 649 052
Opérations de pension	0	0	0	0	0	0
Prêts	0	0	0	0	0	0
aux établissements de crédit						
à la clientèle entreprises						
à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	-19 126	0	-19 126	3 465	0	3 465
Instruments dérivés de cours de change	-19 703		-19 703	2 888		2 888
Instruments dérivés de taux d'intérêt	577		577	577		577
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	28 609 790	0	28 609 790	28 223 948	0	28 223 948
dont titres prêtés						
hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	0	2 696 352	2 696 352	0	2 430 244	2 430 244
Etablissements de crédit		2 696 352	2 696 352		2 430 244	
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	49 296	0	49 296	7 250	0	7 250
Instruments dérivés de cours de change	49 296		49 296	7 250		7 250
Instruments dérivés de taux d'intérêt			0			0
Instruments dérivés sur actions			0			0
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHE PAR RESULTAT	49 296	2 696 352	2 745 648	7 250	2 430 244	2 437 494

(En milliers de dirhams)

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE A LA VENTE	2014	2013
Titres de créance négociables	0	0
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la Banque Centrale		
Autres titres de créance négociables		
Obligations	0	0
Obligations d'Etat		
Autres Obligations		
Actions et autres titres à revenu variable	5 299 792	3 618 023
dont titres cotés	325 463	125 195
dont titres non cotés	4 974 329	3 492 828
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION	5 299 792	3 618 023
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-408 365	-298 219
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu variable	-408 365	-298 219
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS	4 891 427	3 319 804
dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations		

(En milliers de dirhams)

PRÊTS CONSENTIS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	2014	2013
Comptes à vue	3 923 290	4 630 305
Prêts	12 169 796	13 362 300
Opérations de pension	47 877	193 327
Total des prêts consentis et créances sur les établissements de crédits avant dépréciation	16 140 963	18 185 932
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	-68 353	-40 205
Total des prêts consentis et créances sur les établissements de crédits nets de dépréciation	16 072 610	18 145 727

(En milliers de dirhams)

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	2013	2013
Comptes à vue	2 254 051	1 723 359
Emprunts	26 604 762	18 429 985
Opérations de pension	4 284 165	14 915 371
TOTAL	33 142 978	35 068 715

(En milliers de dirhams)

PRETS, CREANCES ET DETTES SUR LA CLIENTELE

Prêts Consentis et Créances sur la Clientèle	2014	2013
Comptes ordinaires débiteurs	24 271 477	21 263 162
Prêts consentis à la clientèle	116 381 173	107 613 766
Opérations de pension	9 467 823	15 707 669
Opérations de location-financement	11 910 030	11 096 420
Total des prêts consentis et créances sur la clientèle avant dépréciation	162 030 503	155 681 017
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-6 877 560	-6 306 060
Total des prêts consentis et créances sur la clientèle nets de dépréciation	155 152 943	149 374 957

Ventilation des créances envers la clientèle par agent économique	2014	2013
Banque au Maroc	99 346 209	102 077 889
Services Financiers Spécialisés	14 867 010	13 781 855
Activités à l'international	40 939 545	33 514 940
Gestion d'actifs	179	273
Autres activités	0	0
Total en principal	155 152 943	149 374 957
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	155 152 943	149 374 957

Ventilation des créances sur la clientèle par zone géographique	2014	2013
Maroc	114 213 398	115 860 017
Afrique	37 560 208	31 708 337
Europe	3 379 337	1 806 603
Total en principal	155 152 943	149 374 957
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	155 152 943	149 374 957

Dettes envers la clientele	2014	2013
Comptes ordinaires créditeurs	89 254 190	83 808 102
Comptes à terme	35 948 532	32 738 282
Comptes d'épargne	19 993 183	18 930 245
Bons de caisse	4 488 643	4 144 400
Opérations de pension	3 246 264	1 166 600
Autres comptes créditeurs	8 338 064	8 002 708
Total Dettes	161 268 876	148 790 337

Ventilation des dettes envers la clientèle par agent économique	2014	2013
Banque au Maroc	109 986 007	102 358 798
Services Financiers Spécialisés	1 225 018	1 240 940
Activités à l'international	50 057 851	45 184 395
Gestion d'actifs	0	6 204
Autres Activités	0	0
Total en principal	161 268 876	148 790 337
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	161 268 876	148 790 337

Ventilation des dettes sur la clientèle par zone géographique	2014	2013
Maroc	111 211 025	103 605 942
Afrique	48 544 736	43 577 634
Europe	1 513 115	1 606 761
Total en principal	161 268 876	148 790 337
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	161 268 876	148 790 337

(En milliers de dirhams)

DETTES REPRESENTEES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNEES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE	2014	2013
Autres dettes représentées par un titre	13 170 353	12 451 775
titres de créances négociables	13 170 353	12 451 775
emprunts obligataires		
Dettes subordonnées	6 568 309	5 574 256
Emprunt subordonnés	6 568 309	5 574 256
à durée déterminée	4 568 309	2 788 120
à durée indéterminée	2 000 000	2 786 135
Titres subordonnés	0	0
à durée déterminée		
à durée indéterminée	0	0
Fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	226 995	241 405
TOTAL	19 965 657	18 267 436

(En milliers de dirhams)

ACTIFS FINANCIERS DETENUS JUSQU'À L'ECHEANCE	2014	2013
Titres de créance négociables	17 494 319	11 542 243
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	16 991 008	11 523 934
Autres titres de créance négociables	503 311	18 309
Obligations	659 018	994 499
Obligations d'Etat		
Autres Obligations	659 018	994 499
TOTAL	18 153 337	12 536 742

(En milliers de dirhams)

IMPÔTS COURANTS ET DIFFERES	2014	2013
Impôts courants	199 008	92 432
impôts différés	445 733	257 635
Actifs d'impôts courants et différés	**644 741**	**350 067**
Impôts courants	55 341	94 368
impôts différés	1 099 810	989 759
Passifs d'impôts courants et différés	**1 155 151**	**1 084 127**

(En milliers de dirhams)

COMPTES DE REGULARISATION, ACTIFS ET PASSIFS DIVERS	2014	2013
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	117 027	96 643
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	46 853	12 402
Comptes d'encaissement	426 519	383 861
Part des réassureurs dans les provisions techniques		
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	388 464	473 081
Debiteurs Divers	3 532 614	3 115 401
Comptes de liaision	467 374	236 045
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	4 978 851	4 317 433
Dépôts de garantie reçus	29 033	57 478
Comptes de règlement relatifs aux opérations sur titres	2 017 148	6 310 266
Comptes d'encaissement	1 209 401	869 224
Charges à payer et produits constatés d'avance	621 937	617 785
Autres créditeurs et passifs divers	3 759 050	3 525 610
TOTAL DES COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	7 636 569	11 380 363

(En milliers de dirhams)

PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	2014	2013
ACMAR	19 577	27 374
Banque de Développement du Mali	275 226	248 290
Eurafric	-7 954	-6 692
Société Conseil Ingenierie et Développement	150 475	132 485
Participations dans sociétés mises en équivalences chez BOA	76 442	64 469
PARTICIPATIONS DANS LES SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	513 766	472 623

(En milliers de dirhams)

DONNÉES FINANCIÈRES PUBLIÉES EN NORMES COMPTABLES LOCALES PAR LES PRINCIPALES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE	Total du bilan DECEMBRE 2014	Produit net bancaire-chiffre d'affaires DECEMBRE 2014	Résultat de la filiale	Contribution dans le Résultat net part du groupe Déc 2014
ACMAR	553 139	144 171	12 481	2 496
Banque de Développement du Mali	7 685 083	523 743	183 652	51 096
Eurafric	173 166	191 348	900	-1 145
Société Conseil Ingenierie et Développement	607 503	279 118	64 116	24 902

(En milliers de dirhams)

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION	2014			2013		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	10 437 505	4 590 430	5 847 075	9 674 496	4 208 727	5 465 769
Terrains et constructions	2 036 095	454 328	1 581 767	1 751 061	521 905	1 229 154
Equipement, Mobilier, Installations	3 871 866	1 687 683	2 184 183	3 702 800	1 547 661	2 155 139
Biens mobiliers donnés en location	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations	4 529 544	2 448 419	2 081 475	4 220 635	2 139 161	2 081 475
Immobilisations Incorporelles	1 711 352	967 079	744 273	1 536 277	765 755	770 522
Logiciels informatiques acquis	1 045 026	563 703	481 323	935 657	420 712	514 944
Logiciels informatiques produits par l'entreprise	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	666 326	403 376	262 950	600 620	345 043	255 577
Immeubles de placements	941 187	106 140	835 047	1 037 034	89 432	947 602

(En milliers de dirhams)

TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2014	2013
VALEUR NETTE AU 1er janvier	5 465 769	5 131 528
Acquisition de l'exercice	897 659	832 766
Entrées de périmètre	-	-
Dotations aux amortissements	(471 483)	(479 097)
Cession de l'exercice	(85 430)	(66 192)
Reclassements	40 560	46 764
VALEUR NETTE EN FIN D'EXERCICE	5 847 075	5 465 769

(En milliers de dirhams)

TABLEAU DE VARIATION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2014	2013
VALEUR NETTE AU 1er janvier	770 522	751 455
Acquisition de l'exercice	165 550	250 098
Entrées de périmètre	-	-
Dotations aux amortissements	(173 581)	(175 559)
Cession de l'exercice	(79 465)	(18 394)
Reclassement	61 247	(37 078)
VALEUR NETTE EN FIN D'EXERCICE	744 273	770 522

(En milliers de dirhams)

ECARTS D'ACQUISITION	2014	2013
Valeur brute comptable en début de période	832 470	832 470
Cumul des dépréciations enregistrées en début de période		
Valeur nette comptable en début de période	832 470	832 470
Acquisitions		
Cessions		
Dépréciations comptabilisées pendant la période		
Écarts de conversion		
Filiales précédemment mises en équivalence		
Autres mouvements	0	0
Valeur brute comptable en fin de période	832 470	832 470
Cumul des dépréciations enregistrées en fin de période		
VALEUR NETTE COMPTABLE EN FIN DE PÉRIODE	832 470	832 470

(En milliers de dirhams)

RÉPARTITION DES ÉCARTS D'ACQUISITION	2014	2013
MAGHRÉBAIL	10 617	10 617
BANQUE DE DÉVELOPPEMENT DU MALI	3 588	3 588
SALAFIN	5 174	5 174
MAROC FACTORING	1 703	1 703
BMCE CAPITAL BOURSE	2 618	2 618
BMCE INTERNATIONAL (MADRID)	3 354	3 354
BANK OF AFRICA	692 136	692 136
LOCASOM	98 725	98 725
CID	14 555	14 555
TOTAL GROUPE	832 470	832 470

(En milliers de dirhams)

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES	2014	2013
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN DÉBUT DE PÉRIODE	456 573	520 590
Dotations aux provisions	129 384	613
Reprises de provisions	-45 024	-42 337
Utilisation des provisions	-12 682	-23 726
Variation des parités monétaires et divers	-5 240	1 432
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUÉES EN FIN DE PÉRIODE	523 011	456 573

(En milliers de dirhams)

	Risques légaux et fiscaux	Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi	Engagements de prêts et garanties (Les EPS)	Contrats déficitaires	Autres provisions	Valeur comptable totale
Solde d'ouverture	15 213	218 133	9 646	0	213 581	456 573
Dotations	4 372	12 795	433	0	111 785	129 385
Montants utilisés	-3 747	0	-58	0	-41 218	-45 023
Montants non utilisés repris au cours de la période	0	0	-1 774	0	-16 146	-17 920
Autres mouvements	-102	0	98	0	0	-4
Solde de clôture	15 736	230 928	8 345	0	268 002	523 011

(En milliers de dirhams)

TRANSFERTS D'ACTIFS FINANCIERS	Valeur comptable des actifs transférés	Valeur comptable des passifs associés
Prêts de titres	0	0
Titres en valeur de marché par résultat		
Opérations de pensions		
Titres en valeur de marché par résultat	6 747 577	6 737 664
Titres classés en prêts et créances	0	0
Actifs financiers disponibles à la vente	795 808	786 700
TOTAL	7 543 385	7 524 364

(En milliers de dirhams)

RÉPARTITION PAR MÉTHODE DE VALORISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS COMPTABILISÉS EN VALEUR DE MARCHÉ PRÉSENTÉE CONFORMÉMENT AUX PRESCRIPTIONS DE LA NORME IFRS 7

	2014			
	niveau 1	niveau 2	niveau 3	Total
ACTIFS FINANCIERS				
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	28 609 790	-	-	28 609 790
dont actifs financiers en valeur de marché par résultat	28 609 790			28 609 790
dont instruments dérivés				-
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option				-
Instruments financiers dérivés de couverture				-
Actifs fi nanciers disponibles à la vente	325 463		4 565 963	4 891 427
PASSIFS FINANCIERS				
Instruments financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	2 745 648	-	-	2 745 648
dont passifs financiers en valeur de marché par résultat	2 696 352			2 696 352
dont instruments dérivés	49 295			49 295
Instruments financiers en valeur de marché par résultat sur option				
Instruments financiers dérivés de couverture				

(En milliers de dirhams)

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

	2014	2013
Engagements de financement donnés	10 122 682	15 467 096
Aux établissements de crédit	1 257 036	1 356 425
A la clientèle	8 865 646	14 110 671
Ouverture de crédit		
Autre engagements en faveur de la clientèle		
Engagements de financement reçus	2 347 719	2 897 232
des établissements de crédit	2 347 719	2 897 232
de la clientèle	-	-

(En milliers de dirhams)

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	2014	2013
Engagements de garantie donnés	21 930 665	21 576 455
D'ordre des établissements de crédit	5 885 648	6 646 676
D'ordre de la clientèle	16 045 017	14 929 778
Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
Autres garanties d'ordre à la clientèle		
Engagements de garantie reçus	52 736 107	44 459 136
des établissements de crédit	51 735 698	43 550 070
de l'état et d'autres organismes de garantie	1 000 409	909 066

(En milliers de dirhams)

PROVISIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET DES AUTRES AVANTAGES À LONG TERME ACCORDÉS AUX SALARIÉS	2014	2013
Provision pour indemnités de retraite et assimilées	230 928	218 134
Provision pour prime spéciale d'ancienneté		
Autres provisions		
TOTAL	230 928	218 134

(En milliers de dirhams)

HYPOTHÈSES DE BASE DES CALCULS	2014	2013
Taux d'actualisation	5,60%	5,60%
Taux d'évolution des salaires	3%	3%
Taux de rendement des actifs	N/A	N/A
Autres	11%	11%

En pourcentage

COÛT DES REGIMES POSTERIEURS A L'EMPLOI	2014	2013
Charge normal de l'exercice	16 644	17 558
Charge d'intérêt	11 689	10 045
Rendements attendus des fonds		
Amortissement des écarts actuariels		
Amortissement des gains et pertes nettes		
Indemnités supplémentaires	28 334	27 603
Autre		
Coût net de la période		

(En milliers de dirhams)

EVOLUTION DE LA PROVISION INSCRITE AU BILAN	2014	2013
Dette actuarielle d'ouverture	218 134	232 869
Charge normale de l'exercice	16 644	17 558
Charge d'intérêt	11 689	10 045
Ecarts d'experience	-	-23 518
Autres écarts actuariels		
Amortissement des gains et pertes nettes		-
Prestations versées	-15 539	-18 820
Indemnités supplémentaires		
Autre		
Dette actuarielle de clôture	230 928	218 134

(En milliers de dirhams)

CHARGE REPRÉSENTÉE PAR LES PAIEMENTS À BASE D'ACTIONS	2014	2013
Charge globale du plan d'intéressement en actions	18 211	43 456

(En milliers de dirhams)

OPERATIONS REALISEES SUR CAPITAL	En nombre	Valeur unitaire	En MAD
Nombres d'actions émises au 31 décembre 2011	171 963 390	10	1 719 633 900
Nombres d'actions émises au 31 décembre 2012	179 463 390	10	1 719 633 900
Nombres d'actions émises au 31 décembre 2013	179 463 390	10	1 794 633 900
Nombres d'actions émises au 31 décembre 2014	179 463 390	10	1 794 633 900

RESULTAT PAR ACTION

	2014	2013
CAPITAL (EN MAD)	1 794 633 900	1 794 633 900
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	179 463 390	179 463 390
RÉSULTAT PART GROUPE (EN MAD)	1 943 864 261	1 230 795 682
Résultat par Action (EN MAD)	10,83	6,9
RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION (EN MAD)	10,83	6,9

(En milliers de dirhams)

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaires	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	51,00%	51,00%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	74,76%	74,76%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DES BANQUES	Banque	25,00%	25,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	72,70%	72,70%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,30%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	27,38%	27,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'études	38,90%	38,90%	M E E

JETONS DE PRÉSENCE VERSÉS AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	2014			2013		
	Montant BRUT	Impôt Retenue à la source	Montant net versé	Montant BRUT	Impôt Retenue à la source	Montant net versé
Personnes physiques et morales Résidentes au Maroc	1 291	318	973	1 212	312	900
Personnes physiques et morales non Résidentes au Maroc	254	38	216	333	33	300
TOTAL	1 545	356	1 190	1 546	346	1 200

(En milliers de dirhams)

CONTRATS DE LOCATION FINANCEMENT

	"Investissement brut total"	Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	Valeurs résiduelles non garanties revenant au bailleur
≤ 1 an	2 866 828	491 174	73 134
> 1 an ≤ 5 ans	8 118 832	4 809 422	276 146
> 5 ans	3 685 873	3 086 283	346 039
TOTAL	14 671 533	8 386 879	695 319

(En milliers de dirhams)

CONTRATS DE LOCATION SIMPLE

	Valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir au titre de la location	Loyers conditionnels totaux comptabilisés dans les produits de la période
≤ 1 an	240 000	
> 1 an ≤ 5 ans	1 000 000	
> 5 ans		
TOTAL	1 240 000	-

RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

11, Avenue Bir Kacem Souissi
Rabat

Aux Actionnaires de
BMCE BANK
140, Avenue Hassan II
Casablanca

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2014

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 27 Mai 2014, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE Bank », comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2014. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 19.995.030 dont un bénéfice net de KMAD 1.203.572.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalies significatives, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

RESPONSABILITÉ DE L' AUDITEUR

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives.

En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

OPINION SUR LES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Nous certifions que les états de synthèse, cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur au 31 décembre 2014 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la banque.

Par ailleurs, conformément aux dispositions de l'article 172 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 relative aux sociétés anonymes, nous vous informons que votre banque a, au cours de l'exercice 2014, créé la société « IT International Service » pour KMAD 340 et acquis 22,5% du capital de la société « O TOWER » pour KMAD 225.

Casablanca, le 15 avril 2015

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
Associé

KPMG

Jamal SAAD EL IDRISSI
Associé

RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Fidaroc GrantThornton

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

KPMG

11, Avenue Bir Kacem Souissi
Rabat

Aux Actionnaires de
BMCE BANK
140, Avenue Hassan II
Casablanca

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1ER JANVIER AU 31 DECEMBRE 2014

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée par la loi 20-05 et son décret d'application.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en oeuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2014

1.1. Contrat de prestation de services entre BMCE Bank (pour sa succursale Off shore) et BMCE CAPITAL

Conclue le 19 mai 2014, cette convention détermine les modalités de rémunération inhérente à la mission de conseil effectuée par BMCE CAPITAL auprès de BMCE Bank – Bank Offshore dans le cadre de l'opération de structuration portant sur une émission obligataire en Côte d'ivoire dont le coupon est de 6.5% et la maturité correspond au 26 février 2021.

La mission de conseil est rémunérée par BMCE Bank à hauteur de 10 millions de dirhams payable en une fois au plus tard le 30 juin 2014.

Cette convention a pour durée celle de la mission et s'éteint avec le paiement complet et définitif de sa rémunération.

Au titre de cette convention, BMCE Bank Offshore a enregistré au cours de l'exercice 2014 une charge globale de 10.000 KMAD.

Personnes concernées :

- Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Président du Conseil de Surveillance de BMCE Capital est également Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.
- Monsieur Amine BOUABID, Administrateur de BMCE Bank est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.
- Monsieur Zouheir BENSAID, Administrateur de BMCE Bank est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.
- Messieurs Driss BENJELLOUN et M'Fadel EL HALAISSI, Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank sont également membres du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

1.2. Avenant à la Convention de gestion des activités de marché et de dépositaire entre BMCE Bank et BMCE Capital

Cet avenant conclu en date du 18 décembre 2014 modifie les modalités de rémunération de BMCE Capital au titre de la gestion des activités de dépositaire de BMCE Bank.

Cet avenant n'a produit aucun impact sur les comptes de BMCE Bank au titre de l'exercice 2014.

Personnes concernées :

- Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Président du Conseil de Surveillance de BMCE Capital est également Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.
- Monsieur Amine BOUABID, Administrateur de BMCE Bank est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.
- Monsieur Zouheir BENSAID, Administrateur de BMCE Bank est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.
- Messieurs Driss BENJELLOUN et M'Fadel EL HALAISSI, Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank sont également membres du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

1.3. Convention de prestations de services entre BMCE Bank – Bank Off-Shore et BMCE Capital

Conclue courant 2014, cette convention opère la modification des modalités de rémunération de BMCE Capital auprès de BMCE Banque Off-Shore au titre de missions de conseil liées à des opérations d'investissement réalisées en Afrique.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 une charge globale de 10.000 KMAD.

Personnes concernées :

- Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Président du Conseil de Surveillance de BMCE Capital est également Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.
- Monsieur Amine BOUABID, Administrateur de BMCE Bank est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.
- Monsieur Zouheir BENSAID, Administrateur de BMCE Bank est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

• Messieurs Driss BENJELLOUN et M'Fadel EL HALAISSI, Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank sont également membres du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

1.4. Convention de transfert de systèmes informatiques et de services entre BMCE Bank, BMCE Bank International Plc et IT International Services

Par cette convention conclue le 28 février 2014, BMCE Bank International Plc transfère à la société IT International Services, filiale de BMCE Bank sa plateforme informatique en contrepartie de prestations de services informatiques par cette dernière à son bénéfice.

Le prix correspondant à ce transfert s'élève à la somme de 2.989.438 euros.

Cette convention n'a produit aucun impact sur les comptes de BMCE Bank au titre de l'exercice 2014.

Personnes concernées :

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank et Administrateur de BMCE Bank international Plc.

• Monsieur Mohammed AGOUMI Administrateur de BMCE Bank International Plc est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank et Administrateur d'IT International Services.

• Monsieur Mounir CHRAIBI Directeur Général Délégué de BMCE Bank est également Administrateur d'IT International Services.

1.5. Convention d'avance en compte courant d'associés entre BMCE Bank et BMCE IMMOBILIER (EX MABANICOM)

Par cette convention conclue le 13 février 2014, BMCE Bank accepte de mettre à la disposition de BMCE IMMOBILIER (ex MABANICOM) une avance en compte courant d'associés d'un montant global net de 38.000.000 dhs au taux réglementaire en vigueur soit 3.3% au titre de l'exercice 2014.

L'avance est consentie pour une durée de un an renouvelable et son remboursement s'opèrera par affectation du produit de cession des unités immobilières acquises au moyen de ladite avance auprès de la société Pack Energy et ce au fur et à mesure de la réalisation des cessions.

Conclue pour une durée de un an renouvelable elle expire au terme du remboursement intégral de l'avance par BMCE IMMOBILIER (ex MABANICOM) en faveur de BMCE Bank.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 un produit global de 1.114 KMAD.

Personnes concernées :

• Monsieur Mounir CHRAIBI, Président du Conseil d'Administration de BMCE IMMOBILIER (ex MABANICOM), est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur M'Fadel EL HALAISSI, Administrateur de BMCE IMMOBILIER (ex MABANICOM) est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank ;

• Monsieur Omar TAZI, Administrateur de BMCE IMMOBILIER (ex MABANICOM) est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank ;

1.6 Convention de collaboration entre BMCE Bank et BMCE IMMOBILIER

Conclue le 3 février 2014, cette convention a pour objet la réalisation des missions suivantes moyennant une rémunération afférente à chacune d'elles :

• intermédiation immobilière à la demande et au besoin de BMCE Bank en vue de la location, de l'achat et de la vente d'actifs immobiliers au nom et pour le compte de BMCE Bank et du groupe BMCE ;

• Recouvrement des loyers et des créances locatives BMCE Bank et du Groupe BMCE ;

• Expertises immobilières, études de projets immobiliers, de notification des conditions spéciales à la demande et au besoin du client en vue de l'évaluation des actifs immobiliers pour le compte de BMCE Bank et du Groupe BMCE.

Cette convention est conclue pour une durée de 3 ans.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 une charge globale de 2. 142 KMAD.

Personnes concernées :

• Monsieur Mounir CHRAIBI, Président du Conseil d'Administration de BMCE IMMOBILIER (ex MABANICOM), est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur M'Fadel EL HALAISSI, Administrateur de BMCE IMMOBILIER (ex MABANICOM) est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank ;

• Monsieur Omar TAZI, Administrateur de BMCE IMMOBILIER (ex MABANICOM) est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank ;

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

2.1 Protocole d'Accord relatif à la mise en place d'un partenariat opérationnel portant sur le service Mobile Money conclu entre BMCE Bank et Medi Telecom SA

Conclu le 26 juin 2012, ce partenariat - préalable à la conclusion d'un contrat final - détermine les axes stratégiques ainsi que les principes du business model du projet, objet de la convention.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2014.

Personnes concernées :

• Monsieur Othman BENJELLOUN est Président Directeur Général de BMCE Bank et également Administrateur de MEDi TELECOM.

• Monsieur Zouheir BENSAID Administrateur de MEDi TELECOM est également Administrateur de BMCE Bank.

2.2 Convention de responsabilité déléguée relative à la gestion de BMCE EUROSERVICES conclue entre BMCE Bank et BMCE INTERNATIONAL S.A.U

Conclu le 10 avril 2012, ce contrat a pour objet de formaliser la relation intra-groupe des parties au regard de la responsabilité encourue par BMCE INTERNATIONAL SAU du fait de l'exécution par sa filiale à 100 % - BMCE Euro Services - des prestations accomplies sous les instructions de BMCE Bank actionnaire indirect à 100 % de la précédente.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2014.

Personnes concernées :

• Monsieur Othman BENJELLOUN est Président du Conseil d'Administration de BMCE international SAu et également Président Directeur Général de BMCE Bank.

• Messieurs Azeddine GUESSOUS, Mamoun BELGHITI, Mohammed BENNANI sont Administrateurs de BMCE Bank et BMCE International SAU et Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank et Administrateur de BMCE International SAU et Président du Conseil d'Administration de BMCE Euroservices.

• Monsieur Mohamed AGOUMI, Administrateur de BMCE International S.A.U. est Directeur Général Délégué de BMCE Bank et Administrateur de BMCE Euroservices.

• Monsieur Omar TAZI est Administrateur Délégué de BMCE Euroservices et Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Mounir CHRAIBI est Administrateur de BMCE Euroservices et Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Driss BENJELLOUN est Administrateur de BMCE Euroservices et Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

2.3. Mandat de Gestion conclu entre BMCE Bank et BOA – France

Conclue le 6 juin 2012 entre BMCE Bank et BOA – France, filiale de BOA Group détenu majoritairement par BMCE Bank, cette convention détermine les termes et conditions sous lesquels BMCE Bank donne mandat à BOA France, en contrepartie du règlement de commissions, pour traiter en son nom et pour son compte des opérations financières au bénéfice d'une population MRE. Le contrat définit également les modalités de fonctionnement du compte de BMCE Bank ouvert sur les livres de BOA France.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2014.

Personnes concernées :

• Monsieur Mohamed BENNANI, Administrateur de BOA France est également Administrateur de BMCE Bank.

2.4. Convention de prestations de services conclue entre BMCE Bank et BMCE Capital

Conclue le 20 novembre 2012 mais prenant effet au 1er janvier 2012, cette convention d'une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction détermine les modalités de rémunération de BMCE Capital par BMCE Bank au titre de l'assistance technique conférée à BOA Group via sa direction juridique.

La rémunération facturée annuellement est basée sur le calcul par jours hommes alloués au titre desdites prestations au tarif de 100 euros par jour homme.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2014.

Personnes concernées :

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Président du Conseil de Surveillance de BMCE Capital est également Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Amine BOUABID Administrateur de BMCE Bank est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

• Monsieur Zouheir BENSAID, Administrateur de BMCE Bank est Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

• Messieurs Driss BENJELLOUN et M'Fadel EL HALAISSI Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank sont également membres du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

2.5. Contrat de Prestation de services conclu entre BMCE Bank et la société RMA WATANYA

Conclu en avril 2012 avec prise d'effet au 1er octobre 2011, ce contrat définit les conditions générales et particulières de mise à disposition de locaux et d'accès aux différents services et moyens matériels que fournit BMCE Bank au profit de la RMA WATANYA.

il détermine en outre les modalités et conditions d'utilisation par cette dernière, moyennant une rémunération forfaitaire, des ressources mises à sa disposition.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2014.

Personnes concernées :

• Monsieur Othman BENJELLOUN est Président du Conseil de Surveillance de RMA WATANYA et également Président Directeur Général de BMCE Bank.

• Monsieur Zouheir BENSAID est Président du Directoire de RMA WATANYA et Administrateur de BMCE Bank.

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est membre du Conseil de Surveillance de RMA WATANYA et Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• RMA WATANYA est actionnaire à 29,99 % de BMCE Bank.

2.6. Licence to Assign (autorisation de céder le bail relatif aux locaux situés au "2nd floor Juxon House 100 St Paul's Church Yard, London EC4M 8BU", conclu avec Standard Life Assurance Limited) conclue entre BMCE, Standard Life Assurance Limited et BMCE Bank International Plc

Conclue en décembre 2012, cette convention a permis à BMCE Bank International Plc de transférer au profit de BMCE le bénéfice du contrat de bail relatif aux locaux susvisés.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 une charge globale de KMAD 21.366.

Personnes concernées :

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Administrateur de BMCE Bank International Plc, est également Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Mohammed AGOUMI, Administrateur de BMCE Bank International Plc, est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

2.7 Convention d'avance en compte courant conclue entre BMCE Bank et la société Hanouty

Conclue le 28 novembre 2012 jusqu'au remboursement intégral par HANOUTY en faveur de BMCE Bank de l'avance en compte courant, cette convention prévoit la mise à disposition par cette dernière au profit de la précédente d'un apport en compte courant

associés d'un montant de 14.35.273,5 dirhams moyennant un taux d'intérêt annuel au titre de l'exercice 2012 de 3.33%.

Le montant de cet apport est remboursable en trois annualités constantes, la première échéance intervenant le 1er décembre 2013.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2014.

Personnes concernées :

• M. Zouheir BENSAID est Administrateur des deux sociétés.

2.8. Convention cadre d'assistance technique entre BMCE Bank et AFH Services

Aux termes de cette convention conclue en 2012 pour une durée d'une année renouvelable par tacite reconduction, BMCE Bank fournit dans le cadre de relations intra groupe une assistance technique en faveur d'AFH aux fins de lui permettre de conférer au Groupe BOA une expertise métier.

En contrepartie, ces prestations sont facturées à AFh en nombre de jours hommes intervenus sur la base d'un tarif de 1200 euros HT par jour homme.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 un produit global de KMAD 1.462.

Personnes concernées :

• Monsieur Mohamed BENNANI Président Directeur Général du Groupe BOA est également Administrateur de BMCE Bank.

• Monsieur Driss BENJELLOUN, Directeur Général Délégué de BMCE Bank est également Administrateur d'AFH Services.

2.9. Avenant au Contrat de Prêt Subordonné entre BMCE Bank et BMCE Bank International

Conclu le 25 juillet 2012, cet avenant modifie la date d'échéance du contrat initial de prêt subordonné conclu entre les Parties en mai 2010 d'un montant de 15.000.000,00 de £ en repoussant la maturité de l'Emprunt de 7 à 10 ans.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2014.

Personnes concernées :

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Administrateur de BMCE Bank International Plc, est Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Mohammed AGOUMI, Administrateur de BMCE Bank International Plc, est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

2.10. Contrat de prêt subordonné entre BMCE Bank et BMCE BANK INTERNATIONAL (BBI) (ex MédiCapital Bank plc)

Conclue le 30 mai 2010, cette convention prévoit la mise à disposition par BMCE Bank au profit de BBI, d'un prêt subordonné d'un montant de l'équivalent en euros de 15,000,000 pounds sterling rémunéré au taux fixe annuel de 4% au titre de fonds propres complémentaires de second niveau.

La date de remboursement du prêt intervient au terme d'une durée de sept ans à compter de l'entrée en vigueur de la convention.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 un produit global de KMAD 7.917.

Personnes concernées :

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Administrateur de BMCE Bank International Plc, est également Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Mohammed AGOUMI, Administrateur de BMCE Bank International Plc, est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

2.11. Conventions entre BMCE Bank et SALAFIN

• Contrat de prestations de services entre BMCE Bank et SALAFIN Conclu en 2011 pour une durée de trois années reconductibles par tacite reconduction, ce contrat a pour objet de définir les modalités suivant lesquelles seront mis à disposition par BMCE Bank au profit de SALAFIN un certain nombre de services et moyens matériels ainsi que leurs conditions d'utilisation.

La redevance est fixée entre les parties au prix forfaitaire de mille dirhams TTC par desk. Une telle redevance est payable trimestriellement et d'avance.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 un produit global de KMAD 96.

• Convention de mise en place d'une plate-forme de contrôle de conformité des dossiers crédit immédiat BMCE Bank et d'hébergement en mode ASP d'un système de gestion par SALAFIN

Conclue en 2011 entre BMCE Bank et SALAFIN, cette convention a pour objet la mise en place d'une plate-forme back office pour assurer le contrôle de conformité des dossiers, la relance du réseau pour la correction des dossiers non conformes et le reporting risque opérationnel. La plateforme assure en outre la centralisation et la déclaration de souscription de l'assurance décès invalidité ainsi que la remise des dossiers à l'entité désignée par la banque pour la numérisation et archivage des dossiers de crédit.

Par ailleurs, elle prévoit l'hébergement du système de gestion de l'instruction des dossiers basés sur la plateforme

Immédiat interfacé avec les systèmes d'information de la banque, sa maintenance et son exploitation quotidienne outre la mise à la disposition de BMCE Bank d'un centre de maintenance.

La rémunération due par BMCE Bank est calculée sur la base des dossiers effectivement traités au niveau de la plateforme selon une grille tarifaire.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 une charge globale de 210 KMAD.

Personnes concernées :

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Président du Conseil de Surveillance de SALAFIN et Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Mamoun BELGHITI est membre du Conseil de Surveillance de SALAFIN et Administrateur de BMCE Bank.

• Messieurs Omar TAZI et Driss BENJELLOUN sont membres du Conseil de Surveillance de SALAFIN et Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank.

• Monsieur Amine BOUABID, Président du Directoire de SALAFIN, est également Administrateur de BMCE Bank.

• Conventions entre BMCE Bank et Eurafric Information (EAI)

• Protocole d'accord relatif à la facturation des licences logiciels et prestations y afférentes entre BMCE Bank et Eurafric Information (EAI)

Conclue le 2 décembre 2011, cette convention a pour objet la mise à disposition par EAI au profit de BMCE Bank d'un certain nombre de licences décrites au sein du contrat (Briques GRC, E- Banking Cyber Mut, Poste Agence Lot 1) en vue de leur utilisation par le personnel de cette dernière.

En contrepartie, BMCE Bank devra s'acquitter auprès de EAI de l'équivalent en dirhams de la somme de 4.800.370,4 euros au titre des prestations GRC, 3.303.063,2 euros au titre des licences GRC, 201.976, 6 euros au titre de la licence post agence lot 1,729.504 euros au titre des prestations Poste Agence lot 1,500.000 euros au titre des licences E-Banking, 768.672 euros au titres des prestations E Banking. Ces prix s'entendent HT et doivent être majorés de l'incidence de la retenue à la source s'élevant à 10 %.

Il en de même du coût de la maintenance des licences se chiffrant à 545.004,8 euros concernant la maintenance GRC, 105.694 euros concernant le contrat Poste Agence Lot 1, 162.801 euros concernant la maintenance E- banking Cyber Mut.

• Avenant nº 2 ANNEXE III au contrat de prestations de services conclu entre BMCE Bank et Eurafric Information Conclu le 10 mars 2011 et entrant en vigueur le 1er janvier, cet avenant modifie les prestations facturées par EAI à BMCE Bank, la grille tarifaire ainsi que les modalités de paiement et ce en vertu de la possibilité de révision annuelle du prix jour/ homme applicable aux prestations visées au contrat initial.

Au titre de ces deux conventions conclues avec EAI en 2011, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 au titre de :

- Prestations récurrentes : KMAD 50.609

- Maintenance : KMAD 6.971

- Projet SIBEA (immobilisations) : KMAD 36.074

- Projet non SIBEA (immobilisation) : KMAD 14.079

Personne concernée :

• Le Président du Conseil de Surveillance d'EAI, Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est également Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Zouheir BENSAID est Administrateur des deux sociétés.

• Messieurs Driss BENJELLOUN et Mounir CHRAIBI Administrateur d'EAI, sont Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank.

• Monsieur Mounir CHRAIBI, Administrateur d'EAI, est Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

2.12. Convention Carte MPOST – PASSPORT entre BMCE Bank et la société GNS TECHNOLOGIESSA

Conclue le 1er février 2011, cette convention a pour objet la mise à la disposition par BMCE Bank en faveur de GNS de cartes prépayées ainsi que la détermination des modalités de recharge, personnalisation et fonctionnement desdites cartes.

La carte délivrée donne lieu au prélèvement en faveur de la Banque d'un montant préalablement fixé entre les Parties.

Les frais correspondant aux recharges émanant du souscripteur sont portés au débit du compte de ce dernier ouvert sur les livres de BMCE Bank au fur et à mesure de leur déroulement. Tous les autres frais sont portés au débit du solde de la carte.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2014.

Personnes concernées :

• Monsieur Mounir CHRAIBI, Président du Conseil d'Administration de GNS Technologies est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Messieurs M'Fadel EL HALAISSI et Omar TAZI, Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank sont également Administrateurs de GNS Technologies.

2.13. Contrat de prestations de services entre BMCE Bank et EURAFRIC GED Services SAS

Conclu en 2011 pour une durée initiale de trois mois renouvelable par tacite reconduction jusqu'à la conclusion du contrat définitif dés obtention de l'autorisation de Bank Al Maghrib, ce contrat a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles BMCE Bank confie à Eurafric GED Services des prestations de numérisation de documents.

La facturation est mensuelle et volumétrique : le prix de facturation est de 0.86 dhs HT par page numérisée, 0.68 dhs HT par document vidéo-codés, 5 dhs HT par document pour la restitution de tout document remis au prestataire et n'ayant pas encore fait l'objet d'une restitution globale, 3 dhs HT par document pour la communication de l'index lorsque le document a déjà fait l'objet d'une restitution auprès de BMCE Bank.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 une charge globale de KMAD 1.020.

Personne concernée :

• Monsieur Mounir CHRAIBI est membre du Conseil de Direction d'EURAFRIC GED Services et Directeur Général

Délégué de BMCE Bank.

2.14. Convention de Partenariat – Traitement de sous – compensation entre BMCE Bank et BMCE BANK INTERNATIONAL Plc (BBI)

Aux termes de cette convention conclue le 4 octobre 2011, BMCE BAnK International assure certaines opérations de services bancaires au profit de BMCE Bank, et notamment :

• Chèques tirés sur des banques domiciliées en France ou à l'étranger

• Virements interbancaires en faveur de BMCE Bank ou de sa clientèle

• Virements par SWIFT émis et reçus de l'étranger ou vers l'étranger

• Effets de commerce domiciliés aux caisses de Bmce Bank, payables en France

• Confirmations de crédits documentaires

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2014.

Personnes concernées :

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Administrateur de BMCE Bank International Plc, est Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Mohammed AGOUMI, Administrateur de BMCE Bank International Plc, est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

2.15. Convention de promotion et de commercialisation d'OPCVM au sein du réseau de BMCE Bank conclue entre BMCE Bank et BMCE CAPITAL GESTION

Conclue le 1er mars 2011 pour une durée de douze mois renouvelable par tacite reconduction, cette convention a pour objet de déterminer les modalités de la collaboration entre les Parties en vue de promouvoir la commercialisation par BMCE Bank d'un nombre défini de produits relevant de l'activité de BMCE Capital Gestion via diverses entités du Réseau de BMCE Bank. A cet égard, les Parties s'engagent mutuellement à se doter des moyens humains, matériels, techniques et logistiques nécessaires au développement et à la promotion des OPCVM objet de cette convention. La rémunération de BMCE Bank est déterminée au terme des opérations de souscriptions/ rachats réalisées au sein du Réseau, BMCE CAPITAL GESTION rétrocédant une quote – part des droits d'entrée / sortie prélevés sur lesdites opérations au sein du Réseau suivant des taux fixés en annexe de la convention.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2014.

Personnes concernées :

• Monsieur Amine BOUABID Administrateur de BMCE Capital Gestion, est également Administrateur de BMCE Bank.

• Monsieur Driss BENJELLOUN, Directeur Général Délégué de BMCE Bank est également Administrateur de BMCE Capital Gestion.

2.16. Conventions de location de locaux

Ces conventions prévoient la location de locaux et/ou bureaux aux sociétés suivantes :

société	date	Nature	Localisation	Montant 2014 (KMAd)
EAI	01/03/2011	Plateaux de bureaux	49 & 51 rue Ali ibnou Abi Taleb RDC, du 1er au 7ème étage, parking et sous-sol Casablanca	8.489
RM Experts	01/01/2011	Plateaux de bureaux	l'immeuble Zénith nº 2 et 2 Bis sis à Lotissement Taoufik rond-point route de Marrakech et Bouskoura Casablanca	1.095
BMCE Capital	01/10/2009	Plateaux de bureaux	à Casablanca 142, avenue usage commercial hassan ii aux 4éme,	2.688
MEDiTELECOM	01/08/2012	Terasse d'immeuble	Essaouira	94
BMCE Capital	01/07/2002	Espaces de bureaux	Agence BMCE BAnK Agadir ville	32
EURAFRIC INFORMATION	15/10/2009	Appartement de 279 m². TF nº36929/C, propriété dite « GAMECOUR ».	Casablanca 243 Bd Mohamed V	309

2.17. Convention tripartite relative au transfert des crédits bails relatifs à l'acquisition et à l'aménagement d'un local à usage de bureau sis à Rabat Avenue Imam Malik

Conclue le 16 mars 2011 entre BMCE CAPITAL, le preneur initial, BMCE Bank, le preneur et MAGHREBAIL, le Bailleur, cette convention prévoit au bénéfice de BMCE BANK le transfert des crédits bail sus mentionnés moyennant un loyer mensuel hors taxe de 68.453,70 DHS et un coût global et forfaitaire afférent au financement objet du contrat de 7.200.000,00 Dhs dont 720.000 Dhs correspondant à la valeur estimée du terrain.

Ce contrat est conclu pour une durée de 97 mois allant du 25 avril 2011 au 24 mai 2019.

Au titre de cette convention BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 une charge globale de KMAD 848.

Personnes concernées :

• Le Président du Conseil d'Administration de Maghrébail, Monsieur Azeddine GUESSOUS est Administrateur de BMCE Bank.

• Les Administrateurs de Maghrébail, Messieurs Othman BENJELLOUN, Zouheir BENSAID et Brahim BENJELLOUN-TOUIMI sont respectivement Président Directeur Général, Administrateurs et Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Le Président du Conseil de Surveillance de BMCE Capital M Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est également Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Zouheir BENSAID, Administrateur de BMCE Bank, est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

• Monsieur Amine BOUABID, Administrateur de BMCE Bank est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

• Les Membres du Conseil de Surveillance de BMCE Capital Driss BENJELLOUN et M'Fadel EL HALAISSI sont Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank.

2.18. Avenant à la Convention BMCE EDIFIN conclu entre BMCE Bank et la société Global Network Systems (GNS)

Conclu le 2 avril 2010 et entrant en vigueur en janvier 2010, cet avenant a pour objet dans le cadre de la généralisation des services BMCE EDIFIN à toutes ses relations commerciales et pour des raisons de rentabilité de modifier la redevance mensuelle des services de Réseau à valeur Ajoutée de GNS, BMCE Bank devenant à cet égard grossiste et en charge de la commercialisation du volume de prestations qu'elle acquiert auprès de GNS.

BMCE Bank règle chaque année au Prestataire 5.500.000 dirhams HT correspondant au volume minimum qu'elle s'engage à acquérir de 2.000.000 de lignes d'opérations.

Un deuxième avenant conclu le 30.12.2011 et entrant en vigueur en janvier 2012 portant la redevance annuelle réglée par BMCE

Bank au prestataire à 2.750.000 dirhams HT correspondant au volume minimum qu'elle s'engage à acquérir de 2.000.000 de lignes d'opérations.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 une charge globale de KMAD 2.838.

Personnes concernées :

• Monsieur Mounir CHRAIBI est Président du Conseil d'Administration de GNS Technologies et Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Messieurs M'Fadel EL HALAISSI et Omar TAZI, Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank sont également Administrateurs de GNS Technologies.

2.19. Contrat de prestations de services de recouvrement entre BMCE Bank et RM EXPERTS

Conclue le 24 décembre 2010 entre la société RECOVERY INTERNATIONAL MANAGEMENT AND EXPERTISE – RM EXPERTS et BMCE Bank, la convention mandate RM EXPERTS à titre exclusif en vue de procéder au recouvrement des créances en souffrance que BMCE Bank lui confiera.

Le contrat est conclu pour une durée de cinq ans renouvelable par tacite reconduction par périodes de deux années.

A ce titre, BMCE Bank s'engage à mettre à la disposition du Prestataire en la forme d'un détachement l'ensemble des ressources humaines qui sont, à la date de la signature de la convention rattachées au Pôle Remedial Management.

Ces ressources recevront leur rémunération directement de BMCE Bank.

BMCE Bank facturera au Prestataire les salaires et autres éléments de la rémunération de ses collaborateurs, augmentés d'une marge de 20%. La refacturation du personnel détaché au titre de l'exercice 2014 s'est établie à KMAD 1.661.

RM EXPERTS facturera, par ailleurs, à BMCE Bank une prestation de « Gestion de ses Ressources humaines ». Le montant de charge enregistrée par BMCE Bank au titre de l'exercice 2014 s'élève à KMAD 1.259.

Dans le cadre de cette convention, chaque dossier dont le montant à recouvrer est inférieur à la somme de deux cent mille dirhams est facturé à BMCE Bank pour un montant de cinq cent dirhams HT au titre des frais de prise en charge. RM EXPERTS reçoit en outre de BMCE Bank sur les sommes encaissées ou recouvrées des honoraires de résultat payables trimestriellement.

En cas de non recouvrement, BMCE Bank s'engage à rembourser à RM EXPERTS sur justificatifs les frais réels engagés par ce dernier.

Au titre de l'exercice 2014, BMCE BAnK a versé à RM EXPERTS des honoraires de résultat de KMAD 35.058 et des frais de gestion de dossiers de KMAD 2.626.

Personnes concernées :

• Le Président du Conseil d'Administration de RM EXPERTS, Monsieur Mamoun BELGHITI est également Administrateur de BMCE Bank.

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank est Administrateur de RM Expert.

• Monsieur M'Fadel EL HALAISSI Directeur Général Délégué de BMCE Bank est Administrateur de RM Experts.

2.20. Convention de mise en place d'une plate-forme de gestion de recouvrement des dossiers entre SALAFIN et BMCE Bank (avenant)

Conclue le 15 septembre 2008 puis modifiée le 5 juin 2009, cette convention a pour objet la mise en place et la gestion d'une plate-forme de recouvrement par SALAFIN dans le but de traiter les créances en anomalie de 1er niveau des clients SALAFIN et de la clientèle de masse de BMCE BANK.

L'avenant a pour objet de convenir de modalités de dérogation au contrat principal en prévoyant la prise en charge à titre exceptionnel par BMCE BANK de la rémunération de SALAFIN au titre du contrat ASP à conclure avec ce dernier.

Modalités de rémunération : les pourcentages sur les montants recouvrés facturés par SALAFIN à BMCE BANK vont de 5% à 6 % des montants recouvrés avec un minimum au regard de ces derniers fixé de 60 à 40 dirhams.

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2014 une charge globale de KMAD 7.414.

Personnes concernées :

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Président du Conseil de Surveillance de SALAFIN et Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Mamoun BELGHITI est membre du Conseil de Surveillance de SALAFIN et Administrateur de BMCE Bank.

• Messieurs Omar TAZI et Driss BENJELLOUN sont membres du Conseil de Surveillance de SALAFIN et Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank.

• Monsieur Amine BOUABID, Président du Directoire de SALAFIN, est également Administrateur de BMCE Bank.

2.21. Convention de gestion des activités de trésorerie entre BMCE BANK et BMCE Capital

La convention, établie le 19 octobre 1999, a pour objet de confier à BMCE CAPITAL, la gestion des activités de trésorerie et de marché monétaire, obligataire et de change en dirhams, en dirhams convertibles et en devises de la banque et de sa succursale à Tanger, Tanger Off Shore « TOS ».

Cette convention est conclue pour une durée de trois ans renouvelable pour des périodes successives.

Les conditions de rémunération des prestations fournies par BMCE CAPITAL, fixées par avenant en date du 22 novembre 2001, sont les suivantes :

• BMCE CAPITAL perçoit une rémunération annuelle représentant 15% de l'excédent, par rapport à 100 millions de dirhams du résultat brut d'exploitation généré par les activités de marché de la Banque ;

• La rémunération de BMCE CAPITAL ne peut être inférieure à 10 millions de dirhams, ni supérieure à 20 millions de dirhams pour chaque période de gestion de douze mois.

Au titre de l'exercice 2014, la rémunération de BMCE CAPITAL s'établit à KMAD 20.640.

Le montant de la refacturation des charges constatées au titre de l'exercice 2014 s'élève à KMAD 56.760.

Personnes concernées :

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Président du Conseil de Surveillance de BMCE Capital est également Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Amine BOUABID, Administrateur de BMCE Bank est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

• Monsieur Zouheir BENSAID, Administrateur de BMCE Bank est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

• Messieurs Driss BENJELLOUN et M'Fadel EL HALAISSI Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank sont également membres du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

2.22. Convention de prestation de services, d'assistance technique et d'hébergement d'applications entre BMCE Bank et SALAFIN

Conclue le 15 janvier 2009, cette convention a pour principal objet l'implémentation d'un service de recouvrement par lequel SALAFIN s'engage à réaliser les missions que BMCE Bank lui confie (assistance à l'outil de recouvrement et son paramétrage, fourniture d'une licence d'utilisation du module de gestion d'affectation des portefeuilles aux gestionnaires et le module de gestion des télécommunications ; développement des interfaces avec le SI BMCE, hébergement dédié du logiciel de recouvrement et exploitation quotidienne, mise à disposition d'un centre de maintenance...).

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 une charge globale de KMAD 1.114.

Personnes concernées :

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI est Président du Conseil de Surveillance de SALAFIN et Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Mamoun BELGHITI est membre du Conseil de Surveillance de SALAFIN et Administrateur de BMCE Bank.

• Messieurs Omar TAZI et Driss BENJELLOUN sont membres du Conseil de Surveillance de SALAFIN et Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank.

• Monsieur Amine BOUABID, Président du Directoire de SALAFIN, est également Administrateur de BMCE Bank.

2.23. Convention entre BMCE Bank et MAGHREBAIL

Conclue le 8 mai 2009, cette convention a pour objet de déterminer les modalités et les conditions de la coopération entre les parties en vue du placement par BMCE BANK pour le compte de MAGHREBAIL des produits formatés de crédit-bail, du produit BMCE BAIL ainsi que du produit BMCE IMMOBAIL Entreprise, des produits classiques de crédit-bail assortis ou non de la caution solidaire de BMCE BANK.

Les conditions de cette convention sont les suivantes :

• MAGHREBAIL verse à BMCE BANK des commissions d'apport définies au sein d'une grille tarifaire.

• MAGHREBAIL s'engage par ailleurs à verser des commissions d'apport trimestrielles au titre de la rémunération de BMCE BANK.

• MAGHREBAIL s'engage à verser des commissions d'apport annuelles calculées sur la base des objectifs commerciaux annuels dont la réalisation est confirmée par un comité de pilotage.

• MAGHREBAIL s'engage enfin pour les produits formatés et le BMCE Bail à rémunérer la caution de BMCE BANK au taux annuel. Le taux des commissions d'aval est déterminé au cas par cas concernant les dossiers classiques assortis ou non d'une caution solidaire ; il est calculé annuellement sur l'encours financier de MAGHREBAIL garanti par BMCE BANK (Encours Financier X quotité de l'aval bancaire).

Au titre de cette convention, BMCE BANK a enregistré au cours de l'exercice 2014 un produit global de KMAD 2.616.

Personnes concernées :

• Le Président de Maghrébail Monsieur Azeddine GUESSOUS est Administrateur de BMCE Bank.

• Les Membres du Conseil d'Administration de Maghrébail, Messieurs Othman BENJELLOUN, Zouheir BENSAID

et Brahim BENJELLOUN-TOUIMI sont respectivement Président Directeur Général et Administrateurs et Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

2.24. Convention de partenariat entre BMCE Bank et BUDGET LOCASOM

Conclue le 29 mai 2009, cette convention a pour objet la coopération des parties en vue du placement par BMCE BANK du produit BMCE LLD (à savoir : pack LLD consistant en l'acquisition et la gestion de la flotte de véhicules) pour le compte de LOCASOM. BMCE BANK oriente sa clientèle vers ledit produit. LOCASOM prend en charge la clientèle BMCE en lui fournissant l'assistance nécessaire. Ce produit sera commercialisé au niveau du réseau BMCE BANK.

Les termes de cette convention se présentent comme suit :

• BMCE BANK s'engage uniquement à favoriser le règlement des loyers relatifs à BMCE LLD par ses clients.

(Prélèvements sur le compte du client etc...)

• BMCE BANK perçoit une commission calculée sur la base du budget du véhicule et de la période de location allant de 0.15% à 0.40% du tarif.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31décembre 2014.

Personnes concernées :

• Messieurs Driss BENJELLOUN, M'Fadel EL HALAISSI, Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank et Monsieur Azzedine GUESSOUS, Administrateur de BMCE Bank sont également Administrateurs de Budget Locasom.

2.25. Convention de gestion des activités de marché et de dépositaire entre BMCE CAPITAL et BMCE Bank

Conclu courant 2013 pour une durée de 5 ans, ce mandat confié par BMCE Bank en faveur de BMCE Capital a pour but de gérer la trésorerie ainsi que l'ensemble des activités de marché de la Banque et de sa succursale Tanger Offshore outre la gestion des activités de dépositaire.

Un avenant viendra fixer les modalités de la rémunération.

Cette convention n'a produit aucun effet sur les comptes de la banque arrêtés au 31 décembre 2014.

Personnes concernées :

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Président du Conseil de Surveillance de BMCE Capital est également Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Monsieur Amine BOUABID, Administrateur de BMCE Bank est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

• Monsieur Zouheir BENSAID, Administrateur de BMCE Bank est également Membre du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

• Messieurs Driss BENJELLOUN et M'Fadel EL HALAISSI, Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank sont également membres du Conseil de Surveillance de BMCE Capital.

2.26. Contrat de services conclu entre BMCE Bank et BMCE EuroServices

Conclu au cours de l'exercice 2013, l'objectif de ce contrat est de préciser les modalités sur la base desquelles BMCE Bank versera une rémunération semi annuelle au Prestataire en contrepartie du développement de la croissance de la clientèle MRE au Maroc.

Le Siège Central et les Succursales seront rémunérés sur la base d'une part d'un pourcentage du produit net bancaire réalisé par BMCE Bank sur les clients MRE et d'autre part sur le base d'un pourcentage des fonds transférés vers des comptes bancaires de BMCE Bank au Maroc.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 une charge globale de KMAD 120.268.

Personnes concernées :

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI Président du Conseil d'Administration de BMCE EuroServices est également Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank ;

• Monsieur Omar TAZI Administrateur Délégué de BMCE EuroServices est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank ;

• Messieurs Driss BENJELLOUN, Mohamed AGOUMI et Mounir CHRAIBI Administrateurs de BMCE EuroServices sont également Directeurs Généraux délégués de BMCE Bank.

2.27. Contrat de bail commercial entre BMCE Bank et GNS Technologies

Prenant effet le 1er janvier 2013, pour des périodes renouvelables de trois ans par tacite reconduction, cette convention prévoit la mise à bail par BMCE Bank au profit de GNS Technologies d'un plateau de bureaux situé au 2ème étage d'un immeuble situé à Casablanca 239 bd Mohammed V faisant l'objet du titre foncier n°36.829/C d'une superficie globale de 276 m² faisant lui-même l'objet du titre foncier parcellaire n° 75.965/C propriété dite GAMECOUR 4.

Le loyer mensuel forfaitaire hors taxe d'édilité relatif au plateau de bureaux est fixé au total à la somme de KMAD 16,6 pour la première année, KMAD 19,3 pour la deuxième année et KMAD 22 pour la troisième année. A cela s'ajoute la taxe d'édilité de 10,5% par mois ainsi que les charges locatives réelles d'entretien et de gestion des parties communes de l'immeuble qui seront facturées au prorata de la superficie louée.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 un produit global de KMAD 256.

Personnes concernées :

• Monsieur Mounir CHRAIBI, Président du Conseil d'Administration de GNS Technologies est également Directeur Général Délégué de BMCE Bank.

• Messieurs M'Fadel EL HALAISSI et Omar TAZI, Directeurs Généraux Délégués de BMCE Bank sont également Administrateurs de GNS Technologies.

2.28. Contrat de bail commercial entre BMCE Bank et la société RM EXPERTS

Prenant effet le 1er mars 2013, pour des périodes renouvelables de trois ans par tacite reconduction, cette convention prévoit la mise en location par BMCE Bank au profit de RM EXPERTS d'un plateau de bureaux situé au 3ème étage d'un immeuble situé à Casablanca Zénith n° 2 et 2 Bis Sidi Maarouf, Lotissement Taoufik objet du titre foncier n° 19.779/47.

D'une superficie globale de 235 m² il fait lui-même l'objet du titre foncier n° 19.779/47.

Le loyer mensuel total hors frais de syndic et de gestion des parties communes est de KMAD 31,2.

Au titre de cette convention, BMCE Bank a enregistré au cours de l'exercice 2014 un produit global de KMAD 374.

Personnes concernées :

• Le Président Directeur Général de RM EXPERTS, Monsieur Mamoun BELGHITI est également Administrateur de BMCE Bank.

• Monsieur Brahim BENJELLOUN-TOUIMI, Administrateur Directeur Général Délégué de BMCE Bank est Administrateur de RM EXPERTS.

• Monsieur M'Fadel EL HALAISSI, Directeur Général Délégué de BMCE Bank est Administrateur de RM EXPERTS.

Casablanca, le 15 avril 2015

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

Faïçal MEKOUAR
Associé

KPMG

Jamal SAAD EL IDRISSI
Associé

NOTE DE PRÉSENTATION DES RÉGLES, PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION APPLIQUÉES

1 - PRINCIPES COMPTABLES FONDAMENTAUX

1.1 - Les établissements de crédit sont tenus d'établir à la fin de chaque exercice comptable des états de synthèse aptes à donner une image fidèle de leur patrimoine, de leur situation financière, des risques assumés et de leurs résultats.

1.2 - La représentation d'une image fidèle, repose nécessairement sur le respect des sept principes comptables fondamentaux préconisés par la norme Comptable Générale.

1.3 - Lorsque les opérations, événements et situations sont traduits en comptabilité dans le respect des principes comptables fondamentaux et des prescriptions du PCEC, les états de synthèse sont présumés donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, des risques assumés et des résultats de l'établissement de crédit.

1.4 - Dans le cas où l'application de ces principes et de ces prescriptions ne suffit pas à obtenir des états de synthèse une image fidèle, l'établissement de crédit doit obligatoirement fournir dans l'état des informations complémentaires (ETIC) toutes indications permettant d'atteindre l'objectif de l'image fidèle.

1.5 - Dans le cas exceptionnel où l'application stricte d'un principe ou d'une prescription se révèle contraire à l'objectif de l'image fidèle, l'établissement de crédit doit y déroger.

Cette dérogation doit être mentionnée dans l'ETIC et être dûment motivée avec indication de son influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'établissement de crédit.

1.6 - Les principes comptables fondamentaux retenus se présentent comme ci-après :

- Principe de continuité d'exploitation.
- Principe de permanence des méthodes.
- Principe du coût historique.
- Principe de spécialisation des exercices.
- Principe de prudence.
- Principe de clarté.
- Principe d'importance significative.

2.1. présentation

Les états de synthèse comprennent :

- les comptes du Siège central

- les comptes des agences établies au Maroc

- les comptes des succursales et agences établies à l'étranger

(succursale de Paris, et l'agence de Tanger off Shore).

Les opérations et soldes significatifs internes entre les différentes entités sont éliminés.

2.2 principes généraux

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit.

La présentation des états de synthèse de BMCE BAnK est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit .

2.3 Créances sur les établissements de crédit et la clientèle et engagements par signature

Présentation générale des créances

• Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours :

- créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit,

- crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.

• Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.

• Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (établissements de crédit, clientèle)

• Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.

• Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

• Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

• Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses douteuses ou compromises,

- Après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, les créances en souffrance sont provisionnées à hauteur de :

- 20 % pour les créances pré-douteuses,
- 0 % pour les créances douteuses,
- 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

• Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. ils ne sont constatés en produits qu'à leur encaissement.

• Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.

• Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci deviennent sans objet . (évolution favorable, remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

2.4 dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,

- comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs mobilières.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5 portefeuilles de titres

2.5.1 présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

2.5.2 titres de transaction.

Sont considérés comme des titres de transaction, les titres qui à l'origine sont :

- acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme dans le but d'en tirer un profit.

- détenus par l'établissement de crédit dans le cadre de son activité de mainteneur de marché, le classement en titres de transaction étant subordonné à la condition que le stock des titres fasse l'objet d'un volume d'opérations significatif compte tenu des opportunités du marché.

- acquis ou vendus dans le cadre d'une gestion spécialisée de portefeuille comprenant des instruments dérivés, des titres ou d'autres instruments gérés ensemble, et présentant des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme.

- ou qui font l'objet d'un engagement de vente dans le cadre d'une opération d'arbitrage.

Les titres de transaction sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, frais de transaction exclus et, le cas échéant, coupon couru inclus. Les frais de transaction sont directement constatés en résultat. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.

2.5.3 titres de placement.

Sont considérés comme des titres de placement, les titres à revenu fixe ou à revenu variable détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que l'établissement peut être amené à céder à tout moment.

Par défaut, il s'agit de titres qui ne sont pas classés dans une autre catégorie.

Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.

Les titres en provenance des catégories " Titres de l'activité de portefeuille " et " Titres de participation et parts dans les entreprises liées " font l'objet, à la date du transfert et préalablement à celui-ci, d'une évaluation selon les règles de la catégorie d'origine. ils sont transférés dans la catégorie " titres de placement " à cette valeur comptable.

Dans le cas où le titre proviendrait de la catégorie " Titres d'investissement ", il sera évalué à sa valeur nette comptable déterminée à la date du reclassement.

2.5.4 titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour en procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon exclu.

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quelque soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

2.5.5 titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le Plan Comptable des Etablissements de Crédit en :

- Titres de participation

- Participations dans les entreprises liées

- Titres de l'activité du portefeuille et

- Autres emplois assimilés

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis; valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.

2.5.6 pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

2.6 les opérations libellées en devises

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change constatée sur les dotations des succursales à l'étranger et sur les emprunts en devises couverts contre le risque de change est inscrite au bilan dans la rubrique autres actifs ou autres passifs selon le sens. La différence de change résultant de la conversion des titres immobilisés acquis en devises est inscrite en écart de conversion dans les postes de titres concernés.

La différence de change sur les autres comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat.

Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

2.7. la conversion des états financiers libellés en monnaie étrangère

La méthode utilisée pour convertir les états financiers libellés en monnaie étrangère est celle dite du « taux de clôture «.

Conversion des éléments du bilan et hors bilan

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors bilan de l'entité étrangère (Agence de Paris) sont convertis sur la base du cours de la devise à la date de clôture.

Les capitaux propres (hors résultat de l'exercice) sont évalués aux différents cours historique (dotations) et de constitution des réserves. L'écart résultant de cette correction (cours de clôture - cours historique) est constaté parmi les capitaux propres au poste «écart de conversion».

Conversion des éléments du compte de résultat à l'exception des dotations aux amortissements et provisions convertis au cours de clôture, l'ensemble des éléments du compte de résultat sont convertis au cours moyen de la devise constatée sur l'exercice. Toutefois, les éléments de compte de résultat ont été convertis au cours de clôture car cette méthode ne fait pas apparaître de différence significative par rapport à la méthode du taux moyen.

2.8. les provisions pour risques généraux

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

2.9. les immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	non amortissable
Brevets et marques	Durée de protection des brevets
immobilisations en recherche et développement	1an
Logiciels informatiques	5ans
Autres éléments du fonds de commerce	non amortissable

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations

d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

nature	Durée d'amortissement
Terrain	non amortissable
immeubles d'exploitation :	
Construits avant	1986 20 ans
Construits après	1986 40 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5ans
Matériel roulant	5ans
Agencements, aménagements et installations	10 ans
Parts des sociétés civiles	non amortissables

2.10 Charges à répartir

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

2.11 provisions réglementées

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment fiscales. Leur constitution facultative relève d'une décision de gestion motivée notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

2.12 prise en compte des intérêts et commissions dans le compte de produits et charges Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés les produits et charges calculés sur une base prorata temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (cautions, avals et autres ...).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachés les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charge dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base « flat « et qui

rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

2.13 Charges et produits non courants

ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

2.14 Engagements de retraite

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.

Bilan
Activité Sociale

AU 31 DÉCEMBRE 2014

ACTIF	2014	2013
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 485 051	4 887 537
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	19 189 919	16 005 369
. À vue	3 277 067	3 898 432
. À terme	15 912 852	12 106 937
Créances sur la clientèle	99 394 236	102 648 468
. Crédits de trésorerie et à la consommation	36 332 382	34 280 353
. Crédits à l'équipement	15 874 715	15 996 975
. Crédits immobiliers	34 902 957	33 399 673
. Autres crédits	12 284 182	18 971 467
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	28 818 673	27 886 210
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 917 123	7 430 851
. Autres titres de créance	2 671 234	3 334 877
. Titres de propriété	22 230 316	17 120 482
Autres actifs	1 817 097	1 434 211
Titres d'investissement	4 186 530	4 736 488
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 658 770	1 049 440
. Autres titres de créance	2 527 760	3 687 048
Titres de participation et emplois assimilés	6 795 302	6 580 711
Créances subordonnées	198 777	203 506
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	465 661	473 298
Immobilisations corporelles	2 221 952	2 337 608
TOTAL DE L'ACTIF	164 573 198	167 193 406

(En milliers de dirhams)

PASSIF	2014	2013
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	16 381 512	25 446 507
. À vue	1 284 814	276 073
. À terme	15 096 698	25 170 434
Dépôts de la clientèle	110 102 437	102 603 285
. Comptes à vue créditeurs	58 971 097	54 063 658
. Comptes d'épargne	19 170 935	18 266 621
. Dépôts à terme	26 758 529	25 057 683
. Autres comptes créditeurs	5 201 876	5 215 323
Titres de créance émis	13 734 518	11 776 460
. Titres de créances négociables	11 021 963	9 330 980
. Emprunts obligataires	2 712 555	2 445 480
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	3 950 602	8 093 805
Provisions pour risques et charges	409 099	639 508
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	6 303 067	5 420 997
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	10 693 747	10 309 545
Capital	1 794 634	1 794 634
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	10	40
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 203 572	1 108 625
TOTAL DU PASSIF	164 573 198	167 193 406

(En milliers de dirhams)

HORS BILAN	2014	2013
Engagements donnés	**15 707 834**	**19 728 635**
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	**1 010 948**	**1 174 388**
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	**5 135 737**	**9 390 830**
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**2 475 877**	**2 405 795**
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**7 051 626**	**6 746 244**
Titres achetés à réméré	**-**	**-**
Autres titres à livrer	**33 646**	**11 378**
Engagements reçus	**6 069 533**	**5 566 388**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**5 880 341**	**5 346 464**
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**30 773**	**30 770**
Titres vendus à réméré	**-**	**-**
Autres titres à recevoir	**158 419**	**189 154**

(En milliers de dirhams)

Compte de Produits et Charges Activité Sociale

AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Produits d'exploitation bancaire	**10 802 567**	**9 275 108**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	545 344	522 743
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	5 388 763	4 998 724
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	566 720	520 099
Produits sur titres de propriété	417 379	411 841
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	825 886	729 518
Autres produits bancaires	3 058 475	2 092 183
Charges d'exploitation bancaire	**5 284 035**	**4 465 824**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	928 695	953 903
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	1 739 036	1 758 132
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	641 688	408 021
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	1 974 616	1 345 768
Produit net bancaire	**5 518 532**	**4 809 284**
Produits d'exploitation non bancaire	153 683	350 943
Charges d'exploitation non bancaire	55 594	95 148
Charges générales d'exploitation	**3 028 122**	**2 893 745**
Charges de personnel	1 352 127	1 308 295
Impôts et taxes	63 553	63 332
Charges externes	1 273 849	1 198 082
Autres charges générales d'exploitation		-
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	338 593	324 036
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrecouvrables	**2 154 538**	**1 216 165**
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 584 999	536 692
Pertes sur créances irrécouvrables	459 926	167 899
Autres dotations aux provisions	109 613	511 574
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	**1 020 744**	**525 818**
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	649 958	263 071
Récupérations sur créances amorties	21 577	3 674
Autres reprises de provisions	349 209	259 075
Résultat courant	**1 454 705**	**1 480 987**
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	-	-
Résultat avant impôts sur les résultats	**1 454 705**	**1 480 987**
Impôts sur les résultats	251 133	372 362
Résultat net de l'exercice	**1 203 572**	**1 108 625**

(En milliers de dirhams)

Etat des Soldes de Gestion
Activité Sociale

AU 31 DÉCEMBRE 2014

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	2014	2013
+ Intérêts et produits assimilés	6 500 827	6 041 566
- Intérêts et charges assimilées	3 309 419	3 120 056
Marge d'intérêt	**3 191 408**	**2 921 510**
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	**-**	**-**
+ Commissions perçues	1 031 764	1 007 733
- Commissions servies	222 188	289 552
Marge sur commissions	**809 576**	**718 181**
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	993 937	623 872
+ Résultat des opérations sur titres de placement	86 205	95 444
+ Résultat des opérations de change	211 126	164 187
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	7 801	59 682
Résultat des opérations de marché	**1 299 070**	**943 185**
+ Divers autres produits bancaires	417 379	411 841
- Divers autres charges bancaires	198 902	185 431
Produit net bancaire	**5 518 531**	**4 809 284**
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	11 076	300 289
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	153 563	55 643
- Autres charges d'exploitation non bancaire	48 899	48 892
- Charges générales d'exploitation	3 028 123	2 893 744
Résultat brut d'exploitation	**2 606 148**	**2 222 580**
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-1 373 389	-437 846
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	221 946	-303 747
Résultat courant	**1 454 705**	**1 480 987**
Résultat non courant	**-**	**-**
- Impôts sur les résultats	251 133	372 362
Résultat net de l'exercice	**1 203 572**	**1 108 625**

(En milliers de dirhams)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2014	2013
+ Résultat net de l'exercice	**1 203 572**	**1 108 625**
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	338 594	324 036
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	91 385	189 052
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	13 423	-
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	109 035	240 300
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	45 791	4 022
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	250	2 468
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	121	295 298
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	6 694	46 256
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ Capacité d'autofinancement	**1 498 971**	**1 130 817**
- Bénéfices distribués	717 854	592 229
+ Autofinancement	**781 117**	**538 588**

(En milliers de dirhams)

TABLEAU DES FLUX TRESORERIE	2014	2013
1. (+) Produits d'exploitation bancaires perçus	9 881 735	8 406 432
2. (+) Récupérations sur créances amorties	21 577	3 674
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	153 683	350 943
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	5 732 078	4 224 969
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	55 594	95 148
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	2 689 528	2 569 709
7. (-) Impôts sur les résultats versés	251 133	372 362
I. Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	**1 328 662**	**1 498 861**
Variation des :		
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-3 184 550	86 639
9. (+) Créances sur la clientèle	3 254 232	-5 478 096
10. (+) Titres de créance et de placement	-382 505	5 930 759
11. (+) Autres actifs	-382 886	1 430 780
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-9 064 995	-904 336
14. (+) Dépôts de la clientèle	7 499 152	270 546
15. (+) Titres de créance émis	1 958 058	1 714 595
16. (+) Autres passifs	-4 152 956	-2 431 495
II. Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	**-4 456 450**	**619 392**
III. Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation (i + ii)	**-3 127 788**	**2 118 253**
17. (+) Produits des cessions d'immobilisations financières	3 984	650 955
18. (+) Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	71 284	6 776
19. (-) Acquisitions d'immobilisations financières	86 788	1 636 236
20. (-) Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	394 303	591 843
21. (+) Intérêts perçus	571 616	525 032
22. (+) Dividendes perçus	342 216	343 643
IV. Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	**508 009**	**-701 672**
Variation des :		
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds de garantie reçus	-	-
24. (+) Émissions de dettes subordonnées	882 070	1 003 552
25. (+) Émissions d'actions	-	-
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27. (-) Intérêts versés	946 924	682 375
28. (-) Dividendes versés	717 853	592 229
V. Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	**-782 707**	**-271 052**
VI. Variation nette de la trésorerie (iii + iv + v)	**-3 402 486**	**1 145 529**
VII. Trésorerie à l'ouverture de l'exercice	**4 887 537**	**3 742 008**
VIII. Trésorerie à la clôture de l'exercice	**1 485 051**	**4 887 537**

(En milliers de dirhams)

État des Informations Complémentaires

AU 31 DÉCEMBRE 2014

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Les méthodes d'évaluation sont conformes à celles préconisées par le plan comptable des établissements de crédit

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

Créances	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établisse-ments de crédit et assimilés au Maroc	Etablisse-ments de crédit à l'étranger	Total 2014	Total 2013
Comptes ordinaires débiteurs	**233 291**	**1 278 644**	**2 295 765**	**939 787**	**4 747 487**	**8 273 208**
Valeurs reçues en pension	**-**	**45 210**	**-**	**-**	**45 210**	**183 731**
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- À terme	-	45 210	-	-	45 210	183 731
Prêts de trésorerie		**-**	**1 086 375**	**3 014 281**	**4 100 656**	**955 770**
- Au jour le jour	-	-			-	500 000
- À terme	-	-	1 086 375	3 014 281	4 100 656	455 770
Prêts financiers	**-**	**586 126**	**8 175 064**	**-**	**8 761 190**	**8 501 003**
Autres créances	**2 895 759**	**66 986**	**-**	**41 300**	**3 004 045**	**2 965 220**
Intérêts courus à recevoir	**2 481**	**1 568**	**9 165**	**3 168**	**16 382**	**13 973**
Créances en souffrance	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL	**3 131 531**	**1 978 534**	**11 566 369**	**3 998 536**	**20 674 970**	**20 892 905**

Commentaires : La PL 480 de MDH : 2 895 759 est comprise dans la ligne " autres creances "

(En milliers de dirhams)

CREANCES SUR LA CLIENTELE

Créances	Secteur Public	Secteur Privé			Total 2014	Total 2013
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Crédits de trésorerie	**1 376 229**	**2 132 560**	**23 894 824**	**58 188**	**27 461 801**	**26 251 440**
- Comptes à vue débiteurs	1 305 723	2 132 560	13 574 446	40 855	17 053 584	14 921 831
- Créances commerciales sur le Maroc	44 302	-	3 533 924	2 914	3 581 140	3 587 039
- Crédits à l'exportation	-	-	331 211	-	331 211	279 860
- Autres crédits de trésorerie	26 204	-	6 455 243	14 419	6 495 866	7 462 710
Crédits à la consommation		**-**		**8 395 860**	**8 395 860**	**7 548 190**
Crédits à l'équipement	**3 489 262**	**-**	**12 153 660**	**-**	**15 642 922**	**15 809 864**
Crédits immobiliers			**9 969 131**	**24 883 333**	**34 852 464**	**33 359 804**
Autres crédits	**307 886**	**9 861 955**	**377 592**	**-**	**10 547 433**	**17 135 233**
Créances acquises par affacturage	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Intérêts courus à recevoir	**39 707**	**92 015**	**364 569**	**260 305**	**756 595**	**707 702**
Créances en souffrance	**3 198**	**1 509**	**1 133 795**	**598 659**	**1 737 161**	**1 836 235**
- Créances pré-douteuses	-	-	185 279	215 972	401 251	358 229
- Créances douteuses	83	211	513 668	61 102	575 064	383 811
- Créances compromises	3 115	1 298	434 847	321 585	760 845	1 094 195
TOTAL	**5 216 282**	**12 088 039**	**47 893 571**	**34 196 345**	**99 394 236**	**102 648 468**

(En milliers de dirhams)

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs Publics	Emetteurs Privés		Total 2014	Total 2013
			Financiers	Non Financiers		
Titres cotés	**371 318**	**5 893 977**	**22 320 004**	**1 164 489**	**29 749 787**	**27 023 467**
- Bons du trésor et valeurs assimilées	-	5 489 415	-	-	5 489 415	8 439 977
- Obligations	371 318	404 562	89 688	1 164 489	2 030 056	1 463 007
- Autres titres de créance	-	-	-	-		-
- Titres de propriété	-	-	22 230 316	-	22 230 316	17 120 483
Titres non cotés	**3 062 393**	**92 160**	**1 402**	**99 459**	**3 255 415**	**5 599 232**
- Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-		-
- Obligations	1 000 146	-	-	-	1 000 146	2 453 014
- Autres titres de créance	2 009 384	-	-	80 000	2 089 384	2 988 720
- Titres de propriété	-	-	-	-		-
- Intérêts courus	52 864	92 160	1 402	19 459	165 885	157 498
TOTAL	**3 433 711**	**5 986 137**	**22 321 406**	**1 263 948**	**33 005 202**	**32 622 699**

(En milliers de dirhams)

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Titres de transaction	**28 527 691**	**28 527 691**	**28 527 691**	**-**	**-**	**-**
Bons du trésor et valeurs assimilées	3 813 066	3 813 066	3 813 066	-	-	-
Obligations	1 331 591	1 331 591	1 331 591	-	-	-
Autres titres de créance	1 152 718	1 152 718	1 152 718	-	-	-
Titres de propriété	22 230 316	22 230 316	22 230 316	-	-	-
Titres de placement	**290 982**	**290 982**	**290 982**	**-**	**-**	**-**
Bons du trésor et valeurs assimilées	104 057	104 057	104 057	-	-	-
Obligations				-	-	-
Autres titres de créance	186 925	186 925	186 925	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
Titres d'investissement	**4 194 039**	**4 186 529**	**4 108 252**	**-**	**78 277**	**7 509**
Bons du trésor et valeurs assimilées	1 658 770	1 658 770	1 594 898	-	63 872	-
Obligations	1 708 002	1 700 493	1 686 087	-	14 406	7 509
Autres titres de créance	827 266	827 266	827 266	-	-	-
TOTAL	**33 012 712**	**33 005 202**	**32 926 925**	**-**	**-**	**-**

(En milliers de dirhams)

DETAIL DES AUTRES ACTIFS	2014	2013
Instruments optionnels achetés	**19 703**	**195**
Opérations diverses sur titres	**83 631**	**99 128**
Débiteurs divers	**366 480**	**411 167**
Sommes dues par l'Etat	282 423	149 757
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	72 596	74 134
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	11 461	187 276
Valeurs et emplois divers	**6 501**	**9 013**
Comptes de régularisation	**1 340 782**	**914 708**
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	163 114	83 075
Contrepartie du résultat de change de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur produits dérivés de hors bilan	-	-
Contrepartie du résultat sur titres de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	-	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	112 904	133 327
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	466 224	236 045
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	210 056	272 846
Produits à recevoir	38 151	51 122
Charges constatées d'avance	171 905	221 724
Comptes transitoires ou d'attente débiteurs	-	-
Autres comptes de régularisation	388 484	189 415
Créances en souffrance sur opérations diverses	**-**	**-**
TOTAL	**1 817 097**	**1 434 211**

(En milliers de dirhams)

Titres de participation

AU 31 DÉCEMBRE 2014

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette
Titres de Participation							
EMAT	Sté holding	44 828	8 047 300	55,71	30 354 800	30 354 800	0
MOROCCAN FINANCIAL BOARD	Gest, de la place financière de Casablanca	200 000	140 000 000	0,14	20 000 000		20 000 000
MAGSHORE	Offshoring	192 500	38 500 000	50,00	19 250 000	19 250 000	0
TANGER ZONE FRANCHE	Sté d'aménagement	545 892	644 150 000	0,08	34 990 558		34 990 558
CENTRE MONETIQUE INTERBANCAIRE	Gestion Monétique	109 984	98 200 000	11,20	11 000 000		11 000 000
FONDS DE GARANTIE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	Fonds d'investissement	100 000	100 000 000	10,00	10 000 000		10 000 000
MOROCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	Gest.Im.techno parc	56 500	46 000 000	12,28	5 650 000	0	5 650 000
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C°)	Ets financier	12 000	600 000 USD	20,00	970 638	970 638	0
MITC CAPITAL	Gest, fonds MNF	4 000	2 000 000	20,00	400 000		400 000
STE RECOURS	Sté de recouvrement	3 750	2 500 000	15,00	375 000	375 000	0
O TOWER		2 250	1 000 000	0,23	225 000	0	225 000
FONCIERE EMERGENCE	Prom, Immobilier industriel et de services	193 392	240 033 800	0,08	12 087 000		12 087 000
511 Titres de participation					**145 302 996**	**50 950 438**	**94 352 558**
Titres des entreprises liées							
BOA GROUP	Ets de crédit/étranger	378 504	80 699 975	0,73	2 367 116 372		2 367 116 372
STE SALAFIN	Crédit à la consommation	1 790 432	239 449 700	0,75	628 635 120		628 635 120
BBI	Ets de crédit/étranger	144 839 000	144 839 000	1,00	2 040 299 238	591 688 366	1 448 610 873
MAGHREBAIL	Crédit bail	522 913	102 532 000	51,00	232 521 384		232 521 384
LITTORAL INVEST	Société immobilière	26 000	2 600 000	100,00	450 000 000		450 000 000
LOCASOM	Location Longue durée	784 768	83 042 900	0,95	336 882 375		336 882 375
HANOUTY	Distribution	76 486	16 767 900	45,60	121 815 273	121 815 273	0
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Ets de crédit étranger	102 926	10 000 429 600 CFA	27,38	100 631 679		100 631 679
BMCE CAPITAL	Banque d'affaires	1 000 000	100 000 000	100,00	100 000 000		100 000 000
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	155 437	40 000 000	38,85	90 191 610		90 191 610
MAROC FACTORING	Factoring	450 000	45 000 000	100,00	51 817 450		51 817 450
GLOBAL NETWORK SYSTEMS HOLDING	Traitement de l'information	116 000	11 600 000	100,00	46 591 421		46 591 421
EUROSERVICES	Ets financier	3 768	4 831 000	0,78	41 333 076	0	41 333 076
MABANICOM	SCI	200 000	20 000 000	100,00	29 700 000	0	29 700 000
RM EXPERT	Recouvrement créances	199 996	20 000 000	100,00	20 000 000		20 000 000
CONGOLAISE DES BANQUES	Ets de crédit étranger	100 000	4 000 000 000 CFA	25,00	16 728 488		16 728 488
ACMAR	Assurances et service	100 000	50 000 000	20,00	10 001 000		10 001 000
BMCE CAPITAL BOURSE (maroc inter titres)	Sté de bourse	67 500	10 000 000	67,50	6 750 000		6 750 000
STE FINANCIERE ITALIE	Société financière	600 000	600 000 EURO	100,00	6 581 700	6 581 700	0
BMCE CAPITAL GESTION (MARFIN)	Gestion OPCVM	50 000	5 000 000	100,00	6 442 928		6 442 928
EURAFRIC INFORMATIQUE	Service Informatique	40 998	10 000 000	41,00	4 100 000		4 100 000
DOCUPRINT (STA)	Sté de service	50 000	5 000 000	100,00	19 000 000		19 000 000
BMCE ASSURBANK	Assurances	15 000	1 500 000	100,00	3 025 000		3 025 000
IT INTERNATIONAL SERVICE	Sté de service informatique	3 100	31 000 EURO	100,00	340 055	0	340 055
EURAFRIC GED SERVICES	Sté de service	937	2 200 000	4,26	93 700		93 700
512 Titres de participation dans les entreprises liées					**6 730 597 867**	**720 227 839**	**6 010 370 029**
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
E.S.F.G.	Ets crédit /étranger	923 105	207 075 338 EUR	0,45	174 901 692	159 851 308	15 050 385
E.S.I	Ets crédit /étranger	467 250	500 400 000 EUR	0,93	150 561 665	134 972 950	15 588 715
PROPARCO	Ets crédit multi-national	1 082 935	693 079 200 EUR	2,50	176 000 396		176 000 396
UBAE ARAB ITALIAN BANK	Ets crédit/étranger	59 600	151 060 800 EUR	4,34	72 665 750		72 665 750
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	Fonds d'investissement	107 500	300 000 000	7,17	10 750 000	3 906 038	6 843 962

MAROC NUMERIC FUND	Fonds d'investissement	200 000	100 000 000	20,00	10 000 000	2 265 228	7 734 772
INMAA SA	Société de service	53 333	20 000 000	0,27	5 333 300	2 322 982	3 010 318
AMETHIS FINANCE LUXEMBOURG	Sté d'invest en capital à risque	1 790	56 702 294	0,03	19 722 591	0	19 722 591
AFREXIM BANK (African Import Export)	Ets crédit /étranger	30	175 621 000 USD	0,20	2 788 752		2 788 752
FONDS MONETAIRE ARABE(ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	Ets financier	50	500 000 000 USD	0,05	2 712 555		2 712 555
FIROGEST	Fonds d'investissement	2 500	2 000 000	12,50	250 000		250 000
BANQUE MAGHREBINE D'INVEST ET DU COMMERCE EXT	Ets crédit	6 000	150 000 000 USD	0,04	13 562 775		13 562 775
515 Titres de l'activité de portefeuille					**639 249 476**	**303 318 505**	**335 930 971**
Autres titres de participation							-
CFG GROUP	Banque d'investissement	285 065	288 956 500	0,10	103 997 380		103 997 380
MUTANDIS	Fonds d'investissement	1 174 805	1 249 264 100	0,09	130 625 714		130 625 714
SOGEPOS	Sté d'aménagement	46 216	35 000 000	13,20	4 621 600	0	4 621 600
LA CELLULOSE DU MAROC	Pâte à papier	52 864	700 484 000	0,75	3 393 433	3 393 433	0
SMAEX	Assurances et service	16 900	37 500 000	4,51	1 690 000		1 690 000
FRUMAT	Agro-alimentaire	4 000	13 000 000	3,08	1 450 000	1 450 000	0
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	Immobilier	12 670	19 005 000	6,67	1 267 000		1 267 000
STE D'AMENAGEMENT DU PARC INDUSTRIE	Sté d'aménagement	10 000	60 429 000	1,65	1 000 000		1 000 000
MAROCLEAR	Dépositaire central	8 030	20 000 000	4,02	803 000		803 000
EXPERIAN MAROC	Sté de service	27 000	90 000 000	3,00	2 700 000	2 700 000	0
GECOTEX	Industrie	5 000	10 000 000	5,00	500 000	500 000	0
SOCIETE ALLICOM MAROC	Industrie	5 000	20 000 000	2,50	500 000	500 000	0
DAR ADDAMANE	Organismes de garantie	9 610	75 000 000	0,64	480 500		480 500
STE IPE	Edition et impression	4 000	5 440 000	7,35	400 000		400 000
SINCOMAR	Agro-alimentaire	494	37 440 000	0,13	49 400	49 400	0
PORNET	Service informatique	1 800	6 000 000	0,03	180 000		180 000
SWIFT	Sté de service	23	434 020 000 EUR	0,01	23 658		23 658
DYAR AL MADINA	Cie immobilière	640	20 000 000	0,32	8 500		8 500
RADIO MEDITERRANEE		10	210 000 000	0,00	2 100	0	2 100
RMA WATANYA	Assurances	5	1 796 170 800	0,00	1 973		1 973
RISMA	Tourisme	10	795 941 500	0,00	1 925	0	1 925
516-9 Autres titres de participation					**253 696 183**	**8 592 833**	**245 103 350**
Comptes courants d'associés							
RADIO MEDITERRANEE					70 822 215	0	70 822 215
MABANICOM					38 000 000	0	38 000 000
MARTCO					1 500 000	1 500 000	0
SIÈGE G.P.B.M.					723 210	0	723 210
MAGHSHORE					2 247 500	2 247 500	0
ALLICOM MAROC					552 000	552 000	0
514 AUTRES EMPLOIS ASSIMILÉS					**113 844 924**	**4 299 500**	**109 545 424**
TOTAL GÉNÉRAL					**7 882 691 447**	**1 087 389 115**	**6 795 302 332**

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant amortissement sur immobilisation sortie	Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
				Montant brut à la fin de l'exercice	Montant amortissement et/ou provision au début de l'exercice	Dotations au titre de l'exercice			
Immobilisations incorporelles	**888 829**	**107 691**	**250**	**996 270**		**114 162**	**-**	**529 693**	**466 577**
Droit au bail	89 038	2 084	250	90 872	-	-	-	-	90 872
Immobilisations en recherches et développement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	799 791	105 607	-	905 398	415 531	114 162	-	529 693	375 705
Immobilisations incorporelles hors exploitation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	**5 182 131**	**286 637**	**197 594**	**5 271 174**	**2 844 523**	**224 051**	**18 437**	**3 050 137**	**2 221 036**
Immeubles d'exploitation	1 071 535	51 408	3 850	1 119 093	295 051	21 126	200	310 382	808 711
Terrain d'exploitation	195 493	984	3 650	192 827	-	-	-	-	192 827
Immeubles d'exploitation - Bureaux	876 042	50 424	200	926 266	295 051	21 126	200	310 382	615 884
Immeubles d'exploitation - Logements de fonctions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mobilier et matériel d'exploitation	1 587 694	27 166	4 365	1 610 495	1 313 268	73 466	4 301	1 382 433	228 062
Mobilier de bureau d'exploitation	407 578	7 261	1 460	413 379	286 963	18 393	1 460	303 896	109 483
Matériel de bureau d'exploitation	174 447	3 876	2 666	175 657	154 324	6 618	2 602	158 340	17 317
Matériel informatique	893 844	11 063	30	904 877	794 730	42 502	30	837 202	67 675
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	19 554	290	209	19 635	6 467	2 872	209	9 130	10 505
Autres matériel d'exploitation	92 271	4 676	-	96 947	70 783	3 081	-	73 864	23 083
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 680 180	101 839	75	1 781 944	1 068 729	106 918	75	1 175 572	606 372
Immobilisation corporelles hors exploitation	842 722	106 224	189 304	759 642	167 475	22 541	13 861	181 750	577 892
Terrain hors exploitation	482 192	47 949	156 925	373 216	-	-	-	-	373 216
Immeubles hors exploitation	253 901	54 816	32 379	276 338	91 458	14 809	13 861	98 001	178 337
Mobilier et matériel hors exploitation	47 975	935	-	48 910	34 753	2 828	-	37 581	11 329
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	58 654	2 524	-	61 178	41 265	4 904	-	46 169	15 009
TOTAL	**6 070 960**	**394 328**	**197 844**	**6 267 444**	**3 260 054**	**338 213**	**18 437**	**3 579 830**	**2 687 613**

(En milliers de dirhams)

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
30/06/14	MATERIEL ROULANT RATTACHE A L'EXPLOIT	209	209	0	5	5	
28/02/14	DOMAINE MUNICIPAL VALLEE AIN CHOCK	150 000	-	150 000	-	-	
01/06/14	MATERIEL DE BUREAU DIVERS	1 030	1 030	-	103	103	
30/06/14	MATERIEL DE BUREAU DIVERS	1 572	1 572	-	157	157	
30/06/14	VILLA ADA, QUARTIER OUASIS	7 000	1 750	5 250	8 350	3 100	
30/06/14	PROPRIETE DOCUPRINT, MAARIF	250	200	50	7 146	7 096	
01/09/14	DROIT AU BAIL CENTRE 2000, CASABLANCA	250	-	250	-		250
01/09/14	LOT TERRAIN,TAGHAZOUT, INZEGANE, AIT MELLOUL	229	-	229	717	488	
01/09/14	LOT TERRAIN,TAGHAZOUT, INZEGANE, AIT MELLOUL	38	-	38	38	-	
01/09/14	LOT TERRAIN,TAGHAZOUT, INZEGANE, AIT MELLOUL	25	-	25	25	-	
30/10/14	LOT TERRAIN "LES AMBASSADEURS", RABAT SOUISSI	3 600	-	3 600	-	-	
31/10/14	MOBILIER DE BUREAU DIVERS	1 460	1 460	-	146	146	
08/12/14	LOT TERRAIN,TAGHAZOUT, INZEGANE, AIT MELLOUL	133	-	133	1 400	1 267	
17/12/14	SIP BERLIOUZ, MARRAKECH	7 880	3 384	4 496	21 717	17 221	
31/12/14	PRORIETE EL KHERBA, INZEGANE, AIT MELLOUL	15 000	4 767	10 233	16 480	6 247	
31/12/14	DEPOT TALMEST, SIDI MAAROUF, CASABLANCA	9 000	3 961	5 039	15 000	9 961	
		197 676	18 333	179 344	71 284	45 791	250

(En milliers de dirhams)

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

Dettes	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 2014	Total 2013
	Bank Al-Maghrib, Trésor public et Service des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
Comptes ordinaires créditeurs	-	3 871	8 994	221 747	234 612	275 690
Valeurs données en pension	4 278 100	-	-	-	4 278 100	14 907 619
- Au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- A terme	4 278 100	-	-	-	4 278 100	14 907 619
Emprunts de trésorerie	2 240 000	1 689 121	4 278 673	1 981 676	10 189 470	9 160 866
- Au jour le jour		869 390	671 256	54 848	1 595 494	89 844
- A terme	2 240 000	819 731	3 607 417	1 926 828	8 593 976	9 071 022
Emprunts financiers	91 061	-	548 991	904 476	1 544 528	1 042 525
Autres dettes	9 583	399	58 107	-	68 089	18 017
Intérêts courus à payer	26 955	6 896	19 934	12 657	66 713	41 790
TOTAL	6 645 699	1 700 287	4 914 699	3 120 556	16 381 512	25 446 507

(En milliers de dirhams)

DEPOTS DE LA CLIENTELE

Dépôts	Secteur public	Secteur privé			Total 2014	Total 2013
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
Comptes à vue Crediteurs	1 932 561	1 241 504	11 687 740	41 527 532	56 389 337	53 657 968
Comptes d'epargne	-	-	27 484	19 457 263	19 484 747	18 516 445
Dépôts à terme	3 502 190	4 878 492	3 516 969	13 350 964	25 248 615	23 485 369
Autres Comptes Créditeurs (*)	2 919 142	3 290 508	2 048 956	189 536	8 448 142	6 381 923
Intérêts Courus à Payer	41 278	40 705	82 945	366 667	531 595	561 580
TOTAL	8 395 171	9 451 209	17 364 094	74 891 962	110 102 437	102 603 285

Commentaires : (*) Y compris PL 480 pour MDH 2 895 759

(En milliers de dirhams)

SITUATION DES CERTIFICATS DE DEPOT AU 31/12/2014

Ligne	Date de jouissance	Date d'échéance	Caractéristiques Valeur nominale unitaire	Taux	Mode de remboursement	Volume
CD BMCE	10/10/12	10/10/15	100	4,80%	Infini	360 500
CD BMCE	29/10/12	29/10/15	100	4,80%	Infini	18 500
CD BMCE	07/12/12	07/03/15	100	4,95%	Infini	200 000
CD BMCE	30/12/13	30/01/15	100	4,60%	Infini	490 000
CD BMCE	16/12/13	16/01/15	100	4,60%	Infini	200 000
CD BMCE	13/12/13	13/01/15	100	4,60%	Infini	410 000
CD BMCE	24/01/14	23/01/15	100	4,25%	Infini	420 000
CD BMCE	24/01/14	24/07/15	100	4,50%	Infini	455 000
CD BMCE	13/01/14	12/01/15	100	4,25%	Infini	409 000
CD BMCE	21/03/14	21/03/16	100	4,10%	Infini	705 000
CD BMCE	21/03/14	20/03/15	100	3,75%	Infini	295 000
CD BMCE	18/04/14	18/04/17	100	4,25%	Infini	420 000
CD BMCE	14/04/14	13/04/15	100	3,75%	Infini	82 000
CD BMCE	01/04/14	31/03/15	100	3,75%	Infini	40 000
CD BMCE	01/04/14	01/04/16	100	4,10%	Infini	60 000
CD BMCE	09/04/14	09/04/18	100	3,85%	Infini	65 000
CD BMCE	07/04/14	06/04/15	100	3,75%	Infini	90 000
CD BMCE	28/04/14	27/04/15	100	3,70%	Infini	520 000
CD BMCE	07/04/14	07/04/17	100	4,25%	Infini	443 000
CD BMCE	30/04/14	29/04/15	100	3,75%	Infini	250 000
CD BMCE	30/04/14	30/04/17	100	4,20%	Infini	310 000
CD BMCE	30/04/14	30/04/18	100	4,40%	Infini	170 000
CD BMCE	30/04/14	30/04/19	100	4,55%	Infini	365 000
CD BMCE	08/05/14	08/05/17	100	4,15%	Infini	70 000
CD BMCE	08/05/14	08/05/19	100	4,50%	Infini	12 000
CD BMCE	08/05/14	07/05/15	100	3,65%	Infini	35 000
CD BMCE	13/05/14	13/05/16	100	3,90%	Infini	200 000
CD BMCE	15/05/14	15/05/17	100	4,20%	Infini	210 000
CD BMCE	13/05/14	12/05/15	100	3,60%	Infini	30 000
CD BMCE	23/06/14	22/06/15	100	3,55%	Infini	60 800
CD BMCE	04/06/14	03/06/15	100	3,60%	Infini	250 000
CD BMCE	14/07/14	13/07/15	100	3,50%	Infini	230 000
CD BMCE	27/10/14	26/10/15	100	3,20%	Infini	932 000
CD BMCE	27/10/14	27/10/16	100	3,35%	Infini	143 000
CD BMCE	27/10/14	27/04/15	100	3,10%	Infini	90 000
CD BMCE	27/10/14	26/01/15	100	3,00%	Infini	350 000
CD BMCE	11/11/14	11/11/16	100	3,35%	Infini	370 000
CD BMCE	11/11/14	10/11/15	100	3,20%	Infini	335 000
CD BMCE	25/11/14	24/11/15	100	3,15%	Infini	633 000
						10 728 800

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

PASSIF	2014	2013
Instruments Optionnels Vendus	**11 279**	**2 943**
Opérations Diverses sur Titres	**2 251 953**	**6 443 606**
Créditeurs Divers	**1 140 525**	**678 626**
Sommes dues à l'Etat	559 114	384 988
Sommes dues aux organismes de prévoyance	51 841	54 973
Sommes diverses dues au personnel	162 670	112 645
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	3 588	3 578
Fournitures de biens et services	23 069	-
Divers autres créditeurs	340 243	122 442
Comptes de Régularisation	**546 844**	**968 631**
Comptes d'ajustement des opérations du hors bilan	150 827	47 707
Comptes d'écarts sur devises et titres	-	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	90 551	275 008
Charges à payer et produits constatés d'avance	209 824	283 881
Autres comptes de régularisation	95 642	362 035
TOTAL	**3 950 602**	**8 093 806**

(En milliers de dirhams)

PROVISIONS

	Encours 2013	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 2014
Provisions, déduites de l'actif, sur :	**4 449 194**	**1 676 384**	**763 557**	**-5 729**	**5 356 292**
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	58 672			-3	58 669
Créances sur la clientèle	3 256 312	1 584 999	649 959	1 639	4 192 992
Agios réservés	14 297		4 564		9 733
Titres de placement	-			-	
Titres de participation et emplois assimilés	1 111 800	91 385	108 515	-7 281	1 087 389
Immobilisations en crédit-bail et en location	-				-
Titres d'investissements	8 113		520	-84	7 509
Provisions inscrites au passif	**639 507**	**18 227**	**240 173**	**-8 462**	**409 098**
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1 379	433	55	-	1 757
Provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	615 021		224 421	-	390 600
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges (E.C)	23 107	17 794	15 697	-8 462	16 741
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	**5 088 701**	**1 694 610**	**1 003 730**	**-14 191**	**5 765 390**

(En milliers de dirhams)

DETTES SUBORDONNEES AU 31 DECEMBRE 2014

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur MAD)
DH	1 000 000	1	4,98%	10 ans	1 000 000
DH	150 000	1	5,95%	Perpétuel	150 000
DH	850 000	1	4,96%	Perpétuel	850 000
DH	950 000	1	5,22%	Perpétuel	950 000
DH	50 000	1	5,30%	Perpétuel	50 000
DH	160 000	1	6,18%	10 ans	160 000
DH	50 000	1	6,18%	10 ans	50 000
DH	790 000	1	5,01%	10 ans	790 000
DH	154 500	1	5,64%	10 ans	154 500
DH	845 500	1	4,22%	10 ans	845 500
EUR	70 000	11	5,86%	10 ans	767 865
EUR	35 000	11	5,90%	10 ans	383 933

CAPITAUX PROPRES	Encours 2013	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 2014
Ecarts de réévaluation	**-**	**-**	**-**	**-**
Réserve et primes liées au capital	**10 309 544**	**390 800**	**-6 597**	**10 693 747**
Réserve légale	460 306	-		460 306
Autres réserves	4 942 820	390 800	**-6 597**	5 327 023
Primes d'émission, de fusion et d'apport	4 906 418	-		4 906 418
Capital	**1 794 633**	**-**		**1 794 633**
Capital appelé	1 794 633	-		1 794 633
Capital non appelé	-	-	-	-
Certificats d'investissement	-	-	-	-
Fonds de dotations	-	-		
Actionnaires-Capital non versé	**-**	**-**	**-**	**-**
Report à nouveau (+/-)	**40**	**30**	**-**	**10**
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	**-**	**-**	**-**	**-**
Résultat net de l'exercice (+/-)	**1 108 623**	**-**	**-**	**1 203 572**
TOTAL	**13 212 840**	**390 830**	**-6 597**	**13 691 962**

(En milliers de dirhams)

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE	2014	2013
Engagements de financement et de garantie donnés	**15 674 188**	**19 717 257**
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	**1 010 948**	**1 174 388**
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédit confirmés	1 010 948	1 174 388
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	**5 135 737**	**9 390 830**
Crédits documentaires import	1 840 429	4 103 121
Acceptations ou engagements de payer	668 394	864 663
Ouvertures de crédit confirmés	2 322 282	4 074 666
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Autres engagements de financement donnés	304 632	348 380
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	**2 475 877**	**2 405 795**
Crédits documentaires export confirmés	32 356	103 965
Acceptations ou engagements de payer	4 186	10 057
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	2 439 335	2 291 773
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	**7 051 626**	**6 746 244**
Garanties de crédits données	-	-
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	5 097 562	4 821 898
Autres cautions et garanties données	1 954 064	1 924 346
Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financement et de garantie reçus	**5 911 114**	**5 377 234**
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	**-**	**-**
Ouvertures de crédits confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	**5 880 341**	**5 346 464**
Garanties de crédits	2 079 268	2 042 433
Autres garanties reçues	3 801 073	3 304 031
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	**30 773**	**30 770**
Garanties de crédits	30 773	30 770
Autres garanties reçues	-	-

(En milliers de dirhams)

ENGAGEMENTS SUR TITRES	
Engagements donnés	**33 646**
Titres achetés à réméré	-
Autres titres à livrer	33 646
Engagements reçus	**158 419**
Titres vendus à réméré	
Autres titres à recevoir	158 419

(En milliers de dirhams)

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations Succursale de Paris et TOS	
	2014	2013	2014	2013
Opérations de change à terme	16 670 787	41 351 033	9 980 955	3 028 691
Devises à recevoir	6 700 118	18 706 181	3 837 802	1 241 209
Devises à livrer	1 036 054	3 001 013	2 364 861	24 269
Dirhams à recevoir	7 327 725	17 646 092	2 642 017	1 500 194
Dirhams à livrer	1 606 890	1 997 747	1 136 275	263 019
Dont swaps financiers de devises	-	-	-	-
Engagements sur produits dérivés	5 623 714	26 210 436	473 290	627 829
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-		-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	3 730 389	3 582 753	473 290	627 089
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	915 161	21 035 373	-	740
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	978 164	1 592 310	2 939	-

(En milliers de dirhams)

VALEURS ET SURETES REÇUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons duTrésor et valeurs assimilées	2 365 502		
Autres titres	1 109 175		
Hypothèques	50 914 725		
Autres valeurs et sûretés réelles	130 764 731		
TOTAL	185 154 133		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 296 104	BDT donnés en pension	
Autres titres	2 228 260		
Hypothèques	-	Autres valeurs données en pension	
Autres valeurs et sûretés réelles	-		
TOTAL	7 524 364		

(En milliers de dirhams)

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

	D< 1 mois	1 mois<D< 3 mois	3 mois<D< 1 an	1 an <D< 5 ans	D> 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 338 811	1 657 626	1 934 676	6 342 242	639 497	15 912 852
Créances sur la clientèle	13 859 118	11 601 437	10 712 342	22 630 081	23 557 573	82 360 551
Titres de créance	2 781 545	2 633 462	1 019 523	1 865 113	2 475 244	10 774 887
Créances subordonnées	-	-	-	-	-	-
Crédit-bail et assimilé	-	-	-	-	-	-
TOTAL	21 979 474	15 892 525	13 666 541	30 837 436	26 672 314	109 048 290
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	6 141 844	5 373 605	2 638 061	918 964	24 224	15 096 698
Dettes envers la clientèle	3 440 637	6 182 030	12 857 612	2 573 780	1 704 470	26 758 529
Titres de créance émis	2 279 000	535 000	4 371 800	3 543 000	-	10 728 800
Emprunts subordonnés	-	-	-	2 151 798	2 000 000	4 151 798
TOTAL	11 861 481	12 090 635	19 867 473	9 187 542	3 728 694	56 735 825

(En milliers de dirhams)

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE AU 31 DECEMBRE 2014

Nombre	Montant global des risques	Montant des risques dépassant 5% des fonds propres		
		Crédits par décaissement	Crédits par signature	Montant des titres détenus dans le capital du bénéficiaire
23	46 053 245	34 705 872	4 138 674	492 665

(En milliers de dirhams)

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE	2014
ACTIF	21 838 166
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	50 125
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	9 366 605
Créances sur la clientèle	5 940 306
Titres de transaction et de placement et d'investissement	1 623 145
Autres actifs	98 322
Titres de participation et emplois assimilés	4 565 503
Créances subordonnées	194 160
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	17 714 114
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Dettes envers les établissements de crédit et asssimilés	12 541 654
Dépôts de la clientèle	1 274 022
Titres de créance émis	2 712 555
Autres passifs	34 085
Dettes Subordonnées	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	1 151 798
HORS BILAN	4 658 829
Engagements donnés	4 500 432
Engagements reçus	158 397

(En milliers de dirhams)

MARGE D'INTERÊT	2014	2013
Intérêts perçus	**6 500 827**	**6 041 566**
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	545 344	522 743
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	5 388 763	4 998 724
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	566 720	520 099
Intérêts servis	**3 309 419**	**3 120 057**
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	928 695	953 903
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	1 739 036	1 758 132
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	641 688	408 021

(En milliers de dirhams)

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE	2014	2013
Titres de participation	**16 978**	**5 921**
Participations dans les entreprises liées	**349 216**	**344 243**
Titres de l'activité de portefeuille	**-**	**-**
Emplois assimilés	**51 185**	**61 677**
TOTAL	417 379	411 841

(En milliers de dirhams)

COMMISSIONS	2014	2013
Commissions perçues	**1 031 765**	**1 007 734**
Sur opérations avec les établissements de crédit	169	-
Sur opérations avec la clientèle	367 607	310 302
Sur opérations de change	205 878	276 015
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	28 040	25 993
Sur produits dérivés	-	2 200
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	26 639	22 391
Sur moyens de paiement	286 131	277 186
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	49 826	38 285
Sur autres prestations de service	67 474	55 362
Commissions versées	**222 187**	**289 552**
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle	-	-
Sur opérations de change	126 248	196 823
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-	6 022
Sur produits dérivés	5 276	
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	19 444	9 922
Sur moyens de paiement	42 447	41 876
Sur activités de conseil et d'assistance	-	-
Sur ventes de produits d'assurances	-	-
Sur autres prestations de service	28 772	31 497

(En milliers de dirhams)

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	2014	2013
Produits	**2 852 596**	**1 813 968**
Gains sur les titres de transaction	1 065 354	660 715
Plus-value de cession sur titres de placement	174 222	199 313
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	-	1 058
Gains sur les produits dérivés	1 188 156	684 955
Gains sur les opérations de change	424 863	267 927
Charges	**1 553 526**	**870 784**
Pertes sur les titres de transaction	71 417	36 843
Moins-value de cession sur titres de placement	88 017	104 928
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	-	-
Pertes sur les produits dérivés	1 180 355	625 273
Pertes sur opérations de change	213 737	103 740
Résultat	**1 299 070**	**943 184**

(En milliers de dirhams)

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	2014	2013
Charges du personnel	**1 352 127**	**1 308 295**
Impôts et taxes	**63 553**	**63 332**
Charges externes	**1 273 849**	**1 198 082**
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	**338 593**	**324 036**

(En milliers de dirhams)

AUTRES PRODUITS ET CHARGES	2014	2013
Produits et charges		
Autres produits et charges bancaires	1 083 859	746 415
Autres produits bancaires	3 058 475	2 092 183
Autres charges bancaires	1 974 616	1 345 768
Produits et charges d'exploitaion non bancaire	**98 089**	**255 795**
Produits d'exploitation non bancaire	153 683	350 943
Charges d'exploitation non bancaire	55 594	95 148
Autres charges		
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrecouvrables	2 154 538	1 216 165
Autres produits		
Reprises de provisions et récupérations sur créances amorties	1 020 744	525 818

(En milliers de dirhams)

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL	Montant
I- Résultat Net Comptable	
Bénéfice net	**1 203 572**
Perte nette	
II- Réintégrations fiscales	**316 560**
1- Courantes	**65 427**
Dons et subventions	7 910
Cadeaux	10 736
Charges non dédudctibles	18 667
Primes de jouets	1 525
Amortissement voitures non déductibles	6 892
Provisions pour risques généraux	-
Contribution à la cohésion sociale	19 696
2- Non courantes	**251 133**
Impôts sur les sociétés	251 133
III- Déductions fiscales	**603 290**
1- Courantes	**603 290**
Dividendes	349 216
Boni de liquidation SIP	21 717
Produits non soumis à l'IS (sursis d'imposition)	232 357
2- Non courantes	**-**
Produits non soumis à l'IS (sursis d'imposition)	-
VI- Résultat net	**916 841**
Impôts sur les sociétés	**251 133**

(En milliers de dirhams)

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS	Montant
I.Détérmination du résultat	
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 454 706
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	65 427
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	603 290
(=) Résultat courant théoriquement imposable	916 842
(-) Impôt théorique sur résultat courant	339 232
(=) Résultat courant après impôts	1 115 474
II. Indications du regime fiscal et des avantages octroyes par les codes des investissements ou par des dispositions legales specifiques	

(En milliers de dirhams)

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

Nature	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Declarations T.V.A de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A- TVA collectée	**94 778**	**607 039**	**608 680**	**93 138**
B- TVA à récupérer	**77 583**	**417 954**	**404 057**	**91 480**
Sur charges	74 266	371 837	360 055	86 047
Sur immobilisations	3 317	46 117	44 002	5 433
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	**17 196**	**189 085**	**204 623**	**1 657**

(En milliers de dirhams)

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL AU 31 DÉCEMBRE 2014

Montant du capital : 1 794 633 900

Montant du capital social souscrit non appelé : -

Valeur nominale des titres : 10,00

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
		31 déc 2013	31 déc 2014		
A- Actionnaires marocains					
RMA WATANYA*	67 Avenue des FAR - Casablanca	53 871 291	53 814 091	29,99%	29,99%
SFCM	239, Bd Mohamed V	907 205	907 205	0,51%	0,51%
FINANCECOM	69 Avenue des FAR - Casablanca	11 602 664	10 705 347	5,97%	5,97%
CIMR	100, Bd Abdelmoumen - Casablanca	7 348 804	7 348 804	4,09%	4,09%
CDG **		15 186 872	15 186 872	8,46%	8,46%
MAMDA/ MCMA	16 Rue Abou Inane -Rabat	9 220 533	9 220 533	5,14%	5,14%
Personnel BMCE		2 688 743	2 620 016	1,46%	1,46%
SBVC et divers		26 974 116	27 997 360	15,60%	15,60%
TOTAL (1)		**127 800 228**	**127 800 228**		
B- Actionnaires étrangers					
BES VIDA COMPAHNIA DE SEGUROS SA		4 634 108	4 634 108	2,58%	2,58%
Banque fédérative du crédit mutuel		47 029 054	47 029 054	26,21%	26,21%
TOTAL		**179 463 390**	**179 463 390**	**100%**	**100%**

* Y compris OPCVM DE RMA WATANYA

** Suivant confirmation CDG datée du 12/05/2014

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision de mai 2014			
Report à nouveau	40	Réserves légales	-
Résultats nets en instance d'affectation	-	Dividendes	717 854
Résultats net de l'exercice	1 108 623	Autres affectations	390 809
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements	-		
TOTAL A	**1 108 663**	**TOTAL B**	**1 108 663**

(En milliers de dirhams)

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES	Exercice 2014	Exercice 2013	Exercice 2012
Capitaux Propres et Assimilés	**19 995 030**	**18 633 841**	**17 111 881**
Opérations et Resultats de l'Exercice	**-**	**-**	**-**
1- Produit net bancaire	5 518 532	4 809 284	4 591 117
2- Résultat avant impôts	1 454 706	1 480 987	940 595
3- Impôts sur les résultats	251 133	372 362	227 527
4- Bénéfices distribués	717 854	592 229	515 890
5- Résultats non distribués	-	-	-
Résultat par Titre (en dirhams)	**-**	**-**	**-**
Résultat net par action ou part sociale			
Bénéfice distribué par action ou part sociale	4	3	3
Personnel	**-**	**-**	**-**
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	1 352 127	1 308 295	1 330 648
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	4 955	4 883	4 894

(En milliers de dirhams)

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I. DATATION

. Date de clôture (1)	**31 décembre 2014**
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. Evénements nés postérieurement à la clôture de l'exercice non rattachables à cet exercice et connus avant la 1ère communication externe des états de synthèse

Dates	Indications des événements
	. Favorables
	. Défavorables

EFFECTIFS	2014	2013
Effectifs rémunérés	4 955	4 883
Effectifs utilisés	4 955	4 883
Effectifs équivalent plein temps	4 955	4 883
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)	-	-
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	-	-
Cadres (équivalent plein temps)	3 052	2 889
Employés (équivalent plein temps)	1 903	1 994
Dont effectifs employés à l'étranger	34	32

(En milliers de dirhams)

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES AVEC DEPOTS	Nombre de comptes		Montants	
	2014	2013	2014	2013
Titres dont l'établissement est dépositaire	10 480	13 831	195 865 090	171 042 322
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	68	65	78 929 048	64 157 000
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	-	-	-	-
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion	-	-	-	-

(En milliers de dirhams)

RESEAU	2014	2013
Guichets permanents	665	635
Guichets périodiques	-	-
Guichets automatiques de banque	702	672
Succursales et agences à l'étranger	1	1
Bureaux de représentation à l'étranger	29	28

(En nombre)

COMPTES DE LA CLIENTELE	2014	2013
Comptes courants	84 735	83 347
Comptes chèques, hors MRE	255 591	254 381
Comptes MRE	1 061 654	1 060 337
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	774 586	723 095
Comptes à terme	10 834	11 213
Bons de caisse	2 179	2 178
Autres comptes de dépôts	-	-

(En nombre)

Sont assortis de la mention Néant, pour l'exercice 2014, les états suivants :

- **Etat des dérogations ;**
- **Etat des changements de méthodes ;**
- **ImmobilIsations données en crédit bail, en location avec option d'achat et en location simple ;**
- **Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garanties.**

Bilan
Activité Maroc

AU 31 DÉCEMBRE 2014

ACTIF	2014	2013
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 481 611	4 885 976
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	23 743 456	19 591 397
. A vue	3 352 058	3 786 515
. A terme	20 391 398	15 804 882
Créances sur la clientèle	98 491 083	101 505 612
. Crédits de trésorerie et à la consommation	36 297 029	34 156 704
. Crédits à l'équipement	15 013 695	14 980 913
. Crédits immobiliers	34 902 957	33 399 673
. Autres crédits	12 277 402	18 968 322
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	27 149 397	26 914 920
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 888 771	6 517 268
. Autres titres de créance	2 671 234	3 334 877
. Titres de propriété	21 589 392	17 062 775
Autres actifs	1 815 482	1 208 997
Titres d'investissement	4 013 804	4 560 481
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 658 770	1 049 440
. Autres titres de créances	2 355 034	3 511 041
Titres de participation et emplois assimilés	6 432 937	6 318 992
Créances subordonnées	198 777	203 506
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations incorporelles	464 654	472 739
Immobilisations corporelles	2 220 054	2 335 373
TOTAL DE L'ACTIF	166 011 255	167 997 993

(En milliers de dirhams)

PASSIF	2014	2013
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	20 498 643	28 099 376
. A vue	1 293 387	1 011 753
. A terme	19 205 256	27 087 623
Dépôts de la clientèle	108 042 294	101 298 706
. Comptes à vue créditeurs	58 208 801	53 585 224
. Comptes d'épargne	19 170 935	18 266 621
. Dépôts à terme	25 470 293	24 233 233
. Autres comptes créditeurs	5 192 265	5 213 628
Titres de créance émis	13 734 518	11 776 460
. Titres de créance négociables	11 021 963	9 330 980
. Emprunts obligataires	2 712 555	2 445 480
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	4 193 070	8 445 372
Provisions pour risques et charges	408 531	638 936
Provisions réglementées	-	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	6 303 067	5 420 997
Ecarts de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	10 071 404	9 680 604
Capital	1 794 634	1 794 634
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	10	40
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	965 084	842 868
TOTAL DU PASSIF	166 011 255	167 997 993

(En milliers de dirhams)

HORS BILAN	2014	2013
Engagements Donnés	15 351 703	19 141 508
Engagements de financement donnés en faveur d'établissement de crédit et assimilés	1 010 948	1 174 388
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	5 135 737	9 390 671
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 125 528	1 823 591
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	7 045 844	6 745 005
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	33 646	7 853
Engagement Reçus	5 318 861	4 896 190
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	5 129 670	4 676 266
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 773	30 770
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	158 418	189 154

(En milliers de dirhams)

Compte de Produits et Charges Activité Maroc

AU 31 DÉCEMBRE 2014

	2014	2013
Produits d'exploitation bancaire	10 463 129	9 037 322
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	469 714	471 664
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	5 348 621	4 955 432
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	492 041	495 822
Produits sur titres de propriété	416 738	411 811
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	822 577	727 566
Autres produits bancaires	2 913 438	1 975 027
Charges d'exploitation bancaire	5 160 837	4 330 244
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	901 778	893 281
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	1 734 041	1 754 983
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	641 689	408 021
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	1 883 329	1 273 959
Produit net bancaire	5 302 292	4 707 078
Produits d'exploitation non bancaire	140 378	350 941
Charges d'exploitation non bancaire	55 594	95 144
Charges générales d'exploitation	3 003 989	2 886 763
Charges du personnel	1 349 725	1 304 813
Impôts et taxes	63 553	63 332
Charges externes	1 253 075	1 195 748
Autres charges générales d'exploitation	-	-
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	337 636	322 870
Dotations aux provisions et pertes sur créances irrécouvrables	2 139 368	1 216 096
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	1 583 260	536 692
Pertes sur créances irrécouvrables	459 918	167 890
Autres dotations aux provisions	96 190	511 514
Reprises de provisions et récuperations sur créances amorties	972 274	355 009
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	649 959	263 071
Récupérations sur créances amorties	21 577	3 674
Autres reprises de provisions	300 738	88 265
Résultat courant	1 215 993	1 215 026
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	-	-
Résultat avant impôts sur les résultats	1 215 993	1 215 026
Impôts sur les résultats	250 907	372 158
Résultat net de l'exercice	965 086	842 868

(En milliers de dirhams)

Etat des Soldes de Gestion
Activité Maroc

AU 31 DÉCEMBRE 2014

TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	2014	2013
+ Intérêts et produits assimilés	6 310 376	5 922 918
- Intérêts et charges assimilées	3 277 508	3 056 285
Marge d'intérêts	3 032 868	2 866 633
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	1 028 138	1 005 609
- Commissions servies	221 421	288 932
Marge sur commissions	806 717	716 677
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	975 106	623 871
+ Résultat des opérations sur titres de placement	57 096	57 339
+ Résultat des opérations de change	200 021	157 433
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	12 612	58 634
Résultat des opérations de marché	1 244 836	897 277
+ Divers autres produits bancaires	416 738	411 811
- Divers autres charges bancaires	198 867	185 320
Produit net bancaire	5 302 292	4 707 078
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-37 337	129 480
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	140 257	55 643
- Autres charges d'exploitation non bancaire	48 899	48 888
- Charges générales d'exploitation	3 003 990	2 886 762
Résultat brut d'exploitation	2 352 323	1 956 551
+ Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-1 371 642	-437 837
+ Autres dotations nettes des reprises aux provisions	235 311	-303 688
Résultat courant	1 215 992	1 215 026
Résultat non courant	-	-
- Impôts sur les résultats	250 908	372 158
Résultat net de l'exercice	965 084	842 868

(En milliers de dirhams)

CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	2014	2013
+ Résultat net de l'exercice	965 084	842 868
+ Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	337 636	322 870
+ Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	91 385	189 052
+ Dotations aux provisions pour risques généraux	-	-
+ Dotations aux provisions réglementées	-	-
+ Dotations non courantes	-	-
- Reprises de provisions	60 622	69 490
- Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	45 791	4 022
+ Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	250	2 468
- Plus-values de cession sur immobilisations financières	121	295 298
+ Moins-values de cession sur immobilisations financières	6 694	46 256
- Reprises de subventions d'investissement reçues	-	-
+ Capacité d'autofinancement	1 294 515	1 034 704
- Bénéfices distribués	-	592 229
+ Autofinancement	1 294 515	442 475

(En milliers de dirhams)

Réseau de BMCE Bank à l'International

Filiales du Groupe BMCE Bank

Réseau de BMCE Bank à l'International

FRANCE

Asnières
43 Rue Pierre Brossolette
92600 - Asnières Sur Seine
Tél. : 3301 46 13 43 40
Fax : 3301 46 13 43 44

Bordeaux
35 Avenue Charles de Gaulle
33200 - Bordeaux
Tél. : 3305 56 02 62 60
Fax : 3305 56 17 09 52

Dijon
64 bis Avenue du drapeau
21000 - DIJON
Tél. : 3303 80 60 59 00
Fax : 3303 80 60 59 01

Lille
48 Boulevard de la liberté
59800 - LILLE
Tél. : 3303 20 40 12 00
Fax : 3303 20 12 98 08

Lyon
1 Rue Carry
69003 - LYON
Tél. : 334 72 34 38 07
Fax : 334 78 54 24 04

Mantes-la-jolie
34 Boulevard du Marechal Juin
78200 - MANTES LA JOLIE
Tél. : 3301 39 29 25 30
Fax : 3301 39 29 25 44

Marseille
20 Boulevard Dugommier
13001 - MARSEILLE
Tél. : 3304 91 64 04 31
Fax : 3304 91 64 88 47

Montpellier
59 Cours Gambetta
34000 - MONTPELLIER
Tél. : 3304 67 58 06 18
Fax : 3304 67 58 58 06

Orléans
6/8 Place de l'indien
45100 - ORLEANS
Tél. : 3302 38 25 31 90
Fax : 3302 38 25 31 99

Paris
175 bis Avenue de Clichy
75017 - PARIS
Tél. : 3301 44 69 96 72
Fax : 3301 42 93 90 98

Strasbourg
13 Avenue du Général de Gaulle
67000 - STRASBOURG
Tél. : 3303 88 61 00 18
Fax : 3303 88 61 45 73

Toulouse
64 bis Avenue Jean Rieux
31500 - TOULOUSE
Tél. : 3305 61 20 08 79
Fax : 3305 61 20 06 92

ESPAGNE

Almèria
Calle Lentisco Nº27 Local 5
04007 - Almería
Tél. : 349 50 28 23 28
Fax : 349 50 15 25 76

Barcelona
Calle Tarragona nº 84 – 90, local 4
08015 - Barcelona
Tél. : 349 33 25 17 50
Fax : 349 34 23 26 05

Madrid
Plaza Cataluna nº 1
28002 - Madrid
Tél. : 349 15 64 58 34
Fax : 349 15 64 59 11

Malaga
Calle La Union, N 12
C.P. 29006 Malaga
Tél. : 951 560 700
Fax : 951 767 222

Murcia
Calle Bolos 6 bajo 2
30005 - Murcia
Tél. : 349 68 29 06 73
Fax : 3449 68 29 12 63

Tarragona
Rambla Nova 125 bajo 3
43001 - Tarragona
Tél. : 34977248524
Fax : 34977213732

Valence
Plaza Alfonso el Magnánimo 3 – 1ª pl
46003 - VALENCIA
Tél. : 349 63 53 44 41
Fax : 349 63 94 24 39

ITALIE

Bologna
Viale Pietro Pietramellara, 35
40121 - Bologna
Tél. : 00 39 05 12 49 824
Fax : 00 39 02 89 69 16 283

Milano
Viale Nazario Sauro 5
20124 - MILANO
Tél. : 3902 89 28 17 00
Fax : (+39) 02 89 69 16 28

Padova
Corso Del Popolo, 1
35131 - PADOVA
Tél. : (+39) 04 97 80 03 01
Fax : (+39) 04 97 80 61 94

Torino
Piazza della Repubblica, 19
10152 - TORINO
Tél. : (+39) 01 14 36 77 89
Fax : (+39) 01 14 36 75 18

ROYAUME - UNI

London
19 Craven Road W2
3Bp - London
Tél. : 4420 75 18 82 52
Fax : 4420 76 29 05 96

EMIRATS ARABES UNIS

Bureau de représentation aux Emirats Arabes Unis
BP 4066 - ABU DHABI
PO BOX 107 335
Tél. : 971 24 41 55 61/62

ALLEMAGNE

Düsseldorf
Eller Strasse 104
Tél. : 40227 - DUSSELDORF
Fax : 4921 18 63 98 64
4921 18 63 98 70

Frankfurt
BASELER Str 35-37
60329 - FRANKFURT
Tél. : 496 92 74 03 40
Fax : 4969 27 40 34 44

BELGIQUE

Bruxelles
30 Boulevard Maurice Lemonnier
1000 - Bruxelles
Tél. : 32 22 13 19 90
Fax : 322 22 13 19 99

Bruxelles Molenbeek
139, chaussée de Gand
1080 Molenbeek - Bruxelles
Tél. : 00 32 24 41 49 45

Anvers
Borgerhout, Drink 7/3
2140 - ANVERS
Tél. : 0323270 04 13

CANADA

Bureau de représentation au Canada
1241 rue Peel (coin Sainte Catherine)
H3B 5L4
Montréal (Québec)
CANADA
Tél. : +1 514 224 1451

CHINE

Bureau de représentation de Pekin
Henderson Center, Tower One,
Units 1202/1203/1204
18, Jian Guo Men Nei Avenue
100 005 Beijing, PR China
Tél. : 00 8610 65 18 23 63
Fax : 00 8610 65 18 23 53

PAYS BAS

Amsterdam
183 Johan Huizingalaan
1065 JA
AMSTERDAM

Rotterdam
Vieroombachtstraat 98 b,
3023AS, Rotterdam
Tél. : 00 31 1 02 37 18 52 à 55

Filiales du Groupe BMCE Bank

BMCE CAPITAL

PRESIDENT DU DIRECTOIRE
M. Khalid NASR
OBJET
Banque d'Affaires
SIEGE SOCIAL
Tour BMCE, rond point Hassan II,
20 039 Casablanca
TEL : 0522 49 89 78
FAX : 0522 22 47 41/48
SITE INTERNET
www.bmcecapital.com

SECRETAIRE GENERAL
M. Mohamed IDRISSI
TEL : 0522 46 20 01
FAX : 0522 22 47 48

BMCE CAPITAL MARKETS
M. Abdelmalek BENABDELJALIL
TEL : 0522 49 82 04
FAX : 0522 43 01 34

BMCE CAPITAL BOURSE

DIRECTEUR GENERAL
M. Anas MIKOU
OBJET
Société de Bourse
SIEGE SOCIAL
Tour BMCE, rond point Hassan II,
20 039 Casablanca
TEL : 0522 49 81 01
FAX : 0522 48 10 07
SITE INTERNET
www.bmcecapital.com

BMCE CAPITAL GESTION

DIRECTEUR GENERAL
M. Amine AMOR
OBJET
Société de Gestion d'Actifs
SIEGE SOCIAL
Tour BMCE, rond point Hassan II,
20 039 Casablanca
TEL : 0520 36 43 00
FAX : 0522 47 10 97
SITE INTERNET
www.bmcecapital.com

BMCE CAPITAL GESTION PRIVÉE

DIRECTEUR GENERAL
Mme. Meryem BOUAZZAOUI
OBJET
Société de gestion de patrimoine
SIEGE SOCIAL
Tour BMCE, rond point Hassan II,
20 039 Casablanca
TEL : 0522 49 89 65
FAX : 0522 48 13 77
SITE INTERNET
www.bmcecapital.com

BMCE CAPITAL CONSEIL

PRESIDENT DU DIRECTOIRE
M. Mehdi Jalil DRAFATE
OBJET
Conseil Financier
TEL : 0522 42 91 00
FAX : 0522 43 00 21
SITE INTERNET
www.bmcecapital.com

BMCE EUROSERVICES

DIRECTEUR GENERAL
M. Adil MESBAHI
OBJET
ACTIVITÉ MRE
SIEGE
6, Rue Cambacérès, 75008
TEL : 01 42 66 60 70
FAX : 01 42 66 60 50

BMCE BANK INTERNATIONAL UK/FRANCE

DIRECTEUR GENERAL
M. Mohammed Afrine
SIEGE A LONDRES
26 Upper Brook St
Mayfair
London W1K 7QE Royaume Uni
TEL.: 00 44 207 429 55 50
FAX : 00 4 207 248 85 95
SIEGE EN FRANCE
33/41 Rue Cambon 75 001 Paris -
France
TEL : 00 33 1 70 36 94 00
FAX : 00 33 1 70 36 94 37
SITE INTERNET
www.bmce-intl.co.uk

BMCE INTERNATIONAL MADRID

DIRECTEUR GENERAL
M. Radi Hamudeh
SIEGE
Celle Serrano, Nº59 28 006 Madrid -
Espagne
TEL : 00 34 915 75 68 00
FAX : 00 34 914 31 63 10
SITE INTERNET
www.bmce-intl.com

BANK OF AFRICA

ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GENERAL
M. Amine BOUABID
OBJET
Banque
SIEGE SOCIAL
Agora Mali Bureau de Représentation
de Dakar - Sénégal 3, place de l'indé-
pendance, Immeuble
TEL. : 00 2213 38 89 55 00
00 2213 38 23 41 96
FAX : 00 3491 431 63 10

LA CONGOLAISE DE BANQUE

DIRECTEUR GENERAL
M. Mostafa HABBOUCHA
SIEGE
Avenue Amilcar Cabral
TEL : 00 242 222 81 09 78/222 81 09 56
FAX : 00 242 222 81 09 77/222 81 10 30
SITE INTERNET
www.lacongolaisedebanque.com

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI

DIRECTEUR GENERAL
M. Amadou SIDIBÉ
SIEGE
Avenue Modibo Kéita
BP 94 Bamako Mali
TEL : 00 223 20 22 20 50 22/20 22 53 36
FAX : 00 223 20 22 50 85/20 22 42 50
SITE INTERNET
www.bdm-sa.com

AXIS CAPITAL

DIRECTEUR GENERAL
M. Ahmed BENGHAZI
OBJET
Banque d'Affaires
SIEGE SOCIAL
67, Avenue Mohamed V - 1002 Tunis
Tunisie
TEL : 00216 71 901 250
0021625901901
FAX : 00216 71 904 522

MAGHREBAIL

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
M. Azeddine GUESSOUS
OBJET
Société de leasing
SIEGE SOCIAL
45, Bd Moulay Youssef,
20 000 Casablanca
TEL : 0522 48 65 00
FAX : 0522 27 44 18
SITE INTERNET
www.maghrebail.co.ma

RM EXPERTS

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL
M. Mamoun BELGHITI
OBJET
Société de Recouvrement
SIEGE SOCIAL
Lotissement Zénith Mille-
nium - Immeuble 2 bis
3ème étage - Sidi Maârouf
Casablanca
TEL : 05 22 20 42 91 78 / 79
FAX : 05 22 58 09 87

SALAFIN

PRESIDENT DU DIRECTOIRE
M. Aziz CHERKAOUI
OBJET
Société de Crédit à la
Consommation
SIEGE SOCIAL
Zenith Millenium
Immeuble 8, Sidi Maârouf
Casablanca
TEL : 0522 97 44 55
FAX : 0522 97 44 77
SITE INTERNET
www.SALAFIN.com

MAROC FACTORING

PRESIDENT DU DIRECTOIRE
M. Youssef HAMIRIFOU
OBJET
Société de Factoring
SIEGE SOCIAL
Bd. Moulay Youssef, nº 63,
résidence Adriana, 1er étage
TEL : 0520 42 76 32/37
FAX : 0522 20 62 77
SITE INTERNET
www.maroc-factoring.co.ma

Historique

2014
- Ouverture d'une Représentation au Canada dans le cadre d'un partenariat avec le Mouvement Desjardins
- Elargissement du réseau de BMCE EuroServices à travers l'ouverture de nouvelles implantations aux Pays-Bas, en Allemagne et en Belgique à Anvers.
- Organisation de la 1ère édition de China Africa Investment Meetings en collaboration avec China Africa Joint Chamber of Commerce and industry.
- Démarrage de l'activité de BOA Capital – dotée du statut CFC en partenariat avec BMCE Capital
- Emission d'un emprunt obligataire subordonné de DH 2 milliards
- Lancement de l'African Entrepreneurship Award, prix de 1 million de dollars en favuer des jeunes entrepreneurs africains

2013
- Renforcement de la participation de BMCE Bank dans le capital du Groupe panafricain Bank of Africa de 65% à 72,6% en 2013
- Restructuration de BMCE International Holding regroupant désormais les deux filiales européennes BBI Londres et BBI Madrid, au service de l'Afrique
- Création de BMCE Euroservices filiale qui propose aux MRE une gamme diversifiée de produits & services
- Emission réussie du 1er Eurobond marocain Corporate, souscrit par une soixantaine d'investisseurs étrangers au montant de 300 millions de dollars

2012
- Augmentation de capital de BMCE Bank de l'ordre de 1,5 milliard de DH au profit des actionnaires de référence
- Emission d'un emprunt obligataire subordonné de DH 1 milliard
- Montée dans le capital du Groupe Bank of Africa pour atteindre 65%
- Obtention de BMCE Bank, pour la deuxième année consécutive, du label « *BMCE Bank – Entreprise Sans Tabac* » niveau Or, décerné par l'association Lalla Salma de lutte contre le cancer
- BMCE Bank élue « *Socially Responsible Bank of the Year* » par *The African Awards* « *Best Trade Finance Bank in Morocco* » par le magazine *Global Trade Review*
- BMCE Bank primée «*Top Performers RSE Maroc*» décerné par Vigeo pour sa stratégie environnementale et son engagement sociétal

2011
- Montée dans le capital du Groupe Bank of Africa pour atteindre 59,39%
- Renforcement de la participation de BMCE Bank dans le capital de Locasom à 89,5%
- BMCE Bank élue pour la 2ème fois en 2011 « *Best Bank in Morocco* » par le magazine britannique *EMEA FINANCE*
- Première banque au Maroc et dans la région MENA à obtenir la certification ISO 14001 pour l'environnement

2010
- Entrée du Groupe CDG dans le capital de BMCE Bank à hauteur de 8%
- Augmentation de capital réservée au Groupe Crédit Mutuel-CIC, à travers sa société Holding BFCM, de DH 2,5 milliards, prime d'émission comprise
- Lancement de la première tranche d'augmentation de capital réservée au personnel du Groupe BMCE Bank, d'un montant de 500 MDH, prime d'émission comprise sur une enveloppe globale de DH 1 milliard
- Prise de Contrôle de Bank of Africa, suite à la montée de BMCE Bank dans son capital à 55,8%
- Renforcement de la participation de BMCE Bank dans Maghrébail de 35,9% à 51%

2009
- Renforcement de la participation de CIC dans le capital de BMCE Bank, à travers sa holding BFCM, de 15,05% à 19,94%
- Emission d'une dette subordonnée perpétuelle de 1 milliard de DH sur le marché local

2008
- Acquisition d'une part additionnelle de 5% par le CIC dans le capital de BMCE Bank, portant sa participation à 15,04%
- Lancement d'un emprunt subordonné perpétuel de Eur 70 millions conclu avec la SFI
- Lancement d'un emprunt subordonné de Eur 50 millions auprès de la Proparco
- Emission d'un emprunt subordonné de DH 1 milliard
- Réduction de la valeur nominale de BMCE Bank de DH 100 à DH 10
- Renforcement de la participation de la Banque dans le capital de Bank of Africa de 35% à 42,5%
- Transfert de la participation de CIC dans le capital de BMCE Bank, à sa holding, la Banque Fédérative du Crédit Mutuel

2007
- Entrée de la Caja Mediterraneo dans le capital de la Banque à hauteur de 5% aux termes d'un partenariat stratégique
- Alliance entre les Groupes BMCE Bank et AFH/Bank of Africa, BMCE Bank devenant l'actionnaire bancaire de référence du Groupe Bank of Africa à travers une participation à hauteur de 35% du capital
- Démarrage des activités de MédiCapital Bank, filiale du Groupe BMCE Bank basée à Londres
- Obtention par BMCE Bank du 1er prix Ressources Humaines attribué par l'Association des Gestionnaires et Formateurs des ressources humaines (AGEF)
- 1er Prix de la Communication Financière décerné pour la 2ème année consécutive par la Société Marocaine des Analystes Financiers à BMCE Bank en tant que première société cotée et premier banquier, toutes catégories confondues

2006
- Obtention du rating «*Investment Grade*» sur les dépôts bancaires en DH, attribué par l'agence de rating internationale Moody's
- Certification ISO 9001 des activités de Financement de Projet et de Recouvrement
- Obtention du titre «*Bank of the Year - Morocco*», pour la 5ème fois depuis 2000 et la 3ème année consécutive, décerné par *The Banker Magazine*
- Inauguration d'Axis Capital, banque d'affaires en Tunisie
- Obtention par la Fondation BMCE Bank du Prix d'Excellence pour le Développement Durable, décerné par la Fondation Maroco-Suisse

2005
- Nouvelle identité visuelle enrichie pour BMCE Bank dans le cadre de la célébration du 10ème anniversaire de sa privatisation
- Lancement du programme d'ouverture de 50 agences par an
- Signature d'une convention avec la BEI pour la mise en place d'une ligne de financement de 30 millions d'euros sans garantie souveraine
- Lancement de la 2ème OPV réservée aux salariés du Groupe BMCE Bank
- Lancement de la 2ème tranche de l'emprunt obligataire subordonné de 500 millions de dirhams
- Titre «*Bank of the Year - Morocco* » décerné à BMCE Bank par *The Banker Magazine*

2004
- Prise de participation du CIC à hauteur de 10% du capital de BMCE Bank
- 1ère entreprise non européenne ayant fait l'objet d'un rating social au Maroc
- Titre «*Bank of the Year - Morocco*» décerné à BMCE Bank par *The Banker Magazine*

2003
- Lancement du projet d'entreprise CAP CLIENT
- Lancement d'une OPV réservée au personnel portant sur 4,72% du capital de la Banque
- Lancement d'un emprunt obligataire subordonné de 500 millions de dirhams
- Inauguration de BMCE Capital Dakar

2002
- Entrée en vigueur d'une nouvelle organisation centrée sur le client
- Certification ISO 9001 pour l'ensemble des activités de gestion des transactions Titres
- Changement du statut de l'agence de Tanger Zone Franche qui devient une banque offshore
- Programme de rachat de 1,5 millions d'actions BMCE, représentant 9,45% du capital social

2001
- Ouverture du Bureau de Barcelone
- Certification ISO 9001 pour le système de management de la qualité mis en place pour les activités étranger et monétique
- Titre «*Bank of the Year - Morocco*» décerné à BMCE Bank par *The Banker Magazine*

2000
- Ouverture des Bureaux de Représentation de Londres et de Pékin
- Création du Holding Finance.Com
- Titre «*Bank of the Year - Morocco*» décerné à BMCE Bank par *The Banker Magazine*

1999
- Prise de participation dans le capital d'AL WATANIYA donnant naissance à un pôle leader dans l'assurance
- Acquisition par le Groupe BMCE de 20% du capital du premier opérateur privé de Télécoms, MEDITELECOM

1998
- Création de BMCE CAPITAL, la banque d'affaires du Groupe

1997
- Création de SALAFIN, la société de crédit à la consommation

1996
- Lancement sur les marchés financiers internationaux d'une opération inédite d'émission de 60 millions de dollars d'actions GDRs

1995
- Privatisation de la Banque

1994
- Création des premières entités des marchés des capitaux de BMCE Bank : MIT et MARFIN

1989
- Ouverture de BMCE International à Madrid

1988
- Création de Maroc Factoring, société d'affacturage

1975
- Introduction en bourse

1972
- BMCE, première banque marocaine à s'installer à l'étranger en ouvrant une agence à Paris

1965
- Ouverture de l'agence Tanger Zone Franche

1959
- Création de la BMCE par les Pouvoirs Publics

BMCE BANK

BP 20 039 Casa Principale
Tél : 05 22 20 04 92 / 96
Fax : 05 22 20 05 12
Capital : 1 794 633 900 dirhams
Swift : bmce ma mc
Télex : 21.931 - 24.004
Registre de Commerce : casa 27.129
CCP : Rabat 1030
CNSS : 10.2808.5
Numéro Identification Fiscale : 01085112
Patente : 35502790

Gouvernance et Développement Groupe - Communication Financière
Tél : 05 22 49 80 03 / 05 22 49 80 04
Fax : 05 22 26 49 65
E-mail : relationsinvestisseurs@bmcebank.co.ma

PORTAIL BMCE BANK
www.bmcebank.ma

SITE DU COMMERCE INTERNATIONAL
www.bmcetrade.com

PORTAIL BMCE CAPITAL
www.bmcecapital.com

DIRECTION ARTISTIQUE : AMINA BENNANI - IMPRIMERIE : DIRECT PRINT

BMCE BANK

RAPPORT ANNUEL 2014